

Thèse  
Paris  
1910.











**T H E S E**  
**POUR**  
**LE DOCTORAT**

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

**L'ABAISSEMENT**  
**de la**  
**NATALITÉ EN FRANCE**

---

**CAUSES ET REMÈDES**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

*Présentée et soutenue le Mardi 7 Juin 1910, à 3 heures*

PAR

**Charles DUCHAMBON**

---



Président : M. F. FAURE, professeur.

*Suffragants ;*  $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. JAY, professeur.} \\ \text{M. GIDE, professeur.} \end{array} \right.$

---

PARIS (VI<sup>e</sup>)  
LIBRAIRIE MÉDICALE ET SCIENTIFIQUE  
**JULES ROUSSET**  
*1, Rue Casimir-Delavigne, et Rue Monsieur-le-Prince, 12*

---

1910



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41554625\\_0008](https://archive.org/details/IA41554625_0008)



## BIBLIOGRAPHIE

---

### TRAVAUX DE LA COMMISSION DE LA DÉPOPULATION.

---

Tableaux Statistiques recueillis ou établis par les soins  
du Comité d'Etudes, Melun 1902.

Procès verbal de la séance d'inauguration du 29 juin 1902,  
Melun.

Procès verbal de la Sous-Commission de la

|   | Natalité, | 5 février,   | 1902, | Natalité | N° |
|---|-----------|--------------|-------|----------|----|
| — | —         | 12 —         | »     | —        | 1  |
| — | —         | 19 —         | »     | —        | 2  |
| — | —         | 5 Mars,      | »     | —        | 3  |
| — | —         | 12 —         | »     | —        | 4  |
| — | —         | 2 Juillet,   | »     | —        | 5  |
| — | —         | 10 Décembre, | »     | —        | 6  |
| — | —         | 28 Janvier,  | 1903, | —        | 7  |
| — | —         | 4 Mars,      | —     | —        | 8  |
| — | —         | 18 —         | —     | —        | 9  |
| — | —         | 23 —         | 1904  | —        | 10 |
| — | —         | 29 Juin,     | —     | —        | 11 |
| — | —         | 13 décembre  | 1905  | —        | 12 |
| — | —         | 15 —         | —     | —        | 13 |

Rapport sur les causes de la dépopula-  
tion, se rattachant à la législation civile,  
Melun 1908.

ATTHALIN  
ET LYON-CAEN

- J. BERTILLON..... Rapport sur l'égotisme et l'ambition des parents pour leurs enfants, 5 et 6 natalités.  
Rapport sur les relations entre la mortalité et la natalité dans les différents pays d'Europe et notamment, en France, Melun, 1908.  
Rapport sur l'importance des dégrèvements qu'il est possible d'accorder aux familles nombreuses.
- G. DELAMOTTE..... Etude sur les mesures fiscales susceptibles dans les principaux pays d'influencer la population, Melun, 1902.
- DROUINEAU..... Rapport sur les migrations intérieures et la dépopulation des campagnes, Melun.  
Rapport sur l'influence des avortements criminels sur la dépopulation et les mesures à prendre, Melun, 1908.
- Arsène DUMONT.... Rapport sur l'âge au mariage et son influence sur la natalité, Melun, 1903.
- de FOVILLE ..... Rapport sur la question fiscale, Melun 1905.
- Ch. GIDE..... Rapport sur la moralité publique, Melun, 1903.
- A. HONNORAT..... Rapport sur l'égotisme et l'ambition des parents pour leurs enfants, natalité 5 et 6.
- HONNORAT et JAVAL Rapport sur l'influence du militarisme sur la natalité dans les principaux pays d'Europe, Melun, 1905.
- LABBÉ et LOWENTHAL Rapport sur la mortalité de l'armée de terre, de l'armée de mer et de l'armée coloniale, Melun, 1905.
- LOWENTHAL..... Rapport sur les relations entre la mortalité et la natalité dans les différents pays d'Europe et notamment en France, Melun 1908.
- Lucien MARCH..... Rapport sur les causes professionnelles de Dépopulation, Melun, 1905.
- Alfred NEYMARCK.. Rapport sur les causes économiques de la dépopulation, Melun, 1905.



- PINARD ET RICHET... Rapport sur les causes physiologiques de la diminution de la natalité en France, Melun, 1903.
- EDME PIOT..... Enquête personnelle sur la dépopulation en France, natalité 5.
- Emile REY..... Rapport sur les dégrèvements et les compensations à allouer aux chefs de familles nombreuses, Melun, 1908.
- E. SALONE..... Rapport sur les causes sociales de la dépopulation, natalité 9.

### OUVRAGES

- Statistique internationale du Mouvement de la population, Paris, 1907 (1).
- Lois usuelles. Paris 1908.
- Henry CLÉMENT.... La Dépopulation en France. Ses causes et ses remèdes. Paris 1907.
- René GONNARD..... La Dépopulation en France. Lyon 1898.
- Jules JUNG..... Famille Population. Paris 1904.
- Divers ..... Bulletin de l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population, de 1899 à 1910.  
Le Dépeuplement de la France. Paris 1909. Enquête de la Revue Hebdomadaire.

### PUBLICATIONS DIVERSES.

#### Aide Sociale

- T. STEEG..... Contre la dépopulation. L'assistance aux familles nombreuses (31 décembre 1909).

---

(1) Les chiffres cités sans indication proviennent directement ou indirectement de cet ouvrage.

### Coopération des Idées

- G. DEHERME..... La loi de Malthus (16 octobre 1909).  
 La surpopulation (1<sup>er</sup> novembre 1909).  
 La néo-Malthusisme (16 novembre 1909).  
 La Dépopulation française (1<sup>er</sup> décembre 1909).  
 Les facteurs de la dépopulation française  
 (16 décembre 1909 et 1<sup>er</sup> janvier 1910).  
 Contre la dépopulation (16 janvier 1910 et  
 1<sup>er</sup> février 1910).
- Paul GUÉRIOT..... Immigration et Dépopulation (mars  
 1910).

### Documents du Progrès

- Félix REGNAULT.... La Dépopulation de la France, causes et  
 remèdes d'après les travaux d'Arsène Du-  
 mont (Juillet 1909).  
 L'abaissement de la natalité en Améri-  
 que et en France (septembre 1909).
- Divers ..... Le problème de la Dépopulation, enquê-  
 te (mars 1910).

### Economiste Français

- P. LEROY-BEAULIEAU La Dépopulation de la France (20 juin  
 1908).

### Grande Revue

- Ambroise COLIN.... La Natalité française et les lois succes-  
 sorales, extrait, Paris, 1903.

### Journal Officiel

- Divers ..... Sénat, séance du 25 janvier 1901.  
 Mouvement de la population en 1908, 3  
 juin 1909.  
 Chambre des Députés, 1<sup>re</sup> séance du 21  
 décembre 1909.



### Questions Actuelles

Divers..... Les Remèdes au dépeuplement; le dépeuplement et la religion, enquête (décembre 1909).

### Revue Bleue

Henry CLÉMENT.... Le Régime successoral et la dépopulation (4 et 11 décembre 1909).

### Revue Hebdomadaire

BURLUREAUX..... La dépopulation au point de vue médical (22 mai 1909).

de FOVILLE..... Enquête sur le dépeuplement de la France (1<sup>er</sup> mai 1909).

GIDE..... Le Dépeuplement de la France. Y a-t-il quelque remède à la dépopulation de la France (8 mai 1909).

LYON-CAEN..... Le dépeuplement de la France et la législation civile (29 mai 1909).

SAVARIT..... Le Dépeuplement de la France (Avril 1909).

### Revue Politique et Parlementaire

J. BERTILLON..... Le Problème de la dépopulation (juin 1897).  
L'abaissement de la natalité française, Causes et Remèdes (10 juillet 1909).

### Revue Suisse

Albert BONNARD.... La natalité en France (août 1909).

### Réforme Sociale

J. BERTILLON..... Les faveurs pécuniaires et les familles nombreuses (16 janvier 1909).

- G. BLONDEL..... La désertion des Campagnes en Allemagne (1<sup>er</sup> février 1910).
- CHEYSSON..... Le logement des familles nombreuses à faible salaire (16 avril 1909).
- DORF ..... Le mouvement de la population en Allemagne (1<sup>er</sup> février 1909, 1<sup>er</sup> et 16 mars 1909).
- IMBART DE LA TOUR.. Les causes morales et économiques de la désertion des campagnes (16 novembre 1909).
- H. JOLY..... La population et le divorce (1<sup>er</sup> et 16 août 1908).
- THALLER..... La population et les lois successorales (16 décembre 1908).
- Divers..... Compte-rendu de la réunion annuelle: la Population (1<sup>er</sup> et 16 juillet 1908).  
Compte-rendu de la réunion annuelle: la Désertion des campagnes (1<sup>er</sup> et 16 juillet 1909).

### **Semaine Financière**

Statistique comparée de la Dette publique de tous les états du monde, de leurs budgets et autres éléments financiers et économiques (21 mars 1908).

### **ARTICLES DE JOURNAUX**

#### **L'Aurore**

Henry NADAL..... La Dépopulation (8 décembre 1908).

#### **Les Débats**

Discours à l'Institut par le Professeur Bouchard (21 décembre 1909).

#### **Le Figaro**

J. BERTILLON..... Pas d'enfants (17 août 1909).

### Le Matin

- DEBOVE ..... Pourquoi la France a moins d'enfants (3 décembre 1909).  
 L. GUMPCLOWICZ..... Où en est la natalité française (22 août 1909).  
 MESSIMY ..... La France s'affaiblit, (11 mai 1908).

### La Patrie

- Divers ..... La France se dépeuple, enquête (1908).

### Le Petit Parisien

- R. DEUZÈRES..... Comment augmenter notre natalité. Les moyens préconisés par le Professeur Richet et M. Leroy-Beaulieu (15 juillet 1909).

### Le Siècle

- Yves GUYOT ..... La Population (décembre 1908).  
 Frédéric PASSY.... La Repopulation artificielle (15 mars 1910).







## INTRODUCTION

Bien que la démographie soit une science de date relativement récente, les mouvements de la population, émigration et natalité par exemple, ont, à des degrés divers, intéressé les hommes depuis l'antiquité jusqu'à nos jours.

EN GRÈCE, suivant l'époque, on s'occupa soit d'augmenter le nombre des naissances, soit plus souvent de le limiter.

Montesquieu rapporte que Platon, plus de 350 ans avant l'ère chrétienne, demandait au gouvernement de fixer le nombre des mariages « de telle sorte que le peuple se répare, sans que la République soit surchargée ». (1)

Aristote (2) voulait que la loi déterminât le nombre des enfants et qu'au-delà de la limite fixée, l'avortement fût pratiqué. A ce sujet, il indiquait le procédé usité chez les Crétois, pour restreindre les naissances, procédé que Montesquieu relate dans l'*Esprit des Loix*. Il avait, en outre, énoncé assez vaguement l'idée que la population tend à se mettre au niveau des subsistances. Pour lui, une trop forte densité est « une source d'inégalité, de ruine, de ré-

(1) Platon. République, livre V; Montesquieu, *Esprit des Loix* xxlll, Chap. xvii.

(2) Aristote, Politique, livre vii; Montesquieu, cité.

volution », aussi demandait-il que les hommes ne pussent se marier avant 37 ans et pas après 54 ou 55 ans.

Au dire de Polybe (1), les Grecs ne voulaient plus se marier ou tout au moins ils n'avaient qu'un ou deux enfants par famille: « Ni la peste, ni la guerre n'ont ravagé notre patrie et pourtant nos cités désertes et nos campagnes incultes semblent accuser le passage d'un ennemi qui, le fer ou la torche à la main, aurait désolé l'Hellade. »

Plutarque, lui aussi, parle de la dépopulation qui sévissait à Sparte.

A ROME, plus d'un siècle avant Jésus-Christ, le problème de la dépopulation se posa.

L'antique et forte organisation de la famille romaine avait bientôt fait place à des formations aux liens très lâches; les primitives coutumes, qui donnaient au censeur le droit de frapper d'infamie les célibataires et les gens mariés qui restreignaient le nombre de leurs enfants sans motif valable, ces vieilles coutumes s'étaient affaiblies au point de disparaître.

Aussi, sous l'Empire, facilitée par le dévergondage des mœurs, la dépopulation devint-elle un mal inquiétant, que Tacite relate dans ses Annales (2). La natalité s'abaissait, les étrangers affluaient à Rome, malgré que Virgile vantât les charmes de la vie à la campagne. L'empereur Auguste voulut remédier à cette situation: il rendit plus difficile l'acquisition du droit de cité et chercha à élever la natalité au moyen des lois caducaires.

(1) Citation du docteur Henri. F. Secrétan, la Dépopulation de l'Empire romain et les invasions germaniques.

(2) Annales, livre III, chap. xxv.



Ces deux lois, dont Montesquieu (1) fit un éloge peut-être exagéré disant « qu'elles furent la plus belle partie des lois civiles des Romains », sont connues sous les noms de *Lex Julia*, dite de *maritandis ordinibus*, et *Lex Pappia Poppæa*.

Sans entrer dans le détail de leurs dispositions, il est sans doute intéressant d'indiquer certains des remèdes qu'elles essayaient, en ce qu'ils ressemblent parfois à ceux que beaucoup préconisent aujourd'hui.

En premier lieu (2), les célibataires et les personnes mariées sans enfants étaient frappés d'incapacités diverses.

Ainsi, tout testament fait par un étranger en faveur d'un célibataire était nul (3); et l'actif en revenait au fisc.

Le mari et la femme sans postérité ne pouvaient recevoir que la moitié des legs à eux faits par un étranger. Les avantages réciproques de l'un à l'autre ne devaient pas dépasser le dixième, alors qu'ils auraient pu porter sur le tout, s'ils avaient eu des enfants (4).

Les biens de tout célibataire revenaient au fisc, puisqu'il était frappé de l'incapacité de faire son testament.

En second lieu, des avantages étaient concédés aux pères et mères de familles nombreuses: Suétone (5) prétend qu'au théâtre les citoyens mariés avaient des places distinctes.

(1) *Esprit des lois*, livre XXIII, chap. 31.

(2) *Famille et Dépopulation*.

(3) *Fragments d'Ulpien*, titre XVI, § 1.

(4) *Fragments d'Ulpien*, titres XV et XVI.

(5) *In Augusto*, Chap. XLIV.

L'avancement à mérite égal était accordé au fonctionnaire ayant la famille la plus nombreuse.

Chaque enfant valait dispense d'un an pour l'âge aux honneurs (1).

C'est d'après le nombre de leurs enfants que les consuls prenaient rangs et choisissaient leurs provinces (2).

Trois enfants dispensaient des impôts personnels (3).

Le *jus Liberorum* et l'exonération de la tutelle perpétuelle étaient accordés aux femmes *ingénues* ayant trois enfants et aux affranchies qui en avaient quatre (4).

La procréation étant considérée comme le but essentiel du mariage, un homme après 60 ans ne pouvait épouser une femme de plus de 50 ans (5).

Enfin le magistrat pouvait forcer les parents à consentir au mariage de leurs enfants et au besoin à les doter (6).

Tacite déclare qu'on dut, dans la suite, adoucir la rigueur de ces lois (7). Il est certain notamment que l'Empereur et le Sénat accordaient des dispenses suivant leur bon plaisir. Constantin et Théodose le Jeune abrogèrent ces dispositions: le premier, partiellement, le second totalement (8). Justinien alla même plus loin, en accordant

(1) Liv. II Frag. de Minoribus.

(2) Annales Livre xv.

(3) Lex I, § 3.

(4) Fragm. d'Ulpien, titre XXI, § 3.

(5) L. XXXVII, Code de nuptiis.

(6) L. XIX, frag. de Ritu nuptiarum.

(7) Relatum de moranda Pappia-Poppæa, Tacite Liv. III.

(8) Lois II et III, Code Théodosien, de Jure Liberorum.

des faveurs aux veufs et veuves qui ne se remariaient pas (1).

Quel qu'ait été en définitive le résultat discuté de ces lois, Montesquieu prétendant qu'elles ont retardé de 400 ans la chute de l'Empire romain, d'autres, au contraire, soutenant qu'elles furent uniquement destinées à procurer des ressources au Trésor, il en reste que dans l'antiquité la question de la dépopulation et de l'abaissement de la natalité hantait déjà le cerveau des hommes.

PLUS TARD, avec les études d'Economie Politique, on ne manqua pas de présenter des théories sur la population.

Au XVI<sup>e</sup> siècle, l'économiste Botero, à l'exemple d'Aristote, émettait l'idée que la population et les subsistances tendent à se mettre au même niveau. Mais c'est surtout Malthus qui proclama ce principe et le présenta sous un jour pessimiste dans sa célèbre théorie de l'accroissement arithmétique des subsistances et géométrique de la population. Dès lors, pour lui, l'augmentation du nombre des hommes ne devait être qu'une cause de misère et de ruine, contre laquelle devrait réagir ce qu'il appelait le *moral restraint*, c'est-à-dire la limitation du nombre des enfants, par une sage continence, pour suppléer à l'œuvre en partie accomplie par les guerres, épidémies et autres fléaux.

C'est tout l'opposé de cette doctrine que les mercantilistes défendaient. Pour eux une forte densité est un élément de la richesse nationale : « Quand une nation possède une population à densité élevée, les rapports entre les

(1) Nouvelle 127, Chap. III et Nouvelle 118, chap. V.



hommes en sont beaucoup facilités, les professions sont multipliées, il en résulte une combinaison des efforts et des forces de chacun. » Bien plus, la population pour eux est une partie de la richesse d'un pays, qu'il est désirable d'augmenter par tous les moyens. Certains n'ont-ils pas été jusqu'à calculer la valeur de chaque individu; d'après Petty, notamment, elle serait de 60 livres sterling. Ainsi s'explique l'hostilité de nombre d'entre eux à l'égard de l'émigration et de la colonisation qui appauvriraient le pays.

Depuis lors, toutes les théories émises sur la population se rattachent, soit à la conception Malthusienne, soit à celle des Mercantilistes, mais en les élargissant ou les tempérant de façons diverses.

Léonce de Lavergne (1), par exemple, à propos du recensement de 1856, constatant un fléchissement de l'augmentation de la population s'exprimait ainsi: « Il y va de l'existence même de notre nation, car il n'y a pas, comme disait Rousseau au XVIII<sup>e</sup> siècle, de pire disette pour l'Etat que celle des hommes ». Cependant, autre part, il convenait que « c'est l'excès de la population qui est une cause de misère ». D'ailleurs, d'une façon générale, jusqu'en 1870 on se préoccupa plutôt de restreindre que d'augmenter le chiffre de la population.

Cependant, Wolowski allait jusqu'à dire que « le progrès de la population est la source, la fin et le signe de tous les progrès ». D'autres encore craignaient la dépopu-

(1) M. Cauwès, à son cours de 1907-1908.

(2) Citation de Jung.

lation, Prévost-Paradol, Jules Simon et Le Play notamment.

Plus récemment, M. Henri George, dans « *Progrès et Pauvreté* », cherche à confirmer la thèse de Malthus par la loi smithienne des salaires : la classe ouvrière en augmentant verrait sa misère s'accroître, puisque le fonds des salaires reste immuablement le même.

Du côté opposé, sans oublier Arsène Dumont, MM. les Sénateurs Bernard et Piot, Jacques Bertillon, retournant la théorie de Malthus, voient dans la dépopulation une source de misère. M. Strauss, par ses travaux sur la mortalité infantile, a, lui aussi, comme tant d'autres aujourd'hui, contribué à cette étude.

Nombreux sont, en effet, ceux que le problème de l'abaissement de la natalité en France inquiète à juste titre.

Passant du domaine exclusif de la science dans le domaine commun, ce sujet occupe journellement une place importante dans les quotidiens et les revues qui se livrent à des enquêtes d'opinion.

Il y a quelques années, l'Académie des Sciences morales et politiques établit sur cette question un concours, dont les résultats ont été connus dernièrement. Des propositions de lois ont été élaborées, sans parler des discours à la tribune du Parlement. Principalement, le 5 juillet 1900, MM. les Sénateurs Bernard et Piot et 133 de leurs collègues déposèrent un projet de résolution qui, renvoyé à une Commission spéciale et admis par elle, vint en discussion générale le 6 novembre 1901 et fut voté par le Sénat le 22. Aux termes de cette résolution, le Gouvernement était invité « à instituer une commission extrapar-

*lémentaire à l'effet de procéder à une étude d'ensemble sur la question de la dépopulation, et de rechercher les moyens les plus pratiques de la combattre ».*

Aussi, cédant à cette sollicitation, le ministère Waldeck-Rousseau institua, le 29 janvier 1902, une Commission qui, composée, sans distinction de partis et d'opinions, des hommes les mieux placés pour solutionner ce difficile problème, après s'être divisée en deux sections : sous-Commission de la natalité et sous-Commission de la mortalité, se livra à de vastes et consciencieux travaux, donnant ses conclusions sous forme de rapports, auxquels nous ferons d'aussi larges emprunts que possible. Que cette Commission soit tombée dans l'oubli pendant quelques années, pour des raisons que nous n'avons pas à rechercher et qu'elle n'ait pas encore fait connaître ses opinions définitives dans deux rapports généraux dont M. le sénateur Strauss annonçait l'apparition pour cette année, elle n'en constitue pas moins la manifestation la plus importante d'une préoccupation essentielle au point de vue national, la dépopulation.

Ce mot dépopulation, qui revient souvent sous la plume, ne doit pas toutefois être pris au sens exact. La France, en effet, ne se dépeuple pas encore. Il faut entendre seulement par là que le taux de la natalité s'abaissant suivant une marche progressive et rapide, il y a lieu de craindre l'affaiblissement de notre nation d'ici peu, et son effacement complet dans quelques siècles. C'est tout et déjà trop.

Le nombre absolu de la population augmente généralement, et cela suffit à prouver que le dépeuplement n'est

pas une réalité du présent, mais si les exceptions se généralisent, il n'en sera plus ainsi.

Effectivement, les recensements (1) de janvier 1801 à mars 1906 accusent, chaque fois, un accroissement du nombre d'habitants. Une exception cependant doit être mentionnée pour celui de 1872 : les 38.067.000 individus recensés en 1866 n'étaient plus que de 36.103.000 en 1872 ; ce sont les vides occasionnés par la guerre qui donnent l'explication de ce déficit de près de 2 millions d'individus : 1.600.000 Alsaciens-Lorrains, notamment, avaient dû être défalqués. Ceci mis à part, il y eut toujours une augmentation. Prenons par exemple les derniers recensements : 1876 accuse 36 millions 9 ; 1881, 37,6 ; 1886, 38,2 ; 1891, 38,3 ; 1896, 38,5 ; 1901, 38,9 ; enfin 1906, 39,2.

Le nombre absolu des naissances annuelles, généralement supérieur à celui des décès, démontre encore le non dépeuplement de la France. Ce n'est que si les exceptions deviennent la règle qu'il y aura réellement dépopulation.

Dans tout le cours du XIX<sup>e</sup> siècle et le commencement du XX<sup>e</sup>, on a vu seulement onze fois les décès l'emporter sur les naissances. Onze fois il y eut « plus de cercueils que de berceaux », comme disait un allemand il y a deux ans.

Mais ce sont des exceptions, que la guerre ou les épidémies suffisent le plus souvent à expliquer.

S'il y eut en 1854, 69.318 décès de plus que de naissances et 35.606 en 1855 ce fut l'effet d'une épidémie de cho-

(1) Statistique internationale citée.



léra. En 1870 la guerre est pour une bonne part dans les 103.494 décès de trop et les 444.889 de 1871. En 1890, la perte de 58.446 français fut surtout occasionnée par l'influenza, maladie inconnue auparavant, de même les 10.505 de 1891 et les 20.041 de 1892.

L'année 1895 accusait un surplus de 17.813 décès, 25.988 en 1900 et 19.892 en 1907 et plus de 50.000 en 1909. Mais pour ces années-là, l'excuse d'une épidémie ou d'une guerre n'étant pas admissible, la rupture d'équilibre entre la vie et la mort provenait incontestablement de l'insuffisance du chiffre des naissances et justifierait le terme de dépopulation, si l'exception devenait la règle.

Abstraction faite de ces quelques années, les naissances ont toujours dépassé les décès; en 1901, l'excédent était de 72.398, en 1902, 83.944, en 1903, 73.106, en 1904, 57.026, en 1905, 37.120 seulement, en 1906 ce n'est plus que 26.651. L'année 1908 présentait un excédent de 46.441 naissances, comparativement à la chute de l'année 1907, c'était un chiffre appréciable, certains en conclurent un retours vers une situation meilleure, mais ce gain provenait de la faiblesse de la mortalité (48.266 décès de moins qu'en 1907) faiblesse due à la douceur de la température, plutôt qu'à l'augmentation de la natalité. Cependant la loi Lemire, cause de mariages nombreux, avait par le fait même, augmenté les naissances. Nous sommes néanmoins fort loin des 105.913 naissances en excédent de l'année 1875, par exemple.

Evidemment si, au lieu d'envisager la France dans son ensemble, nous la considérons région par région, nous constatons une diminution de la population dans un grand

nombre de départements compris principalement dans la Bourgogne, les bassins de la Garonne et du Rhône.

En 1908 (1), le Gers comptait 60 décès d'excédent par 10.000 habitants, Lot-et-Garonne 57, Lot, Tarn-et-Garonne 52, Yonne 49, Orne 43, Haute-Garonne 42, Vaucluse 32, Aube 30, Côte d'Or 27, Eure 24, Haute-Marne 23, Gironde, Seine-et-Oise, Meuse 22, Hautes-Pyrénées 21, Gard et Calvados 20.

Tandis que de 1831 à 1840 la mortalité dépassait la natalité dans l'Eure, le Var et le Lot-et-Garonne seulement, en 1886 ce phénomène se produisait dans 29 départements, 55 en 1891, 63 en 1896, 44 en 1905, 45 en 1906, 58 en 1907 et davantage encore en 1909 probablement.

A l'opposé il existe des régions prolifiques, le Nord, le Pas-de-Calais, la Bretagne et l'Est; ailleurs l'équilibre se maintient, dans le bassin de la Seine et de la Loire notamment.

Mais ce qu'il importe de remarquer, c'est que, le plus souvent, si la population ne diminue pas dans certaines régions, c'est grâce à l'attirance des grandes agglomérations urbaines.

D'ailleurs, en réalité, c'est plutôt le résultat d'ensemble qu'il faut voir, les particularités de telle ou telle partie du territoire ne devant servir qu'à la recherche des causes et des remèdes. Dans l'ensemble nous devons donc dire qu'il n'y a pas encore dépeuplement, mais abaisséments à peu près général et constant du taux de natalité, qui nous conduit à la dépopulation *stricto sensu*.

(1) *Journal Officiel*, 3 juin 1909, article cité.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on a constaté cet abaissement en France; car s'il faut en croire M. Alfred des Cilleuls (1), la natalité serait en décroissance, en France, depuis le règne de François 1<sup>er</sup>.

Voici, en effet, le nombre d'enfants que donnait chaque mariage:

- 6,8 enfants au début du règne de François 1<sup>er</sup>;
- 5,8 — à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle;
- 5,0 à 5,4 » au commencement du règne de Louis XIV;
- 4,5 — à la fin du règne de Louis XIV;
- 4,2 — au moment de la Révolution;
- 3,7 — au début du XIX<sup>e</sup> siècle;
- 2,7 — au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Nous nous contenterons cependant des données les plus récentes, afin d'éviter les erreurs trop faciles, à mesure que nous remonterions dans le passé, d'autant que les chiffres de ces derniers temps sont suffisamment probants à eux seuls.

Sous l'ancien Régime, d'après les évaluations des hommes les plus compétents, car il n'existait pas alors de dénombrement régulier de la population, le taux de natalité pour 1.000 habitants était de 36 à 41; la Constituante admit le taux de 40 pour 1.000. Or, depuis le commencement du XIX<sup>e</sup> siècle il y a eu baisse presque permanente. De 1811 à 1820 le taux annuel moyen était 31,8; de 1821 à 1830, il monte cependant à 31,10, fait exceptionnel qui ne

(1) Réforme sociale, 16 septembre 1880 et 15 décembre 1900. Voir aussi la *Revue du Mois* du 10 avril 1910, La Politique, la Religion et la Dépopulation, Docteur Lowenthal.

se renouvellera pas, puisque de 1831 à 1840 il passe à 29, puis 27,4 en 1841-1850, 26,3 en 1851-1870, 25,4 de 1871 à 1880, 23,9 en 1891-90, 22,2 de 1891 à 1900, 21,3 en 1901-1905 et 21,0 en 1908 (1).

Cette constatation est d'ailleurs identique pour le taux calculé région par région. L'étude de chaque département en particulier indique, en effet, une baisse, à peu près constante là même où ce taux est encore relativement élevé. Seul le Pas-de-Calais, depuis 1841 jusqu'à ces dernières années, accuse une hausse à peu près constante du taux de la natalité (2).

Le nombre absolu des naissances diminue lui aussi, et c'est de là que découle le danger principalement.

De 1801 à 1858, le nombre annuel des naissances était de plus de 900.000, à partir de 1859 et jusqu'en 1867 il fut, en général, de plus d'un million, en 1868 il revient à 900.000 environ et ce jusqu'en 1886, pour descendre à 800.000 pendant la période 1887-1906 et 700.000 pendant les années 1907, 1908 et 1909.

A part quelques rares exceptions, comme après la guerre d'Italie jusqu'en 1866, ou après 1870 et 1907, nous pouvons dire qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, jusqu'à nos jours, le chiffre absolu des naissances est toujours allé en diminuant, si toutefois on ne tient pas compte des augmentations ne dépassant pas la centaine de mille habitants. M. le député Messimy écrivait (3), dernièrement, que de 1826 à 1875

(1) Statistique internationale.

(2) Voir Tableau numéro 7 du Comité d'Etudes.

(3) « Le Matin », 11 mai 1908, la France s'affaiblit, Messimy.



il y eut 25.000 naissances en moins, c'est-à-dire une perte moyenne de 500 naissances par an, perte qui monta à 4.000 pour les années 1875-1900 et à 12.000 de 1900 à 1907.

Telle est la situation, reste à savoir si elle présente réellement des inconvénients.

Que la thèse de Malthus soit admissible pour les peuples primitifs, c'est possible, nous savons, en effet, que, chez eux, l'avortement, la suppression des jumeaux et des vieillards, sans parler de la guerre perpétuelle, étaient moyens légitimes et usuels de diminuer le nombre des bouches.

Mais parmi les peuples civilisés, qui transportent facilement leurs subsistances et sont plus riches, on ne voit guère l'application de la loi malthusienne, d'autant que l'émigration vers les pays neufs peut servir de déversoir au trop plein des peuples prolifiques, et que les progrès de la science augmentent la production des subsistances, constituant ainsi des obstacles importants à son libre jeu.

Au surplus, on ne conçoit pas comment l'homme qui a la possibilité d'accroître dans une grande mesure la production des subsistances, animaux et végétaux, et de limiter volontairement le nombre de ses semblables, verrait ceux-ci augmenter suivant une progression géométrique, alors que les animaux et les végétaux, qui n'ont pas les mêmes pouvoirs sur la nature et l'instinct de procréation, augmenteraient suivant une progression simplement arithmétique.

Aussi est-il admis aujourd'hui par beaucoup que la population du globe terrestre pourrait quadrupler sans risquer de manquer de quoi vivre. M. Ravenstein, de la So-

ciété de Géographie de Londres, dont les paroles ont été reproduites du haut de la tribune sénatoriale (1), prétend, en effet, que de 1500 millions, chiffre actuel, la population mondiale pourrait s'élever à 6 milliards.

Et même en supposant qu'il y ait une limite au nombre des hommes, il est loin d'être prouvé qu'elle soit atteinte actuellement, ainsi que le déclarait à la tribune, M. le Sénateur Bernard.

La théorie de la densité peu élevée compte néanmoins des partisans encore aujourd'hui. Guglielmo Ferrero (2); par exemple, déclare que par suite de la surabondance de la population en Italie, la main-d'œuvre étant à rien, le peuple vit dans l'indigence, et l'encombrement se fait sentir parmi les autres classes.

Une enquête du *Temps* (3), révélait une situation analogue en Angleterre, où le dixième de la population, trop pauvre pour émigrer, vivrait dans la crainte continuelle de la famine.

L'argument favori de cette école consiste à soutenir que la quantité ne vaut pas la qualité; au point de vue militaire on cite avec plaisir l'exemple des Grecs vainqueurs d'Artaxerxès malgré leur petit nombre (4). Il en serait de même dit-on, dans le domaine économique; puisque de nos jours la suprématie commerciale appartient, non aux plus nombreux, mais aux plus riches en capitaux. Enfin

(1) Séance, 25 janvier 1901, *J. Off. Sénat-annexes*, 1901, p. 133.

(2) *Le Militarisme*, Rome 1899, cité par Jung.

(3) « *Le Temps* », 21 décembre 1901.

(4) *Revue Bleue*, 22 février 1902, Gustave Le Bon.

et surtout chacun ayant droit au bonheur ne doit pas se gêner dans les liens d'une famille nombreuse.

M. Gustave Le Bon, dans sa *Psychologie du Socialisme* s'exprime ainsi: « Ce qui nous menace réellement c'est la capacité industrielle et commerciale de nos concurrents, et non leur nombre. Les trois sources réelles de la puissance d'un pays sont l'agriculture, l'industrie, le commerce, et non pas les armées ».

Cependant, à notre avis, pour avoir la qualité, le meilleur n'est-il pas d'avoir d'abord la quantité? En vertu de la loi darwinienne de la sélection naturelle, l'abondance des hommes, comme de tous les êtres animés, entraîne l'écrasement des faibles et le triomphe des mieux doués, c'est une condition essentielle du progrès, du perfectionnement de l'espèce. Certainement la comparaison n'est pas d'une rigueur absolue, puisque la science permet aux hommes de sauver des existences, de les prolonger en luttant contre les forces de la nature, ce que les autres êtres animés ne peuvent obtenir par eux-mêmes. Evidemment aussi, tous les individus qui meurent ne sont pas forcément des faibles, il faut reconnaître toutefois, que la lutte contre la mortalité, excellente en elle-même, puisqu'elle protège le droit de chacun à l'existence, garde à la vie, le plus souvent, des non-valeurs, des faibles. Dès lors pour avoir la qualité, l'essentiel est de commencer par obtenir la quantité.

Nous admettons volontiers qu'au point de vue individuel il est parfois avantageux d'avoir un nombre restreint d'enfants, ou même aucun. Ceci est tellement incontestable que personne n'entend pousser l'individu à pro-

créer s'il ne peut nourrir et élever une famille. Mais, s'il est démontré nécessaire pour une nation d'avoir une densité élevée à l'encontre de l'intérêt de chacun, cela prouvera, non la nécessité de renoncer à atteindre cette densité, mais seulement la nécessité de concilier l'intérêt de chaque homme avec celui de la collectivité.

D'autre part, s'il est évident qu'au point de vue militaire le nombre peut le céder à la qualité, en ce que les progrès de l'armement donnent parfois une avance considérable, il ne s'agit là toutefois que d'une avance forcément limitée: un seul homme, si bien armé soit-il, ne pourrait longtemps résister à 10, 15 ou 20 autres, par exemple, dont l'armement serait un peu moins perfectionné. Car il est loin d'être prouvé, comme on le soutient parfois, qu'au delà d'un certain chiffre le nombre cesse d'avoir une influence, la guerre devant être terminée, avant que les troupes de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> lignes aient eu à intervenir.

Au surplus, en nous plaçant sur le terrain économique, comment veut-on que la production se maintienne si le nombre des bras diminue, les progrès du machinisme n'empêchant pas de recourir à la machine humaine. Ne doit-on pas admettre dans le même ordre d'idées, que la cherté de la main-d'œuvre constitue un désavantage dans la lutte économique internationale? Nous ne le croyons pas, l'exemple des Etats-Unis, de l'Angleterre et de l'Allemagne montre, au contraire, la valeur économique des *hauts salaires*. Mais ceci laissé de côté, il faut convenir encore que les rapports économiques deviennent d'autant plus difficiles que les hommes sont plus rares. « Moins



d'habitants, moins de concurrents », mais par contre, moins de consommateurs.

Si l'on ajoute à cela que la colonisation devient presque impossible, que la langue nationale est moins répandue, ne devons-nous pas conclure que « l'homme étant un débouché pour l'homme », une forte densité présente des avantages indéniables. Pour ne pas exagérer cependant, nous admettons que, dans un pays pauvre, l'augmentation de la population d'une façon excessive, amenant la baisse des salaires, comme cela se produisit dans le Midi de l'Italie, constituerait une source certaine de misère.

En réalité il existe pour tout pays, ainsi que l'écrivait M. Gide (1), « une *densité optimale* » subordonnée à la richesse du territoire et au degré de civilisation. De telle sorte que la maxime de J.-J. Rousseau « dans tout pays qui se dépeuple, l'Etat tend à sa ruine », n'est pas d'une exactitude universelle.

Or, la France aurait-elle donc atteint une densité telle, qu'elle ne pourrait la dépasser sans crainte? C'est inadmissible. Déjà vers 1850 un agronome distingué du nom de Gasparin (2), estimait que notre territoire, avec les meilleurs procédés de la science agricole d'alors, pouvait nourrir 250 millions d'individus. En supposant ce chiffre exagéré, mais, d'autre part, tenant compte des perfectionnements apportés depuis aux procédés agricoles, ne doit-on pas dire: la France n'a pas fait son plein.

La comparaison de sa densité à celle des autres pays

(1) Revue Hebdomadaire, 8 mai 1909.

(2) M. Cauwès à son cours, 1907-1908.

le prouve en effet suffisamment: sur notre sol riche et fertile on ne compte que 73 habitants par kilomètre carré, tandis qu'en Suisse, pays moins bien doté par la nature, on en trouve 83, en Angleterre 110, en Allemagne 116, en Italie 117, en Belgique 245. L'Autriche-Hongrie nous dépasse aussi avec ses 76 habitants par kilomètre, et la Norvège est presque sur le même pied que nous ayant une moyenne de 72 habitants. Sans désirer une densité proportionnelle à celle de la Belgique, auquel cas nous serions plus de 130 millions d'habitants, nous pouvons donc sans risque dépasser le chiffre actuel (1).

Comme on l'a dit très justement, peu importe que l'on soit un petit peuple ou un grand peuple, le danger vient de ce que l'on diminue. Le poids d'un individu peut être élevé ou minime sans beaucoup d'inconvénients, il n'en est plus de même, si, après avoir eu un poids important, il vient à le perdre progressivement. C'est alors que l'organisme est atteint par un mal qu'il faut combattre.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs de cette question théorique, et même en admettant l'utilité possible pour un pays d'avoir un nombre limité d'habitants, nous devons désirer pour le nôtre un accroissement plus rapide de sa population. Notre situation est, en effet, défectueuse au moins par comparaison à celle des autres Etats.

Le mal serait moins important sans doute, si dans tous les pays la natalité s'abaissait proportionnellement. Il y aurait assez d'habitants en France, a-t-on dit, s'il n'y en avait pas en surnombre à côté.

(1) D'après Statistique internationale.

On objecte, il est vrai, que la natalité s'abaisse dans tous les pays et non pas seulement en France. Mais il y a pour nous dans ce raisonnement une confusion entre le nombre absolu de la population, le nombre absolu des naissances et le taux de la natalité. La situation de notre pays est spéciale, quoiqu'on en dise.

Le nombre absolu de la population croît partout, même en France, mais moins rapidement et d'une façon moins absolue dans ce dernier pays.

Chaque recensement, nous l'avons montré, pour notre pays, accuse en général une augmentation de la population. Au dire de M. Levasseur, 20 millions d'habitants vivaient sur notre sol en 1700 et 26 millions en 1789, en 1890 il y en avait 38 millions, en 1908 on en compte 39.252.245 soit une augmentation de quelques centaines de mille.

Mais à l'étranger l'accroissement est de beaucoup plus prononcé. En Allemagne que Tacite appelait déjà « Germania Officina gentium », la population de 19 millions qu'elle était vers 1700 et 28 millions en 1789 (1), était passée en 1890 à 49 millions 4, et à plus de 63 millions en 1908.

L'Annuaire statistique allemand indique, en effet, qu'au milieu de 1906, la population comprenait 61.177.000 habitants, au milieu de 1907: 62.697.000; soit un accroissement de 1.520.000 individus, et au milieu de 1908 on estimait encore l'augmentation à 320.000 unités, soit en deux

(1) M. Levasseur, la Population française (1889-1892), citation Revue Politique et Parlementaire de juin 1897, article cité.

ans un gain de 1.840.000 hommes. Il n'y a à cela rien d'étonnant, quand on songe que pour l'année 1907 seulement on a enregistré 910.000 naissances en sus des décès. Dans cet ensemble la Prusse tient un bon rang, ayant presque quadruplé en un siècle: de 10 millions 2 en 1816, elle est passée à 37 millions 2 en 1905.

En 1700 l'Angleterre contenait 8 à 10 millions d'habitants, et 12 millions en 1789 (1), en 1890, 37 millions 4, en 1906: 44.177.000. Ces dernières années accusent en effet près de 400.000 naissances d'excédent sur les décès.

Les 25 millions d'individus habitant la Russie d'Europe en 1789 (2), étaient 85 millions 3 en 1889 et 129 millions en 1906.

L'Autriche qui comptait 13 millions 8 habitants en 1820 s'était élevée à 23 millions 8 en 1890; la Hongrie, de 15 millions 7 en 1880, en dix ans, augmenta de 3 millions 5. Ces deux pays actuellement possèdent une population de plus de 48 millions. C'est que là encore les excédents de naissances sont énormes, plus de 550.000 souvent.

Enfin, pour ne citer que les grandes puissances, l'Italie contenait 24 millions 6 habitants en 1863, 30 millions 2 en 1890, et en 1906 33 millions 7, grâce à ses excédents annuels de 350.000 naissances.

Ces quelques indications suffisent à prouver que si nous augmentons, c'est dans des proportions tellement minimes qu'on est tenté de l'oublier.

(1) Levasseur.

(2) Levasseur.



Le nombre absolu des naissances croît lui aussi partout, sauf cependant en France, où, au contraire, il ne cesse de décroître.

Le nombre annuel moyen des naissances, en France, était en 1841-1850 de 962.812, en 1871-1880 de 934.939, en 1891-1900 il tomba à 853.001 et depuis 1907 il a fallu que ce soit le chiffre 7 qui commence.

En Allemagne, la moyenne annuelle des naissances vivantes était en 1841-1850 de 1.237.723, en 1871-1880: 1.674.844, en 1891-1900: 1.900.295, et, depuis, c'est deux millions qu'il faut compter.

Le même calcul pour l'Angleterre donne 548.874 en 1841-1850, 858.878 en 1871-1880, 915.524 de 1891 à 1900.

En Russie d'Europe cette moyenne était de 3.503.022 de 1871 à 1880, 4.520.645 en 1891-1900.

En Autriche-Hongrie: 1.601.188 en 1881-1890 et 1.671.498 en 1891-1900.

En Italie enfin: 1.010.021 de 1871 à 1880 et 1.098.740 de 1891 à 1900.

Quant au taux de natalité, il ne faudrait pas croire que son abaissement est particulier à la France, ce serait inexact. Il diminue, en effet, partout, ce qui ne signifie d'ailleurs pas que la population décline partout.

Lorsqu'on recherche combien 1.000 individus donnaient d'enfants nés vivants, il y a une cinquantaine d'années, et combien ils en donnent aujourd'hui, on peut classer les états européens en 3 groupes assez tranchés:

Un premier groupe est formé par la Russie d'Europe, la Roumanie, la Serbie, la Hongrie, et l'Espagne. Ce sont les pays à natalité élevée, plus de 35 pour 1.000,

résultat, dit-on, de leur attachement aux vieilles institutions et à l'esprit du passé. Toutefois le taux de natalité même ici suit une progression descendante.

Tout ce que l'on peut dire de la Russie d'Europe, c'est que la natalité y est très élevée, mais les chiffres que l'on donne à l'appui n'ont rien de contrôlable et d'officiel avant l'année 1890. Actuellement c'est le pays à natalité la plus élevée, 49,2 en 1891-1900, et 48,8 en 1908.

En Roumanie, le quotient de natalité est 39,4 pour 1.000 habitants, mais en 1881-85 par exemple il était à 41,8.

De 45,3 en 1866-70 il est tombé en Serbie à 38,8.

En Hongrie de 44,3 qu'il était en 1876-1880, il s'est réduit à 43,5 en 1886-90 et 36,3 en 1904-1906 (1).

En Espagne, on a noté 38,7 en 1861-1865, 36,2 en 1886-90 et 35,2 en 1901-1905.

Un second groupe comprend les pays où le taux de natalité ayant baissé davantage est encore néanmoins, entre 30 et 35 pour 1.000. Ce sont l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et le Portugal.

Pendant les périodes précédemment indiquées pour la Hongrie, l'Autriche avait un taux de 38,7, 37,6, et 34,8.

L'Allemagne est passée de 39,2 en 1876-80 à 36,3 en 1886-90 et 34,2 en 1901-1905.

L'Italie de 38,7 et 36,2 à 32,3 en 1904-1906.

(1) La moyenne pour 1904-06 est empruntée à M. Pierre Leroy-Beaulieu (*Economiste Français*, 20 juin 1908); les autres à la *Statistique internationale*.

Les Pays-Bas aux mêmes époques étaient à 35,7, 33,6 et enfin 30,9.

Quant au Portugal en 1886-90 il était à 33,0, en 1891-95 à 31,0 et en 1896-1900 à 30,0.

Le dernier groupe est formé par l'Angleterre, la Suisse, la Belgique, la Suède, l'Irlande et la France.

Dans ces pays le taux de natalité est actuellement au-dessous de 28 pour 1.000, en France il sera bientôt au-dessous de 20.

En 1861-1865, 1886-1890, 1901-1905 le taux était en Angleterre et Pays de Galles de 35,1, 31,4 et 28,1; en Belgique 31,8, 29,4 et 27,7; en Suède 23,2, 28,8 et 25,7; en France 26,8, 24,0 et 23,2 et depuis il y eut encore un fléchissement prononcé. En Suisse, en 1871-1875 le taux était de 30,3, en 1881-85, 28,9 et 28,1 en 1901-1905.

On remarquera que la chute de la natalité en Angleterre a été plus rapide qu'en France, mais que néanmoins c'est notre pays qui possède le taux le plus bas de tous les Etats Européens. L'économiste anglais M. Marshall (1), prétend « qu'il y a depuis quelque temps une propension parmi la partie la plus capable et la plus intelligente de la classe ouvrière à éviter les larges familles ». On voit que les résultats désirés ont été atteints.

Quant au taux de natalité en Irlande, son abaissement résulte (2), non de ce que chaque famille a peu d'enfants;

(1) Cité par M. Albert Bonnard, Revue Suisse d'août, 1909.

(2) Leroy-Beaulieu, article précité.

mais de ce que ce peuple d'émigrants fonde peu de familles dans son propre pays.

Le taux de la natalité baisse donc partout, mais c'est en France qu'il est le plus bas; en outre, sauf dans notre pays, malgré l'abaissement la population augmente rapidement, parce que le nombre absolu des naissances est élevé ainsi que l'excédent sur les décès.

Supposons, en effet, un pays où le taux de natalité de 4 pour cent qu'il était en 1800, par exemple, soit descendu à 2 pour 100 en 1900, cela signifie que 100 individus, qui auraient donné 4 naissances il y a un siècle, n'en donnent plus actuellement que 2. Mais l'amoindrissement de la population ne s'ensuit pas forcément; la population aura pu augmenter si, à la place de ces 100 individus il y en 200 qui meurent moins, c'est-à-dire si le nombre absolu et l'excédent des naissances sur les décès ont été suffisants.

Or, tel est le phénomène qui s'est produit partout, excepté en France. Dans tous les pays le taux de natalité a baissé plus ou moins, mais les excédents et le nombre absolu des naissances ont remédié à cela, de telle sorte qu'il se passera du temps, avant que l'avance prise sur nous ne s'atténue.

Au contraire, en France, le fléchissement du quotient de natalité se compliquant d'une décroissance du nombre absolu des naissances et d'une réduction à presque rien des excédents sur la mortalité, la dépopulation au sens strict est une menace prochaine.

La moyenne annuelle des excédents en France est, en

effet, tellement faible, qu'on peut admettre un équilibre approximatif entre la vie et la mort.

Elle était en 1902-1907 de 32.802 pour l'ensemble de la population. Par 1.000 habitants, de 1901 à 1905, elle ne dépassait pas 1,8 au lieu qu'en Italie elle atteignait le chiffre de 10,6 ainsi qu'en Suède, 10,7 en Belgique, 11,0 en Hongrie, 11,3 en Autriche, 12,1 en Angleterre, 14,1 en Norvège, 14,9 en Allemagne, et dans les Pays-Bas 15,5.

La même comparaison pour les années suivantes est encore plus fâcheuse, puisqu'en 1906 l'excédent en France était de 0,7 par 1.000, en 1907 moins 1/2, en 1908, 1,2 et en 1909 moins 1/3.

Si nous remontons à la période 1876-1880 les chiffres nous montrent le recul de certains pays et le progrès des autres, mais le nôtre avec 2,9 venait déjà après tous.

Après la Norvège qui comptait 15,1, l'Angleterre 14,6, les Pays-Bas 13,5, l'Allemagne 13,1, la Suède 12,0 l'Italie 10,6, la Belgique 10,2, l'Autriche 8,2, la Hongrie 7,7. Nous sommes donc loin de l'excédent de 182.000 naissances de 1784 tel que l'estimait Necker dans son ouvrage sur *l'Administration des Finances*; c'était plus de 7 pour 1.000 habitants.

En résumé, la situation de la France est spéciale en ce que le dépeuplement dépend de quelques naissances en moins, ou d'une faible recrudescence de la mortalité, c'est-à-dire de la pluie ou du beau temps.

On conçoit, dès lors combien funestes pourront être les résultats d'un tel état de choses, nous diminuerons pendant que nos voisins progresseront. Et même, dès



maintenant ne commençons-nous pas à éprouver les effets de notre situation défectueuse?

Le rang de notre pays dans le monde a incontestablement diminué au point de vue du nombre.

M. Levasseur indique que la population française représentait sous Louis XIV, 38 pour cent du total de l'Europe, 25 en 1789, 21 après Waterloo, 15 en 1872 et 12 seulement en 1892.

M. Bertillon ne considérant que les grandes puissances européennes admet que la France de par sa population à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle figurait 40 pour 100 des grands états d'alors, avec 20 millions d'habitants, contre 8 à 10 millions d'Anglais ou Irlandais et les 19 millions de l'Empire germanique. En 1789 nous représentions 27 centièmes malgré un accroissement de 6 millions, c'est que la Russie devenue grande puissance comprenait environ 25 millions d'habitants et les autres états avaient augmenté.

Ajoutons qu'en 1861 nos 37 millions ne constituaient plus que les 17 centièmes du total de 245 millions, dont 38 revenaient à l'Allemagne, 32 à l'Autriche-Hongrie, 29 à la Grande-Bretagne, 24 à l'Italie et environ 65 à la Russie. En 1895, ce n'est plus que du 12 pour cent et en 1905-1908 du 9 pour cent. L'Allemagne comprenant, en effet, plus de 63 millions, l'Italie 33.700.000, la Russie d'Europe 130 millions, l'Autriche-Hongrie 48 millions, l'Angleterre 44.177.000 et la France 39.250.000.

Il y a donc lieu de craindre que, cet affaiblissement continuant, la France devienne un état d'importance secon-

daire. M. le député Messimy (1) va même jusqu'à dire : « la nation française semble en voie de disparition. »

On peut objecter, sans doute, qu'aucune nation n'aura intérêt à nous voir passer au rang de puissance inférieure, car l'Allemagne, tranquilisée de ce côté et cherchant à établir sa domination sur l'Europe, il s'ensuivrait une conflagration générale que personne ne désire. On parle encore des alliances réalisées ou possibles, pour rétablir l'équilibre. Mais toutes ces hypothèses fragiles ne changent rien aux dangers de l'heure présente.

Au point de vue militaire, comme le disait M. le général Langlois, « tout progrès dans l'armement diminue l'importance du nombre », c'est certain ; mais n'exagérons pas : en cas de conflit, si chacun de nos soldats a devant lui le quadruple, le plus nombreux ne sera-t-il pas le vainqueur ? Aujourd'hui, un soldat européen en vaut un autre, quoi qu'on dise, et les progrès de l'armement sont à peu près au même degré chez tous les peuples civilisés.

Or, notre effectif diminue, encore est-il gonflé par l'adjonction de malingres, que les fatigues d'une guerre auraient tôt fait d'éliminer. En outre, il est à prévoir que nous n'en resterons pas là. C'est forcé, quand on regarde le nombre des naissances mâles. De 456.000 en 1886-89, elles sont tombées à 403.000 de 1906 à 1908 (2)... Aussi MM. le colonel Mangin et le député Messimy proposent-ils d'incorporer les Africains. Sans vouloir rééditer les prophé-

(1) « Le Matin », 11 mai 1908.

(2) Statistique internationale.

ties allemandes bien connues sur notre situation, nous devons reconnaître la justesse des paroles du Maréchal de Moltke : « L'infériorité des Français dispensera dans quelques temps leurs ennemis de compter avec eux. Ils perdent chaque jour une bataille. »

La faiblesse du nombre de notre population nous empêche encore de faire prospérer nos colonies, dont le commerce se fait beaucoup plus avec les pays étrangers qu'avec nous.

Notre peu de goût pour l'expatriation vient certainement beaucoup du petit nombre des enfants à chaque foyer. Nous ne songeons pas « à cultiver notre jardin » comme disait Voltaire, ce qui fait que notre bel empire colonial ne contient guère comme Français que des fonctionnaires.

Cette situation est enfin inférieure au point de vue économique lui-même. Comme le dit très justement M. Levasseur, « l'homme rapportant au moins ce qu'il coûte sinon davantage, il y a intérêt économique pour la France à posséder une forte population. » Cela nous éviterait de faire appel à la main d'œuvre étrangère, qui vient chez nous drainer des salaires élevés et, vivant de peu, ira les dépenser dans son propre pays.

La dépopulation est encore une cause de mévente, de surproduction, ainsi que le faisait remarquer M. Gide dernièrement (1).

Au surplus, M. Jacob, Conseiller du Commerce exté-

(1) Revue Hebdomadaire, article cité.

rieur, indiquait que les peuples qui se sont le plus accrus en population, sont ceux où le commerce extérieur s'est le plus développé (1).

| Augmentation des exportations et importations<br>de 1871-1873 à 1901-1904 | Augmentation de<br>la population : |
|---------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| Allemagne ... .. 81 0/0 ... ..                                            | 38 0/0                             |
| Belgique ... .. 59 0/0 ... ..                                             | 41 0/0                             |
| Autriche-Hongrie ... .. 37 0/0 ... ..                                     | 26 0/0                             |
| Grande-Bretagne ... .. 36 0/0 ... ..                                      | 30 0/0                             |
| Italie... .. 23 0/0 ... ..                                                | 21 0/0                             |
| France... .. 22 0/0 ... ..                                                | 22 0/0                             |

Ajoutons l'intérêt économique que nous aurions à voir la langue française plus répandue; évidemment on peut constater des progrès quant au nombre absolu, puisque 46 millions d'individus parlent notre langue; mais les progrès ne sont pas proportionnés à ceux des autres pays: 100 millions d'individus parlent l'allemand, et 115 millions l'anglais. En Extrême-Orient, pour les usages diplomatiques, l'anglais tend à supplanter notre Langue, et au Congrès de la Haye son usage exclusif a été discuté (2). C'est l'influence intellectuelle, morale et économique d'un pays, que sa langue; il nous importe de propager la nôtre.

(1) Alliance nationale, juillet 1907. Du mouvement de la population française dans ses rapports avec l'extension du commerce extérieur, J. Jacob.

(2) M. Louis Renault à son cours, 1907-1908.

En définitive, combien nous manque-t-il de naissances chaque année?

M. de Foville (1), il y a quelques 20 ans, demandait deux ou trois naissances de plus et deux ou trois décès de moins par commune et par an. Plus récemment, M. Bertillon, à la séance du 5 février 1902, déclarait à la sous-Commission que l'Europe, sauf la France, s'accroît en moyenne chaque année de 12 pour 1.000 habitants. Il nous faudrait donc  $12 \times 39.252$  soit 471.024 naissances de plus chaque année, c'est-à-dire de 450 à 500.000. Chaque famille française ne représente pas même trois enfants; avec un seul de plus par ménage, la natalité serait suffisamment belle.

Pour savoir si l'effort demandé n'est pas trop considérable, il importe de connaître à quelles causes attribuer l'abaissement du taux de la natalité en France, et, s'il y en a, les remèdes susceptibles de revenir à un taux normal de naissances.

(1) Revue des Deux-Mondes, 15 novembre 1892: La Population Française, de Foville.





## PREMIÈRE PARTIE



## LES CAUSES

*« L'homme naît fécond et la Société le stérilise ».*

*Arsène Dumont.*



## CHAPITRE I<sup>er</sup>

---

### **La population serait-elle suffisante si les décès étaient moins nombreux ?**

La France contiendrait, dit-on, suffisamment d'habitants si la mort ne venait en supprimer un trop grand nombre et parmi les enfants et parmi les adultes. Bien que cette question ne rentre pas dans le cadre de notre sujet, nous pensons pouvoir l'envisager. Si l'objection était juste, l'abaissement de la natalité ne serait aucunement redoutable.

La mortalité infantile est évidemment élevée dans les premières années et les premiers jours de la vie surtout. La moyenne annuelle des décès d'enfants âgés de moins de 5 ans était en 1901-1905, 160.153 dont 115.390 pour les enfants de moins d'un an, ou mieux âgés de quelques jours :

Décès dans la première année de la vie en 1901-1905: (1)

|                                                                   |        |                     |
|-------------------------------------------------------------------|--------|---------------------|
| de 0 à 4 jours.....                                               | 15.496 | soit 3.874 par jour |
| de 5 à 9 jours .....                                              | 6.883  | » 1.377 »           |
| de 10 à 15 jours .....                                            | 6.047  | » 1.008 »           |
| de 15 à 30 jours .....                                            | 12.201 | » 813 »             |
| dans le 2 <sup>e</sup> mois .....                                 | 13.148 | » 438 »             |
| dans le 3 <sup>e</sup> mois .....                                 | 11.552 | » 385 »             |
| dans les 4 <sup>e</sup> , 5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> mois   | 22.174 | » 246 »             |
| dans les 7 <sup>e</sup> , 8 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> mois    | 15.951 | » 177 »             |
| dans les 10 <sup>e</sup> , 11 <sup>e</sup> , 12 <sup>e</sup> mois | 11.938 | » 133 »             |

Ainsi, dans le premier mois il meurt 40.627 enfants, c'est-à-dire 35,2 par 100 du total annuel, qui, à aucun âge, n'est aussi fort, sauf à partir de 80 ans.

Pour la période précédemment indiquée, la proportion des décès d'enfants de moins de 5 ans était (2) en France de 4,0 par 1.000 habitants. Or à l'étranger, sauf en Angleterre (2,5) et en Suède (4,0), cette proportion était plus élevée. Cette constatation ne nous permet cependant pas de conclure au rang excellent de notre pays à cet égard. La moyenne des décès avant 5 ans doit, en effet, être plus ou moins importante par 1.000 habitants, suivant que ceux-ci comprennent un plus ou moins grand nombre de jeunes enfants. Aussi, en Allemagne, par exemple, cette moyenne est elle plus forte qu'en France. Il en serait de même si nous calculions le quotient d'après le nombre total des décès de tous âges. Dès lors il est plus probant

(1) D'après Statistique internationale.

(2) D'après Statistique internationale.



de chercher le taux de mortalité pour 1.000 naissances, c'est-à-dire d'indiquer combien d'enfants sur 1.000 arrivent à l'âge de 5 ans. Même encore il faudrait pouvoir tenir compte ici d'une statistique danoise citée par M. Lucien March d'après laquelle, pour des familles, ayant eu la même durée de mariage, le nombre des enfants qui décèdent est d'autant plus élevé que la famille compte un plus grand nombre d'enfants. Sans toutefois pouvoir généraliser, il se peut que la mortalité du premier âge dans deux pays soit plus ou moins forte suivant qu'un plus ou moins grand nombre de familles se répartiront le même nombre d'enfants.

Sous cette réserve, c'est l'Espagne qui est le plus en arrière au point de vue de la survie des enfants, car 1.000 naissances à 5 ans d'intervalle ne sont plus représentées que par 570 individus. Il est vrai toutefois que ce chiffre remonte à 1880-1884 et qu'un progrès depuis est certain. Avec la même atténuation, en Allemagne en 1871-81 il restait 648 survivants, si les décès infantiles sont aussi nombreux c'est qu'on lutte moins, par suite de la surabondance, pour sauver les non-valeurs. En Hongrie 674 atteignaient le premier lustre; en Autriche, 680; Italie 717; Finlande, 723 (1881-91); Angleterre et Galles, 765; Suisse, (1881-88) et Pays-Bas, 774; Belgique, 776; Danemark, 823; Suède, 839 et Norvège, 851.

Or, en France, pour la période 1898-1903 sur 1.000 naissances à 5 ans d'intervalle, 790 enfants étaient encore vivants (1). Trois pays à climat différent ont donc seuls

(1) Statistique internationale.

une mortalité infantile plus faible que la nôtre. Incontestablement, dans quelques-uns de nos départements, la moyenne est trop forte, mais par comparaison avec l'étranger, l'ensemble seul importe et nous permet d'admettre que notre mortalité infantile relativement faible n'est pas une cause importante du faible accroissement de la population, et, que si la mortalité générale n'est pas non plus exagérée, ce sera uniquement la faiblesse de la natalité qu'il faudra accuser.

Faut-il donc incriminer la mortalité générale? Pas davantage. Pour démontrer que l'on meurt peu en France, on est tenté de parler de l'augmentation de l'âge moyen au décès. M. Meuriot de la Société de Statistique a calculé que de 1821 à 1825 la moyenne de la vie était 27 ans 11 mois, en 1861-1865: 37 ans 7 mois, en 1901-1905: 53 ans 4 mois. Mais il est forcé que l'âge moyen au décès augmente, à mesure que diminuent la mortalité et la natalité: si l'on supposait qu'il n'y ait en 1910 aucune naissance en France, l'âge moyen au décès augmenterait encore, mais ce fait ne prouverait pas qu'on y meurt moins qu'en 1909.

En 1901-1905, la moyenne annuelle des décès était (1) 19,56 par 1.000 habitants. Ce n'est pas un chiffre exagéré, puisqu'il était plus élevé dans 10 pays, à savoir: 31,82 en Russie d'Europe (1897-1900); Hongrie 26,22; Roumanie 25,62; Autriche 24,58 (1899-1903); Bulgarie 22,70; Serbie 22,46; Italie 21,80; Portugal 20,08 (1900-1904); Allemagne 19,90. Il est vrai que cette moyenne était plus bas-

(1) Statistique internationale.

se en 10 autres pays: Finlande 18,62; Suisse 17,70; Irlande 17,60; Belgique 16,98; Ecosse 16,88; Pays-Bas 16,06; Angleterre et Galles 15,98; Suède 15,47 (1900-1904); Danemark 14,84; Norvège 14,74 (1900-1904).

Si nous comparons la période 1881-1885, nous voyons évidemment que plusieurs états avaient en 1905 obtenu un gain plus appréciable que le nôtre: Hongrie, 6,72; Espagne, 6,46; Allemagne, 5,86; Autriche, 5,56; Italie 5,54; Pays-Bas, 5,38, Belgique, 4,00; Danemark 3,62; Finlande, 3,58; Suisse, 3,54; Angleterre et Galles, 3,42; Ecosse, 2,68; France, 2,64; Portugal 2,52; Norvège, 2,40; Serbie, 2,04; Suède, 1,47; Roumanie, 0,66 et Irlande, 0,38.

Il n'en reste pas moins, cependant, que le rang actuel de la France est satisfaisant dans son ensemble, car certains départements pris à part ont une mortalité générale trop forte. Ainsi (1) en 1908, 30 départements avaient par 1.000 habitants un quotient de 20 ou plus.

|                          |      |
|--------------------------|------|
| Bouches-du-Rhône .....   | 22,7 |
| Calvados .....           | 22,2 |
| Seine-Inférieure .....   | 22,0 |
| Eure .....               | 21,7 |
| Meurthe-et-Moselle ..... | 21,6 |
| Orne .....               | 21,4 |
| Seine-et-Oise .....      | 21,4 |
| Oise .....               | 21,3 |
| Vaucluse .....           | 21,1 |
| Tarn-et-Garonne .....    | 20,9 |

(1) *J. Off.*, 3 juin 1909; article cité.

|                       |      |
|-----------------------|------|
| Lot .....             | 20,8 |
| Alpes-Maritimes ..... | 20,8 |
| Aube .....            | 20,7 |
| Sarthe .....          | 20,6 |
| Haute-Garonne .....   | 20,5 |
| Lot-et-Garonne .....  | 20,5 |
| Somme .....           | 20,4 |
| Haute-Marne .....     | 20,3 |
| Manche .....          | 20,3 |
| Jura .....            | 20,3 |
| Côtes-du-Nord .....   | 20,2 |
| Basses-Alpes .....    | 20,2 |
| Gard .....            | 20,1 |
| Marne .....           | 20,1 |
| Mayenne .....         | 20,1 |
| Meuse .....           | 20,1 |
| Aisne .....           | 20,1 |
| Eure-et-Loir .....    | 20   |
| Vosges .....          | 20   |
| Doubs .....           | 20   |

De même si nous envisageons non plus tous les français, mais certaines catégories, les soldats, par exemple, la mortalité est trop forte. MM. Labbé et Lowental (1), donnent le tableau suivant de la mortalité de l'armée de terre de l'intérieur :

(1) pour 1905.

|                       |      |
|-----------------------|------|
| Armée française ..... | 5,73 |
| — russe .....         | 1,81 |
| — autrichienne .....  | 1,81 |
| — anglaise .....      | 4,46 |
| — italienne .....     | 4,35 |
| — allemande .....     | 2,40 |

Aussi la conclusion de leur rapport était la suivante :

« La chose est certaine : la morbidité et la mortalité des soldats, choisis parmi les enfants les plus forts du pays, nourris, vêtus et logés aux frais de la nation, à l'abri de la faim et de la misère, qui abrègent tant d'existences ouvrières, à l'abri de cette chose terrible qu'est le chômage, la morbidité et la mortalité militaires sont supérieures aux morbidité et mortalité des civils ».

Des progrès sont donc encore possibles en cette matière, mais sont-ils désirables ? Certains vont jusqu'à soutenir que la faiblesse de la mortalité est une cause de dépopulation, quoique ce soit le contraire qui paraisse logique. Dès lors diminuer la mortalité serait faire décroître en même temps la natalité. Il y aurait ainsi un rapport régulier, un parallélisme entre la mortalité et les naissances. C'est là une théorie ancienne. Malthus (1) disait déjà : « Toute mesure qui tend à diminuer la mortalité par l'amélioration du sort des hommes, tend par cela même à diminuer les naissances ».

(1) Essai sur le principe de la population, livre II, appendice du chapitre II, citation du rapport sur les relations entre la mortalité et la natalité.



En 1835, l'astronome belge Quetelet: « Une grande mortalité, disait-il, marche généralement de front avec une grande fécondité »; ou encore Guillard: « La mort mesure la vie, la vie mesure la mort » (1).

On donne à l'appui, notamment l'exemple de la Bavière où depuis 1841 la mortalité infantile et la natalité auraient suivi une marche parallèle, ainsi qu'en d'autres états allemands. Mais le Professeur Mombert, de Fribourg, a démontré que pour l'Allemagne il n'y a là rien de général ni de constant. Parfois, la natalité augmente et la mortalité infantile diminue ou inversement dans les villes le plus souvent. Le Docteur Bräsicke prétend aussi que dans son pays les années où la natalité augmente voient la mortalité infantile se restreindre (2).

Cependant M. Bertillon s'exprime ainsi (3); « Dans les pays où la mortalité est faible, la natalité est faible. Dans les pays où la mortalité est forte, la natalité est forte ». Ou encore (4): « Un abaissement de la mortalité est très généralement suivi dans un pays quelconque d'un abaissement à peu près parallèle de la natalité ».

Si cette théorie était pleinement exacte, les états devraient avoir une mortalité d'autant plus élevée que leur natalité le serait davantage et inversement. Or ce n'est pas

(1) Essai sur le principe de la population, livre LL, appendice du chapitre II, citation du rapport sur les relations entre la mortalité et la natalité.

(2) Réforme Sociale, 1<sup>er</sup> février 1909, art. cité.

(3) Rapport sur les relations entre la mortalité et la natalité.

(4) Bulletin de l'Alliance nationale, 15 juillet 1903.

ce qui se produit: pour la mortalité infantile, d'abord, l'Espagne a un taux plus élevé que l'Allemagne et cependant sa natalité est inférieure à celle de ce dernier pays. Il en est de même des Pays-Bas comparés à la Belgique et de la France comparée à la Suède. Quant à la mortalité générale, la Hongrie qui a le taux le plus élevé devrait avoir aussi la natalité la plus forte, or, elle n'est que de 36,3 alors qu'en Roumanie elle est de 39,4 et en Serbie de 38,8. Nous pourrions encore comparer l'Italie et l'Allemagne et surtout la France qui, ayant une mortalité plus forte que celle de dix pays, devrait présenter une natalité plus élevée, ce qui n'est pas.

D'autre part, si une faible natalité correspond à une faible mortalité, la réciproque doit être vraie: une forte natalité et une forte mortalité doivent marcher de pair. Dès lors, comme le faisait remarquer M. le Dr Lowenthal (1), retournant la phrase « sauvez celui-ci, vous empêchez celui-là de naître » ne devrait-on pas dire: « faites naître celui-là, vous tuez celui-ci ». Chercher à augmenter le nombre des naissances serait, par conséquent, inutile. Parfois, il est vrai, un pays à natalité élevée à une mortalité élevée, mais l'explication n'est-elle pas que la mortalité est augmentée de tous les décès de jeunes enfants de 0 à 1 an principalement. Sans que ce parallélisme se produise on peut donc espérer que les naissances augmentant, la mortalité pourrait néanmoins être amoindrie par les progrès de la science. Ce qui nous sem-

(1) Rapport cité sur les relations entre la natalité et la mortalité.

ble très vrai, dans cette opinion, c'est que le décès d'un enfant incitera quelquefois ses parents à lui procurer un remplaçant. Souvent aussi quand un adulte meurt, c'est une place pour d'autres; si c'est un vieillard, ou sa succession va permettre la création de nouveaux foyers, ou bien c'est une charge de moins pour sa famille. C'est ce que signifiait Proudhon en qualifiant la mort: « sœur aînée des amours ». Mais de là à supposer entre la mortalité et la natalité une relation telle que la traditionnelle comparaison des deux robinets doive être employée, il y a loin.

Cependant si la lutte contre la mortalité ne nuit pas à la natalité, elle ne peut avantageusement remplacer l'augmentation de cette dernière. On n'arrivera probablement pas à sauver un très grand nombre d'enfants, et si même les 160.000 qui meurent en moyenne chaque année étaient arrachés à la mort, nous serions encore loin des 4 à 500.000 individus dont nous avons besoin pour ne pas décroître. Au surplus le nombre des jeunes gens deviendrait insuffisant par rapport à celui des vieillards. En 1900 déjà sur 1.000 habitants on ne comptait en France que 173 garçons de moins de 20 ans, tandis qu'en Russie 240, Autriche-Hongrie 230, Italie 229, Allemagne 222 (1). Enfin la diminution de la mortalité générale est-elle possible dans une grande mesure? Des progrès sont réalisables, mais il est mort en 1901-1905 une moyenne annuelle de 766.258 individus dont 291.486 âgés de plus de 65 ans, pour lesquels, par conséquent, les progrès de l'hygiène

(1) De Foville, Revue Hebdomadaire, article cité.

n'auraient pu produire grand effet. D'ailleurs l'exemple de l'Angleterre ne démontre-t-il pas que les résultats attendus de l'hygiène ont une limite.

On doit évidemment chercher à sauver quelques existences. Nous n'avons pas de quoi prodiguer la vie de nos compatriotes, et c'est en outre une question d'humanité, mais ce ne sera là qu'un appoint contre la dépopulation. Il faut donc s'attaquer aux causes de l'abaissement de la natalité pour que la population française soit suffisante.



## CHAPITRE II

### Le nombre des mariages est-il suffisant ?

Le nombre des naissances paraissant devoir être en proportion de celui des mariages, nous pouvons nous demander logiquement si la faiblesse de ce dernier nombre ne serait pas, comme en Irlande, une cause de l'abaissement du premier. Nous ne pensons pas que « quand on ne peut se marier il en résulte un faux ménage et la natalité n'y perd rien », car il est admis, nous le verrons, que les personnes mariées ont plus d'enfants et les perdent moins rapidement que dans l'union libre. En outre la mortalité s'élève suivant que l'on est marié, ou célibataire (1), Bertillon père (2), démontrait déjà qu'en général à tous les âges les personnes mariées meurent moins que les célibataires. En effet en 1896-1905 voici quelle était la moyenne annuelle des décès (3) :

(1) Ou veuf et divorcé aussi.

(2) Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales, article Mariage.

(3) Statistique internationale.



Décès par 10.000 mariés de 20 à 39 ans: hommes 68, femmes, 68; 40 à 59 ans, hommes 146, femmes 113; 60 ans et plus, hommes 589, femmes 476;

Décès par 10.000 mariés de 20 à 39 ans: hommes 68, femmes 100, femmes 84; 40 à 59 ans, hommes 276, femmes 168; 60 ans et plus, hommes 910, femmes 731.

Ainsi même si la natalité n'y perdait rien, la population n'y gagnerait pas, au contraire.

Cherchons donc quelle est au point de vue des mariages, notre situation par comparaison à celle des pays étrangers et à ce qu'elle était autrefois.

De 1900 à 1907 (1), la proportion annuelle moyenne des nouveaux époux était de 15,4 pour 1.000 habitants. Or, pour la même période elle était en Serbie de 20,6; Bulgarie 19,3; Hongrie 17,6; Russie 17,4; Roumanie 17,1; Saxe 16,9; Belgique 16,3; Allemagne 16,2; Autriche, Angleterre et Espagne 15,7; Suisse 15,3; Pays-Bas 15,1; Italie 14,9; Portugal 13,8; Finlande 13,2; Norvège 12,4; Suède 12,0.

Sur 18 pays, 11 ont ainsi une nuptialité plus grande que la nôtre et 7 viennent après nous. Notre situation est donc satisfaisante.

Incontestablement le taux de nuptialité en France s'est abaissé. Il était (2) de 16,0 en 1871-1880; 14,7 en 1881-90; 15,0 en 1891-1900, et depuis il s'est élevé à 15,4. Mais dans la plupart des pays, nous constatons pareillement, aux

(1) *Journal Off.*, 3 juin 1909.

(2) Statistique internationale.

mêmes époques, un fléchissement suivi d'un relèvement récent, qui n'en constitue pas moins une perte sur le taux de la première période. Il n'est qu'en Bulgarie, Espagne et Suisse qu'une hausse constante, depuis 1881, arrive à dépasser la moyenne de 1871-1880 :

|                | 1871-80 | 1881-90 | 1891-1900 | 1900-1907 |
|----------------|---------|---------|-----------|-----------|
| Belgique ..... | 14,4    | 14,0    | 15,9      | 16,3      |
| Espagne .....  | 15,6    | 12,9    | 15,7      | 15,7      |
| Suisse .....   | 15,4    | 14,0    | 15,1      | 15,7      |

Si nous recherchons ce qui est plus démonstratif, cette proportion sur 1.000 individus aptes à contracter mariage, nous trouvons (1) en France une moyenne de 48,2 mariages par 1.000 mariables en 1886-1895 (2). Dans 9 pays, la moyenne était plus forte : Hongrie 99,6 ; Saxe 69,8 ; Prusse 59,1 ; Italie 54,6 ; Autriche 53,0 ; Angleterre et Galles 52,9 ; Danemark 50,1 ; Finlande 49,7 et Pays-Bas 49,6. Mais dans 7 autres états cette moyenne était moins élevée : Bavière 47,1 ; Belgique 45,3 ; Norvège 44,3 ; Suisse 42,3 ; Ecosse 42,1 ; Suède 39,8 et Irlande 24,1.

Là encore le taux de nuptialité en France s'est abaissé : il est passé de 55,3 en 1866-75 à 49,7 en 1876-85 et 48,2 en 1886-95. Cependant il est remonté à 51,3 pour la période 1896-1905. Mais ce fait s'est produit pareillement, en général, dans les autres pays

En définitive, nous pouvons dire que, si le taux de nuptialité s'est abaissé en France, il en a été de même dans

(1) Statistique internationale.

(2) Nous prenons cette période parce qu'antérieure aux nouvelles lois sur le mariage.

la plupart des pays, et qu'en outre, comparé avec ceux de l'étranger il forme encore un quantum suffisant. M. Bertillon est d'avis qu' « Après l'Espagne, la France est le pays d'Europe, à l'ouest du 15<sup>me</sup> méridien qui a, par 1.000 habitants, le plus de femmes mariées de 15 à 45 ans (120 d'après le recensement de 1896 ) ».

Cela nous paraît important à noter, car cet âge est la période de fécondité pour la femme. Nous ne devons donc pas dire que les mariages sont insuffisants en France, mais uniquement qu'ils ne donnent pas assez de naissances.

D'ailleurs il ne faut pas exagérer la relation qui existe entre les mariages et les naissances. En 1908 (1), par exemple, à Paris on compta 21,7 mariages par 1.000 habitants, c'est-à-dire plus que dans le Nord (18,1), Pas-de-Calais (17,9), et Seine-Inférieure (17,6), où cependant les naissances sont en plus grand nombre: 23,8, 25,6 et 29,2 au lieu de 19,7 pour 1.000 à Paris. En outre, si nous classons les départements d'après la proportion des mariages, nous voyons que plus il y a de mariages, moins il y a de naissances, prenons par exemple 1908 (2):

| Proportion des mariages        |  | Nombre de départements | Naissances légitimes par un mariage. |
|--------------------------------|--|------------------------|--------------------------------------|
| 1 mariage par 110 à 120 habit. |  | 3                      | 2,29                                 |
| — 120 » 130 —                  |  | 34                     | 2,53                                 |
| — 130 » 140 —                  |  | 21                     | 2,51                                 |
| — 140 » 150 —                  |  | 21                     | 2,56                                 |
| — 150 » 160 —                  |  | 5                      | 3,07                                 |
| — 160 » 180 —                  |  | 3                      | 3,10                                 |

(1) *J. Off.*, 3 juin 1909.

(2) D'après *J. Off.*, 3 juin 1909. .

De même les pays européens qui ont le taux de nuptialité le plus fort ne sont pas toujours ceux où la natalité est la plus élevée, ainsi en 1896-1905 (1) :

|                            | nuptialité | natalité |
|----------------------------|------------|----------|
| Hongrie .....              | 99,6       | 38,3     |
| Saxe .....                 | 70,0       | 36,8     |
| Prusse .....               | 61,6       | 35,6     |
| Belgique .....             | 55,3       | 27,9     |
| Italie .....               | 54,1       | 33,1     |
| Angleterre et Galles ..... | 53,1       | 28,6     |
| Autriche .....             | 53,0       | 35,8     |
| Pays-Bas .....             | 52,0       | 31,8     |
| Bavière .....              | 51,7       | 36,3     |
| Danemark .....             | 50,8       | 29,4     |
| Finlande .....             | 49,7       | 32,0     |
| Norvège .....              | 44,3       | 29,7     |
| Ecosse .....               | 43,2       | 29,4     |
| Suède .....                | 39,8       | 26,6     |
| Irlande .....              | 25,3       | 23,1     |

Néanmoins augmenter le nombre des mariages sera forcément augmenter celui des naissances. Supposons, en effet, 3.000 individus, si l'on compte un mariage par 150, soit 20 mariages, chaque ménage donnera 2,56 enfants, au total 51,2 enfants. Mais si nous arrivons à faire que ces 3.000 individus donnent un mariage par 100 c'est-à-dire 30 mariages en tout, chaque mariage donnera 2,29 enfants seulement, mais au total 68,7 donc un gain de 17,5.

(1) Statistique internationale.

Nous pourrons, par conséquent rechercher à titre accessoire, puisque là n'est pas la cause de l'abaissement de natalité, à augmenter les naissances en augmentant le nombre des mariages.

## CHAPITRE III

### Causes physiques de l'abaissement de la natalité

L'insuffisance de la natalité en France serait-elle due à des causes organiques? Ne peut-on dire que la stérilité est involontaire et qu'il y a en quelque sorte dégénérescence de notre race trop vieille. On comprend que s'il en était ainsi les remèdes seraient peu nombreux et d'efficacité douteuse. Par suite, l'abaissement du taux de natalité à peu près inéluctable.

La stérilité due à des causes physiologiques indépendantes de la volonté est certainement pour une part dans la faiblesse progressive de notre natalité, mais s'il est démontré que cette cause partielle n'est pas plus agissante aujourd'hui, qu'autrefois, et pas plus en France que dans les pays étrangers, nous serons obligés d'expliquer par une autre influence la restriction du nombre des naissances.

Il arrive sans doute que quelques ménages légitimes (pour les autres le cas est probablement plus fréquent) ne désirent avoir aucun enfant, certains ne craignent pas de l'avouer, mais il est permis de croire que ce désir



contre nature est encore assez peu répandu. Bien qu'on ne le puisse prouver autrement que par l'observation quotidienne, on aime à dire que la stérilité complète est rarement voulue; au contraire, ceux qui n'ont pas d'enfants, par impossibilité organique, sont fréquemment les plus désireux d'en avoir. En conséquence, nous considérerons comme involontairement stériles tous les individus qui n'ont pas d'enfants.

D'après le recensement de 1896, sur 100 familles, voici quelle était la proportion de celles ayant des enfants et combien par famille :

|                      |      |
|----------------------|------|
| Pas d'enfant .....   | 17.1 |
| Un enfant .....      | 24.9 |
| Deux enfants .....   | 22.4 |
| Trois enfants .....  | 15.0 |
| Quatre enfants ..... | 9.3  |
| Cinq enfants .....   | 5.5  |
| Six enfants .....    | 3.1  |
| Sept et plus .....   | 2.7  |

Nous voyons ainsi qu'il y a 17.1 familles sur 100 qui sont stériles involontairement. Cette proportion, à première vue, est certainement élevée, mais elle n'a pas augmenté en comparaison de ce qu'elle était autrefois, ainsi que le fit remarquer M. Bertillon, à la séance du 10 décembre 1902: (1)

France (moins la Seine, Alsace-Lorraine et les deux Savoies). Sur 100 familles (époux mariés).

(1) Bulletin de l'Alliance nationale du 15 avril 1903. Discussion du rapport Pinard et Richet.

Combien sont sans enfants vivants au jour du recensement :

|               |      |
|---------------|------|
| en 1856 ..... | 16.4 |
| en 1896 ..... | 16.2 |

En outre, d'après le recensement de 1901, pour l'ensemble de la France cette proportion n'était plus que de 15.4 :

|                      |      |
|----------------------|------|
| Pas d'enfant .....   | 15.4 |
| Un enfant .....      | 26.4 |
| Deux enfants .....   | 23.7 |
| Trois enfants .....  | 14.6 |
| Quatre enfants ..... | 8.8  |
| Cinq enfants .....   | 5.0  |
| Six enfants .....    | 2.9  |
| Sept et plus .....   | 3.2  |

Nous remarquerons ainsi, en plus, que la moyenne des familles ayant un ou deux enfants a augmenté, tandis que diminuait le nombre de celles qui en ont soit davantage soit pas du tout. C'est bien là, déjà, une preuve que l'abaissement de notre natalité ne provient pas des causes physiques de stérilité.

Dans les autres pays cette proportion d'infécondité physiologique est-elle donc plus élevée? Il n'existe malheureusement pas, ou à peine, de statistiques permettant de répondre exactement. Nous pouvons utiliser toutefois les opinions de médecins citées par les rapporteurs à la Commission, MM. les professeurs Pinard et Richet. Ainsi le docteur Rochard, en 1895, déclarait à l'Académie de médecine, que cette proportion était de 16 pour 1.000; il basait

son opinion sur celles de médecins allemands, et bien que tout contrôle en soit impossible, il y a toujours là une indication. D'après les médecins anglais, cette moyenne serait de 13,4 pour 100 ménages, et selon M. Kiær, directeur de la Statistique de Norvège, de 10 pour cent à peu près partout. Jusqu'à présent nous ne voyons par conséquent aucunement l'infériorité de notre pays à cet égard.

Mais il nous faut noter plusieurs exagérations dans cette manière de calculer la proportion des ménages stériles. On comprend en effet, dans le nombre des familles sans enfants, à côté de celles qui sont physiologiquement infécondes, tous les ménages qui n'ont pu en avoir, soit par impossibilité matérielle, parce que leur mariage est de date trop récente, et qui en auront plus tard, soit par un effet de leur volonté, quand les époux, par exemple conviennent de n'avoir aucun enfant avant une époque déterminée, réservant aux plaisirs les premières années de leur union. Ce cas n'est d'ailleurs pas, une simple supposition, puisqu'à la séance du 4 mars 1904 M. le Professeur Pinard déclarait à la sous-Commission de la natalité, que des compagnies d'assurances aux Etats-Unis garantissaient ce risque spécial en versant aux époux une indemnité, au cas où un enfant survenait avant la date voulue. Pour éliminer ce facteur d'exagération, il faut tenir compte de la durée du mariage des familles recensées. Or, voici quels sont les chiffres donnés par le recensement de 1896 :

| Durée du mariage | Nombre de ménages recensés | Nombre de ménages sans enfants | Sur 1000 ménages combien sans enfants |
|------------------|----------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|
| de 0 à 2 ans     | 608 604                    | 290.437                        | 47,7                                  |
| de 3 à 4 ans     | 618. 078                   | 143.701                        | 23.3                                  |
| de 5 à 9 ans     | 1105. 704                  | 171.813                        | 15.5                                  |
| de 10 à 14 ans   | 1111. 643                  | 139.354                        | 12.5                                  |
| de 15 à 19 ans   | 1038. 812                  | 121.031                        | 11.6                                  |
| de 20 à 24 ans   | 988. 927                   | 112.338                        | 11.3                                  |
| de 25 à 49 ans   | 1825. 406                  | 222.964                        | 12.2                                  |
| de 50 à 60 ans   | 175. 217                   | 24.288                         | 13.8                                  |
| Durée inconnue   | 217. 604                   | 40.176                         | 18.5                                  |

De ce tableau il résulte que le fait de n'avoir pas d'enfants pendant un certain nombre d'années ne prouve pas l'impossibilité d'en avoir dans la suite, puisque la proportion des ménages sans enfants diminue. Ce n'est qu'après 14 ans de mariage que cette proportion restant à peu près constante, à part une légère diminution, on peut dire qu'il s'agit de stérilité organique. Pour 100 ménages ayant duré au moins 14 années la proportion de ceux qui n'ont pas d'enfants est alors de 11,5 seulement.

Toutefois pour être tout à fait exacte, cette moyenne devrait être obtenue en défalquant des familles recensées sans enfants, celles qui ont pu en avoir quelques-uns et les perdre. Cette statistique, en effet, ne tient compte que des enfants vivants, et c'est encore là une cause d'exagération du nombre des ménages stériles. Nous n'avons pas en France de données permettant de corriger cette erreur, mais on peut néanmoins y arriver approximativement en raisonnant par analogie sur une statistique étrangère citée par M. Bertillon dans son projet de rapport général :

Sur 100 familles recensées ayant duré de 15 à 20 ans, combien

|                                 | Paris | Berlin | Rio-Janeiro |
|---------------------------------|-------|--------|-------------|
| n'ont jamais eu d'enfants ..... | —     | 12,8   | 11,3        |
| ont eu des enfants et les       |       |        |             |
| ont perdus .....                | —     | 2,0    | —           |
| Sont sans enfants vivants ..... | 15,3  | —      | 13,3        |

Si nous supposons qu'à Paris le nombre des familles ayant eu des enfants, mais les ayant tous perdus au moment du recensement est égal à celui que nous lisons pour Berlin — supposition qui n'est pas exagérée, les habitants de cette dernière ville ayant chacun plus d'enfant qu'on n'en a à Paris, il doit leur arriver moins fréquemment de les perdre tous — nous voyons que l'infécondité involontaire n'est guère plus importante à Paris que dans les deux autres villes :

Sur 100 familles, combien sont stériles involontairement :

|                      |      |
|----------------------|------|
| Paris .....          | 13,3 |
| Berlin .....         | 12,8 |
| Rio de Janeiro ..... | 11,3 |

La différence à notre désavantage peut même s'expliquer par ce que nous disions précédemment : à Paris le nombre d'enfants par famille étant moins élevé qu'à Berlin et Rio, il doit arriver plus facilement aux Parisiens de perdre les quelques enfants qu'ils avaient. Ainsi « En chiffres ronds, concluaient les rapporteurs précités, on peut dire que le coefficient de stérilité varie de 10 à 13 pour 100 ». En effet, en définitive, nous avons rencontré les moyennes suivantes d'infécondité :

|                   |      |
|-------------------|------|
| France .....      | 9,5  |
| Rio-Janeiro ..... | 11,3 |
| Berlin .....      | 12,8 |
| Paris .....       | 13,3 |
| Angleterre .....  | 13,4 |

Aussi la Commission admit-elle que la stérilité organique « n'est pas plus fréquente en France qu'ailleurs ».

Mais si les femmes françaises sont aussi capables que les femmes étrangères d'avoir un premier et un deuxième enfant, ne serait-ce pas à partir de ce chiffre qu'elles deviendraient physiologiquement inférieures. Ceci expliquerait pourquoi elles ont un ou deux enfants, aussi fréquemment que partout ailleurs, mais s'abstiennent d'en avoir davantage. C'est là une hypothèse invraisemblable pour les deux rapporteurs des causes physiologiques. « Du moment, déclarent-ils, que deux époux ont un enfant, il n'y a en général, aucune raison de cause physiologique pour qu'ils n'en aient pas un autre, et s'ils en ont deux, aucune cause pour qu'ils n'en aient pas un troisième ». Effectivement, on a parfois remarqué qu'une famille perdant son unique enfant le remplaçait rapidement par un autre. Le 12 mars 1902 M. le Docteur Bertillon disait à la Sous-Commission: « Dans un village de la Côte-d'Or, une épidémie de diphtérie ayant enlevé quinze enfants, tous étaient remplacés l'année suivante. » Les médecins s'accordent pour dire qu'à moins d'accidents à la suite de couches — accidents d'ailleurs plus rares aujourd'hui qu'il y a une trentaine d'années —, il n'est pas de limite à la fécondité de la femme, tant qu'elle n'a pas atteint l'âge de 46 ou 48 ans en principe. Notons, au surplus, qu'il



serait bizarre que cette stérilité spéciale, à partir du deuxième enfant, fut l'apanage de notre pays à l'exclusion de tous autres.

Il y a quelques trente ans cependant un statisticien russe nommé Tchourilov prétendait que la valeur physique de la race française avait été amoindrie par l'effet des guerres de la Révolution et du premier empire. Pour en arriver à cette conclusion il avait consulté les statistiques des conseils de révision (1), de 1848 à 1878 année de sa mort, et trouvait logique la dégénérescence de la race actuelle, produit des hommes malingres que leur santé empêcha de prendre part, comme tous les autres, aux guerres révolutionnaires et impériales.

Plus récemment, dans son rapport à la sous-Commission de la natalité, en décembre 1902, M. Emile Salone, professeur d'histoire au Lycée Condorcet, soutenait la même thèse: « La saignée a été telle, disait-il, que la France du XX<sup>e</sup> siècle ne peut pas s'en être encore relevée ». L'influence néfaste des guerres sur la natalité, continuait-il en substance, est d'ailleurs confirmée par l'étranger. Un savant suédois M. Berg, montra qu'en Suède le nombre des naissances en 1825-1840 diminua assez fortement et en donne comme raison que c'était la génération qui avait été engendrée dans la période de guerre, 1795-

(1) Il ne faudrait pas dire par analogie que la race périclite, parce qu'en 1904 il y avait moins d'exemptés pour faiblesse de constitution qu'en 1908 par exemple. On sait que cette différence s'explique par la sévérité plus grande des conseils de revision exigée pour ne pas encombrer les casernes de non-valeurs.

1810, que marquèrent en outre des épidémies diverses et la famine. Cette génération arrivée à l'âge de procréation était ainsi naturellement moins féconde. Cependant si nous regardons, dans la *Statistique internationale du mouvement de la population*, le mouvement des naissances en Suède, chiffre absolu ou proportionnel, nous trouvons :

|                 | Naissances vivantes | Proportion pour<br>1000 habitants |
|-----------------|---------------------|-----------------------------------|
| 1801-1810 ..... | 74.083              | 30,9                              |
| 1811-1820 ..... | 82.531              | 33,4                              |
| 1821-1830 ..... | 95.326              | 34,6                              |
| 1831-1840 ..... | 94.836              | 31,5                              |
| 1841-1850 ..... | 102.833             | 31,1                              |

Ainsi, à part la période 1831-1840, le nombre absolu moyen des naissances en Suède a toujours été en augmentant; l'exception est de minime importance, une moyenne de 490 naissances en moins chaque année, et peut d'ailleurs s'expliquer; en effet, dans la période précédente, le taux de natalité s'était élevé d'une façon presque exagérée, puisqu'il faut remonter à 1751-1760 pour trouver une proportion plus forte. Il n'est donc pas étonnant que dans la période suivante il y ait eu un fléchissement du nombre absolu des naissances. M. Salone cite aussi, comme confirmation, un travail de M. le Docteur Bertillon, constatant que de 1825 à 1835 la natalité avait particulièrement baissé dans les provinces prussiennes de Dantzig, Gumbinnen, Königsberg et Marienverder, qui avaient été les plus gravement dévastées par les guerres du début du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1815. Mais peut-être peut-on

dire que les guerres, quand elles sont longues, amènent une restriction de la natalité, restriction volontaire par suite des perturbations économiques qu'elles entraînent, et, quand elles sont de durée minime, comme celles de Crimée ou de 1870, qu'elles occasionnent généralement, les années suivantes ou l'année suivante, un relèvement de la natalité, après lequel la baisse continue comme auparavant. Nous ne pouvons donc pas être certains que les guerres de la Révolution et de l'Empire aient été pour une grande part dans l'abaissement de notre natalité. En résumé, comme le disait M. le professeur Richet (1), « Les guerres terribles du commencement du siècle ont épuisé les nations... Mais à tout prendre, il y a eu chez les autres peuples de l'Europe à ces époques néfastes, des hécatombes semblables... Rien ne prouve l'appauvrissement de la race, ni la force physique, ni la taille, ni la puissance intellectuelle n'ont diminué en France d'une manière sensible... » Car s'il est vrai que, pour les soldats, la taille minima exigée a dû être abaissée, c'est parce que la natalité diminuant, il a fallu incorporer des hommes que l'on n'aurait pas pris autrefois, mais cela ne prouve aucunement que ce soit la taille générale qui ait diminué. Quant à la valeur morale des Français, M. le Sénateur Louis Bodio, au dire de M. Bertillon, estime qu'elle s'est amoindrie comme la valeur physique. Il est cependant difficile de le prouver.

Pour nous, la race française ne périclité aucunement.

(1) Revue des Deux-Mondes, Premier juin 1882. L'accroissement de la population française, Richet.

Comme le déclare M. Savarit (1) : « Partout où elle s'expatrie elle continue à pulluler. » Au Canada où l'on trouve des familles de 25 enfants, la moyenne des naissances est de 10 à 12 par foyer français et de 7 à 8 par famille anglaise. Il est vrai qu'un Anglais de Montréal, M. le docteur Hingston (2), estime que si les Canadiens français sont plus vigoureux que les Français, c'est qu'ils n'ont pas subi l'effet de notre histoire d'il y a 100 ans. Mais cette explication ne peut être donnée pour les Français d'Algérie, qui sont encore plus prolifiques que nous, ni pour les Alsaciens-Lorrains d'origine française qui comptent 100 naissances d'excédent par 10.000 habitants (3) alors que la Meurthe-et-Moselle n'accuse que 30 et la Meuse 5 naissances d'excédents pour le même nombre d'individus.

« Et cet exemple, continue M. Savarit, se répète sur toutes nos frontières. Notre département du Nord flamand, et notre département des Ardennes, Wallon, comme la Belgique est flamande et wallonne, nous présentent respectivement des excédents de 57 et de 7 naissances contre les 107 de la Belgique. Nos départements de la Savoie et des Alpes-Maritimes, détachés de l'Italie depuis moins de 50 ans donnent respectivement des excédents de morts de 6 à 9 et un excédent de naissances de 4 contre les 106 de l'Italie. Mêmes constatations du côté de la Suisse et de l'Espagne. Cette dernière présente en 1905 un excédent de près de 100 naissances. Et mêmes constatations

(1) Revue Hebdomadaire, article cité.

(2) Cité par M. Salone.

(3) Revue Hebdomadaire, article cité.

du côté de l'Angleterre celte-normande, avec un excédent de 117 naissances en 1906 contre les 32 de la Bretagne celtique, et l'excédent des 12 décès des Normands de France. Et la Bourgogne mourante n'est-elle pas de race germanique; et tout le Midi agonisant n'est-il pas de race latine? »

Nous devons donc conclure que la stérilité française n'est pas une question de race.

D'autres causes possibles d'infécondité physiologique ont été citées avec plus ou moins de raison d'être. On a parlé notamment de l'influence de l'abus du tabac. Il est difficile de le prouver, des pays prolifiques en font une consommation plus active. Il y a quelques années, M. René Gonnard (1) donnait les proportions suivantes : chaque habitant consommait annuellement en Espagne 550 grammes, France 933 (2), Norvège 1.135, Autriche 1.350, Allemagne 1485, Belgique 1.552 et Pays-Bas, 3.400. Ainsi en supposant exacte cette influence du tabac, elle ne se ferait pas ressentir davantage en France.

Quant à la tuberculose, la Commission admit qu'elle présente des inconvénients pour la santé et la viabilité de l'enfant, mais qu'elle ne nuit pas aux facultés procréatrices de l'individu. M. le Docteur Burlureaux (3), indique même que la femme tuberculeuse pendant une grossesse « est superbe de santé... La marche de la maladie paraît enrayée... comme si la nature, toujours soucieuse de la propagation de l'espèce, avait consenti à ménager

(1) Ouvrage cité.

(2) En 1908, 1008 grammes par habitant.

(3) Revue Hebdomadaire, article cité.

la mère tant que celle-ci accomplissait son rôle de fécondation... »

M. le Docteur E. Maurel (1), de Toulouse, admet comme cause de stérilité involontaire, l'hérédo-arthritisme provoqué par la suralimentation, notamment en viande et aliments azotés. A la séance du 2 juillet 1902 il déclarait « qu'il n'y a pas de famille dont la fécondité puisse résister à cinq générations de suralimentation ».

Dans sa thèse en 1896, M. le Docteur Canu écrivait que l'ovariotomie, qui est dans certain monde une cause de stérilité organique, mais volontaire le plus souvent, « a fait plus de mal à la France en dix ans que les balles de 1870 ». Il évalue à 500.000 le nombre des ovariées en 1896.

Il est plus certain que la situation sociale influe sur la stérilité. MM. Westergaard et Rubin disent que leur enquête pour la ville de Copenhague démontre plus de stériles dans les classes moyennes que dans la classe ouvrière et la classe riche. Et M. Kiær ajoute : plus de stériles chez les ouvriers que dans les classes aisées.

Ces constatations paraissent bien devoir infirmer celle de M. le Docteur Maurel. Le Directeur de la Statistique de Norvège estime encore (2), que l'âge au mariage influe sur la stérilité : à durée de mariage égale, la femme mariée la plus jeune est plus rarement stérile.

Beaucoup considèrent l'alcoolisme comme une cause marquante de l'abaissement de la natalité en France. M. le Docteur Legrain ne craint pas de dire qu'« un peuple

(1) Docteur E. Maurel De la dépopulation de la France, 1896.

(2) Bulletin de l'Alliance nationale, 15 janvier 1906, Kiær, de la fécondité des mariages.



alcoolisé est un peuple en voie de disparaître » et Mgr Gibier écrivait (1) naguère que « l'alcoolisme use la nation par les deux bouts en augmentant la mortalité et en diminuant la natalité ».

Il est certain que ce fléau a une fâcheuse influence sur la mortalité infantile notamment. Les enfants d'alcooliques naissent rachitiques ou tuberculeux pour la plupart et sont prédisposés à une mort à brève échéance. Il est aussi une cause de criminalité, de suicide, donc de diminution de la population, mais influence-t-il la natalité? Qu'il diminue la proportion des naissances masculines comme cela a été indiqué pour la Suède par Gerhard Wastfeld, c'est possible, en tous cas, MM. les Professeurs Pignard et Richet admettent qu'il n'est pas une cause immédiate de la stérilité involontaire. Incontestablement, puisque la qualité des enfants s'en ressent, la lutte contre l'alcool nous permettra toujours de gagner en qualité ce que l'abaissement de la natalité nous fait perdre en quantité. Mais il est douteux que le nombre des naissances s'en ressente heureusement.

Il faut remarquer que ce vice est récent en France, en tant que général, il y a eu des ivrognes de tous temps, des alcooliques depuis peu seulement, tandis qu'en Russie il existe depuis plus longtemps et n'empêche pas la natalité d'être la plus forte de l'Europe.

Cependant il faut reconnaître que c'est notre pays qui accuse la consommation la plus élevée. Une enquête an-

(1) Revue Hebdomadaire citée.

glaise de 1904 (1), donne pour 1903 les proportions suivantes en litres (2).

|                    | Alcool           | Eau-de-vie | Total. |
|--------------------|------------------|------------|--------|
| France .....       | 17 (1902) litres | 7,8        | 25,4   |
| Danemarck .....    | 10,8             | 14         | 24,8   |
| Aut.-Hong. ....    | 9,4              | 11 (1902)  | 20,4   |
| Belgique .....     | 12               | 5,4        | 17,4   |
| Allemagne .....    | 9,4              | 8          | 17,4   |
| Gde-Bretagne ..... | 10,6             | 4,5        | 15,1   |
| Italie .....       | 13,3             | 1,2        | 14,6   |
| Suède .....        | 6,2 (1902)       | 7,5        | 13,7   |
| Hollande .....     | 4,1              | 7,8        | 11,9   |
| Russie .....       | 2,6 (1902)       | 4,7 (1902) | 7,3    |
| Norvège .....      | 2,2              | 3,2        | 5,4    |

Il importe donc beaucoup de savoir quelle peut être l'influence de l'alcoolisme sur la natalité.

Or, on pourrait aller jusqu'à soutenir qu'il a sur le nombre des naissances l'effet opposé à celui que certains lui reprochent.

Aux Etats-Unis on aurait noté que ce sont les Etats où la vente de l'alcool est prohibée, qui ont la natalité la plus faible. Nous ne pouvons cependant tirer de là un argument valable, les statistiques américaines passent pour être trop incomplètes. Mais il est probable que sous l'empire de l'ivresse l'individu s'oublie, infligeant à son produit la tare de l'alcoolisme conceptionnel et héréditaire. Inutile effort, par conséquent, que de donner le jour à des êtres que la mortalité infantile fauchera. Nos départements nous don-

(1) Musée social. Annales 1906, page 142.

(2) Nous ajoutons le total.

ment, sinon une preuve, du moins une justification approximative de cette probabilité: les Côtes du Nord, le Finistère et le Morbihan consomment plus d'alcool et ont une natalité plus élevée que l'Yonne et les départements de la Garonne; il est vrai que la natalité est très faible en Normandie, pays alcoolisé, mais cela peut s'expliquer par d'autres causes probablement. Nous ne devons donc pas dire que l'alcoolisme nuise immédiatement à la natalité, bien qu'à l'avenir de la race.

En réalité, les véritables causes physiques d'abaissement de la natalité sont diverses malformations congénitales, l'impuissance chez l'homme, quelques maladies chroniques ou incurables et surtout les maladies vénériennes. Tel fut l'avis de la Commission:

*« La principale cause de cette stérilité des ménages (12 sur 100) en France, comme dans les autres pays, c'est l'extension des maladies vénériennes antérieures, qui, quoique guéries en apparence, n'en créent pas moins des états pathologiques qui entraînent la stérilité ».*

On comprend là la syphilis acquise et héréditaire, et surtout la blennorrhagie. Mais la proportion des individus atteints de ces maladies est-elle plus forte en France qu'autrefois et qu'à l'étranger? A la commission de prophylaxie sanitaire, M. le Dr Fournier a plusieurs fois posé la question de savoir s'il y avait eu augmentation. Les spécialistes ne peuvent répondre, mais ils donnent des chiffres élevés: il y aurait un syphilitique sur 5 à 6 personnes, ou même sur 3, pour la bennorrhagie 1 sur 2 ou 3, c'est-à-dire un million de syphilitiques et 2 à 3 millions de blennorhagiques. Tels sont les chiffres que M. Gide indiquait lors de

la discussion de son rapport en citant l'*Hygiène sociale* de M. Duclaux. Cependant la Russie passe pour avoir plus d'avariés que la France. En Allemagne, le Professeur Neisser, de Breslau, déclarait que 40 à 50 pour cent des unions stériles doivent accuser la gonorrhée, maladie qu'à New-York 800 hommes mariés sur 1.000 ont subie au dire de Noeggerath (1). Cette proportion donnée pour l'Allemagne est aussi celle que pour la France MM. Pinard et Richet admettaient. Une autre indication approximative se trouve dans la statistique des vénériens des armées de divers pays (2), en 1867-1869 la proportion des vénériens sur 1.000 soldats anglais était 329, soldats belges 100, soldats français 96, soldats prussiens 88 et autrichiens 68. Or, la proportion a parfois augmenté, puisqu'en 1896 54 o/o de l'effectif européen de l'armée anglaise des Indes était atteint de ces maladies; tantôt au contraire il y a eu diminution, ainsi en France, la moyenne en 1873 n'était plus que de 88. M. Bertillon déclarait à la Commission que « l'armée allemande aurait deux fois moins de vénériens que l'armée française; l'armée italienne en aurait trois fois plus que l'armée allemande; l'armée autrichienne quatre fois plus, l'armée anglaise cinq fois plus ». Ce ne sont là que des indications qui ne peuvent servir à comparer la population globale des divers pays.

En résumé, si les causes physiologiques pèsent dans la balance, ce n'est qu'à titre accessoire. Si, par suite, en France on n'a pas suffisamment d'enfants, ce n'est pas que des

(1) *Coopération des Idées*, 16 décembre 1909, G. Deherme, les facteurs de la dépopulation française.

(2) Gonnard, ouvrage cité.

impossibilités physiques en empêchent. « Il ne faut donc pas faire intervenir les causes physiologiques dans la diminution de notre natalité », sinon nous devrions répéter les mots d'Auguste Comte : « La maladie de la Société est regardée comme physique, tandis qu'elle est morale ».

## CHAPITRE IV

### Causes Psychologiques

#### § I. INFLUENCE DE LA VOLONTÉ, INTÉRÊT PERSONNEL ET INDIVIDUALISME

Puisque l'abaissement du taux de natalité en France ne provient pas de la stérilité involontaire, sous l'influence notamment des maladies vénériennes et de l'alcoolisme, que notre race n'a pas involontairement perdu sa fécondité vigoureuse ; puisque le nombre des mariages est très suffisant par rapport aux autres nations et que la relation de ce nombre avec le chiffre des naissances ne doit pas être exagérée ; puisqu'aussi, théâtre, littérature, mœurs, tout démontre que l'attrait des sexes est aussi fort en France qu'autrefois, à quoi sommes-nous obligés d'attribuer le fléchissement continu et progressif de notre natalité ? à quoi, sinon à la volonté. Telle est bien l'opinion unanime aujourd'hui ; si les Français ne veulent pas d'enfants, imités en cela à des degrés divers, mais moindres, par les autres peuples, c'est qu'ils ne veulent pas en avoir.

« Ce n'est pas le hasard, disaient les docteurs Pinard et



Richet à la sous-Commission, ce n'est pas le hasard qui règle le nombre des enfants par famille, nous savons tous parfaitement que le hasard n'y est pour rien : c'est la volonté même des parents qui détermine le nombre de leurs enfants. La fécondité est réglée par la volonté ».

Quelle est donc la raison de cette volonté arrêtée ?

C'est que nous estimons, qu'il est, à bien des points de vue, de notre intérêt le plus élémentaire, le plus apparent, de nous priver des joies estimables peut-être, mais lourdes, d'une paternité nombreuse. Sans doute, nous nous trompons parfois, mais la vérité n'est pas seule à nous guider. Il y a là un fait, il faut en tenir compte. Nous essaierons de le préciser pour l'époque présente, mais déjà le passé en a prouvé la réalité : Ce n'est pas d'aujourd'hui que date, sous des formes diverses, l'aphorisme : « Plus la population est rare et plus elle excède ; plus elle est dense, moins elle surabonde ». Chez les peuples pasteurs et guerriers les espaces immenses appartenant à tous et à personne, une descendance nombreuse était une joie et un devoir, le contraire une cause de malédiction des dieux et des hommes. « Dans l'antiquité on ne connaît pas de peuple qui ait pensé autrement », est-il dit dans le projet de rapport général à la Commission. C'est qu'il était alors de l'intérêt du chef de famille de donner de nombreux enfants à sa tribu, à sa caste, pour augmenter sa puissance. Avec la phase agricole, avoir beaucoup de descendants, de fils surtout, était un élément de richesse, par conséquent de puissance, aussi les pays agricoles où l'espace ne manque pas, comme le Canada, ont-ils encore de nos jours une natalité appréciable. Quand l'industrie se développa, posséder une nombreuse fa-

mille, c'était avoir la vie assurée, les bras étant réclamés de toutes parts constituaient une richesse, ainsi que nous le verrons justifié dans un de nos départements.

Alors pourquoi, maintenant que l'industrie est prospère, notre natalité ne cesse-t-elle de décroître? N'est-ce pas forcément que l'organisation de la Société paraît obliger chacun à restreindre les jeunes têtes à son foyer? « L'homme maît fécond et la société le stérilise », disait Arsène Dumont à la séance du 5 février 1902. Effectivement, au point de vue de l'individu envisagé en lui-même ou dans la personne de ses enfants, sur le terrain économique, fiscal, professionnel, juridique, politique et psychologique, il n'est pas d'intérêt suffisant à se charger d'enfants; au contraire le célibat ou le mariage sans fécondité apparaissent plus avantageux, à juste titre le plus souvent. Ainsi aujourd'hui, chacun étant plus affiné comprend mieux son intérêt personnel et moins bien celui de la collectivité dont il fait partie et dont il n'a souci.

Tous les pays, d'ailleurs, à des degrés divers en sont là. On le voit bien dans le résumé (1) des conclusions du rapport final de la Commission de dépopulation, instituée il y a quelques années dans les Nouvelles-Galles du Sud :

« Le peuple, persuadé par une fausse et pernicieuse doctrine, que l'intérêt et l'ambition personnels, l'aisance, le confort et le luxe, sont les buts essentiels de la vie, et que ces buts sont mieux atteints en refusant d'accepter les conséquences que la nature a assignées au mariage — néglige un véritable devoir — les individus se bornant à satisfaire

(1) Alliance nationale, 15 janvier 1905. Commission de dépopulation dans la Nouvelle-Galles du Sud.

leurs désirs égoïstes et à poursuivre leur avancement social... »

Il faut reconnaître que cette manière de voir en France est certainement imputable à la Révolution qui, proclamant les droits de l'homme et du citoyen, oublia ceux de la Société, c'est-à-dire les devoirs de l'homme vis-à-vis de la collectivité. C'est là l'esprit individualiste qui n'a fait que s'exagérer avec le temps. Par individualisme nous entendons donc la conception qui peut se résumer ainsi : « Soi d'abord, la famille après, la patrie en dernier lieu ». Comme le fait remarquer M. Bertillon, l'idéal nouveau est contenu en entier dans ces mots : « que chacun songe à soi et tout le monde sera heureux ».

Dans un grand nombre de cas peut-être le bonheur collectif est fait du bonheur individuel de tous, mais on ne saurait nier que parfois l'intérêt social et l'intérêt individuel aboutissent à des contradictions flagrantes et non à l'harmonie parfaite.

Ainsi en est-il actuellement en matière de natalité : l'intérêt de chacun est d'avoir peu d'enfants alors que celui de la nation voudrait une population qui ne diminuât pas, quand, autour, celle des autres pays augmente. Le plus grand nombre sent bien ce dont le pays a besoin, chacun souhaite que le voisin en tienne compte, quant à soi-même aussitôt la voix de l'intérêt personnel proclame toutes les raisons de s'abstenir. D'ailleurs en France l'amour du bien collectif n'est pas développé outre mesure, un fait le prouve suffisamment, c'est que les officiers ministériels sont les premiers à indiquer aux particuliers les moyens de frauder le fisc, chose toute naturelle pour le plus grand nombre :

les impôts sont déjà tellement lourds, et voler l'Etat, une entité, ne paraît nuire à personne ! Cet état d'esprit d'individualisme à outrance se concret dans la phrase tristement célèbre « après nous le déluge ». Peu oseraient l'avouer hautement, mais en somme, inconsciemment peut-être, tel est le fond de la pensée de tous. C'est regrettable pour le pays, mais au point de vue de chacun, nous ne croyons pas que l'on puisse faire grief à quelqu'un d'être prudent, de ne pas vouloir accroître des charges déjà trop lourdes le plus souvent. Peu importe d'ailleurs que ce sentiment ne soit pas beau ou qu'il soit très humain, l'essentiel pour nous c'est qu'en l'état actuel des esprits, si l'Etat veut des Citoyens, il lui faut faire en sorte, par tous les moyens, que l'individu trouve son intérêt immédiat à lui en donner. La Commission avait adopté cette manière de voir sur la proposition de M. André Honnorat :

*« Le taux de natalité ne cessera pas de décroître en France, si l'on ne recherche pas par tous les moyens rationnels auxquels il est possible de recourir, à rendre moins sensible l'opposition qui existe entre l'intérêt de l'individu et l'intérêt de l'espèce ».*

## § II. — INFLUENCE DE LA CIVILISATION ET DES IDÉES DÉMOCRATIQUES

Dans sa séance du 15 décembre 1905, la sous-Commission de la natalité sur la proposition de M. Neymark admit le principe suivant :

*« Plus la civilisation se développe, plus les progrès maté-*

*riels d'un pays grandissent, plus la natalité a tendance à décroître ».*

C'est la théorie que développait M. Arsène Dumont dans *Civilisation et Dépopulation* et à laquelle se sont ralliés la plupart des économistes. Plusieurs voient là une loi biologique d'après laquelle les êtres se reproduisent d'autant moins qu'ils sont moins inférieurs. Quelques-uns soutiennent même que la domestication des animaux agit sur leur fécondité, comme la civilisation sur la fécondité de l'homme, ainsi l'éléphant, les fauves à l'état de captivité ne se reproduisent pas. Mais comme le faisait remarquer M. Richet à la séance du 4 mars 1902, c'est là l'effet du manque de liberté, à part ceci, on ne peut dire avec raison que la domesticité diminue la fécondité. Quoi qu'il en soit d'ailleurs, pourquoi à ce point de vue n'y aurait-il pas un fléchissement chez les hommes, à mesure qu'ils deviennent plus affinés, plus civilisés, sous l'influence des progrès de la vie matérielle, de l'instruction, et tout particulièrement de l'esprit démocratique. M. André Honnorat indiquait, dans son rapport, par quelles phases, à son avis, a dû passer la satisfaction de l'instinct de reproduction. L'homme primitif, comme les animaux, satisfait cet instinct sans le comprendre, puis le subit sans avoir conscience qu'il peut en éviter les conséquences. Plus tard il désire ces conséquences par intérêt, pour rendre la cité forte par le nombre de ses défenseurs. Enfin, « conscients et affinés », les hommes « découvrent qu'il y a antinomie entre leurs instincts et ceux de l'espèce, et pour satisfaire les premiers, ils sacrifient délibérément les seconds ».

Que la civilisation influe sur la natalité et en soit une des causes déterminantes, se conçoit aisément si l'on admet

avec Arsène Dumont que l'esprit démocratique, qui en est un des aspects, implique le phénomène de la « *capillarité sociale* », c'est-à-dire le désir et la possibilité pour chaque individu de s'élever au dessus de sa situation.

« Guidée, disait-il, par un instinct infailible et fatal, chaque molécule sociale s'efforce avec toute l'énergie qui peut lui rester disponible, sa conservation une fois assurée, et sans se soucier de ses semblables autrement que pour les dépasser, à monter sans cesse vers un idéal lumineux qui la séduit et l'attire, comme l'huile monte dans la mèche de la lampe. Plus le foyer est ardent et brillant, plus cette capillarité sociale est active et dévorante » (1).

Pour que ce phénomène puisse se produire il est nécessaire de rencontrer deux conditions : l'égalité politique d'abord et l'inégalité économique ensuite, caractéristiques des démocraties.

L'une sans l'autre n'aboutirait pas à ce résultat. En Russie, le moujik n'espère pas encore améliorer sa situation, tel il est né, tel il mourra. En Prusse, le paysan n'a guère de chance de devenir bourgeois, ni le bourgeois un noble. Ainsi en est-il des pays où la société est divisée en castes, dont chacun ne peut que rarement sortir. Au contraire, selon M. Bonnard (2), « nulle part la capillarité ne trouvera à s'exercer mieux que dans une démocratie, surtout une démocratie centralisée. L'égalité légale a mis tous les citoyens à même d'aspirer à tout. Le territoire tout entier, où l'on circule sans entraves, où les fonctionnaires de tous or-

(1) Arsène Dumont, *Natalité et civilisation*, page 106.

(2) Article cité, *Revue Suisse*.



dres sont transférés d'un point extrême à un autre, devient le champ clos d'une lutte universelle. Les exemples abondent d'ascensions rapides que tous les hommes forts, bien doués, et ambitieux, croient pouvoir imiter... Et tous y tâchent. Supposez qu'à cette égalité des conditions se superposent des inégalités de fait très apparentes, que par la fortune, la culture intellectuelle, le pouvoir qu'ils exercent, la somme de jouissances à leur portée, les citoyens égaux d'une démocratie soient en réalité des hommes de conditions extrêmement différentes, supposez de plus que ces contrastes soient soulignés par une publicité désireuse de satisfaire la vanité de ceux qui sont en haut, sans souci d'exciter l'envie de ceux qui sont en bas, vous aurez là par excellence le peuple où « la capillarité sociale » s'exercera avec le plus de force et d'ardeur ».

Or, en France, pays de démocratie fortement centralisé, l'égalité légale, que nous avons conquise avant tout autre peuple, a mis à même chacun d'aspirer aux plus belles destinées, et, par l'effet du temps, peut-être cette première condition est-elle réalisée plus que partout ailleurs. Quant à l'inégalité économique, elle doit être aussi forte dans certains pays, mais peut-être encore le Français en ressent-il plus vivement les effets, imbu qu'il est de l'esprit d'égalité, sinon de nivellement exagéré. Nous devons reconnaître là l'influence certaine de la Révolution, qui donnant aux fils du peuple les plus hautes fonctions, substitua à l'aristocratie de naissance, l'aristocratie du travail, de l'énergie ou de la chance, changeant ainsi la mentalité générale d'un peuple qui, jusqu'alors contenu dans les divers ordres et corporations, castes relativement fermées, s'octroyait d'un

seul coup l'espoir de lendemains toujours plus lumineux. Or, si, comme l'admet Arsène Dumont, ce sont les aristocraties qui se développent le moins, et puisqu'aussi on imite la classe à laquelle on aspire et qu'enfin tous peuvent aspirer à la plus haute, le contraire de l'abaissement de la natalité serait héroïque. Pourquoi, en effet, se charger d'enfants, qui empêcheraient de jouer des coudes dans la mêlée et donneraient peu d'avantages.

L'influence de cet état de choses est à peu près certain en France, puisque le taux de natalité s'est abaissé surtout depuis le XIX<sup>e</sup> siècle et davantage encore depuis le commencement du XX<sup>e</sup>; en ces neuf dernières années, au lieu de descendre d'un point par décade, comme au cours du siècle dernier, il a perdu plus de deux points:

Taux de natalité par 1.000 habitants: (1)

|             |             |             |      |
|-------------|-------------|-------------|------|
| 1900 ... .. | 21,4 ... .. | 1905 ... .. | 20,6 |
| 1901 ... .. | 22,0 ... .. | 1906 ... .. | 20,5 |
| 1902 ... .. | 21,7 ... .. | 1907 ... .. | 19,7 |
| 1903 ... .. | 21,1 ... .. | 1908 ... .. | 20,2 |
| 1904 ... .. | 20,9        |             |      |

Evidemment, de ce que les idées démocratiques ne sont guère répandues en France que depuis la fin de l'avant dernier siècle, de ce que aussi les progrès matériels et les besoins nouveaux se sont incontestablement accrus, il ne s'ensuit pas que la diminution du taux de natalité n'ait pas d'autres causes. Mais il nous semble d'autant plus admissible de consi-

(1) Statistique internationale et *Journal Officiel*, 3 juin 1909.

dérer la civilisation comme principe restrictif des naissances, que cette influence s'est fait, plus ou moins sentir dans tous les pays européens. Nous l'avons précédemment indiqué, notant même qu'en Angleterre, la chute sans être aussi accentuée comme résultat avait été plus rapide. En outre, ce sont les pays les moins démocratiques, les plus imbus de l'esprit du passé qui accusent la natalité la plus élevée, mitigée d'ailleurs souvent de la plus forte mortalité : Russie à gouvernement autocratique ; Roumanie, Serbie, pays de civilisation récente ; Hongrie et Espagne, pays religieux. Nous pouvons même faire pareille constatation pour nos départements : l'Yonne plus avancé que le Finistère, par exemple, réduit de plus en plus le nombre de ses naissances. Nous sommes donc en droit de conclure que la civilisation amène l'abaissement de la natalité dans les pays européens. Même cette constatation se justifie par l'exemple d'autres continents. La natalité diminue effectivement dans l'état très démocratique de la nouvelle Angleterre et dans les colonies australasiennes où les théories socialistes ont déjà reçu des applications. La situation démographique de ce dernier pays est cependant encore très satisfaisante : la mortalité étant faible, les excédents de naissances sont relativement élevés (entre 14,6 et 19,2) et la comparaison n'est pas possible avec nous ; mais il y a eu baisse, puisque les excédents variaient de 17,1 à 27,0. Aussi, nous l'avons dit, une commission de dépopulation fut nommée il y a quelques années pour rechercher les causes du phénomène. Voici quelles ont été les fluctuations de la natalité dans ce pays : (1)

(1) Statistique internationale.

|                              | 1861-1870 | 1891-1900 | Différence<br>en moins |
|------------------------------|-----------|-----------|------------------------|
| Nouvelle-Zélande .....       | 40,2      | 26,7      | 13,5                   |
| Australie du Sud .....       | 47,3      | 29,0      | 13,3                   |
| Victoria .....               | 41,3      | 28,5      | 12,8                   |
| Queensland .....             | 43,6      | 31,4      | 12,2                   |
| Nouvelle-Galles du Sud ..... | 41,7      | 30,3      | 11,4                   |
| Australie Occidentale .....  | 36,5      | 29,7      | 6,8                    |
| Tasmanie .....               | 31,7      | 31,0      | 0,7                    |
|                              | -----     | -----     | -----                  |
| Total moyen .....            | 39,6      | 29,5      | 10,1                   |

Un autre aspect de la civilisation que l'on a accusé de faire baisser la natalité est le développement de l'instruction. Suivant Bertillon père: « l'instruction est modératrice de la génération ». Il est possible que l'instruction supérieure et l'exagération du travail intellectuel dans la période de jeunesse et d'aptitude à la procréation nuisent quelquefois à la fécondité. Quant à l'instruction élémentaire, il est possible aussi qu'en obligeant l'enfant à aller à l'école, elle enlève aux parents le gout d'avoir des enfants pour leur confier de menus travaux. Ce sont là, en tous cas des considérations secondaires. Cependant d'une façon plus complète, M. Del Vecchio a démontré pour l'Italie et plusieurs autres pays l'influence défavorable de l'instruction sur la natalité. De même la *Statistique internationale du mouvement de la population*, donne pour 1.000 individus la proportion de ceux qui, en se mariant ne savent pas écrire, ou plutôt ne savent pas signer. Voici, par exem-

pie, (1) quelles étaient les proportions d'illettrés en 1891-1895 et le taux de natalité en 1891-1900 :

|                            | Illettrés pour 1.000<br>1891-95 | Natalité pour 1.000<br>(1891-1900) |
|----------------------------|---------------------------------|------------------------------------|
| Serbie .....               | 834                             | 41,7                               |
| Roumanie .....             | 784                             | 40,7                               |
| Italie .....               | 480                             | 34,9                               |
| Irlande .....              | 178                             | 23,0                               |
| France .....               | 90                              | 22,2                               |
| Angleterre et Galles ..... | 56                              | 29,9                               |
| Ecosse .....               | 39                              | 30,2                               |
| Prusse .....               | 19                              | 36,7                               |

Ce tableau donne une indication que les états comprenant le plus grand nombre d'illettrés sont ceux où la natalité est généralement la plus forte. Nous croyons cependant qu'il ne faut pas voir là une relation de cause à effet absolue. En effet, en Angleterre, Ecosse et Prusse, la natalité, tout en étant moins élevée qu'en Serbie, Italie et Roumanie, est encore importante. Il reste donc l'Irlande et la France, pour qui l'abaissement de natalité s'explique aussi bien sans faire intervenir l'influence de l'instruction. Le développement de l'instruction, effectivement, cadre avec les autres formes de la civilisation, et, toutes autres influences mises à part, il n'est pas surprenant de constater en même temps une diminution de la natalité, diminution qui doit cependant provenir pour une plus grande part des progrès matériels, de l'esprit démocratique. La preuve en est qu'en Prusse, l'instruction primaire est développée et

(1) 1907, page 134.

la natalité cependant est élevée, probablement parce que l'esprit démocratique est moins fréquent qu'en France. Tout ce que l'on peut dire, semble-t-il, c'est que l'instruction donne aux plus humbles le goût de s'élever, dans les pays où pareille chose n'est pas irréalisable.

En définitive, nous pouvons dire avec M. Leroy Beaulieu (1) : « La règle générale, sans exception dans tous les pays civilisés est que, dans les temps récents, proportionnellement au développement du bien-être, de l'instruction, des idées démocratiques et nouvelles, la prolificité décroît ». Mais de l'influence de cet état de choses devons-nous conclure comme le sociologue autrichien Gumphowicz (2) : « Tout état est une formation sociale qui, selon des lois naturelles apparait, grandit, produit une culture, décline et meurt. Les états Européens disparaîtront comme ceux de l'antiquité. Les symptômes de décadence des états sont : une haute culture (civilisation) et l'abaissement du chiffre des naissances. Plus la culture est élevée, plus le chiffre des naissances s'abaisse et plus proche est la disparition. Plus la culture est basse, plus le chiffre des naissances est élevé et plus grand est l'avenir, ou, comme nous disons, la perspective de vie de l'Etat. C'est une loi. » L'abaissement de la natalité serait-il donc par le fait de la civilisation une loi fatale, historique, naturelle, contre laquelle tout effort serait vain ? Nous ne pouvons le croire. L'ensemble des autres pays aussi civilisés que le nôtre, en général, parfois même

(1) Traité théorique et pratique d'Economie Politique, Tome 14, page 603.

(2) « Le Matin », article cité.



plus avancés en idées et en faits, comme le sont les colonies australasiennes, prouve assez qu'un développement satisfaisant de la population est conciliable avec la civilisation. Si donc en France la natalité a baissé plus que partout ailleurs, c'est une conséquence certaine de notre degré de civilisation d'abord, c'est-à-dire de ce que l'individu, comme partout est devenu plus conscient de son intérêt égoïste, par suite renonce, comme le disait M. Honnorat, à « déférer aux lois de la nature quand elles ne lui paraissent pas profitables à lui-même » ; mais même en admettent que cet état d'esprit soit plus développé chez les Français, il est commun aux autres peuples, dès lors si notre natalité est exceptionnelle, n'est-ce pas surtout parce qu'à bien des points de vue indépendants de la civilisation et modifiables, l'individu ne trouve aucun intérêt à créer une nombreuse famille ; la civilisation, l'esprit démocratique, les progrès matériels, l'augmentation des besoins ne faisant qu'accentuer cette tendance, exagérer cet intérêt opposé à la fécondité.

§ III. — INTÉRÊT DE L'INDIVIDU ENVISAGÉ EN SOI  
A N'AVOIR PAS D'ENFANTS OU PEU

Au point de vue de l'individu envisagé en soi, quel avantage voit-on à procréer de nombreux descendants ? Oh ! sans doute, l'enfant constitue le charme d'une famille, le foyer sans lui doit paraître triste souvent. Cependant, point n'est besoin, pour goûter pleinement cette joie, d'avoir une nombreuse progéniture. « Le couple vaut mieux que la douzaine », dit un vieux proverbe normand, dont le plus grand nombre estime la sagesse.

Dépasser ce chiffre désirable, c'est d'abord pour la femme risquer de compromettre sa santé, voire même de perdre la vie par des grossesses répétées. Cette crainte pour certains constitue, en effet, une excuse facile à leur stérilité volontaire. Quelle soit un prétexte ou un sentiment honorable, elle ne provient pas moins d'un manque de réflexion selon les médecins. Il est évident que quelques femmes succombent ou contractent des maladies et infirmités en accomplissant leur devoir social, qui est de perpétuer l'espèce et la nation. Mais le cas est moins fréquent, pour les décès au moins, que beaucoup ne veulent se l'imaginer.

Les statistiques de l'état civil de la Nouvelle-Galles du Sud, citées par M. Lucien March en son rapport, indiquent que le nombre des décès au premier accouchement est de 8,76 pour 1.000 (1) femmes accouchées, ou quand la femme est multipare, 6,47 seulement. Encore cette proportion dans les deux cas devrait être diminuée des décès par accouchement plus nombreux chez les femmes ayant dépassé 30, 35 ans.

Comme la naissance du premier enfant par famille est aussi fréquente en France que dans les autres pays, nous devons en conclure que cette crainte des accidents de la grossesse doit entrer en ligne de compte plutôt pour les enfants suivants, nous indiquons donc ci-dessous uniquement le nombre des décès occasionnés par les accouchements qui ne sont pas le premier.

(1) Une erreur typographique indique cette moyenne pour 100 femmes.

| Age de la mère. | Accouchements. | Décès. | Moy. p <sup>r</sup> 1.000 |
|-----------------|----------------|--------|---------------------------|
| moins de 18 ans | 117            | 2      | 4,9                       |
| 18 ans          | 475            | 2      | 4,21                      |
| 19 —            | 1.398          | 5      | 3,58                      |
| 20 —            | 2.740          | 7      | 2,55                      |
| 21 —            | 4.632          | 12     | 2,59                      |
| 22 —            | 6.634          | 28     | 4,22                      |
| 23 —            | 8.956          | 27     | 3,01                      |
| 24 —            | 10.644         | 38     | 3,57                      |
| 25 —            | 11.432         | 36     | 3,15                      |
| 26 —            | 12.647         | 51     | 4,03                      |
| 27 —            | 13.063         | 65     | 4,98                      |
| 28 —            | 13.769         | 84     | 6,10                      |
| 29 —            | 13.073         | 62     | 4,74                      |
| 30 à 35 ans     | 59.953         | 408    | 6,81                      |
| 35 à 40 —       | 44.055         | 401    | 9,10                      |
| 40 à 45 —       | 16.220         | 186    | 11,47                     |
| plus de 45 ans  | 1.743          | 22     | 12,62                     |
| Inconnu         | 11             |        |                           |
| <hr/>           |                |        |                           |
| Total ... ..    | 221.552        | 1.434  | 6,47                      |

Ce tableau, sans être d'une valeur absolue est toujours une indication. En outre, bien qu'on ne puisse donner aucun chiffre pour le prouver, il est probable, — du moins les médecins sont de cet avis — que les progrès de la science médicale ont diminué ce risque. On doit donc moins le redouter aujourd'hui qu'autrefois. M. le docteur Burlureaux, notamment, déclare que seules les femmes atteintes d'une lésion du cœur ou surtout de tuberculose, peu-

vent redouter des accidents sérieux de la grossesse, mais que « exception faite pour cette maladie — la tuberculose — les craintes médicales qui arrêtent les conjoints sont absolument vaines ». Quant aux infirmités et maladies qui peuvent en résulter, le même auteur ajoute : « Certes il peut arriver que des grossesses fréquentes et rapprochées provoquent parfois des infirmités plus ou moins sérieuses. Mais ces conséquences sont beaucoup plus rares qu'on le croit et pourraient souvent être évitées grâce à des soins spéciaux. » Bien mieux, les médecins s'accordent pour admettre, avec M. le Professeur Pinard, que la femme « ne trouve la plénitude de sa santé qu'à son troisième enfant ». De même, M. le Docteur Desplats, de Lille, estime que les femmes qui s'abstiennent volontairement d'avoir des enfants, sont les plus fréquemment atteintes de maladies nerveuses qu'une grossesse guérirait, détournant le cours de leurs idées. Enfin, M. Pinard encore, dans la séance du 4 mars 1903, indiquait à la Commission que 95 pour cent des femmes opérées pour des fibrones devaient leur maladie à leur abstention volontaire de donner le jour à plus d'un ou deux enfants. Cette crainte des conséquences dangereuses de la natalité, tout exagérée qu'elle soit, peut néanmoins représenter pour quelques uns un intérêt opposé à la procréation abondante.

Il doit en être de même des servitudes que la grossesse et la maternité entraînent. Dans un ouvrage (1), paru en 1767 l'auteur reprochait déjà aux femmes de ne pen-

(1) Des causes de la dépopulation et des moyens d'y remédier. Londres et Paris, dû à un certain abbé Jaubert.

ser qu'aux distractions, bals, soirées, soupers et d'abandonner leurs enfants aux mains d'une nourrice. Il est évident que, dans un certain monde, la période de grossesse avec ses exigences est une privation des plaisirs ordinaires, plutôt qu'une charge trop lourde pour la santé, car, ainsi que le déclare M. le Docteur Desplats dans son rapport du 28 avril 1908 à la Société Scientifique de Bruxelles; c'est une erreur de croire « qu'il y a entre la femme du monde délicatement élevée et la paysanne et l'ouvrière, des différences organiques... Les femmes du monde qui supportent les sports, les bals, les dîners, les courses sans fin dans les magasins et les expositions, supporteraient tout aussi bien les grossesses multiples que leurs sœurs plus humbles, auxquelles manquent souvent une nourriture et un repos suffisant ». Néanmoins la crainte des servitudes occasionnées par la grossesse et plus tard par la possession d'enfants doit faire que des femmes ne veulent pas avoir une famille suffisante. Telle est, peut-être en partie, la raison pour laquelle à Paris, Londres, Berlin et Amsterdam, la natalité comme nous le verrons est moins élevée dans les quartiers riches que dans les autres.

Il faut en dire autant sans doute des préoccupations esthétiques de la femme et de certains vêtements qui s'accordent exactement avec la conception que l'on se fait aujourd'hui de la beauté. « L'idée de beauté varie, disait Emile Zola (1). Vous la mettez dans la stérilité de la femme aux formes longues et grêles, aux flancs rétrécis. Pendant toute la Renaissance elle a été dans la femme

(1) Fécondité III<sup>e</sup> partie, livre III.

saine et forte aux larges hanches, aux seins puissants. Il s'agirait justement de changer cette idée de la beauté, pour que la famille restreinte, en honneur aujourd'hui, fasse place à la famille nombreuse, qui deviendrait la seule belle... »

Dans la plupart des milieux cette conception du beau doit vraisemblablement influencer sur la volonté de la femme, l'incitant à ne pas se déformer en ayant des enfants. Dans la plupart des milieux, disons-nous, et non pas seulement dans la classe bourgeoise, quoique davantage chez cette dernière. Il suffit, en effet, de songer à l'ouvrière non de l'usine, mais de l'atelier, aussi bien en province, qu'à Paris, pour se convaincre de la généralisation de cette manière de voir.

Enfin, il est encore probable que la restriction volontaire actuelle est une question de mode. On entend parfois reprocher aux malheureux prolifiques leur imprudence, leur manque de raison, et l'observation est juste, si l'on se place au seul point de vue individuel. M. Henry Joly écrivait dernièrement : « Je sais qu'il est des familles placées dans des conditions difficiles : ce sont celles qui ont de nombreux enfants dans un milieu social et professionnel où il y en a de moins en moins. Beaucoup se résigneraient plus volontiers à avoir 5 ou 6 enfants qu'à en avoir seulement 3 ou 4 dans une « société » où la grande majorité n'en a que 2. « L'observation nous paraît confirmée par ce fait que des étrangers venus en France de pays à natalité abondante modèlent rapidement leur fécondité sur celle de leur nouveau milieu et d'après M. le Docteur Regnault (1). Le cas se re-

(1) Documents du Progrès article cité.



produit pareillement aux Etats-Unis. Quelques-uns peut-être ajoutent aux autres raisons de restriction la crainte du ridicule. Nous disons « ajoutent » car il doit être infiniment rare que cette cause soit suffisamment forte pour être déterminante, si elle était seule. C'est même plus que du ridicule qui est attaché aux paternités abondantes, c'est souvent du mépris. Stuart Mill dans ses *Principes d'Economie politique* estimait, qu'il n'y aura pas de moralité possible tant qu'on ne considèrera pas les familles nombreuses avec le même mépris que l'ivresse ou tout autre excès corporel. Il est certain que si procréer est à la fois un devoir et un plaisir, c'est le devoir, non le plaisir seul qui doit être déterminant. Un individu qui donne le jour à de nouveaux êtres sans avoir la perspective de pouvoir leur conserver le strict nécessaire, ne mérite pas qu'on s'apitoie sur sa misère volontaire, mais la collectivité pourrait cependant profiter de ce manque de prudence individuelle en lui venant en aide et prolongeant ainsi la vie de quelques habitants de plus dont elle a besoin.

Enfin, et nous en reparlerons, l'individu s'est affiné avec le temps. Il s'est créé des besoins nouveaux à la satisfaction desquels il ne veut et pourrait de moins en moins renoncer. Or, la venue d'un enfant, c'est le renoncement à des plaisirs devenus presque nécessaires. Un enfant coûte cher. Il faut non seulement le nourrir, l'habiller, le loger, l'instruire pour lui donner un état, ou le doter, mais en outre l'enfant coûte au moment même de sa venue, dépenses diverses plus ou moins lourdes, suivant les cas, ou complications de la vie quotidienne, par exemple

pour la femme obligée d'abandonner son travail. Pourquoi assumerait-on volontairement des charges qui ne sont pas compensées par les joies, alors qu'il est déjà si difficile quand on est seul de se faire une situation. D'une statistique restreinte, par conséquent exagérée, mais néanmoins typique, donnée par M. Bertillon (1), il semble bien qu'il faille ne pas s'embarrasser d'enfants pour *arriver*. A Paris, pour 445 individus connus, c'est-à-dire arrivés et à peu près tous en âge de ne plus avoir d'enfants, on ne compte un total que de 575 enfants, soit du 1,29 pour 100 se décomposant ainsi :

|               |           |
|---------------|-----------|
| 177 ont ..... | 0 enfant  |
| 106 — .....   | 1 —       |
| 88 — .....    | 2 enfants |
| 39 — .....    | 3 —       |
| 19 — .....    | 4 —       |
| 7 — .....     | 5 —       |
| 4 — .....     | 6 —       |
| 3 — .....     | 7 —       |
| 1 — .....     | 9 —       |
| 1 — .....     | 11 —      |

Tels sont, au point de vue de l'individu envisagé en soi quelques-uns des désavantages des familles nombreuses. Au contraire le célibataire ou celui qui n'a pas d'enfants, s'il ne goûte pas les joies de la paternité, n'en connaît pas non plus les amertumes : ouvrier, il n'est pas obli-

(1) *Le Figaro* du 17 août 1909, article cité.

gé avec une paie minime de nourrir plusieurs bouches, il peut s'offrir quelques fantaisies et les jours de chômage lui paraissent moins tristes; l'individu des classes moyennes n'a plus à redouter de ne pouvoir tenir un rang relatif, moins de préoccupations au début des entreprises et, en cas de déboire, un homme seul sort plus facilement d'embarras que s'il était gêné par une progéniture abondante; dans les classes plus aisées, il aura les satisfactions de la vie sans ses devoirs gênants. En résumé, une vie plus indépendante, avec moins de charges et plus de joies, tel est le bilan en faveur de ceux qui n'ont pas d'enfants ou en limitent volontairement le nombre. Ces considérations sont aussi bien de mise à l'étranger qu'en France, peut-être cependant certaines sont-elles plus agissantes sur l'esprit du Français, mais c'est là une impression non contrôlable. Quoi qu'il en soit d'ailleurs, nous trouvons ici une série de causes de l'abaissement de notre natalité.

#### § IV. — PAR AMOUR POUR SES ENFANTS L'INDIVIDU N'A PAS INTÉRÊT A AVOIR UNE NOMBREUSE FAMILLE

Si nous disons que les parents restreignent le nombre de leurs enfants par amour pour ceux-ci, quelques-uns objecteront que nous employons un euphémisme pour parler de l'égoïsme individuel des pères et mères. Cependant, à notre avis, les deux sentiments ne sont pas exclusifs l'un de l'autre. On ne veut pas d'enfants, parce que c'est l'intérêt des parents de n'en pas trop avoir, mais aussi parce qu'il apparaît meilleur dans l'intérêt des enfants eux-mêmes que les frères et sœurs ne soient pas trop nombreux.

Nous trouvons une preuve de l'existence de ce double sentiment dans une constatation de M. René Doumic (1) : notre siècle, restreint le nombre de ses naissances, disait-il en substance, et cependant aucun autre n'a, autant que lui, aimé l'enfant. A l'inverse de la littérature antérieure, qui ne s'en occupait guère ou mal, celle d'aujourd'hui lui consacre une place importante. Sans parler de Victor Hugo qui chanta merveilleusement le charme de l'enfance, un livre n'est-il pas paru dernièrement sous ce titre caractéristique « *Le Siècle de l'Enfant* » c'est-à-dire le XIX<sup>e</sup> siècle. A l'opposé encore des parents d'autrefois, sévères dans leurs rapports avec leurs enfants, quand, dans les classes aisées tout au moins, ils daignaient s'en occuper, la plupart des parents d'aujourd'hui sont devenus d'un sentimentalisme peut-être excessif, mais qui s'explique par ce fait qu'ayant peu de fils ou de filles ils craignent davantage d'en être séparés. Le résultat le plus net de cette éducation timorée est de retarder le développement de la personnalité de l'enfant. Que l'on compare en effet, un garçon français à un petit anglais du même âge et l'on se rendra compte aisément que le dernier est plus apte à la lutte et par suite craindra moins les familles nombreuses et leurs charges. Comme cette mentalité va s'exagérant, à mesure que passent les générations, il n'est pas étonnant que, le Français devenant de plus en plus casanier et prudent, la natalité baisse progressivement.

Mais voyons donc en quoi il est de l'intérêt des en-

(1) *Réforme sociale*, juillet 1908, article cité.

fants d'être peu nombreux au même foyer. Tout d'abord l'enfant coûte cher à élever. Il y a quelques années, dans le « Journal de la Société de Statistique de Paris », M. Michaut, à l'exemple des livres de raison d'antan, indiquait les dépenses occasionnées de 1879 à 1897 à une famille de petits bourgeois pour l'éducation d'un fils qui devint officier et d'une fille qui se plaça comme institutrice. En frais d'école, de cours, d'habillement, nourriture, etc., il fallait compter 2.000 francs en moyenne par an pendant 24 années pour le fils et 1.500 pour la jeune fille, sans lui donner de dot. Nous ne pensons pas à tirer de ceci autre chose qu'une indication pour un milieu, mais il faut reconnaître que pour tous, plus ou moins, les enfants coûtent cher à élever, surtout aujourd'hui où l'ambition du plus humble est de donner à son fils une situation au-dessus de celle dans laquelle lui-même aura vécu, à sa fille une dot sans laquelle elle ne pourra que rarement se marier. Aussi, dans l'intérêt de l'enfant beaucoup de parents préfèrent n'en avoir qu'un ou deux — « désir de roi : garçon et fille » dit un proverbe — et l'élever sans qu'il manque de rien et l'établir ou le doter mieux que s'il fallait partager entre plusieurs descendants.

De même encore bien des pères et mères préfèrent peu d'enfants pour pouvoir laisser un héritage plus important. Effectivement, il est démontré que les familles peu nombreuses laissent plus souvent un héritage que les autres, et des parts plus fortes. Cette constatation ressort de la statistique (1) des successions suivant le nombre

(1) Reproduite par le projet de rapport général, Revue Politique et Parlementaire, Article cité.

d'enfants vivants ou représentés faite pour 1898 grâce à M. Fernand Faure, alors Directeur général de l'enregistrement, laquelle, depuis, n'a jamais plus été établie à nouveau :

| Familles<br>de : | Nombre de ménages<br>ayant duré de 21 à 25 ans<br>recensés en 1896 | Proportion par<br>1000 ménages<br>des successions dé-<br>clarées en 1898 (1) | Part moyenne<br>de chaque<br>héritier : |
|------------------|--------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 1 enfant .....   | 186.958                                                            | 501                                                                          | 11.465                                  |
| 2 enfants .....  | 214.999                                                            | 359                                                                          | 6.860                                   |
| 3 — .....        | 167.336                                                            | 287                                                                          | 4.295                                   |
| 4 — .....        | 117.257                                                            | 239                                                                          | 2.753                                   |
| 5 — .....        | 78.615                                                             | 207                                                                          | 2.939                                   |
| 6 — .....        | 50.071                                                             | 185                                                                          | 1.629                                   |
| 7 et plus .....  | 52.225                                                             | 173                                                                          | 1.286                                   |

En résumé, de même que chacun désire pour lui-même une situation meilleure et plus de bien-être, de même cette préoccupation inquiète vivement les parents pour leurs enfants. Rossi (2) le déclarait déjà : « L'homme qui occupe une certaine position sociale, loin de vouloir descendre, aspire à s'élever. Ce besoin il l'éprouve non seulement pour lui-même, mais pour les siens ». Nous pouvons ajouter qu'il en est ainsi dans toutes les classes sociales, même chez les petits cultivateurs : par suite de l'instruction obligatoire aussitôt qu'un écolier paraît mieux doué, ses maîtres et parents cherchent à en faire un bourgeois, un fonctionnaire. En définitive, nous croyons que l'amour des parents pour leurs enfants doit être une cause

(1) Une erreur d'impression porte 1908.

(2) Cours d'Economie Politique, xv<sup>e</sup> leçon.



importante de la restriction volontaire, et étant donné le caractère de nos compatriotes une cause plus importante en France qu'à l'étranger, qu'en Angleterre ou aux États-Unis par exemple, où l'initiative personnelle étant plus développée les parents ont, moins que chez nous, la crainte de faire des malheureux en ayant plusieurs descendants.



## CHAPITRE V

### Causes sociales

#### § I. — LICENCE DES MŒURS QUI FAIT TROUVER UN INTÉRÊT A RECHERCHER LE PLAISIR SANS EN ACCEPTER LES CONSÉQUENCES

Que la licence des mœurs soit une cause de l'abaissement de notre natalité nous paraît logique : l'immoralité n'est en somme, qu'une manifestation décadente d'une cause restrictive des naissances, la civilisation. Pour en juger, il nous faut, ainsi que le faisait M. le Professeur Gide dans son rapport à la Commission, rechercher, si elle était très prononcée, quels en seraient, à priori, les éléments constitutifs. Dès maintenant nous tenons toutefois à noter que chacun de ces éléments pris séparément n'est pas forcément un indice d'immoralité, seul l'ensemble pourra peut-être nous permettre d'incriminer le relâchement des mœurs par rapport à la diminution de la natalité.

Tout d'abord, la mortalité infantile serait élevée, les enfants étant moins solidement constitués, mais nous savons qu'à cet égard le rang de la France est relativement

bon. Cependant si l'on calcule le nombre des décès pendant les premiers jours de la vie, on voit d'après M. March dans « *la Nouvelle statistique autrichienne* » qu'en Autriche il meurt moins d'enfants qu'en France, alors qu'il en meurt plus dans l'année. N'est-ce pas qu'en France il y a plus de malfaçons imputables à l'immoralité?

L'âge au mariage serait tardif, ce qui, nous le verrons, ne peut malheureusement pas être décidé, en un sens ou en l'autre, pour notre pays.

Les divorces seraient nombreux, nous laissons momentanément de côté le point de savoir s'ils sont ou non favorables à la natalité.

Les maladies vénériennes seraient répandues, parce que les mœurs étant dissolues, la prostitution serait trop développée; la comparaison en cette matière, nous l'avons indiqué, est très difficile.

Les ménages stériles abonderaient. Certes leur nombre est élevé en notre pays; il est à présumer cependant, avons-nous dit, que partout ailleurs la proportion est identique.

Les célibataires seraient légion. Or, d'après les divers recensements de quelques états, en comptant les garçons et les filles mariables, c'est-à-dire les célibataires de plus de 18 ou 15 ans suivant le sexe, on obtient le tableau suivant (1):

(1) D'après Statistique internationale.

|                    | Date du recensement        | Célibataires de plus de 15 ou 18 ans | Moyenne par 1000 hab. |
|--------------------|----------------------------|--------------------------------------|-----------------------|
| Suisse .....       | 1 déc. 1888                | 425.285                              | 145                   |
| Suède .....        | 31 — 1900                  | 746.307                              | 145                   |
| Norvège .....      | 3 — —                      | 318.718                              | 143                   |
| Angl. et Gal. .... | 1 <sup>er</sup> avril 1901 | 4.554.871                            | 140                   |
| Finlande .....     | 31 déc. 1900               | 343.820                              | 126                   |
| France .....       | 29 mars 1896               | 4.498.895                            | 117                   |
| Italie .....       | 13 fév. 1901               | 3.442.683                            | 106                   |

En réalité, ce sont les célibataires de plus de 50 ans qu'il importe de connaître, car ce sont ceux qui resteront célibataires jusqu'à la fin en général. Le Comité d'Etudes (1) de la Commission donnait les proportions suivantes par 1.000 habitants :

#### FEMMES

|                  |       |
|------------------|-------|
| Portugal .....   | 207,0 |
| Ecosse .....     | 189,2 |
| Suisse .....     | 179,8 |
| Bavière .....    | 175,1 |
| Belgique .....   | 171,4 |
| Bade .....       | 170,8 |
| Irlande .....    | 170,0 |
| Autriche .....   | 155,9 |
| Wurtemberg ..... | 148,3 |
| Suède .....      | 145,9 |
| Norvège .....    | 136,0 |
| Finlande .....   | 130,5 |

(1) Tableau numéro 15.

|                        |       |
|------------------------|-------|
| Pays-Bas .....         | 126,4 |
| France .....           | 119,4 |
| Allemagne .....        | 105,7 |
| Danemark .....         | 99,3  |
| Espagne .....          | 87,2  |
| Prusse .....           | 84,9  |
| Saxe .....             | 67,5  |
| Croatie-Slavonie ..... | 36,9  |
| Hongrie .....          | 28,8  |
| Grèce .....            | 24,3  |

#### HOMMES

|                  |       |
|------------------|-------|
| Belgique .....   | 163,0 |
| Irlande .....    | 160,0 |
| Suisse .....     | 148,6 |
| Portugal .....   | 126,0 |
| Ecosse .....     | 115,5 |
| Bavière .....    | 113,9 |
| Autriche .....   | 113,4 |
| Pays-Bas .....   | 109,4 |
| France .....     | 101,6 |
| Finlande .....   | 100,0 |
| Bade .....       | 100,0 |
| Suède .....      | 86,5  |
| Norvège .....    | 85,8  |
| Wurtemberg ..... | 77,4  |
| Allemagne .....  | 74,6  |
| Danemark .....   | 69,7  |
| Prusse .....     | 66,9  |
| Espagne .....    | 57,4  |

|                        |      |
|------------------------|------|
| Grèce .....            | 52,6 |
| Croatie-Slavonie ..... | 47,8 |
| Saxe .....             | 44,2 |
| Hongrie .....          | 35,9 |

Ainsi, là non plus, aucune preuve de l'infériorité de notre pays. Quant au nombre des naissances illégitimes, nous n'avons pas à le considérer comme indice d'immoralité : un pays où la natalité naturelle est abondante peut être de mœurs moins relâchées que d'autres à natalité naturelle plus restreinte, résultat parfois d'un plus grand nombre d'avortements ou de fraudes sexuelles. Cependant, l'union libre est moins favorable à la natalité que le mariage. En France et partout, en effet, on compte plus de naissances légitimes que de naissances naturelles, ainsi pour ces dernières années, voici la proportion en France : (1)

|                                                             |             |
|-------------------------------------------------------------|-------------|
| 74,1 naissances illégitimes sur 1.000 naissances en 1876-80 |             |
| 81,1                                                        | — 1881-85   |
| 86,3                                                        | — 1886-90   |
| 89,9                                                        | — 1891-95   |
| 90,8                                                        | — 1896-1900 |
| 90,0                                                        | — 1901-05   |

Il en était de même à l'étranger, par exemple en 1901-1905 :

|                |       |
|----------------|-------|
| Autriche ..... | 142,6 |
| Suède .....    | 113,7 |
| Danemark ..... | 102,1 |
| Hongrie .....  | 94,3  |

(1) Statistique internationale.



|                  |      |
|------------------|------|
| France .....     | 90,0 |
| Allemagne .....  | 84,6 |
| Norvège .....    | 75,5 |
| Roumanie .....   | 72,2 |
| Belgique .....   | 69,0 |
| Finlande .....   | 67,4 |
| Italie .....     | 57,1 |
| Suisse .....     | 46,4 |
| Espagne .....    | 45,4 |
| Luxembourg ..... | 41,3 |
| Pays-Bas .....   | 23,6 |
| Serbie .....     | 11,1 |

En outre, la mortinatalité illégitime est plus élevée que la mortinatalité légitime, ce qui doit provenir de la plus grande fréquence dans l'union libre des manœuvres abortives et des fraudes sexuelles; ainsi en 1900-1904, pour 1.000 naissances (1) :

|                | Mortinatalité<br>légitime | Mortinatalité<br>naturelle | Différence |
|----------------|---------------------------|----------------------------|------------|
| Pays-Bas ..... | 42,2                      | 78,7                       | 36,5       |
| Espagne .....  | 23,7                      | 57,1                       | 33,4       |
| France .....   | 44,7                      | 74,7                       | 30,0       |
| Bulgarie ..... | 5,4                       | 34,6                       | 29,2       |
| Suisse .....   | 35,1                      | 58,0                       | 22,9       |
| Belgique ..... | 44,2                      | 63,4                       | 19,2       |
| Finlande ..... | 24,7                      | 43,1                       | 18,4       |
| Norvège .....  | 23,7                      | 40,3                       | 16,6       |

(1) D'après Statistique Internationale, 1907.

|                    |      |      |      |
|--------------------|------|------|------|
| Prusse .....       | 30,9 | 46,7 | 15,8 |
| Allemagne .....    | 30,9 | 43,1 | 12,2 |
| Serbie .....       | 19,3 | 31,4 | 12,1 |
| Suède .....        | 24,4 | 36,2 | 11,8 |
| Autriche (1) ..... | 27,8 | 39,4 | 11,6 |
| Danemark .....     | 23,2 | 34,0 | 10,8 |
| Hongrie .....      | 19,9 | 28,9 | 9,0  |
| Italie .....       | 55,8 | 59,2 | 3,4  |

Enfin, bien que cela se rapporte à l'augmentation de la population et non à l'abaissement de la natalité, reconnaissons que le mariage est plus favorable que l'union libre, à la vitalité des enfants, en effet :

*Proportion annuelle moyenne des décès de moins de 1 an  
Pour 1.000 enfants nés vivants (2).*

|                 | Enfants légitimes | Enfants naturels |
|-----------------|-------------------|------------------|
| 1871-1875 ..... | 166               | 327              |
| 1876-1880 ..... | 156               | 298              |
| 1881-1885 ..... | 156               | 295              |
| 1886-1890 ..... | 155               | 285              |
| 1891-1895 ..... | 161               | 271              |
| 1896-1900 ..... | 149               | 255              |
| 1901-1905 ..... | 129               | 240              |

L'exemple des autres pays confirme d'ailleurs cette indication :

(1) En 1899-1903.

(2) D'après Statistique Internationale, 1907.

Excédent pour 1,000 décès d'enfants légitimes des décès d'enfants naturels (1).

|                    |     |
|--------------------|-----|
| Prusse .....       | 152 |
| France .....       | 111 |
| Bade .....         | 103 |
| Bavière .....      | 102 |
| Saxe .....         | 90  |
| Pays-Bas .....     | 89  |
| Bulgarie (2) ..... | 88  |
| Norvège (2) .....  | 88  |
| Suisse (2) .....   | 87  |
| Belgique (2) ..... | 85  |
| Wurtemberg .....   | 79  |
| Autriche (2) ..... | 78  |
| Suède (2) .....    | 72  |
| Italie .....       | 68  |
| Finlande (2) ..... | 55  |

Si nous ajoutons à cela que les jeunes gens de la bourgeoisie contractent des unions libres le plus souvent avec des filles du peuple et dès lors ne se mariant pas dans leur classe, il en résulte que les jeunes filles de la bourgeoisie, qui ne veulent pas prendre un mari d'une condition moins élevée, ne se marient pas; nous pouvons conclure de tout ceci à l'influence de l'union libre sur la natalité, sur l'augmentation de la population et au rang exceptionnellement mauvais de notre pays à cet égard.

En outre, dans un pays de mœurs relâchées, nous devons

(1) D'après Statistique Internationale, 1907.

(2) En 1896-1900, au lieu de 1901-1905.

trouver, en principe, une natalité décroissante. Or,, c'est notre pays qui est le plus atteint à ce sujet, mais toutefois ce ne serait pas là un critérium suffisant, si nous ne rencontrions en même temps quelques autres indices.

Un autre effet du relâchement des mœurs est le développement de la pornographie; mais faut-il l'admettre plus vaste en France que dans les pays étrangers? On dira que la littérature est devenue plus souvent ordurière, surtout depuis 1880 où quantité de feuilles spéciales ont été créées, et malgré les poursuites engagées contre elles, persistèrent, encouragées par le succès, succès tel, en effet, qu'une enquête du ministère de l'Intérieur, en 1903, indiqua un acheteur sur 12 habitants, par conséquent un plus grand nombre de lecteurs pour 25 villes comprenant 2 millions et demi d'habitants, parmi lesquelles Paris et Marseille n'étaient pas compris. Quant à la gravure, notamment la caricature, M. le Professeur Richet, en tant que collectionneur, disait à la sous-Commission que celles de la France ont un caractère licencieux qu'on ne retrouve pas ailleurs. La mentalité pour les spectacles s'est aussi transformée allant des pièces sérieuses aux exhibitions et chansons malsaines. La prostitution s'est abondamment développée et M. Richet déclarait encore que dans les villes universitaires allemandes et anglaises, la corruption a la pudeur de se cacher. A notre avis, cependant, il ne faut pas exagérer cette manière de voir. Chacun sait que la prostitution est aussi développée dans les capitales étrangères qu'à Paris; à Londres notamment certains quartiers en sont une preuve. Quant à la littérature et gravure pornographiques, le plus souvent c'est l'étranger qui nous les envoie, certains pays ont là une spécialité avé-

rée. Mais ce genre d'exportation ne se répand pas uniquement sur notre pays : dernièrement, aux Etats-Unis, on signalait la vente, comme romans français, d'ouvrages pornographiques fabriqués ailleurs que chez nous, sur lesquels cependant on juge notre littérature à l'étranger (1). Le tort de quelques-uns c'est d'oublier qu'il n'y a pas en France que Paris, et que si le Français est moins pudibond que d'autres, on ne doit en accuser que son horreur de l'hypocrisie. Cependant, si cette forme de corruption n'est pas la cause primordiale de l'abaissement persistant de notre natalité, elle a certainement une influence mauvaise : la jouissance seule est recherché et procréer n'est que rarement le but ; en outre, les maladies et vices sexuels augmentant diminueront à la longue la force procréatrice de la race.

La jouissance pour la jouissance, telle est la raison d'être aussi du néo-malthusisme. Sous cette dénomination on range des idées très distinctes à notre avis : d'abord une idée essentiellement juste, qui explique que des personnalités honorables en soient partisans, à savoir : l'intérêt actuel de l'individu est le plus souvent d'avoir peu ou pas d'enfants, d'où la nécessité d'user de mesures préventives. En reconnaissant une fois de plus qu'il peut y avoir en cela des inconvénients pour la santé et que la fonction naturelle de la femme est de perpétuer la race, nous devons admettre que procréer sans pouvoir être sûr de donner à ses enfants au moins le strict nécessaire et faire suivant la formule de Musset :

*Un malheureux de plus qui maudira le jour.*

(1) « Le Matin », plusieurs numéros de 1909 et en 1910, un rappel dans celui du 9 mars.

est un acte d'imprévoyance, sinon davantage. C'est pourquoi nous ne saurions partager la crainte du Dr Javal qui, à la séance du 4 mars 1903, aurait voulu voir tenir secrète l'idée que la stérilité volontaire est la vraie cause de la restriction de la natalité. Mais outre que le nombre de ceux qui ne savent pas à quoi s'en tenir sur ce sujet doit être infime aujourd'hui, nous préférons l'opinion du Dr Pinard, d'après qui il n'est pas désirable « que les enfants soient dûs au hasard », il vaut mieux « qu'ils soient voulus ». « Les enfants du hasard donnent trop souvent des déchets sociaux ».

Ceci admis, si du point de vue individuel nous passons au point de vue collectif, l'opinion se modifie : On ne peut sérieusement soutenir que la France doive avoir dans quelque temps une population suffisante à côté de celles grandissantes des pays étrangers. L'idée que nous trouvions juste pour chacun, devient, en bien des cas, regrettable au point de vue collectif.

On entend en second lieu, par néomalthusisme, et c'est l'entendement le plus usuel, des exagérations souvent ordurières ou même criminelles, par exemple la pratique de l'avortement. Que l'on soit prévoyant, c'est parfois un devoir, mais on ne doit pas de la sorte éluder les conséquences de ses actes.

Quoiqu'il en soit de ceci, le néomalthusisme doit influencer beaucoup sur la natalité faisant appel aux intérêts égoïstes de chacun. Ainsi (1) on a constaté que dans une ville du Nord, à la suite de propagandes, les naissances de 1901 à 1907 passèrent de 3.294 à 2.557, et, ailleurs, de 2.185 à 1.580,

(1) « Le Journal », 4 décembre 1908, Lucien Descaves.



malgré une augmentation de population de 16.000 unités. Mais à tout prendre, le néomalthusisme n'existe pas qu'en France. En admettant qu'en Allemagne il soit plus sévèrement réprimé (1), en Belgique, en Angleterre, aux Etats-Unis, en Hollande, il passe pour très développé. Dans la Nouvelle-Galles du Sud aussi la fécondité, d'après M. Lucien March, diminue depuis 1875, c'est-à-dire depuis l'introduction dans ce pays des procédés preventifs ou destructifs des conséquences des effusions conjugales. Le néomalthusisme, en tant que doctrine ordurière, ne paraît donc pas plus répandu en France, mais en tant qu'application des fraudes sexuelles, il est certain, puisque la stérilité est volontaire, qu'elles sont en plus grand honneur que dans les autres pays, entraînant ainsi la baisse exceptionnelle de natalité qui nous occupe.

Un autre criterium de la licence des mœurs, qui est en même temps une conséquence fréquente des fraudes et de la syphilis, consiste dans l'abondance des fausses couches. Nous n'avons malheureusement aucun indice pour en évaluer le nombre même approximativement.

Quant à la mortinatalité, autre criterium, et le plus souvent conséquence de la syphilis, on voit par le tableau (2) ci-dessous qu'elle est trop abondante en France, en 1900-1904 par exemple, pour 1.000 naissances, voici quels étaient les chiffres :

(1) Réforme sociale, juillet 1908.

(2) Statistique internationale, 1907.

|                    |      |
|--------------------|------|
| Italie .....       | 56,1 |
| France .....       | 47,3 |
| Belgique .....     | 45,6 |
| Pays-Bas .....     | 43,1 |
| Suisse .....       | 36,1 |
| Prusse .....       | 32,0 |
| Allemagne .....    | 31,8 |
| Luxembourg .....   | 30,3 |
| Autriche (1) ..... | 29,4 |
| Finlande .....     | 25,9 |
| Suède .....        | 25,7 |
| Espagne .....      | 25,2 |
| Norvège .....      | 24,9 |
| Danemark .....     | 24,2 |
| Hongrie .....      | 20,8 |
| Serbie .....       | 19,4 |
| Bulgarie .....     | 6,8  |

Il faut remarquer au surplus que la moyenne annuelle (2) des morts-nés augmentait (3), en France, à mesure que diminuait la natalité :

(1) En 1899-1903.

(2) D'après Statistique internationale, 1907.

(3) M. Pinard disait, le 5 mars 1902, à la Sous-Commission de la mortalité, que l'augmentation est artificielle, résultant des meilleurs procédés de statistique. Outre que cet avis ne fut pas unanimement partagé, il nous semble que les statistiques restreintes de la Maternité de Paris, qui ont servi de base à cette opinion, ne peuvent avoir là même valeur que celles ayant porté sur l'ensemble d'un pays que nous reproduisons.

|                 |      |
|-----------------|------|
| 1841-1850 ..... | 30,5 |
| 1851-1860 ..... | 40,1 |
| 1861-1870 ..... | 40,3 |
| 1871-1880 ..... | 40,5 |
| 1881-1890 ..... | 40,6 |
| 1891-1900 ..... | 40,7 |
| 1901-1905 ..... | 40,5 |

Les infanticides, s'ils étaient nombreux, indiqueraient que les mœurs de dissolues seraient devenues criminelles. Or, l'*Annuaire statistique* de la France indiquait par exemple 476 infanticides en 1903 et 497 en 1904, dont 112 et 72 passèrent aux assises.

Il nous paraît sans intérêt de compléter ces chiffres car ces données ne permettent pas de se faire une idée du nombre exact des infanticides, nous aimons à croire cependant qu'il n'est pas exagéré; les parents indignes étant certainement rares, l'influence de cet élément sur la natalité doit être faible. On ne veut pas d'enfants, mais celui qui vient en trop est néanmoins aimé et beaucoup de celles qui se font avorter ne croient pas être des criminelles, par conséquent ne voudraient pas tuer.

Il est donc inutile aussi, que nous cherchions à comparer les condamnations pour infanticides des différents pays, le résultat serait seulement de montrer qu'en cette matière telle ou telle justice paraît mieux faite qu'en tels autres pays.

Si on ne tue guère les enfants, davantage on les empêche de naître. L'avortement, autre criterium de l'immoralité criminelle celle-ci, nuit, en effet, considérablement à la

natalité. Nous entendons pas là, non l'avortement médical, légitime dans quelques cas très rares, d'après M. le Dr Burlureau (1), mais l'avortement criminel.

Pour savoir si leur nombre est important et a augmenté, on peut songer à consulter les statistiques des poursuites intentées par la justice criminelle (2) :

|            |    |                                 |
|------------|----|---------------------------------|
| 1903 ..... | 22 | poursuites suivies de jugement. |
| 1904 ..... | 18 | —                               |
| 1905 ..... | 24 | —                               |
| 1906 ..... | 23 | —                               |
| 1907 ..... | 30 | —                               |
| 1908 ..... | 25 | —                               |

Ce n'est là qu'une indication sans importance, qui ne donne pas une idée de l'étendue du mal. Le Parquet ne poursuit qu'en cas de scandale par trop public. Quant aux affaires classées sans suite, parce que la preuve n'est pas facilement faite, qui sont plus nombreuses, elles sont encore insuffisantes à nous renseigner. Pour se faire une opinion plus exacte, quoique peu contrôlable, il est meilleur de nous en rapporter aux opinions des médecins compétents. M. le Professeur Lacassagne, dans « *Peine de mort et criminalité* » estimait qu'à Lyon il y avait 10.000 avortements contre seulement 8 à 9.000 naissances par an. M. le Professeur Guinard, chirurgien de l'Hôtel-Dieu, répon-

(1) Revue Hebdomadaire, article cité.

(2) Discours Reinach, Chambre des Députés, séance du 21 décembre 1909.

dait dernièrement à l'enquête d'un journal (1), que « tous les chefs de service des hôpitaux sont comme lui frappés du nombre croissant des avortements ». De même, M. Barberet disait à la Commission (2) : « Je mets en fait que huit filles-mères sur 10 cherchent à se faire avorter et bien des femmes légitimes aussi ». A l'Hôpital Boucicaut, d'après une communication faite à la Société d'Obstétrique le 11 février 1905, en sept ans, la proportion des avortements a passé de 7,7 à 17,7, à l'Hôpital Saint-Antoine de 6,6 à 16,49 et de même à Tenon, Beaujon et Lariboisière. Si nous ajoutons les avortées qui vont chez les chirurgiens, puisque M. Championnières en a eu 23 dans son service du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> février 1905 (3), on conçoit que le Congrès d'Obstétrique de 1908 ait estimé dans sa déclaration finale que l'avortement « d'après les plus récentes statistiques des maternités détruit prématurément le tiers environ des produits de la conception ».

Mais ce fléau ne sévit-il donc que sur notre pays? Pas du tout, M. Championnières est d'avis que l'avortement criminel « en Amérique, en Angleterre, et même en Allemagne, c'est également monnaie courante ». De même, M. Cordes, de Genève, prétend que dans cette ville, il y a en proportion autant d'avortements qu'à Paris. Ainsi l'avortement n'est pas l'unique cause essentielle de l'abaissement de notre natalité, il n'empêche cependant qu'il en constitue un facteur des plus importants. On ne peut, en effet,

(1) « La Patrie », 1<sup>er</sup> juillet 1908.

(2) Mortalité, numéro 5, page 12.

(3) Drouineau, rapport cité sur les avortements.

objecter que l'avortement existait autrefois et que les naissances étaient néanmoins nombreuses, puisque de l'avis d'un grand nombre de médecins leur nombre a considérablement augmenté. Cependant, l'avortement est une cause pour ainsi dire au second degré: on se fait avorter parce que, cause du premier degré, la possession d'enfants ne présente pas d'intérêt.

Ce qu'il importe de noter ici, c'est une transformation indéniable de la mentalité à cet égard. Les époux veulent peu d'enfants, aussi quand le chiffre désiré est atteint, cherchent-ils préventivement ou autrement à ne pas le dépasser, quitte à supprimer une existence à venir. On s' imagine tant que l'enfant n'est pas né qu'il n'y a pas crime à le tuer. Cette conception doit être commune à beaucoup d'autres pays, puisque, nous le verrons, les condamnations pour infanticides ont diminué en Allemagne et celles pour avortements ont augmenté. Beaucoup de femmes, dit M. Burlureaux « ne craignent même pas de venir trouver leur médecin pour lui demander de les délivrer et comme naturellement le médecin s'y refuse, elles le quittent fort étonnées. » En 1907, à Lyon, au Congrès de l'Alliance d'hygiène sociale, M. le Professeur Fabre s'exprimait ainsi: « Actuellement un certain nombre de femmes disent très simplement qu'elles se sont fait avorter, c'est souvent une amie qui les a aidées... Le cynisme le plus étonnant se manifeste dans les aveux, l'avortement est admis, exécuté sans hésitation ». M. Drouineau, en son rapport disait aussi: « Les femmes elles-mêmes n'hésitent plus à en faire l'aveu ». Enfin, dernièrement encore, le 7 avril 1909, M. le docteur Doléris déclarait à la Société de Pro-



phylaxie sanitaire et morale que les neuf-dixièmes des avortées dans les Maternités de Paris racontent sans honte.

Or, l'avortement a le grave inconvénient de diminuer la natalité présente d'abord, mais aussi la natalité future et la vitalité des individus: combien de femmes, en effet, de l'avis des médecins, compromettent leur santé et leur fécondité pour toujours, soit en se faisant avorter, soit en accouchant avant terme, ce que quelques-uns estiment moins dangereux à tort paraît-il. Le Congrès d'Obstétrique précisé concluait ainsi: « Dans la grande majorité des cas, de longues et sérieuses maladies s'ensuivent. Dans les deux tiers des cas environ des affections très graves mettent la vie en péril et occasionnent une incapacité de travail, allant de plusieurs mois à plusieurs années, et une incapacité fonctionnelle définitive: les survivantes restent infirmes. Dans 6 pour cent des cas, enfin, la mort qui respecte les accouchées normalement, suit immédiatement ou à bref délai les pratiques abortives ».

Et cependant les acquittements en matière de poursuites pour avortements sont nombreux (1):

|      |   |    |          |    |         |    |               |
|------|---|----|----------|----|---------|----|---------------|
| 1903 | : | 22 | affaires | 48 | accusés | 32 | acquittements |
| 1904 | : | 21 | —        | 49 | —       | 35 | —             |
| 1905 | : | 24 | —        | 54 | —       | 38 | —             |
| 1906 | : | 23 | —        | 56 | —       | 40 | —             |
| 1907 | : | 30 | —        | 63 | —       | 50 | —             |
| 1908 | : | 25 | —        | 66 | —       | 59 | —             |

Cette proportion des acquittements vient certainement de ce que la mentalité évolue, mais surtout de ce que le principal coupable, le séducteur, n'est pas poursuivi, parce

(1) Discours Reinach, précité.

que la loi ne le permet pas encore. Il est bon cependant de ne pas oublier les paroles de Jules Simon au Conseil Supérieur de l'Assistance publique : « Un peuple qui ne fait pas tout, disait-il, pour empêcher la mort de l'enfant qui demande à naître, ne fait pas ce qu'il doit. Un pareil peuple ne doit pas se plaindre de sa déchéance, car il en est la cause ».

En résumé, si la licence des mœurs n'est pas plus forte en France que dans les autres pays, toujours est-il qu'elle est très développée et influe gravement sur la natalité en incitant l'individu à éviter les charges de la paternité.

#### § II. — INFLUENCE DES RELIGIONS ET SENTIMENTS MORAUX

L'absence de sentiments religieux et moraux constitue pour certains une cause décisive de l'affaiblissement de notre natalité, parce qu'ils n'entravent plus l'intérêt de chacun à n'avoir plus d'enfants. Il paraît logique que les religions influent sur le nombre des naissances, si leurs préceptes sont écoutés, parce que toutes recommandent ou ordonnent les familles nombreuses. Dans l'antiquité, toutes les religions et civilisations admirent le culte de la postérité abondante : la paternité était une joie, même un devoir, et le fait de n'avoir pas d'enfants, de descendance mâle surtout, était considéré comme une malédiction. Mais à cette époque une nombreuse famille était un élément de puissance et de richesse, les religions en la recommandant étaient ainsi en harmonie avec l'intérêt de chacun. Nous pouvons peut-être penser que, dans le cas contraire, leurs prescriptions n'eussent pas été d'un grand effet sur la natalité.

Les religions de l'Extrême-Orient et de l'Inde préconisent aussi les foyers peuplés. Dans le Zend Avesta, il est écrit : « Horribles sont les maisons dépourvues de postérité ». La base du Bouddhisme est le culte des *ancêtres*. « Pour que ce culte puisse exister, il faut une postérité mâle pendant trois générations au moins. L'homme qui n'a pas cette postérité est méprisé pendant sa vie, très malheureux après sa mort » (1). Mais là encore actuellement nous ne voyons pas se produire un antagonisme entre ces règles religieuses et l'intérêt individuel.

Quant à la religion israélite, elle réprouve fortement l'onanisme et érige en dogme le « croissez et multipliez » de la Bible. Pour le Talmud, « celui qui empêche de naître est semblable à celui qui tue, car c'est la même chose que de ne pas donner la vie ou de la retrancher à autrui ». Dans la Bible encore, David compare l'épouse du sage semblable à la vigne chargée de fruits et proclame qu'on n'a jamais vu le juste abandonné et sa postérité mendiant son pain. Comme malheureusement il arrive souvent que les familles nombreuses sont en même temps nécessiteuses, il est probable que cette promesse apparaît moins sacrée à beaucoup.

La religion mahométane est, paraît-il aussi formelle en ce qui concerne cette matière.

La religion chrétienne, enfin, plus importante par le nombre de ses adeptes en Europe, réglemente aussi très sévèrement ce sujet, et cela dans ses deux sectes : protestantisme et catholicisme. Sans parler de la Bible qui reste le fondement de ces deux doctrines, pour le catholicisme, toute union des sexes est une faute en dehors du ma-

(1) Projet de rapport précité.

riage. Le célibat cependant n'est pas interdit, il est au contraire recommandé, mais il doit être chaste, sinon la génération, ainsi que le disait saint Paul, s'accomplit dans des conditions nuisibles à l'enfant (1). En outre, dans le mariage, les fraudes sont défendues. C'est pourquoi Bossuet déclarait : « Soient maudites de Dieu et des hommes, les unions dont on ne veut pas de fruit, et dont les vœux sont d'être stériles ». Les préceptes du protestantisme ressemblent aux précédents, sauf cependant que les pasteurs prêchent eux-mêmes d'exemple. Sa conception est d'ailleurs moins rigoureuse, elle est plus jalouse des droits de la femme suivant l'expression de M. Gide; beaucoup, en effet, n'admettent pas que la femme devienne mère sans son plein consentement. Aussi est-ce dans les pays protestants que les ligues néomalthusiennes ont été créées pour la première fois.

On a beaucoup discuté pour vanter l'influence prédominante sur la natalité de l'une ou l'autre de ces deux branches de religion; mais comme nous ne pourrons déjà pas prouver que les religions en général influent, *a fortiori* nous est-il impossible d'indiquer la résultante plus ou moins avantageuse de telle ou telle confession. On dit cependant que les canadiens-français catholiques sont plus prolifiques que les canadiens-anglais protestants. M. Henry Joly soutient qu'il en est de même des catholiques suisses (2); on a dit la même chose des allemands (3). Quoi qu'on en pré-

(1) Revue Hebdomadaire, citée.

(2) Correspondant, 10 février 1909.

(3) Réforme sociale, 1<sup>er</sup> mars 1909, Dorf, le Mouvement de la population en Allemagne.

tende, il est difficile de se faire une opinion qui soit prouvée. Le catholicisme a contre lui le célibat de ses ministres, qui permet l'objection non sans portée: « les conseillers ne sont pas les payeurs ». En outre, ainsi que le fait remarquer Emile Zola dans *Fécondité*, le culte de la Vierge paraît bien devoir symboliser la virginité et lui donner la préférence sur le mariage. Au surplus, si la Bretagne a une forte natalité relative, l'Irlande catholique, elle aussi, compte moins de naissances en proportion que la protestante Angleterre. Enfin, s'il est vrai qu'aux Etats-Unis et dans les Pays du Nord la coéducation des sexes, qui se prolonge bien avant l'âge de la puberté, semble dénoter des mœurs très pures, ainsi que la création des Unions de jeunes gens dont parle M. Gide, toutefois rien ne permet de conclure en un sens ou en l'autre, puisqu'en classant les Etats en pays protestants et pays catholiques la moyenne de natalité n'est guère plus forte dans l'un que dans l'autre groupe.

Voici en effet les chiffres que nous trouvons dans le « Rapport sur la moralité publique » pour la période 1890-1899:

*Pays protestants:*

|                |      |        |
|----------------|------|--------|
| Prusse .....   | 37   | p. 100 |
| Pays-Bas ..... | 32,5 | —      |
| Finlande ..... | 32,3 | —      |
| Ecosse .....   | 30,6 | —      |
| Norvège .....  | 30,5 | —      |
| Danemark ..... | 30,3 | —      |

|                  |      |   |
|------------------|------|---|
| Angleterre ..... | 30,1 | — |
| Suisse .....     | 27,2 | — |
| Saxe .....       | 24   | — |

---

|               |      |  |
|---------------|------|--|
| Moyenne ..... | 30,3 |  |
|---------------|------|--|

*Pays catholiques*

|                |      |        |
|----------------|------|--------|
| Bavière .....  | 36,4 | p. 100 |
| Espagne .....  | 35,1 | —      |
| Italie .....   | 34,6 | —      |
| Hongrie .....  | 29,9 | —      |
| Belgique ..... | 28,8 | —      |
| Autriche ..... | 29   | —      |
| Irlande .....  | 22,8 | —      |
| France .....   | 22,2 | —      |

---

|               |      |  |
|---------------|------|--|
| Moyenne ..... | 29,6 |  |
|---------------|------|--|

En nous plaçant sur un terrain plus vaste, il s'agit de savoir si, d'une façon générale, les préceptes religieux, d'où qu'ils viennent, recommandant les nombreuses familles, ont réellement une influence sur la natalité. Le plus souvent on l'admet, mais il est impossible d'étayer cette opinion. On donne bien à l'appui, pour la religion catholique, l'exemple du Canada, resté très religieux d'après M. Bertillon, parce que l'antagonisme des cultes doublait l'antagonisme des races. On cite encore le Morbihan, le Finistère, la Lozère, les Côtes du Nord, la Corse, l'Aveyron, la Vendée et les Landes où la natalité reste relativement élevée et où la



religion subsiste. Mais, la Haute-Vienne et la Creuse ont une natalité moins médiocre que d'autres départements, et cependant les principes religieux ne s'y sont pas maintenus. En Belgique et en d'autres pays qui passent pour des pays religieux, la natalité ne cesse de décroître. Est-ce à l'absence de religion qu'il faut faire remonter la cause de la diminution des naissances, ou n'est-ce pas plutôt au manque d'intérêt à procréer? Nous pencherions de préférence vers la deuxième supposition, puisqu'actuellement l'abaissement de la natalité se réalise aussi bien chez les animés de sentiments religieux, que parmi ceux qui en sont dépourvus.

Faut-il voir, chez les premiers, un affaiblissement très probable des convictions, ou plutôt comme chez les seconds, la crainte d'aller à l'encontre de ses intérêts. En réalité, si l'on veut reconnaître à l'absence de sentiments religieux une influence partielle sur l'abaissement de la natalité, il est assez compliqué d'essayer de séparer cette cause de toutes autres qui interviennent et se contrecarrent. Ainsi, dans le Finistère, la natalité est élevée, est-ce l'effet de la religion, ou ne faut-il pas admettre que la population encore fruste de cette région subit moins pour sa fécondité l'influence de l'esprit démocratique, par exemple, que le département areligieux de l'Yonne.

Encore le quartier Saint-Germain donne moins de naissances que Ménilmontant, où cependant le tiers des enterrements est civil (1). Ceci nous prouve que d'autres fac-

(1) Dans la *Revue du Mois*, du 10 avril 1910, le Docteur Loewenthal montre que ce sont les arrondissements conservateurs de Paris qui ont la plus faible natalité.

teurs sont en jeu : ici la misère, là les complications de la vie aisée, qui viennent annihiler l'effet supposé de la religion ou de son absence. N'est-ce pas dès lors que cet effet n'est pas très influent. Tout ce que l'on peut dire c'est que l'observation individuelle montre des familles religieuses ayant souvent beaucoup d'enfants, parce que leurs convictions étant sincères, la voix de l'intérêt est, pour elles, moins impérieuse que celle de la conscience, ou parce qu'elles ont moins d'intérêt que d'autres à ne pas avoir trop d'enfants.

Nous avons parlé jusqu'à présent uniquement des préceptes religieux, mais ce que nous en avons dit s'applique aussi aux doctrines purement morales, sans caractère confessionnel, admettant l'obligation des postérités nombreuses. Là, de même, il est certain que la théorie opposée, le néomalthusisme doit influencer bien davantage en sens inverse, ne contre-carrant pas, au contraire, l'intérêt immédiat de l'individu. Néanmoins nous reconnaissons la possibilité d'une influence partielle favorable à la natalité des « *sentiments religieux et des doctrines morales qui érigent en devoir la chasteté des deux sexes jusqu'au mariage, la fidélité et le respect mutuels pour les deux époux dans le mariage* », ainsi que l'admet la Sous-Commission.

### § III. — INFLUENCE DE L'ÂGE AU MARIAGE

Il est utile de savoir si les individus, sous l'influence de circonstances diverses n'ont pas actuellement intérêt à retarder l'âge auquel ils se marient. Arsène Dumont prétendait, en effet, que l'âge au mariage est « l'un des facteurs qui

influent le plus sur le taux de la natalité générale » (1). Malheureusement, par suite de son décès, le rapport qu'il fit sur la question ne fut pas discuté par la Sous-Commission. De deux pays, expliquait-il en substance, qui ont le même nombre annuel de mariages, celui où l'âge au mariage est le plus abaissé peut avoir une natalité plus forte, parce qu'il compte un plus grand nombre de personnes mariées. Ainsi, en 1908, en France, 631.856 individus ont contracté union légitime. Admettons que tel soit le chiffre annuel ordinaire. Si dans un autre pays il en est de même, mais avec un âge au mariage d'un an plus bas, le total des personnes mariées serait dans ce pays supérieur de 631.856 unités à ce qu'il est en France. Effectivement, c'est comme si deux nations, ayant chacune un contingent annuel de 300.000 conscrits, ont l'une le service de 2 ans, l'autre le service de 3 ans; cette dernière possèdera une armée de 900.000 hommes actifs, alors que l'autre ne peut compter que 600.000 soldats sous ses drapeaux. Dès lors, partant du principe que, plus il y a de mariages, plus les naissances doivent être nombreuses, nous aboutissons à reconnaître une influence de l'âge au mariage sur la natalité.

D'autre part, s'il est reconnu que les mariages trop précoces ne sont pas favorables à la procréation, de l'avis des médecins, il est non moins certain, cependant, que la période de jeunesse est celle où la fécondité physiologique est, en général, à son plus haut degré, pour décliner ensuite avec l'âge. Ainsi s'explique en partie que les naissances soient plus nombreuses dans les premières années du

(1) Rapport précité.

mariage. Voici, en effet, quel était en France, de 1892 à 1900 (1) le nombre annuel moyen d'enfants légitimes par 1.000 femmes mariées de divers âges :

| Age de la mère    | Nombre d'enfants<br>par 1.000 femmes |
|-------------------|--------------------------------------|
| 15 à 19 ans ..... | 410                                  |
| 20 à 24 » .....   | 313                                  |
| 25 à 29 » .....   | 250                                  |
| 30 à 34 » .....   | 174                                  |
| 35 à 39 » .....   | 113                                  |
| 40 à 44 » .....   | 49                                   |
| 45 à 49 » .....   | 7                                    |

Cette observation est, en outre, confirmée par l'exemple de divers pays : Norvège, Danemark, Suède, Finlande, Autriche, 8 états allemands, Nouvelle-Galles du Sud, Victoria et Australie-Occidentale. On peut objecter, il est vrai, que la volonté explique pour beaucoup cette diminution progressive du nombre des naissances, aussi l'indication suivante est-elle plus probante : le chef de la statistique de Berlin a trouvé qu'en 1886, dans cette ville, le nombre des enfants, par mariage ayant duré 20 ans, est d'autant plus élevé que l'âge au mariage de la femme était plus jeune :

| Epoque du mariage<br>de la femme  | Nombre d'enfants<br>par famille : |
|-----------------------------------|-----------------------------------|
| avant l'âge de 20 ans .....       | 5,53                              |
| entre l'âge de 20 et 25 ans ..... | 4,88                              |
| entre l'âge de 25 et 30 ans ..... | 4,11                              |
| entre l'âge de 30 et 35 ans ..... | 2,03                              |
| après l'âge de 35 ans .....       | 1,39                              |

(1) Statistique internationale, 1907, page 209.

Et le rapport de M. March (1), auquel nous avons emprunté ces chiffres, fait la même constatation pour Copenhague et la Nouvelle-Galles du Sud. Voilà ce nous semble qui démontre bien une certaine influence de l'âge au mariage sur la natalité: plus on se marie jeune, plus on a d'enfants. Il ne faudrait pas croire, cependant, que la fécondité aille en augmentant toujours à mesure que l'âge diminue; il est évident qu'une limite existe. Si nous ajoutons à cela, avec le Dr Burlureaux, que les mariages jeunes sont favorables à la santé des conjoints, à la viabilité des enfants et exempts des dangers des accouchements, plus fréquents après l'âge de 30 ans (2), nous voyons l'intérêt qu'il y aurait à pouvoir avancer l'âge au mariage. Aussi, la plupart sont d'avis que les jeunes hommes, en général, ne doivent pas se marier avant l'âge de 20 ans, mais dès les premières années qui suivent 21 ans, entre 21 et 24 ans, disait Bertillon père (3), et les femmes entre 18 et 19 ans; la durée de la vie et les mœurs y gagneraient certainement.

Mais peut-on dire qu'aujourd'hui, sous l'influence de causes diverses, les jeunes gens en France retardent le moment de se marier plus qu'autrefois et en est-il autrement à l'étranger? Si oui, nous pourrions reconnaître en ce fait une cause partielle de l'abaissement de notre natalité.

Or, voici le tableau des variations de l'âge moyen en France, calculé en années et en centièmes, non en mois (4):

(1) Pages 43 et 44.

(2) Le danger de mort au premier accouchement varie avec l'âge dans la Nouvelle-Galles du Sud, Voir rapport March.

(3) Cité par A. Dumont.

(4) Chiffres donnés par M. March.

|                 | Hommes | Femmes |
|-----------------|--------|--------|
| 1850-1855 ..... | 28,33  | 24,10  |
| 1856-1860 ..... | 28,50  | 24,25  |
| 1861-1865 ..... | 28,30  | 23,95  |
| 1866-1870 ..... | 28,17  | 23,75  |
| 1871-1875 ..... | 28,33  | 23,75  |
| 1876-1880 ..... | 28,13  | 23,50  |
| 1881-1885 ..... | 27,93  | 23,26  |
| 1886-1890 ..... | 27,91  | 23,26  |
| 1891-1895 ..... | 27,90  | 23,60  |
| 1896-1900 ..... | 27,88  | 23,50  |

Nous devons donc conclure que l'âge moyen au mariage en France, s'est abaissé aussi bien pour les hommes que pour les femmes, d'une façon à peu près constante. Cherchons maintenant si à l'étranger l'âge moyen au mariage est plus ou moins élevé que dans notre pays. Si nous prenons la période 1896-1900, voici les quelques chiffres que nous trouvons (1) :

*Garçons*

|                            |       |
|----------------------------|-------|
| Serbie .....               | 21,75 |
| Angleterre et Galles ..... | 26,63 |
| Italie .....               | 27,50 |
| France .....               | 27,88 |
| Suède .....                | 28,67 |
| Finlande .....             | 29,33 |

(1) Statistique internationale 1907.



*Filles*

|                            |       |
|----------------------------|-------|
| Serbie .....               | 19,71 |
| France .....               | 23,50 |
| Italie .....               | 23,80 |
| Angleterre et Galles ..... | 25,14 |
| Finlande .....             | 25,67 |
| Suède .....                | 26,67 |

Ainsi, comparé à celui des cinq pays pour lesquels nous avons pu trouver des indications, l'âge moyen en France est pour les femmes, très satisfaisant, mais plutôt élevé pour les hommes; ces statistiques cependant sont insuffisantes, elles ne permettent pas de se rendre compte exactement si les Français se marient plus tard aujourd'hui qu'autrefois et comparativement aux autres pays. Elles indiquent, en effet, l'âge moyen d'après les mariages, par périodes quinquennales et non par année. Le résultat est, par suite, forcément approximatif, puisque pour les mariages de 25 à 29 ans, par exemple, on doit prendre 27 ans et demi comme moyenne. En outre, comme le fait remarquer la *Statistique internationale* « Si les mariages précoces et les mariages tardifs deviennent, en même temps plus fréquents ou plus rares, s'il se produit par exemple une concentration autour de l'âge moyen, celui-ci ne varie pas, bien que le classement des mariés par âge soit très notablement modifié. » Dès lors, il vaut peut-être mieux chercher quel est sur 100 nouveaux mariés, hommes et femmes, le nombre de ceux âgés de moins de 24 ou 25 ans, suivant les pays.

Nous obtenons ainsi les proportions suivantes en 1900-1904 :

(1).

|                            |          |
|----------------------------|----------|
| Serbie .....               | 78,6     |
| Bulgarie .....             | 77,9     |
| Russie .....               | 77,8 (2) |
| Hongrie .....              | 60,9 (3) |
| Espagne .....              | 58,5     |
| Finlande .....             | 48,5     |
| Angleterre et Galles ..... | 48,3     |
| Belgique .....             | 46,5     |
| Ecosse .....               | 44,9     |
| Luxembourg .....           | 44,4     |
| France .....               | 43,7 (3) |
| Allemagne .....            | 42,7 (4) |
| Danemark .....             | 42,6     |
| Pays-Bas .....             | 41,3 (4) |
| Italie .....               | 39,9 (5) |
| Norvège .....              | 39,0     |
| Suisse .....               | 38,1 (6) |
| Suède .....                | 38,0     |
| Autriche .....             | 31,0 (7) |
| Irlande .....              | 19,9     |

(1) D'après Statistique internationale.

(2) En 1897-1901.

(3) Avant 24 ans.

(4) En 1901-1905.

(5) Avant 25 ans pour les hommes et 24 ans pour les femmes.

(6) en 1898-1902.

(7) En 1899-1903.

Le rang de notre pays était, par conséquent, intermédiaire entre deux groupes formés, l'un de pays à mariages précoces plus nombreux, l'autres de pays à mariages précoces moins abondants. Mais cette proportion des jeunes mariés d'avant 25 ans était-elle plus élevée il y a quelques années, par exemple en 1891-1895 et le rang de la France était-il à cet égard plus satisfaisant encore? Les Etats se classaient à cette époque de la façon suivante: (1)

|                            |      |
|----------------------------|------|
| Serbie .....               | 70,5 |
| Russie .....               | 70,5 |
| Bulgarie .....             | 70,3 |
| Angleterre et Galles ..... | 50,0 |
| Bulgarie .....             | 70,3 |
| Hongrie .....              | 46,5 |
| Ecosse .....               | 46,3 |
| France .....               | 43,2 |
| Belgique .....             | 41,1 |
| Pays-Bas .....             | 39,4 |
| Danemark .....             | 37,3 |
| Suisse .....               | 36,7 |
| Norvège .....              | 34,3 |
| Suède .....                | 33,8 |
| Autriche .....             | 28,8 |
| Italie .....               | 22,8 |
| Irlande .....              | 9,4  |

Ainsi, d'après ces deux derniers tableaux, et mettant à part l'Espagne, le Luxembourg et l'Allemagne pour les-

(1) D'après Statistique internationale.

quels les données d'une période font défaut, en 1891-1895, 7 états avaient une nuptialité d'avant 25 ans supérieure à celle de la France et 9 une nuptialité moindre; en 1900-1904, les mêmes 16 états se répartissaient également avant ou après le notre quant à la nuptialité.

En France même, le nombre des jeunes mariés de moins de 24 ans était passé de 43,2 à 43,7 donnant une légère augmentation comme dans tous les autres pays, l'Angleterre, l'Ecosse et la Finlande mis à part. Néanmoins, il se peut que l'individu ait intérêt à ne pas se marier jeune. Ou bien c'est que telle situation ne nourrit son homme, à plus forte raison une famille, que longtemps après les premières années de la jeunesse. Il y a là, comme nous le verrons, une influence certaine des professions: dans l'agriculture et l'industrie, les nouveaux époux sont plus jeunes que dans les professions libérales. Ou bien encore les facilités de la prostitution, dans les grandes agglomérations urbaines, donnent toute satisfaction à l'instinct sexuel de beaucoup. C'est peut-être aussi que le mariage est considéré comme une retraite, par un certain nombre qui se marient le plus tard possible pour jouir en toute liberté de leur indépendance; beaucoup ne se marient que pour faire une fin. Ce qui attire surtout dans le mariage, c'est la dot, on se marie par convenance et bien rarement pour fonder un foyer basé sur l'affection, l'estime réciproque et le travail. Il faut une dot au bourgeois pour lui permettre de ne pas déchoir et continuer à tenir son rang. C'est pourquoi dans les classes pauvres le mariage est plus précoce que dans les autres classes, plus précoce à la campagne que dans les villes, et

dans les villes qu'à Paris (1). N'est-ce pas que les classes pauvres ont moins besoin de paraître et proportionnellement gagnent plus rapidement leur vie que les classes moyennes?

Ne peut-on dire dès lors avec raison que si l'homme ne se marie pas plus tôt, c'est qu'il ne veut assumer les charges du mariage que lorsqu'il est sûr de pouvoir les supporter. Certains appelleront ce sentiment manque de confiance en l'avenir, mais ne doit-on pas plutôt voir là un effet de l'esprit prudent et raisonnable qui doit distinguer l'homme des animaux, que leur seul instinct pousse à s'accoupler.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, il ne faut aucunement exagérer la relation possible entre la natalité et les mariages précoces, ou bien d'autres causes plus agissantes interviennent, puisque dans la plupart des pays et notamment en France, il y a quelques années, l'âge moyen au mariage était moins bas et la natalité plus satisfaisante. En outre, si nous nous reportons au tableau indiquant pour 1900-1904 la proportion des mariages avant 25 ans, nous voyons que les six premiers pays de la liste ont, en effet, une belle natalité, mais que l'Allemagne a cependant un taux plus fort comparé à celui de pays placés avant elle pour l'âge au mariage, la Belgique, l'Angleterre et la France notamment.

Puis, si les mariages précoces donnent le plus d'enfants, ils accusent en même temps le plus de décès; nous en trouvons la preuve dans une statistique danoise citée par M.

(1) Rapport A. Dumont.

March et portant sur des mariages ayant eu une durée égale de 15 à 24 ans :

| Age du père<br>au mariage | Nombre des enfants par famille |       |            |
|---------------------------|--------------------------------|-------|------------|
|                           | nés                            | morts | survivants |
| moins de 25 ans .....     | 5,4                            | 1,8   | 3,6        |
| de 25 à 29 ans .....      | 4,7                            | 1,5   | 3,2        |
| de 30 à 34 ans .....      | 4,0                            | 1,3   | 2,8        |
| de 35 à 44 ans .....      | 3,3                            | 1,0   | 2,3        |
| 45 ans et plus .....      | 2,1                            | 0,6   | 1,3        |
| <hr/>                     |                                |       |            |
| Ensemble .....            | 4,4                            | 1,4   | 3,0        |

Nous ne pouvons généraliser cette indication, mais elle a sa valeur, l'enquête de 1880 ayant porté sur 35.000 familles. Elle concorde, en outre, avec d'autres statistiques prouvant que la mortalité est d'autant plus élevée que le nombre des enfants par famille est plus grand.

Des données précédentes nous ne devons cependant pas conclure au manque de relation entre l'âge au mariage et les naissances, mais, uniquement, que cette relation ne doit pas être exagérée, et que, d'autre part, les statistiques sont insuffisantes à démontrer un rapport de cause à effet entre l'âge du mariage et l'abaissement de notre natalité. Si, au lieu d'indiquer le nombre de mariages par lustre, elles le donnaient par année et par âge, peut-être verrions-nous là une véritable corrélation. En France l'âge moyen au mariage s'est abaissé et la proportion des unions légitimes avant 24 ans a augmenté, mais rien ne prouve qu'un grand nombre ne se marient pas à 23 ans par exemple au lieu de 21 ou 22. Et, comme le disait M. Gide : « Il se peut qu'une avance même légère d'une année par exemple eut pour conséquence un relèvement assez important du taux de la natalité : « C'est possible dans une certaine mesure.



## CHAPITRE VI

### Cause politique ; influence du militarisme

Déjà en 1867, Léon le Fort (1) reprochait aux armées permanentes de retarder l'époque du mariage, d'entraîner la désertion des campagnes et la diminution du nombre des naissances.

Plus récemment, MM. André Honnorat et le Docteur Javal, dans leur rapport à la sous-Commission, ont cherché si, dans les principaux pays, le développement des forces militaires qui, au siècle dernier a pris une ampleur jusqu'à l'inaccoutumée, avait pu influencer sur l'abaissement de la natalité.

Si nous considérons les taux de nuptialité et de natalité (2), pendant les différentes périodes où étaient en usage les divers modes de service militaire, nous voyons bien que le taux de nuptialité a presque toujours été en diminuant, sauf en ces dernières années, et le taux de natalité toujours, sans exception, en même temps que s'abaissait la longueur du service, il semble donc que la réduction du service n'est pas favorable à la fécondité :

(1) Revue des Deux-Mondes, 15 mai 1867, le Mouvement de la population en France.

(2) Rapport Honnorat et Javal pour les 3 premières périodes.

| Périodes | nuptialité par 1.000 habitants | natalité |
|----------|--------------------------------|----------|
|----------|--------------------------------|----------|

*Service de 7 ans*

|                 |      |       |
|-----------------|------|-------|
| 1841-1850 ..... | 8,02 | 27,24 |
| 1851-1860 ..... | 7,90 | 26,17 |
| 1861-1870 ..... | 7,70 | 26,12 |

*Service de 5 ans:*

|                 |      |       |
|-----------------|------|-------|
| 1871-1880 ..... | 8,03 | 25,49 |
| 1881-1890 ..... | 7,32 | 23,83 |

*Service de 3 ans:*

|                 |      |       |
|-----------------|------|-------|
| 1891-1900 ..... | 7,52 | 22,21 |
| 1901-1905 ..... | 7,90 | 21,26 |

*Service de 2 ans:*

|                 |      |       |
|-----------------|------|-------|
| 1906-1908 ..... | 7,95 | 20,13 |
|-----------------|------|-------|

Ce tableau que nous avons emprunté en grande partie au rapport indiqué, ne nous permet pas de déduire une corrélation étroite entre la réduction du service et la natalité et nuptialité. Dans chacun des deux premiers groupes, en effet, de période à période du même groupe, la natalité et la nuptialité baissent généralement, sans qu'on en puisse faire remonter la cause à l'influence de la durée du service, durée identique par groupe. En réalité, au milieu de l'enchevêtrement des causes diverses et probables de l'abaisse-

ment de notre natalité, il est difficile de démêler la part qui revient à chacune. Ainsi, ici, malgré l'apparence de ces chiffres, il pourrait être permis de trouver une cause partielle. En même temps, en effet, que diminuait la durée de présence sous les drapeaux, et par là même une influence peut-être défavorable à la natalité, en même temps augmentait le nombre de ceux qui étaient appelés à renoncer au mariage et à la paternité pendant quelques années. Si, par hypothèse nous reconnaissons au militarisme un effet nuisible, cet effet aurait ainsi diminué d'intensité, mais par contre il serait devenu plus extensif, agissant sur un plus grand nombre, actuellement même sur tous les jeunes gens valides quels qu'ils soient. Or, de même qu'il vaudrait mieux pour l'ensemble que quelques personnes meurent plutôt que toutes soient infirmes, de même le mauvais effet supposé du militarisme a pu aller en augmentant, malgré la réduction du service. Pareillement, si nous considérons l'Allemagne (1) à différentes périodes, nous voyons que la natalité et la nuptialité remontèrent pendant l'augmentation des armements :

*Première période (armements restreints)*

| Périodes         | Nuptialité  | Natalité |
|------------------|-------------|----------|
| 1841-1850 ... .. | 8,05 ... .. | 36,10    |
| 1851-1860 ... .. | 7,82 ... .. | 35,30    |

*Deuxième période (armements à outrance)*

|                  |             |       |
|------------------|-------------|-------|
| 1880-1890 ... .. | 7,70 ... *  | 36,77 |
| 1891-1900 ... .. | 8,18 ... .. | 36,11 |

(1) Honnorat et Javal. Rapport précité.

Nous ne devons cependant pas en conclure que le militarisme ne nuit aucunement à la natalité, car, ainsi que le constate M. Honnorat, la première période fut marquée par le choléra et une grande cherté de la vie; peut-être même sans l'exagération des armements, dans la seconde période l'élévation eût-elle été plus forte.

D'autres considérations nous permettent, au contraire, de croire à une corrélation relative entre le militarisme et l'abaissement de notre natalité. C'est que à mesure que la proportion des soldats pour 100.000 habitants augmentait, en même temps le fléchissement du taux s'accroissait, non seulement en France, mais aussi en Allemagne, Autriche et Italie, et, surtout, c'est ce qui nous importe le plus, à toutes les époques c'est en France que la proportion des soldats est la plus élevée. Voici, en effet, les chiffres du rapport:

|                  | 1860     | 1880 | 1900 |
|------------------|----------|------|------|
| France... ..     | 1190     | 1403 | 1680 |
| Allemagne ... .. | 927 (1)  | 1403 | 1680 |
| Autriche ... ..  | 875 (2)  | 784  | 784  |
| Italie ... ..    | 1111 (2) | 811  | 811  |

En faisant le même calcul pour 1908, nous verrions que la proportion a quelque peu diminué en France et en Allemagne, par suite de l'augmentation de la population dans ce dernier pays et de la réduction des contingents en France, sous l'effet de la diminution des naissances. Quant à

(1) Honnorat et Javal. Rapport précité.

(2) Exceptionnel, dit le rapport.

l'Autriche et l'Italie, la proportion a augmenté. Néanmoins, c'est toujours notre pays qui tient la tête. Comme le disent les rapporteurs, « cela laisse à penser tout au moins, que ne pas tenir compte du chiffre de la population pour fixer le chiffre de l'effectif d'une armée, c'est imposer à cette population des charges exceptionnelles qui ne peuvent, en aucun cas, être favorables à son extension ».

Au surplus, on ne peut contester que, pendant le temps de service, les jeunes gens se mariant rarement, la durée du service doit influencer sur la précocité des mariages. Voici, en effet, quel était l'âge moyen au mariage pour les garçons (1) :

|                  |             |        |       |
|------------------|-------------|--------|-------|
| Service de 7 ans | 1850 à 1870 | ... .. | 28,32 |
| Service de 5 ans | 1871 à 1890 | ... .. | 28,07 |
| Service de 3 ans | 1891 à 1900 | ... .. | 27,89 |

et depuis, l'âge moyen s'est encore abaissé.

Nous pouvons ajouter enfin, les divers inconvénients de la caserne : tares physiques occasionnant la stérilité involontaire. Sans oublier qu'il faut voir là une cause de la désertion des campagnes, nous devons noter que les jeunes gens de retour à la vie civile, particulièrement les rengagés, ont perdu quelque peu de l'esprit d'initiative nécessaire pour fonder une nombreuse famille. Il n'est d'ailleurs pas étonnant, que la loi militaire puisse influencer sur la natalité : la loi du 15 juillet 1889 a bien modifié les mœurs en donnant aux jeunes gens le goût des dis-

(1) D'après les chiffres indiqués par M. March, précédemment.

penses. Encombrant inutilement les carrières libérales cette « *course aux dispenses* », suivant l'expression du rapport, a entraîné des transplantations d'individus d'une classe sociale dans une autre, où les chances de végéter sont plus nombreuses; la natalité doit donc en souffrir. Cependant, si nos lois militaires peuvent avoir ainsi un effet néfaste, comme par exemple encore autrefois, l'accord d'une dispense aux fils aînés de veuves obligeant par suite ces dernières à vivre en concubinage, nous devons reconnaître exceptionnellement que la législation de 1813, en exemptant de tout service les jeunes gens mariés, eut pour résultat d'augmenter les mariages, qui atteignirent le chiffre de 387.186 soit une proportion, jamais dépassée depuis 1801, de 2,64 nouveaux mariés par 100 habitants; aussi le taux de natalité en 1814 était de 3,39 et ne fut jamais égalé. N'est-ce pas une preuve qu'il n'est pas étonnant que d'autres dispositions en cette matière aient eu un résultat inverse?

En tous cas, il est une influence indéniable du militarisme: il a augmenté pour chaque habitant le poids des charges fiscales d'origine militaire. Or, nous verrons que l'augmentation des charges budgétaires déprime la natalité. Voici à diverses époques indiquées par le rapport précité (auxquelles nous ajoutons 1908), quelles étaient les dépenses militaires par tête d'habitants:

|           | 1860  | 1880  | 1900  | 1908  |
|-----------|-------|-------|-------|-------|
| France    | 12,34 | 25,28 | 25,18 | 28,00 |
| Allemagne | 4,77  | 10,96 | 18,08 | 15,57 |
| Autriche  | 7,81  | 7,13  | 8,30  | 8,03  |
| Italie    |       | 8,32  | 12,21 | 12,43 |



Ainsi le Français a toujours payé plus cher pour l'entretien de ses armées. M. Rey dans la séance du 18 mars 1903 faisait remarquer qu'il faudrait aux diverses époques indiquées, tenir compte de l'augmentation de la richesse générale et voir si la proportion a été augmentée, avant de parler de l'accroissement des charges militaires fiscales, « a priori, ajoutait-il, je crois que la différence que l'on trouverait serait sensiblement inférieure à celle qui figure dans le rapport ». Dans ces conditions, il faudrait encore, à l'inverse, tenir compte de l'accroissement des besoins.

En résumé, comme l'impôt du sang, sous sa forme pécuniaire ou effective, pèse plus lourdement sur les pères de familles, en proportion du nombre de leurs enfants, là encore nous ne trouvons aucun intérêt à posséder une descendance nombreuse. Nous pouvons donc conclure avec MM. Javal et Honnorat, que si « ce n'est pas l'accroissement de nos forces militaires qui est la cause directe de la dépopulation., cet accroissement de l'armée ayant correspondu à une décroissance de la population, a rendu les charges subies de ce chef par la population, infiniment plus lourdes et a tendu tout naturellement à la faire décroître plus rapidement encore. »

## CHAPITRE VII

### Causes juridiques (1)

#### § 1. — INFLUENCE DU DIVORCE ET DE LA SÉPARATION DE CORPS

On se demande parfois si le divorce n'influerait pas sur la natalité? A cette question, deux opinions opposées répondent: l'une, soutenant que le divorce est un obstacle à la natalité, l'autre au contraire qu'il lui est favorable.

La première manière de concevoir peut se résumer de la sorte: tandis que le mariage pour la vie entière fait que les unions sont contractées avec plus de circonspection, et les concessions entre époux deviennent plus aisées, par le divorce à l'inverse, sachant qu'en cas d'erreur ils pourront se libérer, les individus avant de se marier se choisissent moins sérieusement et, dans le cours de leur union, s'accommodent plus difficilement, n'y étant pas contraints par la nécessité. Dans ces conditions, pourquoi se char-

(1) Nous avons déjà parlé ou parlerons aux Remèdes des causes juridiques concernant le mariage.

ger d'enfants qui, en cas de rupture, seraient des impedi-  
menta pour contracter un nouveau mariage. Sans nous  
demander s'il se peut qu'un grand nombre prévoient d'aus-  
si loin, indiquons que M. Henry Joly (1) cherche à dé-  
montrer que les régions où les divorces sont les plus nom-  
breux, sont aussi celles où la natalité est minime. En 1905,  
« sur les 21 départements qui, disait-il, ont plus que la  
moyenne des divorces (2), il y en a 14 qui ont un excé-  
dent de décès sur les naissances... sur les 11 départements  
qui ont le moins de divorce, il y en a 9 qui ont un excé-  
dent de naissances sur les décès ». Et l'auteur fait la mê-  
me constatation pour la Belgique, où les provinces du Bra-  
bant, de Liège et du Hainaut ont moins de divorces et  
une natalité plus forte que les provinces de Limbourg et  
de la Flandre occidentale. Il en est encore de même des  
divers cantons suisses.

Quelques partisans de cette première théorie, par es-  
prit d'humanité, reconnaissent toutefois la nécessité im-  
périeuse de cette institution, le mariage ne pouvant être  
un bagne perpétuel pour certains. D'autres ne se conten-  
teraient pas qu'on en rendît l'application plus difficile,  
mais voudraient revenir à la législation du 8 mai 1816 qui  
l'abolit complètement.

Pour la seconde opinion, plus admissible à notre avis,  
on ne peut guère prouver que les divorces soient favora-

(1) Réforme sociale 1<sup>er</sup> et 16 août 1908.

(2) Cette moyenne, pour la France, était de 33,5 pour 1.000  
mariages.

bles à la natalité; leur nombre est par trop restreint, bien qu'il ne cesse d'augmenter (1) :

|                 |        |
|-----------------|--------|
| 1886 .....      | 4.005  |
| 1896-1905 ..... | 8.105  |
| 1906 .....      | 10.573 |
| 1907 .....      | 10.938 |
| 1908 .....      | 11.515 |

Mais, comparativement à la population, la proportion par 10.000 habitants est vraiment minime :

|                 |      |
|-----------------|------|
| 1886 .....      | 1,05 |
| 1896-1905 ..... | 2,08 |
| 1906 .....      | 5,38 |
| 1907 .....      | 5,57 |
| 1908 .....      | 5,87 |

Sans doute, le nombre des divorces et la natalité sont des éléments comparables. Mais ce n'est pas avec des données aussi peu importantes que l'on doit juger exactement. On ne peut davantage trouver dans les faits, dans les chiffres, une preuve de l'influence mauvaise du divorce sur le nombre des naissances. D'ailleurs, nous ne voyons pas dans les statistiques que les départements où les divorces sont nombreux soient toujours ceux où la natalité est la moins forte; il arrive même que le contraire se produise. Ainsi, sur la liste des départements, prenons les dix premiers, voici ce que nous trouvons pour 1908 (2) :

(1) *Journal Officiel*, 3 juin 1909.

(2) D'après les chiffres du *Journal Officiel*, du 3 juin 1909.

|                        | Proportion des divorces<br>par 10.000 habitants. | Proportion des nais-<br>sances vivantes par<br>10.000 habitants. |
|------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|
| Aisne ... ..           | 16,9                                             | 214                                                              |
| Ardenes ... ..         | 4,28                                             | 200                                                              |
| Aube ... ..            | 3,98                                             | 177                                                              |
| Alpes-Maritimes ... .. | 2,72                                             | 225                                                              |
| Ain ... ..             | 2,08                                             | 183                                                              |
| Allier ... ..          | 2,08                                             | 162                                                              |
| Basses-Alpes ... ..    | 1,85                                             | 188                                                              |
| Ariège ... ..          | 1,65                                             | 172                                                              |
| Ardèche ... ..         | 1,00                                             | 207                                                              |
| Hautes-Alpes ... ..    | 0,74                                             | 222                                                              |

En outre, le divorce existe dans 18 pays dont quelques-uns même l'ont rendu plus facile qu'en France: en Danemark, au Japon, en Norvège et en Prusse existe déjà le divorce par consentement mutuel, et cependant le nombre des naissances est élevé dans ces pays. Pourquoi alors parler de relation de cause à effet entre les divorces et l'abaissement de notre natalité? Sans vouloir soutenir que ce fléchissement provient des entraves au divorce que la loi a créées, ne peut-on admettre toutefois comme probable que ces entraves, ce manque de facilités, constituent un obstacle minime à la multiplication de quelques familles, obligeant des époux ennemis à s'abstenir de fonder un second foyer et de procréer à nouveau. La natalité pourrait donc peut-être gagner au développement des facilités apportées au divorce.

C'est pourquoi, à notre point de vue, le divorce nous paraît meilleur que la séparation de corps, qui condamne au célibat, sinon au concubinage, des êtres auxquels la fa-

mille n'est plus légalement possible. Nous devons donc applaudir à l'œuvre commencée par la loi du 27 février 1908 décidant que le divorce est de droit à la demande d'un seul des époux, après un délai de 3 ans de séparation, et souhaiter que la législation apporte encore des atténuations. En définitive, il est probable que les textes juridiques concernant le divorce et la séparation de corps n'agissent pas beaucoup sur la natalité, c'est-à-dire sur l'intérêt des individus à ne pas se marier ou ne pas procréer.

## § 2. — INFLUENCE DE LA CONDITION DES ENFANTS ILLÉGITIMES

Le projet des travaux de la Sous-Commission de la natalité comportait la rubrique suivante: « Condition des enfants illégitimes ». Quand M. le professeur Lyon-Caen accepta de faire un rapport sur les « Causes de la dépopulation se rattachant à la législation civile », il déclara dans la séance du 5 mars 1902 qu'il ne voyait pas, a priori, quelle pouvait être l'influence sur la natalité de la condition des enfants illégitimes; et son opinion n'a d'ailleurs probablement pas changé, puisque le rapport ne contient aucune indication sur cette question.

Tout ce que l'on peut dire, en effet, c'est que le pays ayant besoin d'un plus grand nombre de naissances, ne doit pas apporter d'obstacle à la procréation d'où qu'elle vienne, qu'elle soit naturelle ou légitime; mais la condition des enfants illégitimes ne doit probablement pas empêcher la natalité d'être abondante; ce n'est vraisemblablement pas une cause d'abaissement du taux des nais-



sances, seulement il y a quelque anomalie à faire, à bien des points de vue, une situation à part aux enfants illégitimes. Le législateur est d'ailleurs déjà entré dans cette voie, mais cette question n'a qu'un rapport bien éloigné avec la natalité. Peut-être quelques individus, que diverses circonstances empêchent de se marier, n'auraient pas d'enfants pour ne pas leur donner une situation moins avantageuse que s'ils avaient été des enfants légitimes. On peut cependant en douter.

### § 3. — INFLUENCE DU RÉGIME DES SUCCESSIONS

Notre régime successoral n'est-il pas une des causes du manque d'intérêt à fonder des familles nombreuses et partant de l'abaissement de la natalité en France?

La dévolution des successions peut se faire suivant trois systèmes différents: la liberté testamentaire, système d'après lequel le propriétaire donne son bien à qui il veut, comme il l'entend; la conservation forcée, qui consiste, au contraire, en ce que la loi réserve l'héritage à tel des enfants; enfin, le système du partage forcé avec lequel le patrimoine, en tout ou partie, se répartit obligatoirement par parts égales entre tous les enfants. C'est ce dernier mode qui est en usage en France, en tant que principe.

Il y a déjà longtemps qu'on l'incrimine. Sans remonter trop loin, d'après Le Play (1), il existe trois types de famille: famille patriarcale avec propriété collective; famille instable avec partage forcé du patrimoine entre

(1) Le Play, Guillaumin, page 36.

tous les enfants, et famille souche dans laquelle le père choisit son successeur, quitte à dédommager les autres enfants. Or, le second type en usage en France, détruirait la famille à la longue, la morcelant en plusieurs tronçons qui ne se reconstitueraient que pour être mutilés à leur tour à la mort du chef de famille.

Nous devons, toutefois, remarquer que cet effet de la loi successorale existe plus particulièrement pour les populations rurales; l'habitant des villes, ouvrier ou bourgeois, n'a pas les mêmes appréhensions, parce qu'il n'a pas de biens ou qu'ils sont principalement mobiliers. Cependant il faut mettre à part l'industriel et le commerçant, sauf quand son industrie ou son commerce sont constitués en société financière, auquel cas la mort du directeur ne détruit pas, ne morcelle pas l'affaire, les titres, les actions, étant simplement attribués à d'autres. Nous parlerons donc, pour la commodité, à peu près uniquement des ruraux.

Aux termes du Code Civil (1), dans les successions dévolues par les pères et mères à leurs descendants, doit être appliqué le principe du système forcé et égal: quand le père n'a fait aucune attribution préciputaire à l'un de ses enfants, ils succèdent par portions mathématiquement égales, sans distinction de sexe ni de primogéniture. Cette règle avait été édictée par la Convention nationale le 17 mars 1793; mais il faut remarquer que, sous l'Ancien Régime, le mode de dévolution était plus rigoureux, très souvent, — car les coutumes étaient nombreuses, — puisque,

(1) Article 745.

à part les propriétés nobles pour lesquelles existait le droit d'ainesse, c'est-à-dire le système de conservation forcée en faveur de l'ainé mâle, pour la majorité des propriétés, pour les propriétés roturières, fonctionnait le principe de l'égalité, souvent parfaite; ainsi en Touraine, Anjou et Maine, où l'on ne connaissait aucunement la quotité disponible (1). D'ailleurs, même en ce qui concernait les biens nobles, l'ainé ne recevait pas la totalité de l'héritage, mais uniquement la maison d'habitation et une part avantageuse des autres biens (2). Sous l'empire du Code, nous voyons une atténuation au principe ancien de certaines coutumes, pour les successions testamentaires tout au moins, l'article 913 décide, en effet, que le père peut disposer d'une partie de sa fortune à son gré: c'est la quotité disponible, qui est de moitié quand il n'y a qu'un enfant; d'un tiers quand il y en a deux; d'un quart seulement s'il y en a trois ou un plus grand nombre. Tel est donc le Code. On lui reproche d'avoir morcellé la propriété et par suite nui à la natalité. Nous verrons si tel est bien l'effet forcé du morcellement.

Qu'il y ait eu morcellement, le fait n'est pas douteux, la petite propriété a augmenté (3). En comparant les en-

(1) Réforme Sociale, 16 décembre 1908, article de M. Thaller et rapport précité.

(2) Ambroise Colin. Extrait de la Grande Revue, 1903, page 11.

(3) En matière commerciale on constate d'une part un mouvement de concentration des grandes entreprises, d'autre part la multiplication des petits commerces (M. Cauwès à son cours 1907-1908). Quant à l'industrie, nous verrons que les petits établissements ont diminué, mais que la concentration ici est plutôt une cause de relèvement de la natalité.

quêtes agricoles de 1862 et 1892, bien qu'elles n'aient pas été aussi complètes l'une que l'autre, nous avons une indication de la tendance qui s'est manifestée :

Proportion pour 100 des exploitations agricoles suivant leur superficie :

|                                   | 1862  | 1892  | Différence |
|-----------------------------------|-------|-------|------------|
| Propriétés de moins de 5 hectares | 56,5  | 71    | + 14,5     |
| — de 5 à 10 hectares ... ..       | 19,0  | 14    | — 5        |
| — de 10 à 20 hectares ... ..      | 11,0  | 7,5   | — 3,5      |
| — de 20 à 30 hectares ... ..      | 5,5   | 3,5   | — 2,0      |
| — de 30 à 40 hectares ... ..      | 3,0   | 1,5   | — 1,5      |
| — de plus de 40 hectares ....     | 5,0   | 2,5   | — 2,5      |
|                                   | 100,0 | 100,0 |            |

Les toutes petites propriétés ont donc augmenté de 14,5 pour 100. En outre, si la moyenne a diminué, la très grande s'est maintenue (1). Aussi le docteur Alexandre de Brandt (2), chargé de faire « une étude sur l'influence des divers modes de succession sur la propriété, pour servir à l'adoption de l'un ou l'autre dans le code civil allemand », et compléter celle entreprise en Allemagne dès 1894, s'exprimait ainsi : le partage conçu « contre les grandes familles a finalement nui aux moyennes et aux petites. »

(1) Bourguin, Systèmes socialistes, à Concentration en matière agricole.

(2) Droits et coutumes des populations de la France, Paris 1901. Traduction Eugène Régner.

Quelle est donc l'influence du morcellement sur la natalité? Remarquons tout d'abord qu'autrefois le morcellement existait déjà et qu'on ne lui reprochait pas, comme aujourd'hui, un effet néfaste. Même Mirabeau et Pétion estimaient que le partage des propriétés devait être une cause d'accroissement de la population parce que l'homme travaille mieux, multiplie la production quand ses efforts sont portés sur sa terre à lui et non sur celle d'autrui. Cependant Bertillon père (1) indiquait déjà que le taux de natalité en 1862 diminuait en proportion du nombre des propriétaires:

| Départements suivant le nombre<br>des propriétaires :                 | Naissances<br>par 1.000 habitants : |
|-----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| 30 département comptant le plus<br>de propriétaires... ..             | 24,8                                |
| 31 départements comptant un nom-<br>bre moyen de propriétaires ... .. | 25,7                                |
| 21 départements comptant le moins<br>de propriétaires... ..           | 28                                  |

De même si, avec M. March (2), nous comparons dans les départements nettement (3) ou plutôt agricoles le taux de natalité aux deux périodes 1831-1840 et 1891-1900, nous

(1) Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales, 2<sup>e</sup> série, tome XI, page 485, article natalité.

(2) Rapport March.

(3) Plus de 59 pour cent des hommes étant occupés dans l'agriculture.

voyons que plus il y a de petites exploitations, plus le nombre des naissances a diminué :

| Proportion par 100<br>des petites exploitations : | Nombre<br>des départements | Baisse de la natalité<br>par 1.000 habitants |
|---------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------------------------|
| 89,0                                              | 10                         | plus de 10                                   |
| 88,9                                              | 7                          | plus de 20                                   |
| 84,6                                              | 3                          | 5 à 10                                       |
| 83,2                                              | 23                         | 5 à 10                                       |
| 81,9                                              | 3                          | moins de 5                                   |
| 79,5                                              | 9                          | moins de 5                                   |

Il existe donc, comme l'admit la Sous-Commission, une relation entre le morcellement agricole et l'abaissement de la natalité. Or, on reproche au code d'augmenter le morcellement par ses dispositions successorales.

En effet, le père de famille doit légalement, donner à ses enfants une part égale de ses biens, car s'il peut disposer de quelques-uns, cette faculté est d'autant plus faible, que le nombre de ses enfants est plus élevé. Or, le paysan arrondit son lopin de terre au prix d'une vie de travail, il s'y attache, et ne veut penser qu'à sa mort son bien sera désagrégé et ses efforts vains; par suite, le meilleur n'est-il pas de n'avoir qu'un enfant, puisque ce dont il peut disposer est insuffisant pour permettre à un seul de garder le patrimoine en dédommageant ses frères et sœurs. Dès lors il n'est pas pour lui de situation intermédiaire: ou n'avoir qu'un enfant ou laisser partager son domaine. C'est donc à partir du deuxième enfant que la loi successorale nuit à la natalité, enlevant au père tout intérêt à avoir plus d'un successeur.



D'autres dispositions qui entraînent encore comme conséquence fréquente le morcellement de la propriété sont celles relatives au partage. Conformément à l'article 826, d'abord, chacun peut demander sa part *en nature* des biens de la succession, d'où le plus souvent vente par licitation, car les immeubles ne pourront pas se partager commodément (1), par exemple si la succession comporte un immeuble rural et un immeuble urbain. En outre, aux termes de l'article 832 quand le partage est judiciaire, et il l'est notamment si un mineur se trouve parmi les héritiers (2), il faut autant que possible que les lots soient composés de la « même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature ou valeur », et les lots sont tirés au sort (3). Ainsi on ne tient aucun compte des aptitudes des héritiers: l'éleveur et le viticulteur auront chacun moitié du vignoble et moitié du troupeau. La même anomalie peut se produire aussi pour beaucoup d'exploitations industrielles ou commerciales. Cependant l'article 832 débute en recommandant d'« éviter autant que possible de morceler les héritages et de diviser les exploitations ». On sait au surplus que la jurisprudence refuse au père le droit de faire accepter de son vivant, à ses enfants, un partage passant outre à la règle du partage par lots de même nature; à la mort du chef de famille chaque héritier pourrait invoquer la nullité d'un semblable accord.

(1) Article 827, code civil.

(2) Article 838.

(3) Article 834.

En dernier lieu, si le partage n'a pas lieu, les héritiers vont rester dans l'indivision. Or, là aussi il est des règles défectueuses au point de vue qui nous occupe : la mauvaise volonté d'un seul peut entraîner le partage au moment le plus défavorable ; le père ne peut décider que ses enfants resteront dans l'indivision pendant plus de 5 années, ce qui serait un moyen d'éviter le morcellement de son bien, la convention d'indivision ne peut être faite, en effet, que pour une durée renouvelable de 5 années. Il pourrait songer alors à doter tous ses enfants, sauf un, auquel il laisserait sa terre, et décider que les premiers ne pourront pas concourir à sa succession. Mais ce serait là un pacte sur succession future, interdit par les articles 791 et 1130.

En résumé, plus le père a d'enfants, d'une part, moins grande est sa liberté de disposer de son bien comme bon lui semble, d'autre part, moins il peut éviter que son bien soit fractionné après lui. Si son domaine passe à ses enfants, chacun en recevant une parcelle, certains instruments, les machines agricoles indispensables dans une exploitation importante, deviennent inutiles et coûteux d'entretien pour plusieurs petites propriétés, surchargées qu'elles seront déjà par les frais généraux. Aussi, le plus généralement, aucun des héritiers ne pouvant acheter le tout, on vend à des étrangers. C'est la dislocation des entreprises, la désagrégation de la famille et sa dispersion vers les villes.

Ainsi, l'amour du cultivateur pour sa glèbe, l'insécurité du lendemain, après sa mort, pour ses enfants, et d'une façon plus générale, la crainte de laisser après soi défaire

un tout que des années ont solidifié lentement, telle serait la cause qui, supprimant tout intérêt pour le père à créer une nombreuse famille, restreindrait la natalité parmi nos populations agraires et aussi industrielles ou commerciales.

Il s'en faut, il est vrai, qu'on le puisse définitivement prouver. Que ce soit l'effet produit en une certaine mesure dans le monde industriel ou commercial, c'est affaire surtout d'impression ou d'observation personnelle forcément limitée. Mais pour l'agriculteur on en donne des exemples. Déjà, en 1866, une enquête agricole signalait un parallélisme entre le morcellement de la terre par l'effet du code et l'abaissement de la natalité. On dit qu'il en serait encore ainsi dans la Haute-Garonne, Lot, Lot-et-Garonne et Tarn, qui connaissaient autrefois la transmission intégrale à un seul héritier. Diverses monographies, dont quelques-unes ont été citées par M. March en son rapport, font pareille constatation. On cite aussi l'exemple de Fouesnant, en Bretagne et surtout de Fort Mardych, petit village près de Dunkerque, où la natalité est très élevée, 43 pour 1.000 (1) et le Code civil « à peu près inconnu » quant à ses dispositions successorales, par suite d'une sorte de propriété collective, inaliénable, indivisible et inextensible, établie du temps de Colbert.

Mais en Belgique, c'est notre Code qui est en vigueur, et le taux de natalité y est encore de 27,7 par 1.000 habitants en 1901-1905. De même en Hollande où la natalité est

(1) Bertillon, Revue Politique et Parlementaire, juillet 1909.

à 30,9; en Roumanie 39,4; (1) et aussi la natalité est élevée dans la Pologne russe où le texte français ne comporte pas de traduction officielle (2). En outre, le déclin de la natalité en France date du XVIII<sup>e</sup> siècle au moins, la faute n'en était donc pas imputable au code inexistant avant 1804. Au surplus, M. Van der Smissen aurait noté que la moyenne des enfants par famille est, dans les neuf départements français contenant le plus de petites propriétés rurales, supérieure à celle des autres régions. Enfin, à part le Canada, les pays de liberté testamentaire, c'est-à-dire l'Angleterre et les Etats-Unis en partie, voient leur natalité décroître sensiblement. Il ne faut donc pas exagérer la relation de cause à effet entre l'abaissement de notre natalité et le régime successoral, relation très probable cependant dans une certaine mesure.

(1) A la même époque.

(2) Bertillon, *Revue Politique et Parlementaire* citée.

## CHAPITRE VIII

### Causes fiscales

« Que les familles nombreuses soient surtaxées, qu'elles paient plus d'impôts qu'elles n'en devraient normalement payer à l'Etat, au département, à la commune..., je crois que personne n'oserait sérieusement le nier ». Ainsi s'exprimait M. de Foville dans son rapport sur la question fiscale, à la Sous-Commission de la natalité. Voilà donc encore, si l'opinion est confirmée, un intérêt de plus à ne pas avoir d'enfants. A lui seul, évidemment, il n'aurait pas pour effet de restreindre la natalité, mais c'est un élément nuisible de plus.

Notre système budgétaire a, effectivement, pour base le principe de l'égalité des citoyens devant l'impôt; ainsi pour les impôts directs, ou du moins pour la plupart, deux individus, l'un célibataire, l'autre père de famille, vont être taxés pareillement s'ils ont un loyer de même valeur, parce qu'ils sont censés avoir un revenu à peu près égal. Mais ce principe juste en apparence aboutit ici à des inégalités de fait choquantes: le célibataire a forcément moins de char-

ges que le père de famille. Comme le faisait remarquer M. le député Messimy dans son projet de loi du 6 novembre 1905 sur les droits de mutation, une famille de 3 personnes doit économiser facilement plus qu'une famille composée de 7 personnes ayant un revenu égal (1). « Au père de famille, ajoutait M. de Foville, forcément il faut 2 fois, 3 fois, 4 fois l'espace dont peut se contenter à revenu égal un célibataire ». Par suite, un loyer plus élevé n'indique pas pour le père de famille un revenu supérieur à celui d'un célibataire dont le loyer est inférieur.

On peut ajouter que dans quelques villes, les locataires au-dessous d'un certain prix sont dispensés de la contribution mobilière, mais les familles nombreuses en profitent-elles? Ainsi à Paris les loyers inférieurs à 500 fr. sont dégrevés de cette imposition. Or, on conçoit que de tels logements, forcément petits, peuvent convenir à celui qui est seul ou à peu près, et sont insuffisants pour le père de famille, même en entassant ses enfants à plusieurs par chambre, au détriment de la morale et de l'hygiène. En réalité peu de familles nombreuses bénéficient de ce droit; M. Bertillon est d'avis qu'il « profite presque exclusivement à des ménages de 3 personnes au plus » (2).

Nous devons donc conclure que la même taxe frappe le père de famille et le célibataire jouissant d'un revenu égal, en ce qui concerne les impôts directs calculés sur la

(1) Alliance nationale, 15 janvier 1906, Droits de succession inversement proportionnels au nombre des enfants.

(2) Alliance nationale, 15 avril 1905, L'impôt direct à Paris et les familles nombreuses.



valeur locative, c'est-à-dire la contribution mobilière, l'impôt des portes et fenêtres, la contribution immobilière et la patente. L'impôt direct d'abord, pèse donc plus lourdement sur les familles nombreuses.

Quant aux impôts indirects, c'est le même résultat qui est atteint. Il est incontestable, en effet, que les impôts de consommation sont en proportion du nombre des membres dont se compose la famille. Or, ces impôts portent principalement sur les choses de toute première nécessité, pain, viande, boissons, sucre, sel, pétrole, gaz, etc. Il en est pareillement des nombreux droits d'octroi, qui frappent certaines matières à leur entrée dans les villes, il est vrai que beaucoup de villes les ont remplacés, en tout ou en partie par une taxe municipale basée sur la valeur locative. De même les droits de douane, dont nous aurons à reparler qui, au dire de M. de Foville, augmentent la vie de 15 à 20 p. cent à Paris par comparaison à Londres. M. Savarit (1) estime même plus fortement cette augmentation : « L'accumulation, disait-il, de nos douanes énormes, de nos impôts de consommation et de tous les impôts qui frappent l'habitation et le commerce, élève d'au moins 33 pour 100, sinon plus le prix des objets de consommation. Or, le chef d'une famille nombreuse, qui dépense 2000 francs par an, paie ainsi 660 fr. d'impôts tandis que la famille sans enfant ou avec un enfant, qui dépense seulement 800 fr. ne paie que 264 fr. d'impôts similaires. C'est donc 400 francs que l'Etat doit en équité à la famille nombreuse.

(1) Revue Hebdomadaire, article cité.

Et 400 francs dans les campagnes et les petites villes c'est le prix de la vie d'au moins trois enfants ». Citons encore M. Beaurin-Gressier de la Société de Statistique, qui démontra dans un ouvrage qu'avec 20.000 fr. de revenu et 5 enfants il avait payé à la fin de l'année 5.000 francs d'impôts. On comprend dès lors l'exactitude de la motion votée par la sous-Commission: « *En France, à l'heure actuelle les pères de famille sont injustement surtaxés* ».

Ne peut-on objecter toutefois qu'il en était de même dans le passé? Certainement, les pères de famille ont toujours payé plus en proportion que les célibataires; mais, le fait est tellement certain qu'il est inutile de donner des chiffres pour le montrer, l'impôt dans son ensemble était moins écrasant qu'actuellement, puisque nous sommes dans le cinquième milliard, et comme disait un homme d'Etat « nous ne le reverrons plus », parce qu'il sera dépassé avec le temps. Nous dirons aussi, par la suite, que le Français est, de tout les peuples, à peu près sans exception, celui qui par tête d'habitants paie le plus d'impôts. Dans le rapport de M. Neymarck nous lisons que de 1869 à 1905, le produit des contributions directes a augmenté de 50,7 pour 100 et celui des contribution indirectes de 128,2 pour 100. Les droits de douane ont été relevés en 1892, 1903 et actuellement le Parlement vient d'accepter un projet qui, dans son ensemble, est une nouvelle aggravation. Les tarifs progressifs sur les successions se sont accrus, dernièrement encore le projet de budget les élevait. Il faudrait encore citer les droits sur les valeurs à lots, les dépenses militaires, ainsi que nous l'avons précédemment indiqué.

Mais l'ensemble suffit à démontrer l'exagération continue des charges fiscales.

Quant à la dette, c'est encore nous qui possédons le plus fort quantum par tête d'habitant. Voici, en effet, dans les divers pays quelle était dernièrement cette proportion (1) :

|                        |     |
|------------------------|-----|
| Luxembourg .....       | 45  |
| Etats-Unis .....       | 45  |
| Danemark .....         | 53  |
| Allemagne .....        | 84  |
| Autriche-Hongrie ..... | 124 |
| Japon .....            | 126 |
| Portugal .....         | 139 |
| Suisse .....           | 148 |
| Serbie .....           | 163 |
| Suède .....            | 174 |
| Russie .....           | 183 |
| Norvège .....          | 211 |
| Roumanie .....         | 240 |
| Grèce .....            | 330 |
| Italie .....           | 380 |
| Pays-Bas .....         | 416 |
| Grande-Bretagne .....  | 439 |
| Belgique .....         | 455 |
| Espagne .....          | 483 |
| France .....           | 778 |

Il faut admettre probablement que dans tous les pays

(1) Semaine financière, 21 mars 1908.

l'accroissement des impôts s'est manifesté, mais même en supposant qu'il ait été proportionnellement aussi élevé qu'en France, il n'y aurait là rien que de naturel, comme l'estime M. de Foville : « là où la population va grandissant d'une manière rapide et continue, il est naturel que les budgets se développent aussi ». Au contraire, en France, la population est en voie de diminuer, et cependant les charges montent toujours, par conséquent pèsent plus lourdement sur chacun, particulièrement sur les familles nombreuses, s'ajoutant ainsi aux autres causes d'abaissement de la natalité.

Quelques-uns, toutefois, ne veulent pas reconnaître de relation de cause à effet entre l'augmentation de l'impôt et la diminution des naissances. On dit notamment que les taxes indirectes sur le sel et le sucre étaient plus élevées sous Louis-Philippe et le II<sup>e</sup> Empire. Mais c'est oublier que l'ensemble seul importe ici. Sans parler d'Arsène Dumont, M. Victor Turquan partage aussi cette opinion que l'impôt n'influe pas sur la natalité, voici effectivement comment il s'exprimait (1) : L'impôt tue la natalité, dit-on, comme si l'on ne payait pas autant et même peut-être plus d'impôts en Bretagne, dans les Alpes, dans la Lozère, dans le Nord et dans le Pas-de-Calais, régions si renommées pour leur natalité considérable, que dans les vallées de la Bourgogne, de la Champagne, de la Gascogne, de la Normandie et de l'Anjou, signalées pour leur faible prolificité ; comme si le régime des impôts n'était pas le même à Belleville, quartier

(1) Contribution à l'Etude de la Population et de la Dépopulation.

prolifère, qu'à Passy quartier stérile ». Mais d'abord, nous n'entendons pas dire que « l'impôt tue la natalité », il aggrave seulement la blessure. Pour nous, cette argumentation n'aboutit qu'à démontrer une idée reconnue, à savoir qu'en la matière qui nous occupe interviennent des causes multiples et diverses qui se neutralisent plus ou moins suivant les régions. Il ne faudrait pas dire non plus que l'augmentation de l'impôt s'est combiné avec un accroissement de la richesse pendant le dernier siècle, car il ne faut pas oublier que le revenu du capital a diminué, donc la puissance d'achat de l'argent est moins grande; d'autre part, comme les besoins primordiaux ou jugés tels se sont accrus dans toutes les classes, le poids des charges fiscales doit nuire dans une certaine mesure à la natalité, comme leur répartition défectueuse nuit aux pères de familles, donnant une raison de plus pour s'abstenir de procréer. Dans l'impossibilité de dégrever d'impôts tous les contribuables, nous devons ainsi conclure avec la Commission que les pères de famille injustement surtaxés *« ont droit de ce chef à des dégrèvements ou à des compensations »*.

## CHAPITRE IX

### Causes d'ordre économique

#### § 1. — INFLUENCE DES MOUVEMENTS MIGRATOIRES

En nous plaçant au point de vue national, nous entendons sous la dénomination de mouvements migratoires, d'une part, les migrations extérieures, c'est-à-dire l'immigration des étrangers en France et l'émigration des Français aux colonies ou à l'étranger, et, d'autre part, les migrations intérieures, de département à département, de la campagne à la ville.

##### *1. Migrations extérieures.*

*L'immigration étrangère en notre pays* est, nous le verrons, importante par le nombre qu'il contient de représentants d'autres races que la nôtre; mais au point de vue natalité, cette constatation ne nous intéresse que faiblement :



les étrangers transplantés prennent, en effet, assez rapidement nos habitudes, nos mœurs, et, par suite, probablement restreignent comme nous le nombre de leurs descendants, quand bien même leur pays d'origine est prolifique. C'est là une influence présumable du milieu et de la mode notamment. D'ailleurs, l'exemple des Etats-Unis peut servir de justification à cette hypothèse : « Les enfants des émigrants, écrit M. Félix Regnault (1), sont complètement américanisés; ils deviennent peu prolifiques. Les statistiques englobent sous la dénomination d' « American born » tous les individus nés dans le pays quels que soient leurs ascendants. Or, ils n'ont plus que 2,1 enfants par mariage... La fécondité des immigrants n'est que transitoire; elle s'affaiblit chez leurs descendants. Ceux-ci s'américanisent, comme on fait les enfants des immigrants au XIX<sup>e</sup> siècle, comme feront les enfants des futurs immigrants; tous sont soumis aux mêmes influences, au même milieu. Adopter la langue, les vêtements, la nourriture, l'habitation, les méthodes de travail, la culture intellectuelle, morale, politique et esthétique des Américains, c'est en même temps adopter leur nuptialité et leur fécondité. Il n'en serait autrement que si les immigrants formaient une plèbe réfractaire et irréconciliable, ce qui n'est pas ». Pourquoi n'en serait-il pas de même des étrangers en France? Nous ne voyons pas de raison, au contraire, pour que l'influence du milieu ne se fasse pas ressentir ici pareillement.

*Quant à l'émigration de nos compatriotes à l'étranger ou dans nos possessions coloniales, elle n'a lieu que d'une fa-*

(1) Documents du Progrès, Septembre 1909, article cité.

gon très restreinte et ne peut donc guère influencer la fécondité.

« En France on n'émigre que dans les bureaux », disait un ministre d'un gouvernement passé. Le fait est peut-être regrettable, puisqu'il est assez généralement admis aujourd'hui, que l'esprit de colonisation chez un peuple est un stimulant en faveur de la natalité : les enfants ayant tendance à quitter le foyer et la métropole, les parents, pour en garder quelques-uns, sont dans la nécessité d'en avoir plusieurs, ou de combler les vides occasionnés par les départs. Quoiqu'il en soit, en France l'esprit d'aventures au loin est à peu près inconnu, dès lors son influence est presque nulle. Il nous semble en définitive plus juste d'admettre, que l'absence de colonisation résulte de l'insuffisance de la natalité, plutôt que de la faiblesse de celle-ci découle de celle-là. C'est pourquoi la sous-Commission avait écarté de ses travaux cette question, comme touchant de trop loin à l'abaissement du nombre des naissances.

## *II. Migrations intérieures*

Nous devons nous attarder plus longtemps à considérer les migrations intérieures dans leurs rapports avec la natalité et voir si la désertion des campagnes, effet d'un changement d'intérêt individuel, est une cause de l'abaissement du nombre absolu et relatif des naissances. Comme les divers recensements, nous entendrons par agglomérations rurales celles comptant moins de 2.000 habitants.

Tout d'abord considérons en bloc le nombre des habitants

d'un département qui n'en sont pas originaires. Le recensement de 1901 indique que sur 100 individus, il en est 7,7 de plus qu'en 1861 qui sont nés au-dehors. A cette dernière époque on comptait, en effet, 11, 8 o/o et 19,5 pour 100 en 1901 d'habitants originaires d'un département autre que celui qu'ils habitaient. Tel est le résultat d'ensemble, la situation étant évidemment plus ou moins exagérée, suivant que l'on considère isolément telle ou telle région. Ainsi, dans le département de la Seine cette proportion s'élève jusqu'à 57,4 o/o en 1901, puisque 1.759.513 habitants de la Seine sur 3.328.752 étaient nés dans le reste de la France; 1906 accuse encore une augmentation et d'ailleurs cette proportion a toujours été forte, car déjà en 1861, elle était de 57 pour 100. Si l'on considère avec M. Drouineau la façon dont sont répartis les habitants de chaque département, on est obligé d'admettre en définitive, que tous, sauf les Landes, renferment des originaires d'autres parties de la France.

Mais on ne peut incriminer d'une façon générale ces passages de région à région. On ne peut souhaiter évidemment que la nation soit divisée en petites patries sans liens entr'elles, sans communications et échanges des unes aux autres. Ce mélange des populations permet, au contraire, l'existence d'un sentiment national et crée un courant d'idées, une solidarité effective. Le mal, si mal il y a, viendrait donc uniquement de ce que les campagnes se déversent sur les villes trop abondamment, entraînant ainsi le dépeuplement des départements agricoles ou tout au moins une augmentation insuffisante de leur population, peut-être sans

grand profit pour les villes qui accueillent les habitants des campagnes.

Le phénomène, en tous cas, n'est pas le privilège de notre civilisation et de notre pays. Sans remonter aux lois agraires édictées du temps des Gracques pour lutter contre une forme de l'émigration des campagnes, dont on se plaindra en France aux approches de la Révolution, au 18<sup>e</sup> siècle, le Parlement essayait déjà d'enrayer la désertion de la terre en interdisant aux industriels de prendre comme ouvriers des paysans, sans risquer de voir leurs fabriques démolies et rasées. Les Cahiers Généraux aussi déploraient ce mal, par conséquent ancien.

Cependant on s'est occupé plus spécialement de cette question depuis quelques temps. Autrefois, tous les 10 ans, le ministère de l'Agriculture faisait dresser une statistique sur la richesse agricole et les mouvements de la population rurale. Or, celle de 1892, la dernière, ayant démontré qu'en 25 ou 30 années les journaliers-propriétaires de 1.134.000 étaient passés à 589.000 par suite de la désertion des champs, l'attention fut attirée particulièrement sur ce problème (1).

A la Commission, le rapport de M. Drouineau indiqua que l'émigration rurale était de 76 par 1.000 habitants en 1886-1891, 75 en 1891-1896 et 80 en 1896-1901. En outre, l'immigration urbaine, aux mêmes époques, était de 64, 64 et 74 pour 1.000. Ainsi, les campagnes se vident dans les villes. Cette constatation pourrait être sans importance si la natalité n'était pas insuffisante. Actuellement, en effet,

(1) Rapport Drouineau, sur la Désertion des campagnes.

les naissances ne pouvant compenser les départs des ruraux allant dans les villes, nous sommes obligés de constater une diminution de la population agricole, diminution dont il est plusieurs preuves que nous trouvons encore dans le rapport précité.

En premier lieu, les variations du nombre des petites communes: en 1896 on en comptait 14.445 de moins de 400 habitants, en 1901, ces communes rurales étaient en augmentation de 542 unités, soit un total de 14.987; en 1906 l'augmentation était de 373, soit 15.360 communes. En dix années leur nombre s'était donc accru de 915 unités. Or, de 1896 à 1906, on ne créa que 51 communes nouvelles. Cette différence ne peut ainsi résulter que de la diminution de la population rurale. A l'inverse, et pour la même cause, le nombre des communes de 400 à 2.500 habitants diminua aux mêmes époques, de 952 unités, passant de 19.830 en 1896, à 19.230 en 1901, et 18.878, en 1906.

Au contraire, le nombre des immigrés dans les grandes villes s'accroît considérablement. A Paris, par exemple, en 1833 on a calculé (1), que, sur 895.000 habitants, 453.000 étaient originaires des départements, c'est-à-dire 54,1 0/0, et nous avons vu quelle était cette proportion à des époques ultérieures. On comprend dès lors comment la natalité diminuant, les villes augmentent néanmoins leur population au détriment des campagnes. Effectivement en 1800, 3 villes seulement en France comptaient 100.000 habitants ou plus, tandis qu'actuellement 15 villes contiennent 5 millions et demi d'habitants (2).

(1) Résultats statistiques du dénombrement de 1891 pour Paris et la Seine.

(2) Réforme sociale, 16 novembre 1909.

Aussi, et c'est une preuve encore de la dépopulation des campagnes, la répartition de la population en urbaine et en rurale est tout au désavantage de cette dernière, comme le montre le tableau ci-dessous :

|                          | 1846       | 1901       | Différence |
|--------------------------|------------|------------|------------|
| population urbaine ..... | 8.646.743  | 15.957.190 | 7.300.447  |
| — rurale .....           | 26.753.743 | 23.004.755 | 3.748.988  |
| — totale .....           | 35.400.486 | 38.961.945 | 3.561.461  |

De 1846 à 1901 la population totale s'est donc accrue de 3.561.461 individus, uniquement du fait des villes, puisque les campagnes ont perdu 3.748.988 unités.

Voilà pour les chiffres absolus. Quant aux chiffres relatifs, la proportion des ruraux par 100 habitants a diminué de la façon indiquée par le tableau suivant, donné par le Comité d'Etudes de la Sous-Commission :

Proportion par 100 habitants des citadins et des ruraux.

| Années         | Villes | Campagnes | Gain des villes |
|----------------|--------|-----------|-----------------|
| 1846 .....     | 24,4   | 75,6      | 0               |
| 1856 .....     | 27,3   | 72,7      | 2,9             |
| 1866 .....     | 30,5   | 69,5      | 6,1             |
| 1876 .....     | 32,4   | 67,6      | 8,0             |
| 1886 .....     | 35,9   | 64,1      | 11,5            |
| 1896 .....     | 39,0   | 61,0      | 14,6            |
| 1901 (1) ..... | 41,0   | 59,0      | 16,6            |

(1) Annuaire statistique de la France 1906, page 13.



La population des villes peut ainsi être représentée par une courbe ascendante, celle des campagnes par une courbe descendante. La désertion des campagnes produit par conséquent leur dépeuplement. Il ne faut cependant pas exagérer ce mouvement démographique. Il est, suivant l'expression de M. Bertillon, « une nécessité de la vie industrielle ». La preuve en est qu'il se manifeste dans les autres pays. En Russie, en 30 ans les villes ont progressé de 50 0/0 et la population totale de 25 0/0 seulement, la différence provient de l'apport des campagnes, dont la population a ainsi diminué de 25 0/0. En Suisse, les professions agricoles diminuent quant au nombre de ceux qu'elles occupent. En Angleterre, il en est de même des ouvriers agricoles. La Belgique a perdu 200.000 agriculteurs en vingt ans (1). En Allemagne la proportion des ruraux sur 100 individus diminue, voici quelles variations elle a subi (2):

|              | 1871 | 1880 | 1890 | 1900 |
|--------------|------|------|------|------|
| Empire ..... | 63,9 | 58,6 | 53,0 | 45,7 |
| Prusse ..... | 62,8 | 57,4 | 51,6 | 44,5 |
| Saxe .....   | 50,5 | 43,4 | 37,1 | 30,8 |

Pareille constatation peut être faite pour le nombre absolu (3), des ruraux aux mêmes époques:

|                |        |        |        |        |
|----------------|--------|--------|--------|--------|
| ruraux .....   | 26.209 | 26.514 | 26.185 | 25.734 |
| citadins ..... | 14.790 | 18.720 | 23.243 | 30.633 |

(1) Réforme sociale, 16 novembre 1909.

(2) Réforme sociale, 1<sup>er</sup> février 1909.

(3) Exprimé en 1000, même source.

Une preuve encore que ce mouvement est général en Europe c'est qu'en 1800 une seule ville européenne contenait près d'un million d'habitants, actuellement 9 dépassent ce chiffre (1). Vers 1870, vingt villes seulement contenaient plus de 100.000 habitants, actuellement on en compte 70 comprenant ensemble 49 millions d'habitants. En Allemagne notamment, de 8, les villes de plus de 100.000 individus sont passées entre 32, (1) et 41 (2).

Mais si nous ne faisons pas exception à la règle, le mal vient en France de ce que cette règle sans importance défavorable dans certains pays — M. Levasseur y voit même un élément de progrès économique (3), — se complique chez nous d'un abaissement trop accentué de la natalité et entraîne le dépeuplement des campagnes. Si le nombre des naissances était plus élevé, surtout aujourd'hui que la machine agricole remplace bien des bras, nous n'aurions pas plus à nous plaindre de l'émigration rurale que les autres pays, qui n'en font pas un sujet d'inquiétude.

Quels sont donc, outre la diminution de la population des campagnes, les effets sur la natalité de la désertion combinée avec la restriction des naissances? Gardons-nous tout d'abord d'une erreur possible à première vue: de 1853 à 1900 la natalité s'est abaissée de 83 pour 1.000 habitants des villes et de 37 pour 1.000 habitants des campagnes (4), il ne faudrait pas, si nous reconnaissons à l'exo-

(1) Réforme, 1<sup>er</sup> février 1910.

(2) Alliance nationale, 15 avril 1906.

(3) Population Française, livre II, page 415.

(4) Rapport Drouineau, Désertion des Campagnes.

de rural une influence mauvaise pour la natalité, en conclure que cette influence de l'émigration se fait moins sentir que celle de l'immigration. Ce serait oublier que d'autres causes restrictives de la natalité sont intervenues dans les villes avec plus d'intensité que dans les campagnes.

Cherchons maintenant à préciser les effets de l'attraction des villes pour la natalité et la nuptialité. Quant à la mortalité, bien qu'elle soit une question de dépopulation, plutôt que d'abaissement du taux des naissances, il nous paraît bon d'en dire quelques mots: les naissances que la mort rend inutiles ne sont pas désirables; comme il vaut mieux avoir peu de naissances, mais beaucoup d'excédents sur les décès, nous serons bien obligés d'indiquer à ce point de vue le résultat dû à l'exode rural.

Or, cette question peut se concevoir de deux manières distinctes; en premier lieu, les ruraux transplantés dans les villes vont-ils diminuer, par le fait même, leur fécondité; puis la natalité sera-t-elle modifiée par la désertion des campagnes pour les populations restées aux champs.

Dans le premier ordre d'idées l'influence défavorable est certaine en bien des cas. Pour la mortalité des enfants d'abord, plus les centres de population sont importants, plus le taux est élevé. Il est de 7 pour 1.000 habitants de 1 à 19 ans; dans les chefs lieux d'arrondissement de moins de 5.000 habitants, de 10 pour 1.000 à Paris, ce qui est encore moins que les 11 pour 1.000 de certaines villes contenant plus de 100.000 individus (1). Pour les campa-

(1) Rapport Drouineau, cité.

gnes il n'existe aucune statistique semblable, cependant il est probable que la mortalité y baisse proportionnellement aussi à la densité de la population. Dès lors, abandonnant un milieu meilleur pour un autre moins bon, les ruraux ne peuvent que subir la loi commune pour leurs enfants.

D'une façon générale, d'après les tableaux statistiques du Comité d'Etudes (1), nous pouvons admettre que la mortalité des adultes, comme des enfants, est presque toujours plus élevée pour les villes que pour les campagnes et probablement aussi en proportion de l'importance des centres urbains. Nous pouvons qualifier les villes comme le faisait J.-J. Rousseau dans l'*Emile*: « elles sont le gouffre de l'espèce humaine ».

Pour la nuptialité, voici d'après les mêmes sources (1), quelle était la proportion par 1.000 habitants des nouveaux mariés, soit à la campagne, soit à la ville (sauf la Seine) :

| Périodes        | Population<br>urbaine | Population<br>rurale | Différence<br>par 1.000 |
|-----------------|-----------------------|----------------------|-------------------------|
| 1854-1858 ..... | 16,2                  | 15,5                 | — 0,7                   |
| 1859-1863 ..... | 15,6                  | 16,2                 | + 0,6                   |
| 1864-1868 ..... | 15,4                  | 15,6                 | + 0,2                   |
| 1869-1873 ..... | 15,5                  | 15,7                 | + 0,2                   |
| 1874-1878 ..... | 15,4                  | 15,7                 | + 0,3                   |
| 1879-1883 ..... | 14,5                  | 14,9                 | + 0,4                   |
| 1884-1888 ..... | 14,5                  | 14,6                 | + 0,1                   |
| 1889-1893 ..... | 14,8                  | 14,0                 | — 0,8                   |
| 1894-1898 ..... | 14,9                  | 14,6                 | — 0,3                   |
| 1899-1900 ..... | 15,2                  | 14,8                 | — 0,4                   |

(1) Tableaux statistiques, numéro 6.

Ainsi, en général, sauf en ces dernières années, à la campagne on contracte relativement plus de mariages qu'en ville, c'est donc un élément favorable à la natalité que l'exode rural amoindrit.

Il en est de même de l'âge moyen au premier mariage; à la campagne on se marie généralement plus jeune (1).

|                 | Garçons |           | Filles |           |
|-----------------|---------|-----------|--------|-----------|
|                 | Villes  | Campagnes | Villes | Campagnes |
| 1854-1858 ..... | 28,10   | 28,4      | 24,5   | 24,1      |
| 1864-1868 ..... | 28,5    | 28,0      | 24,1   | 23,7      |
| 1874-1878 ..... | 28,5    | 28,1      | 23,10  | 23,5      |
| 1884-1888 ..... | 27,10   | 27,9      | 23,5   | 23,0      |
| 1894-1898 ..... | 27,6    | 27,10     | 23,9   | 23,2      |
| 1899-1900 ..... | 27,6    | 27,11     | 23,9   | 23,2      |

Les femmes à la campagne se marient donc toujours plus jeunes qu'à la ville. Pour les garçons il en est de même jusqu'en 1894. Quant à la proportion annuelle moyenne des naissances pour 1.000 habitants elle est toujours plus forte dans les villes que dans les campagnes, en effet (2) :

|                 | Population urbain. | Population rurale | Différence pour 1.000 |
|-----------------|--------------------|-------------------|-----------------------|
| 1854-1858 ..... | 28,6               | 24,7              | 3,9                   |
| 1864-1868 ..... | 27,7               | 25,5              | 2,2                   |
| 1874-1878 ..... | 26,7               | 25,3              | 1,4                   |
| 1884-1888 ..... | 25,1               | 23,0              | 2,1                   |
| 1894-1898 ..... | 24,2               | 21,4              | 2,8                   |
| 1899-1900 ..... | 22,8               | 21,0              | 1,8                   |

(1) Tableaux statistiques, numéro 13.

(2) Tableaux du Comité, numéro 6.

Dans le département de la Seine, les mariages sont plus nombreux, l'âge moyen plus tardif et les naissances plus abondantes relativement que dans le reste de la France, qu'il soit question de villes ou de campagnes. Faut-il de ces données conclure que la fécondité des ruraux transplantés dans les villes va sinon augmenter, du moins ne pas diminuer? Evidemment à première vue ils auraient autant de naissances sinon plus, mais en même temps, comme la mortalité augmente, l'accroissement de la population n'y gagnera pas grand chose ou même rien. En effet, voici quels sont les excédents des naissances pour 1.000 habitants, en exceptant la Seine où le cas se vérifie généralement aussi (1) :

|                 | Population<br>urbaine | Population<br>rurale | Différence      |
|-----------------|-----------------------|----------------------|-----------------|
| 1854-1858 ..... | —1,2                  | 1,6                  | 2,8 p. Campagne |
| 1864-1868 ..... | 0,6                   | 3,7                  | 3,1 —           |
| 1874-1878 ..... | 1,1                   | 4,5                  | 3,4 —           |
| 1884-1888 ..... | 0,0                   | 2,4                  | 2,4 —           |
| 1894-1898 ..... | 0,5                   | —8,8                 | —9,3 —          |
| 1899-1900 ..... | —0,7                  | 0,5                  | 1,2 —           |

Les excédents des naissances sur les décès à la campagne sont ainsi presque toujours supérieurs à ceux de la ville(2). Après ces indications, sommes-nous en droit de dire que la

(1) Tableaux statistiques cités.

(2) C'est pourquoi en 1906, sur 15 villes de plus de 100.000 habitants, 11 seulement accusaient une augmentation de la population.



désertion des campagnes envisagée au point de vue des ruraux devenus citadins, n'est pas une cause de la diminution des naissances, mais seulement nuit à l'augmentation de la population en diminuant le gain des naissances sur les décès? Non assurément, il n'y a là qu'une indication, non une déduction rigoureuse, que les ruraux à la ville vont subir l'influence du milieu; mais de ce que les villes ont une natalité plus forte que les campagnes, il ne s'ensuit pas que les ruraux déracinés doivent forcément être comptés parmi les éléments féconds de la ville. Nous verrons, au contraire, en recherchant les causes de la désertion des campagnes que le taux de natalité ne paraît pas devoir y gagner.

Envisageant le second ordre d'idées indiqué précédemment, pouvons-nous dire que les populations agricoles souffrent de l'exode rural: leur natalité est-elle plus ou moins défavorablement influencée suivant que la moyenne d'émigration est plus ou moins élevée?

Si, d'après les moyennes d'émigration données par M. Drouineau, nous cherchons quelles ont été les variations, par département, de la natalité de 1886 à 1901, nous obtenons les chiffres suivants:

| Nombre de départements | Moyenne d'émigration<br>pour 1.000 habitants | Moyenne<br>de la natalité |
|------------------------|----------------------------------------------|---------------------------|
| 2 .....                | 138                                          | 23,6                      |
| 2 .....                | 63,5                                         | 21,1                      |
| 7 .....                | 54,6                                         | 24,5                      |
| 11 .....               | 45,9                                         | 23,8                      |
| 16 .....               | 34,1                                         | 21,6                      |
| 15 .....               | 25,5                                         | 19,0                      |

|          |      |      |
|----------|------|------|
| 17 ..... | 13,9 | 19,0 |
| 10 ..... | 7,0  | 18,7 |
| 6 .....  | 0,0  | 19,7 |

Ainsi une forte émigration rurale correspond à la natalité la plus forte; une émigration faible correspond à une natalité faible; enfin, l'absence d'émigration correspond à une natalité intermédiaire. Envisagée sur une période assez longue l'émigration ne paraît donc pas nuire à la natalité. Mais là encore nous ne trouvons qu'une indication, « rien ne prouve que dans une des années où la natalité se serait élevée, par exemple » l'émigration eût été plus ou moins importante, peut-être même complètement nulle.

En indiquant quelques mobiles de l'exode des campagnes vers les villes, nous allons rencontrer des indices montrant que le rural devenu citadin doit généralement restreindre sa fécondité plus que s'il était resté aux champs. Nous trouvons tout d'abord comme cause, l'attrait des villes qui offrent aux jeunes gens, — car ce sont eux surtout qui émigrent, — des distractions, des plaisirs nombreux et appropriés par leur diversité aux goûts de chacun, cependant que la vie campagnarde n'offre que monotonie et tristesse, tellement que le moindre fait au village prend des proportions exagérées. Or, le meilleur moyen de goûter aux plaisirs de la ville n'est-il pas de ne pas se marier; ou de se marier tard et d'avoir peu d'enfants? De tous temps la ville a attiré, mais cet attrait de nos jours est singulièrement développé par suite de certaines circonstances. Actuellement tous doivent le service militaire. Or, pendant son temps le jeune cultivateur a ressenti superficiellement

les plaisirs de la ville et ne veut point y renoncer au jour de sa libération; c'est pourquoi beaucoup cherchent un emploi à la ville: les ordonnances se feront domestiques, et nous verrons comment cette profession est nuisible à la natalité, les sous-officiers entreront dans les administrations, où il faut avoir une certaine tenue; avec un faible salaire, par suite restreindre le nombre de ses enfants, ou ne pas se marier. Une autre circonstance est la facilité et le bon marché des communications grâce auxquels le paysan va souvent dans les villes, même éloignées, et, au retour, le calme de sa vie se transforme davantage en ennui.

Si l'on fuit la campagne surtout, c'est que, dans les agglomérations urbaines, on espère acquérir une situation meilleure, et c'est là, nous l'avons dit, une cause importante de l'abaissement de notre natalité. Les uns recherchent une vie intellectuelle plus développée. L'instruction donne, en effet, aux natures mieux douées, l'envie de s'élever, d'acquérir diplômes et places; c'est augmenter le prolétariat intellectuel, car pour un qui réussit, combien sombrent ou végètent (1). D'autres, c'est une vie moins rude, moins fatigante et plus sûre qu'ils recherchent. Les travaux agricoles sont pénibles, incessants et les résultats incertains, à la merci d'un changement de température. A la ville, au contraire, on peut avoir une situation modeste, mais dont le traitement se touche régulièrement. Même si l'on obtient une place dans une administration publique ou privée, c'est la vieillesse garantie par une retraite. Pour les ambitieux,

(1) A Paris notamment, sur 4 Quémandeurs de secours à l'Assistance publique, 3 seraient originaires des départements. ■

ce n'est qu'à la ville que l'on peut faire rapidement fortune. Pour les femmes, c'est là qu'elles trouveront le luxe, quitte à le partager avec d'autres, en se plaçant comme domestiques. Ne voit-on pas en tout ceci des causes diverses de ne pas procréer qui nous indiquent que les ruraux immigrés ne seront pas parmi les éléments reproducteurs de la cité.

L'incertitude de vivre à la campagne était au moins aussi forte autrefois, mais il n'y avait pas alors dans les villes une industrie toujours en quête de travailleurs auxquels elle donne des salaires plus élevés et moins aléatoires. C'est pourquoi, quand une usine s'édifie sur une commune rurale, les journaliers, les manœuvres, abandonnent volontiers la terre pour le travail de la fabrique qui les paie davantage (1). Même, au moment des moissons et des vendanges, où les salaires agricoles sont cependant plus élevés qu'à l'ordinaire, il devient alors difficile de trouver des bras. Aussi quand l'usine ne vient pas vers lui à la campagne, l'ouvrier des champs va vers elle à la ville, dans l'espoir de salaires plus forts; mais en même temps la vie sera plus chère, et nous verrons que la cherté de la vie n'est pas favorable à la natalité. De même, à la ville, le rural espère trouver aide et appui, mieux qu'à la campagne, dans les syndicats, sociétés de secours mutuels, et autres formes de la solidarité et de la prévoyance. Mais en ville il deviendra plus prévoyant, plus enclin à l'épargne, et nous dirons que beaucoup considèrent cet état d'esprit comme nuisible à la natalité.

Si l'ouvrier et le fermier croient avoir des raisons de dé-

(1) Aussi ce sont surtout les salariés agricoles qui quittent la campagne. Voir D. Zolla, *Revue Politique et Parlementaire* d'Avril 1910.

serter la terre, il en est de même des propriétaires ruraux. L'agriculture manque des capitaux qui lui seraient nécessaires, les capitalistes préfèrent les valeurs mobilières facilement réalisables — les ventes de propriétés ne vont pas sans frais et formalités — qui peuvent donner rapidement de gros intérêts, tandis que la terre rend à longue échéance. Cet engouement pour les valeurs mobilières s'est tellement développé que, souvent, les cultivateurs eux-mêmes achètent des titres plus ou moins sérieux, au lieu de consacrer leurs économies à amender leur domaine, à intensifier leur culture. Il a bien déjà été essayé de donner du crédit aux agriculteurs, en atténuant l'usure qui les broyait, mais les progrès sont encore insuffisants. Si même le petit propriétaire rural obtient les capitaux qui lui manquent, il ne peut avoir pour sa terre le même attachement qu'il aurait peut-être sans nos lois successorales : les améliorations en matière agricole ne produisent le plus souvent d'effet qu'à long terme et il n'est pas sûr qu'un des siens en bénéficiera, à moins qu'il ait un seul enfant pour successeur.

Autrefois encore, pendant les périodes de chômage forcé, car l'agriculture est essentiellement une industrie saisonnière, à la campagne on pouvait employer son temps à ces travaux que l'on qualifie parfois d'*industries familiales*, telles que le tressage de la paille, la saboterie, le tissage, la dentellerie. Mais la machine faisant plus vite, sinon mieux, est venue apporter sa concurrence et l'issue de la lutte ne pouvait être douteuse. La machine industrielle a réduit ces petits métiers au moment où la machine agricole, restreignant la main d'œuvre, augmentait les loisirs. En dé-

finitive, le paysan, à bien des points de vue à un intérêt au moins apparent à restreindre sa fécondité ou à abandonner la terre. Cette dernière solution a des inconvénients pour la prospérité économique, c'est-à-dire, nous le verrons, des inconvénients pour la natalité, par exemple les ruraux immigrés vendront leur travail à bas prix, concurrençant ainsi les autres salariés, ils leur rendent la vie plus difficile et la natalité en souffre.

Pour conclure, si nous devons dire que la désertion des campagnes est une nécessité ou, avec Voltaire: « qu'il est impossible que les villes soient florissantes sans que les campagnes soient dans l'abondance », parce que le progrès des unes est une garantie de débouchés pour les autres, toutefois il faut que l'abandon de la terre par un grand nombre soit compensé au moyen d'une natalité plus forte que la nôtre. C'est uniquement parce que nos naissances ne sont pas suffisamment nombreuses, que nous trouvons, sans d'ailleurs pouvoir le démontrer, une des causes de l'abaissement de notre natalité dans le déversement des populations rurales sur les villes.

## § II. — INFLUENCE DES PROFESSIONS

Les jeunes gens prudents ne créant une famille que lorsqu'ils sont assurés de la pouvoir faire vivre et prospérer, les professions qu'ils ont choisies doivent logiquement influencer la natalité et modifier l'intérêt qu'ils peuvent avoir à fonder, ou non, une nombreuse famille. Aussi allons-nous préciser cette influence des professions en général, d'abord, du travail féminin ensuite, et de certaines exigences professionnelles enfin.



### 1. Influence des professions en général.

L'âge au mariage, la nuptialité, la durée des mariages et leur fécondité, vont-ils varier avec la profession?

Nous avons précédemment indiqué que plus les mariages sont précoces, sans exagération, plus le nombre d'enfants par mariage est élevé, il est donc important de savoir quelles professions nuisent à la précocité des unions légales ou la facilitent. En France, nous ne trouvons aucune donnée sur l'âge au mariage par profession; mais quelques statistiques étrangères peuvent y suppléer à titre d'indication, tout au moins. En Autriche (1), la profession paraît bien réagir sur l'âge au mariage, d'ailleurs généralement tardif en ce pays:

|                             | Sur 100 maris proportion des mariés |              |
|-----------------------------|-------------------------------------|--------------|
|                             | avant 25 ans                        | avant 30 ans |
| agriculture .....           | 13,6                                | 65,9         |
| industrie .....             | 12,1                                | 68,2         |
| professions libérales ..... | 5,5                                 | 44,6         |

De même (2) pour les garçons en Angleterre, l'âge moyen au premier mariage varie suivant les professions, de 24 ans à 31 ans 2 mois en 1866. En Danemark, à Copenhague d'abord, de 27 ans 5 mois à 32 ans 2 mois, en 1880, et dans le district de Fülen de 28 ans 7 mois à 33 ans 5 mois, en 1896. En Autriche de 29 ans 3 mois à 33 ans 10 mois en 1899. D'une façon générale dans ces divers pays l'âge au mariage pour les patrons et les professions libérales, — car il faut du temps pour arriver — est plus tardif que chez

(1) Rapport March.

(2) Rapport March.

les employés et ouvriers. Les professions et la situation professionnelle influent, par conséquent, sur l'âge au mariage, les unes l'avancant, les autres le retardant.

Au point de vue de la nuptialité, si l'on pouvait savoir quelle est la proportion annuelle des mariages par profession, on se rendrait compte aisément de la réponse à donner; malheureusement, aucune statistique française n'est faite en ce sens. En Autriche (1), il n'en est pas de même: en 1896, sur 100 hommes non mariés, on comptait 7 mariages dans l'industrie, 6 dans le commerce et les transports, 6 dans les professions libérales et les services publics, enfin 5 dans l'agriculture. Mais on ne doit pas généraliser cette observation isolée. Tout ce que l'on peut indiquer, en France à défaut de statistiques de nuptialité, c'est le nombre des célibataires de chaque groupe professionnel, suivant leur situation de patrons, salariés ou travailleurs isolés. Le recensement de 1896 (2) donne les chiffres suivants:

|                     | Nombre de célibataires par 100 personnes actives |       |          |       |                     |       |
|---------------------|--------------------------------------------------|-------|----------|-------|---------------------|-------|
|                     | Patrons                                          |       | Salariés |       | Travailleurs isolés |       |
|                     | Sexe m.                                          | s. f. | s. m.    | s. f. | s. m.               | s. f. |
| Pêche .....         | 10                                               | 1     | 68       | 65    | 23                  | 23    |
| Agric. et forêts    | 4                                                | 1     | 74       | 71    | 17                  | 18    |
| Ind. et transp. ... | 9                                                | 25    | 45       | 57    | 18                  | 44    |
| Commerce .....      | 7                                                | 6     | 56       | 69    | 14                  | 15    |
| Profes. libérales   | 23                                               | 89    | 70       | 92    | 33                  | 50    |
| Services publics.   | »                                                | »     | 27       | 58    | »                   | »     |
| Service domest. .   | »                                                | »     | 46       | 73    | 27                  | 16    |

(1) Lucien March cité par rapport A. Dumont.

(2) Nous ne prenons pas les chiffres d'un recensement ultérieur, pour que la comparaison avec l'Autriche soit plus juste portant sur la même année.

L'ensemble des célibataires du sexe masculin était de 32,7 pour 100 hommes actifs, au lieu de 32,5 pour 100 de la population totale masculine âgée de plus de 18 ans. Pour le sexe féminin cet ensemble était de 39,6 pour 100 femmes actives, au lieu de 31,5 pour 100 de la population totale des femmes ayant dépassé 15 ans. Le fait d'avoir une profession est donc déjà en lui-même une cause de célibat.

En outre, dans certaines professions on compte plus de célibataires qu'en d'autres; en effet, voici, au total le nombre de célibataires par 100 femmes dans chaque groupe:(1)

|                               |      |
|-------------------------------|------|
| Professions libérales .....   | 59,5 |
| Service domestique .....      | 45,0 |
| Services publics .....        | 37,5 |
| Industrie et transports ..... | 33,0 |
| Agriculture et forêts .....   | 30,8 |
| Pêche .....                   | 30,8 |
| Commerce .....                | 27,8 |

On remarquera aussi que les célibataires sont moins nombreux chez les patrons que chez les ouvriers, mais l'explication de ce fait est que l'on se marie plus souvent, ou que l'on est marié, lorsqu'on devient patron.

Quant à la durée du mariage, peut-on trouver une influence des professions? Il est utile de le savoir, puisque naturellement plus le mariage dure, plus il doit y avoir d'enfant, à moins que, comme en France surtout, ce soit la volonté qui restreigne le nombre des naissances, auquel cas ce

(1) Rapport March.

principe n'est plus aussi général. Aucune statistique française ne nous permet de préciser ce point. Cependant une statistique danoise citée par M. March donne les indications suivantes :

|                                                      |      |
|------------------------------------------------------|------|
| Durée moyenne approximative des mariages en années : |      |
| Chefs d'entreprise, avocats, etc .....               | 16,3 |
| Petits marchands et artisans .....                   | 14,2 |
| Domestiques .....                                    | 12,8 |
| Employés et professeurs .....                        | 12,3 |
| Ouvriers .....                                       | 10,9 |

Il nous reste à indiquer l'effet des professions sur la natalité, sur le nombre des enfants. En prenant des mariages ayant eu même durée de 15 à 24 ans, les statistiques de Copenhague, à défaut des nôtres, indiquent les nombres suivants d'enfants par famille :

|                                                          |     |
|----------------------------------------------------------|-----|
| Ouvriers .....                                           | 4,7 |
| Petits marchands et artisans .....                       | 4,3 |
| Chefs d'entreprises, quelques profes. libérales, dom ... | 4,1 |
| Employés, professeurs, etc. ....                         | 0,9 |

Ainsi, la profession paraît bien devoir modifier la natalité. Il en est de même de l'augmentation de la population, car si du nombre d'enfants, on défalque le nombre des décès, on obtient les proportions suivantes :

|                                       |     |                                    |
|---------------------------------------|-----|------------------------------------|
| Chefs d'entreprise, avocats, etc..... | 3,2 | enfants survivants<br>par famille. |
| Ouvriers .....                        | 3,1 | »                                  |
| Petits marchands et artisans .....    | 2,9 | »                                  |
| Domestiques .....                     | 2,8 | »                                  |
| Employés, professeurs, etc. ....      | 2,7 | »                                  |

Tels sont les effets des professions. Il ne faudrait cependant pas les exagérer. Ces indications de sources étrangères, en général, sont par trop restreintes. Elles nous permettent toutefois d'admettre, dans une certaine mesure, l'influence diverse des professions sur la natalité, mais ce n'est pas une cause spéciale de son abaissement en France. Pour qu'il en soit ainsi, il faudrait que cette cause soit plus agissante qu'à l'étranger, ou qu'autrefois, ce qu'il est difficile de démontrer. En tout cas il n'en est probablement pas ainsi pour la nuptialité, suffisante en notre pays. Peut-être, pour l'âge moyen au mariage, trop élevé pour les hommes; mais, en définitive, nous avons vu qu'il s'est abaissé. Alors il reste l'influence des professions sur la natalité, influence probable, mais dont on ne peut prouver qu'elle soit plus agissante en France, qu'il y a quelques années, ou qu'à l'étranger. En tous cas là encore souvent l'individu a intérêt à la stérilité.

## II — INFLUENCE DU TRAVAIL DES FEMMES

Pouvons-nous trouver une relation directe entre le travail des femmes et la natalité? Ainsi en Nouvelle-Zélande la natalité diminue et le travail féminin, très développé, en est peut-être une cause? (1) Voyons donc quelle est actuellement en France la proportion, parmi les travailleurs, des femmes exerçant une profession industrielle, commerciale, agricole ou libérale, et, si elle a augmenté, ou est plus élevée qu'à l'étranger, nous pourrions parler d'une relation directe entre l'abaissement de notre nata-

(1) Rapport Salome.

lité et le travail des femmes. En 1896, le nombre des femmes employées était de 1.869.293 soit une proportion de 34,5 par 100 personnes actives. Or il est presque certain que cette proportion, à l'exemple des Etats-Unis et de l'Angleterre n'avait pas augmenté.

D'après l'enquête industrielle de 1840-1845 elle était, en effet, de 35 pour 100; l'enquête de 1861-65 donne les mêmes chiffres. En 1891-1893 elle n'est plus que 27 pour 100, mais l'observation ayant été incomplète, cette donnée n'est certainement pas exacte, puisque le recensement des industries et professions du 29 mars 1896 donne une moyenne de 34,5 celui de 1901: 35,6.

Certainement on pourrait trouver dans quelques professions une augmentation du nombre des femmes, mais on n'en peut tirer argument en faveur de l'augmentation totale, car il faudrait, par exemple, tenir compte dans les recensements de l'accroissement du nombre des hommes employés, accroissement qui aurait pu ne pas modifier le quotient des femmes pour 100 personnes actives. Par suite, nous répèterons l'opinion de M. March: « rien ne permet d'affirmer que, dans l'ensemble de la population active, la proportion des femmes ait augmenté ».

Mais alors en France n'y aurait-il pas un plus grand nombre de femmes employées que dans les autres pays? Les statistiques permettent seulement de comparer à ce point de vue l'Allemagne, la Belgique et la France. Par rapport aux hommes actifs, la proportion des femmes françaises qui travaillent, dans l'industrie tout au moins, est plus élevée qu'en Allemagne et en Belgique. Le recen-



sement allemand industriel du 14 juin 1895, le recensement belge du 31 octobre 1896 et le notre de 1896 ayant été faits d'après un plan à peu près semblable, nous pouvons comparer les trois proportions suivantes: Allemagne 19,7; Belgique 25,0 et France 33,8. Cette différence expliquerait en partie, sinon la baisse, du moins la faiblesse de notre natalité, s'il était prouvé que le travail féminin, en général, est une condition défavorable à la natalité. Faute de pouvoir montrer l'influence de telle ou telle profession féminine, quel est donc l'effet du travail féminin? Aucune statistique ne prouve que le résultat soit défavorable à la natalité, mais l'observation personnelle et la logique permettent des présomptions admises couramment. Quand la femme arrive à se suffire par elle-même, elle devient plus indépendante, partant moins disposée à contracter mariage et fonder une famille, son intérêt l'en empêche. Déjà à Rome d'après l'historien Ferrero (1) les Romains pour justifier leur goût du célibat invoquaient l'esprit d'indépendance des femmes. En outre, le travail féminin, le travail industriel surtout, peut être une cause de fausses couches, de mortinatalité, de mortalité ou de débilité des enfants, particulièrement en l'absence, comme jusqu'en ces derniers temps, d'une législation protectrice qui existait autrefois dans les corporations de métiers où certains travaux étaient interdits aux femmes enceintes (2). Toutefois reconnaissons que cer-

(1) Cité par M. Doumic. *Réforme Sociale*, juillet 1908.

(2) Rapport March. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières*, tome 1 page 310.

tains travaux agricoles, bien qu'exécutés en plein air sont aussi dangereux. Sans oublier que les femmes employées dans les administrations prennent la place des jeunes gens retenus à la caserne, il faut noter surtout que l'ouvrière, l'employée, la femme exerçant une profession libérale, n'auraient pas le temps de s'occuper de leur famille et dès lors ont intérêt à ne pas se marier ou à restreindre le nombre de leurs enfants qui, mal soignés, seraient davantage décimés par la maladie. Si le travail de la femme est une nécessité, il n'est pas un progrès. Nécessité souvent, et encore pas toujours. Combien de femmes ne travaillent que pour un salaire d'appoint, non pour garantir leur droit à la vie, mais leur droit au bonheur et à la satisfaction de besoins nouveaux. La preuve en est que dans les chemins de fer, 86 pour 100 des femmes employées sont mariées (1). Il est vrai que souvent le salaire de la femme peut devenir la garantie du chômage du mari, et de superflu, indispensable.

Que la diminution du travail féminin soit un progrès : augmentation des salaires de famine, vie de famille possible notamment, la chose est certaine, mais la natalité y gagnerait-elle amplement ? On en peut douter, car, ainsi que le fait remarquer M. March, un ménage ouvrier dont la femme ne travaille pas est bien près d'être bourgeois, donc prévoyant et peu prolifique. Mais il n'y a pas que la femme d'ouvrier qui travaille.

D'ailleurs le tableau ne doit pas être poussé au noir ; il est des professions qui ne constituent pas un obstacle au

(1) Rapport March.

mariage, si, en se mariant la femme renonce à travailler; d'autres se combinent aisément au mariage: ainsi une institutrice et un instituteur, en se mariant, répartissent mieux les charges qui les grevaient chacun séparément. Néanmoins nous concluons avec M. Salone: « S'il est nécessaire que la femme soit mise en état, le cas échéant, de se suffire à elle-même, il n'est point désirable qu'elle soit encouragée à vivre seule. » Aussi la Sous-Commission admit-elle que la diminution du travail féminin « *paraît susceptible d'agir dans le sens d'une résistance à la baisse de la natalité* ».

### III — INFLUENCE DE QUELQUES EXIGENCES PROFESSIONNELLES

Si, comme nous l'avons dit, on ne peut démontrer complètement que les professions amènent la baisse de la natalité, toutefois il est certain que quelques-unes sont par leurs exigences, nettement défavorables au mariage et à la fécondité.

Notons d'abord que celles de ces exigences qui diminueront la nuptialité des hommes, seront par là même les plus fâcheuses. Les individus sont surtout prolifiques, la femme entre 18 et 40 ans, l'homme entre 23 et 45, puisque les neuf-dixièmes des enfants légitimes vivants sont procréés dans ces conditions d'âge. Or en 1901, d'après le recensement, on comptait 2.758.655 célibataires du sexe masculin âgés de 20 à 40 ans et 2.040.550 seulement du sexe féminin. Par conséquent 718.105 femmes en âge de fécon-

dité ne peuvent déjà pas trouver un mari capable de procréer. Toute profession qui diminuera la nuptialité masculine, nuira donc davantage à la natalité. Ainsi la profession de religieux du culte catholique qui comporte le célibat absolu est plus défectueuse pour les hommes que pour les femmes. Evidemment, néanmoins, de Maistre justifiait cette exigence professionnelle avec l'aide de Malthus: « Dans tout état bien ordonné, disait-il, il faut qu'il y ait une loi, un principe, une force quelconque, qui s'oppose à la multiplication des mariages. » (1) De même, Mgr Gibier (2) prétend que les enfants en se faisant religieux laissent le patrimoine intact pour leurs frères et sœurs et déchargent ainsi leurs parents. Peut-être peut-on dire avec M. Gide (3) qu'ils aident à la natalité par leurs prédications; mais la meilleure prédication est peut-être aussi l'exemple par soi-même.

Il est d'autres professions masculines dans lesquelles le mariage est, en effet, impossible: répétiteurs de lycées tenus de coucher dans les dortoirs, employés de certains magasins obligés de loger chez le patron, à plusieurs par chambre. Dans le département du Rhône, le mariage est interdit aux employés de l'asile d'aliénés de Bron et de la Maison de retraite d'Albigny (4). Certaines sociétés d'Assurances choisissent, comme inspecteurs, de préférence des célibataires, parce que moins enclins à rester chez eux;

(1) Le Pape, Livre 3 C. III § 3 de Maistre.

(2) Revue Hebdomadaire citée.

(3) Rapport Gide.

(4) Enquête personnelle, Edme Piot.

fausse conception, parce qu'un père aura probablement plus à cœur de travailler pour faire vivre les siens. Citons encore les voyageurs de commerce, les rouliers et autres professions qui obligent le mari à désertir souvent son logis. Il ne s'ensuit pas évidemment que le nombre de leurs enfants en soit diminué; les marins, par exemple, prouvent le contraire. Il faut noter, au surplus, les professions où le travail de nuit existe encore, nuisant à la vie de famille et par suite au mariage et à la procréation sans doute.

Mais c'est surtout la profession de domestique qui est un obstacle à la nuptialité et à la natalité. Quand un serviteur est employé seul dans une maison, c'est pour lui l'impossibilité de se marier sans quitter sa place; si c'est une servante et qu'elle ait un enfant, la conception que l'on se fait des bonnes mœurs et la crainte des médisances empêchent de la garder, d'où pour elle, parfois, l'avortement, l'infanticide ou la prostitution. Si les domestiques sont plusieurs au service de la même personne, le mariage leur est permis, puisqu'on préfère généralement un ménage à deux célibataires; le mariage est possible, mais à la condition de n'avoir pas d'enfants. Aujourd'hui les gens sont libres de ne pas avoir d'enfants, mais non d'en avoir à leur gré; aussi c'est pour les malheureuses le congédiement, définitif le plus souvent. Il en est ainsi des domestiques proprement dits, depuis la bonne à tout faire jusqu'à la gouvernante, mais aussi des concierges, gardiens, et même des fermiers pour éviter les dégâts occasionnés par les enfants.

Il faut encore citer toutes les professions dans lesquel-

les le salaire est trop faible, car le coût et les difficultés de la vie sont des principes restrictifs de natalité, mais aussi celles où les ressources sont en disproportion des exigences sociales, des obligations de tenue, conditions du crédit le plus souvent. C'est le vice de beaucoup de professions; nous ne voulons retenir cependant que les petites fonctions des services publics, où le mal est plus facile à constater et auquel il dépend de l'Etat facilement d'apporter le remède. *L'Alliance nationale pour l'accroissement de la population* (1) montre que les petits fonctionnaires dont le traitement est faible ont peu d'enfants par famille:

|                                                     |      |             |
|-----------------------------------------------------|------|-------------|
| Agents des postes et télégraphes ... ..             | 0,36 | par famille |
| Petits employés des contributions indirectes ... .. | 0,69 | —           |
| Maîtres des arsenaux de la marine ...               | 0,80 | —           |
| Ouvrières des arsenaux de la marine                 | 0,82 | —           |
| Petits employés du ministère de la marine ... ..    | 0,95 | —           |
| Ouvriers des arsenaux de la marine ...              | 1,05 | —           |
| Sous-agents des postes et télégraphes               | 1,14 | —           |
| Agents des douanes ... ..                           | 1,16 | —           |
| Petits employés du Mont de Piété de Paris ... ..    | 1,02 | —           |
| Agents de la police parisienne... ..                | 1,14 | —           |

(1) Bulletin d'Avril 1900. Etude statistique.



Une autre statistique (1) indique que la proportion de ces fonctionnaires sans enfants varie de 37,0 à 76,6 pour 100. De même, dans son numéro d'Avril 1902, le « *Manuel général de l'Instruction primaire* » montre que la proportion des instituteurs célibataires est d'autant moins élevée que leur traitement est plus fort. Ce manque d'enfants ou de mariages chez les petits employés des services publics vient en partie de la faiblesse des salaires ou de ce qu'ils sont obligés de faire un stage trop long dans les situations secondaires, intermédiaires. L'enfant et le mariage dans beaucoup de professions sont donc une charge trop lourde. Du choix de telle ou telle profession dépend ainsi, en définitive, en partie, et la date du mariage et le nombre des enfants. Mais ces professions avec leurs exigences se retrouvent pour la plupart à l'étranger et existaient, il y a quelques années, dans une proportion moins importante, il est vrai; aussi les effets indiqués du petit fonctionnarisme agissent-aujourd'hui sur un plus grand nombre. L'important, en tout cas, c'est que nous trouvons là de nombreux intérêts, au point de vue individuel, de ne pas se marier ou de diminuer sa fécondité.

### § III — INFLUENCES D'ORDRE ÉCONOMIQUE PROPREMENT DIT

Ne devons-nous pas trouver dans notre organisation économique des raisons de restreindre la natalité? Assurément, et sous plusieurs aspects, dont nous avons touché déjà quelques mots, quitte à les préciser maintenant.

(1) Rapport March.

### *I. Influence de la richesse*

La richesse qui importe pour un pays consiste non pas tant dans l'abondance des capitaux, que du travail et des emplois offerts. L'abondance du travail nécessite une forte demande d'hommes et, assurant le lendemain, augmente la natalité. Au contraire, riche en capitaux, mais ne présentant pas un besoin constant de main-d'œuvre, un pays verra sa natalité décliner. C'est en ce sens d'abord, que la richesse peut influencer sur la fécondité. L'exemple du Pas-de-Calais où l'emploi des travailleurs est plus développé que dans nos autres départements, et, dont la natalité jusqu'en ces derniers temps était en hausse, est une confirmation. Mais la richesse, en son sens ordinaire, l'aisance, n'entraîne-t-elle pas la stérilité? Nous répondons en nous plaçant à deux points de vue qui se commandent sans se confondre: d'abord en considérant les diverses régions de la France, suivant leurs particularités à cet égard, mais sans distinguer les différentes classes sociales. En second lieu nous envisagerons séparément la classe riche, la classe moyenne et la classe ouvrière.

Dans le premier ordre d'idées, nous voyons que les régions pauvres sont prolifiques. Ainsi en est-il de la Bretagne et d'une partie des Cévennes, Ardèche et Lozère notamment. A l'inverse, les régions riches ont une natalité minime, comme la Bourgogne, la Basse-Normandie et la vallée de la Garonne qui sont les parties agricoles les plus prospères du pays. Cependant il est une exception apparente: le Nord et le Pas-de-Calais, régions riches industriellement, sont prolifiques. Mais c'est l'abondance des

emplois offerts par l'industrie, les mines notamment, qui donne l'explication.

Ainsi, en considérant des régions en bloc, la richesse et la pauvreté ont sur la natalité un effet opposé. De même M. le docteur Chervin, étudiant le Lot-et-Garonne, canton par canton, constate que les cantons les plus riches sont les moins féconds; les plus pauvres, les plus stériles (1).

Si maintenant nous considérons les différentes classes sociales d'après leur degré d'aisance, nous trouvons que la pauvreté coïncide, en général, avec une forte natalité, justifiant une fois de plus l'opinion de M. Arsène Dumont, à savoir qu'un nombreux prolétariat industriel est une cause d'accroissement de la natalité. Plusieurs raisons en sont possibles: quand l'ouvrier, et c'est généralement le cas dans la grande industrie, n'a pas de chances de devenir patron, le phénomène de la capillarité sociale ne le touche pas; en outre, il vit peut-être plus insouciant que tous autres et, n'ayant aucun bien à conserver, n'ayant rien à partager entre ses enfants, il ne craint pas d'augmenter sa descendance. Cependant, c'est ici que l'abaissement de la natalité se comprendrait le mieux: malgré l'augmentation survenue des salaires, une nombreuse famille sera souvent une cause de misère et d'inscription au bureau de bienfaisance. C'est logique: M. Gide (2) indique qu'à Lille l'inscription est de droit quand l'ouvrier a trois enfants. Aussi aujourd'hui l'idée se répand

(1) Projet de rapport général cité.

(2) Revue Hebdomadaire citée.

que, moins il y aura de demandeurs de travail, plus les salaires monteront. Idée fausse évidemment, puisque si les consommateurs ne sont pas nombreux, les producteurs auront moins besoin d'ouvriers.

Si les classes moyennes sont peu prolifiques, c'est surtout que la vie est trop difficile avec le souci du lendemain et les obligations que l'ouvrier n'a pas. Les pères et mères ont suffisamment de peine pour eux-mêmes sans se gêner de trop d'enfants. La richesse leur permettrait de ne plus redouter les éventualités imprévues; mais il ne faudrait pas exagérer cette idée. Dans la classe riche, en effet, la natalité est encore plus faible, et ce en proportion du degré d'aisance. Une des raisons de cette abstention consiste probablement en la crainte d'avoir à morceler sa fortune pour doter ses enfants et leur laisser une part d'héritage. La possession de biens serait donc restrictive de natalité. Or, il est admis d'après la statistique des successions, au dire de M. Bertillon (1); que les 3/4 des Français à l'âge de 50 ans sont dans cette situation et qu'en Italie et en Espagne cette proportion est moins élevée, ainsi que partout ailleurs probablement. Que dans les hautes classes l'affinement exagéré de l'individu influe encore sur la natalité est chose probable, mais c'est la richesse qu'il faut le plus incriminer, car il est prouvé que plus on possède, moins on a d'enfants. Le tableau des successions montre, en effet, nous l'avons vu, que les familles laissant un héritage sont deux fois plus abondantes parmi celles qui n'ont qu'un enfant que parmi celles qui

(1) Rapport Général.

en ont 7 ou davantage. Le même tableau montre encore que la valeur totale de l'héritage est souvent d'autant plus forte qu'il y a moins d'enfants :

| Famille de      | Valeur successorale totale en 1888 : |
|-----------------|--------------------------------------|
| 1 enfant ... .. | 11.456                               |
| 2 — ... ..      | 13.720                               |
| 3 — ... ..      | 12.885                               |
| 4 — ... ..      | 11.011                               |
| 5 — ... ..      | 14.695 (1)                           |
| 6 — ... ..      | 9.772                                |
| 7 et plus... .. | 9.004                                |

Ceci démontre bien que les classes riches sont peu prolifiques afin de ne pas partager. Pour le prouver encore, — et ce sera vérifier pour les classes moyennes et ouvrières ce que nous avons dit — nous pouvons répéter la statistique que M. Bertillon indiquait en 1897, dans un rapport à l'Institut International de Statistique, et qu'il reproduisit dans son projet de rapport général à la Commission.

La mortalité des quartiers de Paris, Berlin et Vienne, diminue à mesure qu'augmente le degré d'aisance :  
sur 1.000 femmes de 15 à 20 ans, combien de naissances en un an :

(1) Ce chiffre est exceptionnel, une succession de 40 millions ayant été laissée à Paris par un seul individu.

|                                | Paris<br>1886-95 | Berlin<br>1886-95 | Vienne<br>1891-94. |
|--------------------------------|------------------|-------------------|--------------------|
| Arrondissements très pauvres   | 140,4            | 221,7             | 200                |
| Arrondissements pauvres ...    | 128,9            | 206,0             | 164                |
| Arrondissements aisés... ..    | 111,2            | 195,4             | 155                |
| Arrondissements très aisés ... | 98,7             | 177,7             | 153                |
| Arrondissements riches ... ..  | 93,9             | 146,4             | 107                |
| Arrondissements très riches... | 69,1             | 122,0             | 71                 |
| Ensemble ... ..                | 177,7            | 186,4             | 153                |

Pour Amsterdam, le directeur de la Statistique des Pays-Bas (1) est arrivé à la même conclusion, en divisant la ville en six quartiers, c'est-à-dire d'après le nombre moyen d'habitants par maison, le nombre d'électeurs censitaires pour la seconde Chambre et les Cotes d'impôts.

Il faut reconnaître évidemment que la France est un pays riche, mais là encore d'autres causes interviennent; c'est ce que disait Arsène Dumont à la séance du 5 février 1902: « La faible natalité n'est pas toujours causée par la richesse. Ainsi, dans le Calvados, un fermier aisé aura un seul enfant et en fera un avocat. Dans le Nord, le même fermier aura une dizaine d'enfants élevés à l'école primaire qui resteront attachés à la terre. »

En résumé, la richesse restreint la natalité. On ne peut donc conclure, d'une façon absolue, que les individus n'ont pas suffisamment d'enfants par manque de quoi les nourrir et les élever; pour beaucoup c'est qu'ils ne veulent pas partager leur fortune, par égoïsme ou par amour de leurs

(1) Citation du rapport Yvès Guyot.



enfants. Cependant, chez le plus grand nombre le manque complet ou relatif d'argent est bien une cause importante de la stérilité volontaire, parce que les individus n'ont pas intérêt à se grever de charges trop lourdes.

## *II. Influence de la prospérité économique*

Nous avons indiqué que les peuples dont le commerce extérieur s'est le plus développé sont ceux où la population s'est généralement le plus accrue. Ceci rappelé, ne devons-nous pas reconnaître aux variations de la prospérité économique une influence sur la natalité, influence heureuse au cas où la vie économique est prospère, influence déprimante en cas de crise? M. Pierre Leroy Beaulieu (1) émet l'idée suivante: « Une crise prolongée, un brusque appauvrissement venant frapper des populations habituées à un sort meilleur, y détermine souvent une restriction de la natalité. » Ce résultat nous semble, en effet, logique. Pendant les périodes de crise, forcément les individus doivent songer moins à fonder une famille ou à la développer. Ainsi en Irlande une période de crise toucha si bien la population que, de 5 millions elle passa à 4 en quelques dizaines d'années. A l'inverse, « on a observé souvent, continue le même économiste, que lorsqu'une ère de prospérité, un accroissement de la demande de main-d'œuvre et des salaires se produisait au sein de populations demeurées encore un peu frustes, une augmentation de la natalité s'ensuivait. » Ainsi en a-t-il été

(1) *Economiste français* 20 juin 1908 cité.

en Allemagne où l'activité économique, plus spécialement industrielle, est incontestablement une des causes de l'importance de la natalité. De même, dans le Pas-de-Calais, ainsi que nous le verrons en observant spécialement l'influence des variations de l'activité industrielle : prospérité ou chômage.

M. le docteur Clément Juglar (1) estime que la natalité augmente pendant les périodes prospères, diminue pendant les périodes de crise, et que les mariages, comme les décès, subissent pareillement l'influence de l'activité économique. Il ne faudrait pas admettre cependant une rigueur absolue de cause à effet entre ces divers phénomènes et les variations de prospérité. Il est des exceptions, en effet. D'abord le nombre des naissances ne sera pas toujours forcément accéléré par le développement de l'activité économique. « Lorsqu'il s'agit de populations très avancées, dit encore M. Leroy Beaulieu, il n'en est pas toujours de même, car l'augmentation de l'aisance peut faire naître deux autres sentiments : la recherche de plus de bien-être et de jouissances ; ou bien le désir d'assurer à ses enfants un sort meilleur par l'économie plutôt que d'en augmenter le nombre. » Nous remarquerons, en outre, par la suite, qu'en matière industrielle, lorsque la prospérité est normale et non exceptionnelle, elle est incapable d'influencer heureusement la natalité. Il est donc des cas où le principe du docteur Juglar n'est pas exact pour les périodes prospères. Pareillement aussi les crises ne diminuent pas toujours la fécondité et le nombre des

(1) Y a-t-il des périodes pour les mariages et les naissances comme pour les crises commerciales cité par Neymarck.

mariages. Il peut se faire, notamment, que les réserves de toutes sortes plus nombreuses aujourd'hui qu'autrefois (1), ou l'arrivée des choses nécessaires plus rapidement et à meilleur compte qu'il y a des années, permettent d'attendre la fin de la crise sans trop en souffrir.

Néanmoins très souvent, comme le fait remarquer M. Schmoller, dans les « *Phases typiques des crises* », le sentiment du marasme est répandu partout : « il agit automatiquement, sans qu'on s'en rende compte, comme s'il se produisait, suivant l'expression de M. Neymarck « une sorte de suggestion ». « Sans calcul préalable, sans préméditation aucune, par cela seul qu'il y aura eu dans l'air... de la confiance ou du pessimisme, on aura été un peu plus ou un peu moins prolifique qu'on ne l'eût été sans cela. » (2) D'ailleurs il est démontré que les crises augmentent la mortinatalité : ainsi, en 1870, à Paris pendant le siège, crise sociale, mais économique aussi. Pourquoi n'en serait-il pas ainsi pour la natalité ? En définitive, sans qu'il y ait là une règle inéluctable, les variations de la prospérité économique doivent modifier la nuptialité et la natalité en un sens ou en l'autre. Or, on ne peut dire qu'en ces dernières années la France ait passé par de longues et accablantes périodes de crises économiques, à part la mévente de certains produits, qui ne constitue d'ailleurs pas un mal général ; l'abaissement de la natalité ne résulte donc pas de là. Plutôt pourrait-on dire que l'activité économique gé-

(1) Traité théorique et pratique d'Economie politique, tome 14, p. 410 ; Paul Leroy-Beaulieu.

(2) Rapport de Foville p. 13.

nérale est intermédiaire entre la prospérité exceptionnelle, cause de relèvement du chiffre des naissances, et son insuffisance, source d'abaissement excessif. Quoiqu'il en soit, quand une crise s'abat sur un pays c'est pour les individus encore un intérêt de plus à la stérilité voulue.

### *III. Influence de la baisse du revenu des capitaux*

S'il est admis que la France est un pays riche, plus riche qu'autrefois et justement pour cela, — l'augmentation du capital entraîne généralement la diminution du revenu (1), — en même temps il faut reconnaître que le revenu des capitaux s'est considérablement amoindri, et eu égard à la natalité, nous demander quel peut être le résultat d'un pareil fait.

Tout d'abord pour montrer que la richesse de la France s'est accrue, nous empruntons à M. de Foville (2) le tableau suivant :

Valeurs déclarées des successions et donations en millions de francs :

|                | Annuités moyennes | Annuités moyennes    |
|----------------|-------------------|----------------------|
| 1826-1830..... | 1.843             | 1866-1870..... 4.729 |
| 1831-1835..... | 1.980             | 1871-1875..... 5.160 |
| 1836-1840..... | 2.149             | 1876-1880..... 5.906 |
| 1841-1845..... | 2.402             | 1881-1885..... 6.182 |

(1) Ainsi en 1904 le capital en France diminua de 380 millions et le revenu de la rente monta de 2,99 à 3,06 pour 100.

(2) Communication à la Société de Statistique, Alliance Nationale 15 juillet 1906.

|                |       |                |       |
|----------------|-------|----------------|-------|
| 1846-1850..... | 2.605 | 1886-1890..... | 6.375 |
| 1851-1855..... | 2.715 | 1891-1895..... | 6.930 |
| 1856-1860..... | 3.189 | 1896-1900..... | 6.869 |
| 1861-1865..... | 3.623 | 1901-1904..... | 6.489 |

Ainsi, jusqu'en 1901, la richesse en France a toujours été en augmentant. Mais à mesure le revenu diminuait. M. Neymarek en donne plusieurs preuves. Tout d'abord, le taux auquel les emprunts ont été faits depuis la Restauration a diminué de 3,81 pour 100. Voici quels étaient les taux moyens :

|                                                     |      |          |
|-----------------------------------------------------|------|----------|
| Restauration ... ..                                 | 6,81 | pour 100 |
| Monarchie de Juillet ... ..                         | 4,56 | —        |
| 2 <sup>e</sup> République ... ..                    | 6,64 | —        |
| 2 <sup>e</sup> Empire ... ..                        | 4,50 | —        |
| 3 <sup>e</sup> République, emprunts libérateurs ... | 5,98 | —        |
| 3 <sup>e</sup> République, emprunts de 1872 à 1898  | 3,50 | —        |
| 3 <sup>e</sup> République, emprunts de 1901 ... ..  | 3    | —        |

En outre, le taux de l'escompte s'est abaissé de 3 pour 100 depuis 1871 :

|           |      |          |           |      |          |
|-----------|------|----------|-----------|------|----------|
| 1871..... | 6    | pour 100 | 1890..... | 3    | pour 100 |
| 1872..... | 5,16 | —        | 1900..... | 2,75 | —        |
| 1880..... | 2,81 | —        | 1902..... | 3    | —        |

Il en a été de même du revenu de la rente française qui a subi les variations suivantes :

|           |      |          |           |      |          |
|-----------|------|----------|-----------|------|----------|
| 1871..... | 5,53 | pour 100 | 1890..... | 3,27 | pour 100 |
| 1872..... | 5,49 | —        | 1900..... | 2,99 | —        |
| 1880..... | 3,55 | —        | 1902..... | 2,99 | —        |

Ainsi depuis une quarantaine d'années la diminution du revenu de la rente a été de 2,53 pour 100 de ce qu'il était en 1871. En outre, la moyenne de 1871-1902 comparée à celle de la période 1825-1870 a baissé de 0,39 pour 100, de 4,65 à 4,26. M. Yves Guyot disait à la Commission le 15 décembre 1905, que la diminution du revenu de la rente vient d'une cause factice, à savoir que l'Etat, étant obligé de placer les fonds des Caisses d'Epargnes en rente française, donne à celle-ci une plus value factice qui nécessite des conversions et, par suite, diminue le revenu. Quoi qu'il en soit l'essentiel est que aujourd'hui (1) 100.000 fr. de capital, au lieu de rapporter 5.530 fr. comme en 1871, ne rapportent plus que 2.990 fr. Il faut donc actuellement un capital presque double pour obtenir le même revenu qu'après la guerre.

Or, la rente est éparpillée entre les mains de plusieurs millions de détenteurs, ainsi d'ailleurs que toute la richesse de la France, comme le prouvent les statistiques des successions. C'est pourquoi M. Neymarck déclare qu'il existe en France « de la poussière de titres et de la poussière de revenus ». Voici, par exemple, le tableau des parts successorales en 1901 (2) :

|                     |                    |          |        |        |
|---------------------|--------------------|----------|--------|--------|
| Sur 1.000 héritiers |                    |          |        |        |
| 764,9               | touchent de ... .. | 1.000 à  | 2.000  | francs |
| 164,8               | — ... ..           | 2.000 à  | 10.000 | —      |
| 54,1                | — ... ..           | 10.000 à | 50.000 | —      |

(1) En 1902 plutôt, car depuis il y a eu relèvement de la rente.

(2) Alliance nationale 15 juillet 1903, importance des parts successorales.



|     |   |        |                    |           |   |
|-----|---|--------|--------------------|-----------|---|
| 8,7 | — | ... .. | 50.000 à           | 100.000   | — |
| 5,1 | — | ... .. | 100.000 à          | 250.000   | — |
| 1,5 | — | ... .. | 250.000 à          | 500.000   | — |
| 0,6 | — | ... .. | 500.000 à          | 1.000.000 | — |
| 0,3 | — | ... .. | plus d'un million. |           |   |

Les 3/4 des héritiers en ligne directe héritent ainsi de moins de 2.000 fr. Il est donc naturel que la baisse du revenu, rente ou autre, fasse, en France, ressentir plus lourdement les charges occasionnées par les enfants dont on restreint alors le nombre. D'autant plus que cette baisse ne s'est pas spécialisée à la rente, mais s'est étendue à toutes les valeurs françaises et étrangères. Les obligations à lots et de chemins de fer ont baissé de 40 0/0 de revenu. De 5 1/2 ou 6, le revenu des bonnes obligations industrielles est passé à 4 ou 3 1/2 0/0. Les bons du Trésor sont à 1 0/0 au lieu de 4. Les reports au lieu de 6 0/0 ne rapportent plus que du 1 ou même moins. Quant aux actions, ainsi que le faisait remarquer M. Gide (1), le revenu n'a pas subi une marche régressive, mais leur nombre est peu important en France. On peut donc parler de la baisse du revenu en général.

Les fonds étrangers ont subi pareille atteinte ressentie vivement par notre pays dont les capitalistes placent beaucoup à l'étranger. Ainsi, pour les valeurs d'Etat, voici le tableau donné par M. Neymarck (2) :

(1) Séance 15 décembre 1905.

(2) Nous ajoutons seulement la diminution.

|                                  | 1869     | 1904     | Différence |
|----------------------------------|----------|----------|------------|
| 2 1/2 Belge... ..                | 4,16 0/0 | 2,66 0/0 | 1,50 0/0   |
| 2 1/2 Hollandais ... ..          | 4,54 0/0 | 2,66 0/0 | 1,88 0/0   |
| 3 0/0 Français ... ..            | 4,17 0/0 | 3,06 0/0 | 1,11 0/0   |
| 3 0/0 Anglais ... ..             | 3,23 0/0 | 2,66 0/0 | 0,57 0/0   |
| 5 0/0 Russe (1862) ... ..        | 6,25 0/0 | 4,42 0/0 | 1,83 0/0   |
| 5 0/0 Italien ... ..             | 7,93 0/0 | 3,84 0/0 | 4,09 0/0   |
| 5 0/0 Autrichien p p; 10,40 0/0  |          | 3,84 0/0 | 7,56 0/0   |
| 5 0/0 Autrichien argent 8,33 0/0 |          | 3,84 0/0 | 4,49 0/0   |

En résumé, selon le rapporteur précité, la baisse de toutes les valeurs « a été de 25 à 30 0/0 au minimum, 40 0/0 dans la généralité des cas; elle a bien souvent dépassé 50 0/0. »

Comment veut-on qu'un père de famille ne se dise pas: « Avec 5.000 fr. de revenu j'aurais pu élever 3 enfants; avec 3.000 fr. je n'en peux élever qu'un ou deux, les instruire et les doter convenablement. »

Mais il aurait dû en être ainsi dans tous les pays, puisque partout la baisse des revenus s'est manifestée?

En réalité, il n'est pas étonnant que ce soit dans notre pays que la baisse se soit fait le plus vivement ressentir: le capitaliste français, le riche comme le petit, cherche avant tout la sécurité des placements, et non, comme en Allemagne, Angleterre et Etats-Unis, à accroître son capital en risquant de le perdre. Le « qui ne risque rien n'a rien » est aujourd'hui remplacé par la maxime prudente: « Un tiens sûr vaut mieux que deux tu l'auras ». Seuls, les très riches peuvent ainsi s'aventurer. Aussi les valeurs à revenu fixe, titres d'Etats par exemple, sont-elles plus répandues en France que les valeurs industrielles à revenu

variable; il est vrai que le capitaliste achète de préférence des valeurs industrielles étrangères trouvant toujours mieux ce qui vient du voisin. Mais ce sont surtout les fonds d'Etat qu'il souscrit; ainsi, d'après M. Neymarck, sur 14 milliards de rentes extérieures russes en 1905 nous en possédions de 8 à 9 milliards, soit 40 à 45 pour 100. Dès lors, il était naturel que la baisse du revenu des fonds d'Etat et autres valeurs sérieuses et sûres se fît ressentir davantage en France.

Si l'on ajoute à cela que nos dépenses budgétaires qui vont toujours en augmentant sont énormes, les plus élevées de toute l'Europe, à part l'Angleterre (1), il faut bien reconnaître que l'abaissement de la natalité provient beaucoup de causes économiques, pécuniaires. Cherchons donc ce que les budgets représentent par habitant, d'après la population de 1905 (2) et les budgets indiqués par la « *Semaine financière* » du 21 mars 1908; sans rappeler les chiffres donnés par MM. Honnorat et Javal pour les dépenses militaires en quelques pays, nous verrons ainsi que le Français est le peuple qui paie à peu près le plus d'impôts par tête d'habitant:

|                       |        |
|-----------------------|--------|
| Grande-Bretagne... .. | 114,90 |
| France... ..          | 97,70  |
| Belgique... ..        | 83,44  |
| Pays-Bas... ..        | 72,98  |
| Norvège... ..         | 61,82  |

(1) Notre budget de 1910 est de 4.183.294.064 francs.

(2) Généralement.

|                        |       |
|------------------------|-------|
| Italie... ..           | 57,91 |
| Portugal... ..         | 57,41 |
| Suède... ..            | 53,58 |
| Allemagne... ..        | 53,51 |
| Espagne... ..          | 52,88 |
| Danemark... ..         | 43,81 |
| Autriche-Hongrie... .. | 30,56 |
| Russie ... ..          | 16,71 |

Au surplus, ainsi que nous allons l'indiquer, les besoins se sont considérablement accrus; par suite, malgré l'augmentation de la richesse, si nous prenons la rente comme étalon, voilà quel a été pour la natalité l'effet de l'abaissement du revenu :

|             | Revenu moyen<br>de la rente pour 100 | Taux de natalité<br>pour 100 habitants. |
|-------------|--------------------------------------|-----------------------------------------|
| 1872 ... .. | 5,45 ... ..                          | 26,7                                    |
| 1880 ... .. | 3,55 ... ..                          | 24,6                                    |
| 1890 ... .. | 3,26 ... ..                          | 21,8                                    |
| 1902 ... .. | 2,99 ... ..                          | 21,7                                    |
| 1904 ... .. | 3,06 ... ..                          | 20,9                                    |

Nous devons donc conclure comme le fit la Sous-Commission, le 15 décembre 1905, sur la proposition de M. Neymarck: « *En France, la population se préoccupant bien plus du revenu des capitaux que de l'accroissement du capital et le revenu de ces capitaux subissant une marche régressive, pendant que les impôts et les dépenses budgétaires éprouvent une marche progressive, il en résulte une at-*

*teinte aux progrès de la natalité.* » Nous ajouterons encore: pendant que les besoins se sont accrus.

#### *IV. Cherté et difficultés de la vie. Accroissement des besoins*

Ne disons pas que le coût de la vie a beaucoup augmenté; nous ne pourrions peut-être pas prouver qu'il y a 100 ans, par exemple, la vie était meilleur marché qu'aujourd'hui. Dans une discussion sur le renchérissement de la vie, le 5 septembre 1880 à la Société d'Economie Politique, M. Marchal, ingénieur des Ponts et Chaussées, concluait que l'on peut satisfaire actuellement plus aisément qu'autrefois, les trois nécessités impérieuses de la vie: nourriture, habillement et logement. Que la vie soit encore chère, c'est certain, et nous en verrons les raisons; mais ce sont surtout nos besoins qui ont augmenté considérablement, et cela dans toutes les classes sociales. Le besoin de confort, voire même de luxe, s'est répandu partout. Aux Etats-Unis et en Angleterre notamment, il en est ainsi, à un plus haut degré même, et l'on sait que la natalité en ces pays, en quelques-unes de leurs régions tout au moins, tend à imiter la nôtre. « Par suite, si nous vivions comme nos pères, disait M. Neymarck, nous vivrions à meilleur compte. » Mais, ainsi que le remarque M. Van der Smissen, « telle jouissance, qui est luxe pour le père, devient habitude pour le fils et besoin pour le petit-fils ». Effectivement, si nous considérons quelques-uns des besoins qui, aujourd'hui nous paraissent indispensables, nous nous rendons vite compte de l'accroissement général du désir de bien-être.

Dans le logement, par exemple, il faut au plus humble un confort, qu'autrefois on eût considéré comme un luxe. Il suffit, pour le vérifier et mesurer le chemin parcouru, d'avoir visité une vieille maison ou hôtel du Paris d'autrefois: parquets et tapisseries remplacent carreaux et murs nus; l'eau, la lumière sont davantage à la portée de chacun; l'ameublement est plus complet et de luxe plus apparent, la forme étant préférée à la solidité et au confortable. Aussi, bien que les taudis dans les quartiers pauvres soient encore trop nombreux, nous devons reconnaître ici, en général, un progrès auquel tous, plus ou moins profondément, se sont habitués. Cependant les logements sont encore trop coûteux pour beaucoup.

Un ménage d'ouvrier, d'après l'*Enquête sur les salaires* (1), doit compter annuellement pour son loyer 100 francs dans l'ensemble de la France et 360 fr. à Paris. C'est déjà lourd pour les petits budgets, mais encore à ce prix il est impossible de loger une nombreuse famille, d'autant plus que souvent les propriétaires n'acceptent pas les enfants sous leur toit.

Dans la *Revue d'Hygiène* de 1908, M. Bertillon étudiant les « Conditions du logement » constate que sur 1.000 habitants en France 260 occupent des logements surpeuplés, c'est-à-dire contenant plus de deux personnes par pièce. Cette proportion est même plus élevée en certaines villes. Mais, le plus remarquable, c'est que les familles mal logées sont principalement des familles nombreuses: appartements humides, obscurs, malsains, dépourvus de chemi-

(1) Tome iv page 253.



nées, fenêtres et autres commodités. La proportion des surpeuplés est de 14 0/0 dans les ménages de 3 membres, 17 0/0 si 4 ou 5 personnes, 33 0/0 si 6 ou 7 personnes et 40 0/0 par plus de 7 personnes. Ces données sont d'ailleurs confirmées par une enquête du Ministère du Travail sur 616 villes de plus de 5.000 habitants.

Pour la nourriture, « il faut au moindre bourgeois du pain de luxe et de la viande de première qualité », au dire de M. Neymarck. Il est certain que les goûts en cette matière sont devenus plus exigeants et que des progrès de bien-être ont été obtenus. Mais là encore, le coût de la vie est trop élevé pour beaucoup; ainsi, d'après l'*Office du Travail* (1), il faudrait à une famille de 4 personnes, au minimum:

|                        |                    |
|------------------------|--------------------|
| Pain ... ..            | 600 kilogs par an  |
| Pommes de terre ... .. | 264 —              |
| Bœuf ... ..            | 120 —              |
| Lard ... ..            | 48 —               |
| Œufs ... ..            | 80 douzain. par an |
| Lait ... ..            | 408 litres par an  |

auxquels il faudrait ajouter, suivant les régions, le vin, la bière ou le cidre. Or, ces subsistances représentent les dépenses annuelles suivantes:

|                       |                        |         |
|-----------------------|------------------------|---------|
| Dans les localités de | 0 à 1.500 habitants... | 804 fr. |
| —                     | de 1.500 à 5.000       | 810 fr. |
| —                     | de 5.000 à 50.000      | 846 fr. |
| —                     | de plus de 50.000      | 948 fr. |

(1) Citation du rapport Yves-Guyot.

Comme en France, Paris excepté, le salaire moyen du manœuvre est de 2 francs 75 par jour, soit au maximum ( $2,75 \times 300$ ) 825 fr., le salaire est insuffisant pour payer la nourriture ou à peu près. Pareillement, le salaire de l'ouvrier à 3 fr. par jour pendant 300 jours donne un total insuffisant de 900 fr. par an (1).

Cette ration-type de l'Office du Travail est, par suite, exagérée. Certains diront que les enquêteurs, dans leurs calculs, ont apporté des habitudes bourgeoises, comme on le reproche pour l'établissement des budgets ouvriers. Quoi qu'il en soit, si la nourriture, telle qu'on la conçoit aujourd'hui, coûte déjà trop cher à une famille de quatre personnes, que serait-ce avec quatre, cinq ou six enfants? — La misère, malgré le travail anti-social de la femme et des enfants.

En matière d'habillement aussi, le goût du luxe s'est répandu sur tous. Au lieu d'étoffes simples de qualité souvent meilleure, on recherche le trompe-l'œil; c'est dans le peuple l'époque des vêtements bon marché, dans la bourgeoisie l'engouement exagéré pour les créations des faiseurs en renom. L'habillement est sans doute moins cher qu'autrefois, mais on en consomme davantage; partant, de ce chef, les charges sont plus lourdes.

(1) L'enquête de l'Office du Travail (vol. iv 1897) faite entre 1891 et 1893 ne donne pas les mêmes moyennes de salaires. Pour l'ouvrier adulte, elle indique 3,90 dans les départements, sauf la Seine. Mais comme M. Guyot multiplie 3 fr. par 300, au lieu de 250, qui est la moyenne des journées de travail, indiquée par les syndicats d'ouvriers; le résultat est à peu près le même: 900 au lieu de 975.

Nous pouvons ajouter à cela que des besoins nouveaux sont apparus; d'autres sont devenus des habitudes enracinées: tabac, sports, théâtres, voyages, villégiatures, qui n'existaient pas autrefois, ou dans de moindres proportions; et quelques-uns ont été facilités par la rapidité des communications, dont le bon marché ne laisse pas néanmoins de grever les petits budgets de charges inconnues autrefois.

Mais ce développement du bien-être qui se démocratise, loin d'être un mal, est la résultante du progrès matériel sous toutes ses formes; le mal vient uniquement de ce que, pour satisfaire ces besoins divers, l'individu est obligé d'économiser sur le nombre de ses enfants. Cependant, M. Bertillon (1) soutient que la multiplication des besoins n'est pas une cause du fléchissement du nombre des naissances: « Si la civilisation moderne, déclare-t-il, multiplie les besoins de la vie, c'est qu'elle donne au prix d'un bien moindre effort, le moyen de les satisfaire. Les famines, si fréquentes naguère, sont presque impossibles aujourd'hui; la vie est plus facile à tous les égards. » Il est certain que les besoins actuels sont aujourd'hui satisfaits plus aisément qu'autrefois; mais comme ils sont plus nombreux, en définitive, la peine est probablement plus accablante que par le passé. On dira aussi qu'il doit en être pareillement à l'étranger, où néanmoins la natalité diminue moins. Mais rien ne prouve qu'il n'y ait pas là une question de caractère: le même labeur n'implique pas pour tous le même effort. Peut-être devons-nous admettre qu'il

(1) Rapport sur l'Influence de l'égotisme.

y a en France trop d'individus vivant au-dessus de leur situation sociale, ou pour qui leur situation sociale est trop exigeante. M. Bertillon dit encore que les étrangers sont aussi vaniteux, sinon plus, que les Français. Dans les classes riches ou similaires, nous le croyons, mais dans la classe moyenne en est-il bien de même? Quoiqu'il en soit, en définitive, nous trouvons toujours là une cause de diminution de natalité s'ajoutant à toutes les autres. Effectivement, comment pourrait-on accepter avec joie la venue d'un enfant, nouveau convive à une table, limitée réellement celle-ci. Dans la plupart des milieux on ne veut pas d'enfants parce qu'on a droit au bonheur, parce que l'on n'a pas de quoi déjà satisfaire à tous les besoins que l'on s'est créés ou qui nous ont été légués, bien heureux encore quand le revenu limite exactement la consommation et que l'avenir n'est pas engagé. Où verrait-on en tout ceci un intérêt à fonder une famille nombreuse, aujourd'hui où l'argent est devenu de plus en plus désirable, parce que dispensateur de la plupart des satisfactions de nos besoins et de nos goûts. « A l'aristocratie de naissance, déclare M. Salone, à l'aristocratie de mérite que Napoléon a prétendu créer, succède partout la ploutocratie. » Eh bien! cette soif d'argent, comment l'apaiser, comment goûter les jouissances qu'il procure, si on ne limite pas d'abord le nombre de ses enfants? Nous devons donc admettre que la cherté de la vie, l'accroissement des besoins et le pouvoir de l'argent sont des principes restrictifs du développement de la natalité. Or, les difficultés de la vie, sa cherté ne seraient-elles pas accrues en France par le système protectionniste qui nous régit

et qui, indirectement, influerait ainsi sur le nombre des naissances, en augmentant les dépenses, alors que les besoins sont plus nombreux et plus exigeants? C'est à quoi nous allons répondre.

*V. Influence du Protectionnisme et du Régime économique.*

Sans traiter la vaste question du protectionnisme et du libre-échangeisme, on peut trouver dans les droits protecteurs une influence sur la natalité, à deux égards.

En premier lieu, ils augmentent le coût de la vie pour les choses les plus indispensables à l'existence: pain, viande, légumes, œufs, sucre, combustibles notamment. M. Goldstein, professeur de Statistique à l'Université de Zurich, dans son ouvrage: « *L'arrêt de la population en France* », paru à Munich en 1898 (1), estime que par suite du protectionnisme le prix du charbon dans notre pays est supérieur de 12 à 13 0/0 à sa valeur réelle. Pour le sucre, M. Yves Guyot s'exprime ainsi (2): « Le système des primes institué par la loi de 1884 privait d'un aliment excellent la population au profit de quelques centaines de gros industriels. En dépit des affirmations qui avaient contribué à faire voter la loi; elle n'a augmenté ni le nombre des salariés, ni le chiffre de leurs salaires. Le besoin de sucre était tel que, dans les sept premiers mois qui ont suivi le dégrèvement, l'augmentation de la consommation a été de 65 0/0. Ces primes étaient donc un facteur de dépopulation ». Pour les autres aliments si nous

(1) Rapport Neymarck.

(2) Rapport Guyot.

reprenons la ration type de l'Office du Travail, nous voyons que les droits de douane sont les suivants :

|                                                         |        |
|---------------------------------------------------------|--------|
| 600 kil. de pain, droit de 7 fr. par 100 k. . . . .     | 42 fr. |
| 120 — de viande, droit de 20 fr. par 100 k. . . . .     | 42 fr. |
| 40 — de lard, droit de 25 fr. par 100 k. . . . .        | 12 fr. |
| 374 — de pommes de terre, droit de 0,40 par 100 k. . .  | 1 05   |
| 57 k. 600 d'œufs (1), droit de 6 fr. par 100 k. . . . . | 3 45   |
| <hr/>                                                   |        |
| Total . . . . .                                         | 100 50 |

Ainsi les droits protecteurs coûtent 100 fr. 50 sur un budget total de 804 à 948 fr. minimum et maximum pour beaucoup. L'augmentation du coût de la vie est donc sensible. M. des Essars (2) en donne une preuve : « pour un certain nombre de produits alimentaires, on paie à Londres 84 fr. 09 et à Paris 109 fr. 95 dont 1,57 de droits à Londres et 11,34 à Paris ».

Or, pourquoi a été établi le droit de 7 fr. sur les 100 k. de blé ? C'était dans le but de protéger les blés français contre les blés étrangers pendant les années d'abondance. Eh bien, d'abord ce droit n'a pas empêché l'introduction des blés étrangers les années de bonne récolte, n'est-ce pas une preuve que nous en avons besoin, mais, en outre dans les années de production trop faible, le droit a eu pour résultat d'empêcher le blé de venir de l'étranger en quantité suffisante, et par suite, le prix du blé français montait. Ceci est tellement vrai qu'en 1897, année

(1) C'est-à-dire 80 douzaines d'œufs à 60 grammes chacun.

(2) Cité par rapport Guyot.



de mauvaise récolte, le droit dut être suspendu. Voilà bien une preuve que ce droit augmente le coût de la vie, le prix du pain en l'espèce, pendant les périodes mauvaises surtout, où les classes pauvres et moyennes auraient besoin de pouvoir s'approvisionner à bon compte.

Quant à la viande, nous ne répéterons pas la démonstration de M. Yves Guyot (1), prouvant « qu'en France nous n'avons que la moitié de la viande animale nécessaire », « quand il faudrait 100 kilos de viande, nous en avons 41 ». Mais nous rappellerons que les droits de douane sur la viande (2) nuisent à sa consommation, puisque d'après l'enquête à laquelle se livra le rapporteur, les villes sont très rares où elle augmente en proportion de l'accroissement de la population. Ainsi, à Paris, en 1880 la consommation de la viande de boucherie était par habitant de 79 kgs et en 1903 de 60 kgs seulement. Même en admettant que l'émigré des campagnes n'ait pas autant l'habitude de consommer la viande, ce qui est moins ad-

(1) Le Rapporteur cherche la ration type nécessaire à un adulte d'après les travaux de M. Atwater, que le ministère de l'agriculture des Etats-Unis avait chargé d'une série d'Etudes sur l'alimentation. Puis ceci trouvé, combien il en faudrait chaque jour, soit 30 millions qui, comparés à nos ressources alimentaires, notamment la viande, montrent le déficit de ces dernières et la nécessité de ne pas autant gêner leur entrée sur notre territoire.

(2) L'importation de la viande était libre de 1863 au 3 novembre 1881, époque à laquelle elle fut frappée d'un droit de 3 fr. par 100 k. de viande fraîche, droit augmenté encore le 11 janvier 1892, 5 avril 1898 et 31 juillet 1903 : en définitive, au minimum, 0,35 par k. de viande fraîche.

missible de nos jours que naguère, nous devons toutefois reconnaître que les droits doivent bien être pour une part dans l'insuffisance de l'augmentation de la consommation. Et cependant, la viande est « l'aliment par excellence du travailleur » suivant l'expression de M. Armand Gautier qui ajoute : « Partout où l'ouvrier manque de viande, il boit de l'alcool ». Augmentant la cherté d'une chose indispensable à la vie du travailleur les droits sur la viande sont un facteur de l'abaissement du taux de la natalité.

Il est une objection possible : En Angleterre, pays libre-échangiste, la natalité diminue d'une façon rapide, de même en Allemagne existe le système protectionniste et la natalité est élevée, n'est-ce pas que le protectionnisme en France n'a aucune influence sur la natalité ? A notre avis on peut répondre : autre pays, autres mœurs et autres influences. Il peut y avoir là une question de caractère, la plupart des Français actuels se caractérisent par leur prudence, ne voulant avoir d'enfants que s'ils sont sûr de pouvoir les élever convenablement sans diminuer leur propre satisfaction ; c'est pour des gens ayant cette manière de raisonner que le protectionnisme vient encore augmenter le coût de la vie et l'on voudrait qu'indirectement il ne nuise pas à la natalité ! En outre, l'exemple de l'Allemagne ne nous contredit pas, car sa belle natalité provient de causes qui ne fonctionnent pas autant en France : abondance des emplois offerts par une industrie exceptionnellement prospère par exemple.

En outre, il se peut que le protectionnisme convienne à un peuple et pas à un autre, suivant les circonstances il

correspondra ou non à un besoin et nuira ou non à la natalité. Quant à l'Angleterre ce n'est pas une raison parce qu'un des nombreux mobiles de restriction de la natalité n'existe pas dans ce pays, pour qu'il n'agisse pas ailleurs.

En second lieu, le protectionnisme influe encore sur la fécondité à d'autres points de vue. « En France, dit M. Guyot, les industries qui produisent des produits destinés à être transformés, sont protégées aux dépens des industries qui emploient le plus de main-d'œuvre, et la main-d'œuvre la plus habile. » D'après le *recensement des Industries et des Professions* de 1896, confirmé par le suivant, les industries qui occupent le plus grand nombre d'ouvriers en France sont celles des étoffes, lingerie et vêtement; les industries textiles ne viennent qu'après. Or, les textiles français sont protégés en ce sens qu'à leur entrée en France, les textiles étrangers sont frappés de droits élevés. Quel peut être le résultat de cet état de choses, sinon que les industries tributaires des textiles pour la matière première subissent à leur désavantage le contre-coup de cette protection. Ainsi en matière de soierie nous produisons et nous exportons surtout des tissus mélangés de coton, dès lors, les droits sur les cotons grèvent les fabricants de tissus de soie, aussi seuls les filateurs de soie, producteurs de la matière première pour le tissage, sont des fervents du protectionnisme. De même les industries du façonnage des métaux souffrent de la protection accordée aux industries métallurgiques proprement dites ou productrices des métaux. Encore les droits protecteurs de la tannerie font pâtir les industries qui produisent les objets de cuir.

Un premier résultat du protectionnisme, en effet, est le renchérissement de la matière première protégée, qui n'a plus à lutter contre la concurrence, car les industries tributaires ne peuvent s'en procurer à l'étranger qu'en payant des droits énormes, ou plutôt en les faisant payer à la clientèle et à l'ouvrier, c'est-à-dire en augmentant pour tous le coût et les difficultés de la vie.

A la clientèle d'abord, en forçant les prix. « Des tissus, dit M. Julien Hayem (1), fabricant de lingerie, qui, en Suisse, ou en Angleterre, se vendent de 0 fr. 50 à 0.60 quelquefois moins, sont doublés et triplés par l'effet du droit ». Résultat: la clientèle payant plus cher, achète moins, les débouchés sont donc limités par la protection. Effectivement, dès après le premier février 1892, où les tarifs protecteurs furent augmentés, nos exportations de lingerie et de vêtements diminuèrent. Voici quelle en était la moyenne annuelle (2) :

|                 |                    |
|-----------------|--------------------|
| 1889-1891 ..... | 120.300.000 francs |
| 1894-1896 ..... | 98.300.000 —       |
| 1897-1899 ..... | 107.700.000 —      |

Pour les métaux, malgré le droit de 35 francs par tonne de fonte et 75 francs par tonne d'acier, de 1889-91 à 1900-1902, les importations passèrent de 8 à 18.000.000 de francs, alors que les exportations ne montèrent que de 25 à 33 millions de francs. Pareillement, pour les cotonna-

(1) Dictionnaire du Commerce, article Lingerie, cité par Guyot.

(2) Rapport Guyot.

des: en 1901-1903, les exportations de fil de coton étaient de 3.797.000 kilos et les importations de 14.117.000 kilos. Il nous faut reconnaître cependant qu'en ces dernières années la situation, pour la lingerie et le vêtement notamment, a tendance à s'améliorer, mais l'augmentation de nos exportations ne serait-elle pas encore plus active, sans pouvoir être assimilée à une liquidation, si elle n'était pas gênée par la protection. Nous sommes donc en droit de dire que les tarifs protecteurs nuisent à la clientèle en augmentant les prix; à l'industrie en limitant les débouchés, arrêtant ainsi la prospérité économique de branches importantes; enfin, à l'ouvrier en tant que consommateur d'abord, en tant que salarié ensuite, car ne pouvant trop exagérer le prix du marché, les industriels diminuent le prix de revient en rognant les salaires, obligeant par suite la femme à travailler et créant de la sorte une cause possible d'abaissement de la natalité.

Or, le personnel employé dans « ces *industries opprimées* », suivant l'expression de M. Yves Guyot, forme une partie importante du personnel industriel total. Les industries du vêtement et similaires comprenaient en 1896, 20, 47 pour 100 du total alors que les industries textiles n'arrivaient qu'à 14,17. Les industries du travail des métaux avec 650.000 ouvriers constituaient 9,55 du total contre les 0,88 pour 100 formés par les 50.000 ouvriers de la métallurgie proprement dite. Les tanneurs et mégissiers étaient 48.000 contre 300.000 producteurs d'objets en cuir. On voit dès lors que l'influence déprimante du protectionnisme pèse sur un grand nombre.

Si l'on ajoute à cela que ce sont les travailleurs les plus

habiles qui en souffrent, nous avons la mesure du mal. D'une façon générale, le travail français ajoute de la valeur aux choses : ainsi la tonne de marchandises qui pénètre en France coûte comme prix moyen 170 francs, au contraire la tonne de celles qui sont exportées vaut 450 frs, même 560 francs en 1890 (1). Or, c'est justement le travail productif de valeur pour les choses qui est comprimé ; les tissus de coton ou de lin valaient à un moment de 2 fr. 80 à 8 fr. 89 le kilo, alors que transformés en chemises, faux-cols, etc., ils représentaient 40 frs 60 ; ou encore les tissus de soie façonnés, en 1902, étaient payés 88 francs le kilos et 389 francs une fois transformés en vêtements de femmes (2).

Notons enfin que la protection aboutit encore à la surproduction parfois, d'où des périodes d'activité trompeuses auxquelles succèdent des périodes de crise et de chômage, dont nous connaissons la généralement mauvaise influence sur la fécondité. En 1891 par exemple, les droits sur les cotons furent augmentés, on s'imagina que le marché intérieur serait abondant et par suite on créa de nouvelles usines nécessitant un drainage serré des capitaux et de la main d'œuvre, au détriment d'autres industries. Puis comme les marchés étaient insuffisants, il fallut fermer des usines, décider que les industriels pourraient décrocher le chômage, et liquider sur l'étranger.

Avec de telles données, comment ne pas conclure que la population n'est souvent pas en état de fonder de nombreuses familles et admettre avec la Sous-Commission que :

(1) M. Cauwès, à son cours 1907-1908.

(2) Rapport Guyot, précité.



*« Les droits protecteurs qui rendent les industries comprenant le personnel le plus nombreux, tributaires de quelques industries protégées empêchent l'extension de ces industries et dépriment les salaires. La surcharge qu'ils font peser sur les matières premières dont elles font usage, les droits protecteurs qui frappent le pain et la viande, en augmentant la cherté de la vie, constituent pour les familles prévoyantes, des obstacles économiques à la natalité ».*

M. Yves Guyot déclare encore que « les primes à la marine marchande ne sont pas des primes à la population ». C'est, qu'en effet, avant la loi du 18 avril 1906, le système des primes à la construction était défectueux, et, ruinant une industrie, nuisait à la natalité. La loi de 1881 donnait une demi prime aux navires français construits à l'étranger; nos chantiers furent alors complètement abandonnés. La loi de 1893 vint donner une prime à la seule construction des navires en France, mais ayant fait un avantage exagéré aux navires à voiles, les commandes portèrent presque uniquement sur ces derniers. D'où la loi du 7 avril 1902 qui limitait le chiffre total du tonnage des navires devant bénéficier des primes, ainsi que le crédit d'argent afférent aux primes. Quelques mois après la loi, le crédit étant épuisé, jusqu'à l'ouverture d'un nouveau, la construction était sacrifiée. Voilà pourquoi M. Yves Guyot faisait le reproche indiqué. Mais la loi de 1906 est venue remédier à celle de 1902 (1). D'autres primes ont pour résultat d'augmenter le prix des choses nécessaires en l'état actuel des besoins, par exemple les

(1) M. Thaller, à son cours 1906-1907.

primes sucrières. D'autres privilèges avantageant une industrie y attirent les travailleurs et les capitaux sans réel besoin et risquent d'entraîner des crises. Si nous ajoutons que divers monopoles de l'Etat, tabac, allumettes notamment, accroissent aussi le prix des choses utiles à la plupart, nous dirons avec la Sous-Commission, à la suite du rapport de M. Neymarck :

*« L'intervention de l'Etat dans le domaine privé, la création de monopoles ou de privilèges, les mesures commerciales, fiscales et financières, changeant la distribution du travail et du capital exercent une influence déprimante sur le mouvement de la population. »*

Ainsi se justifie à bien des points de vue cette constatation de M. Yves Guyot : « Notre système économique inspire à tous ceux qui vivent de leurs salaires, ou ont des ressources limitées, la peur de faire des enfants. »

#### *VI Influence de l'exagération de l'esprit d'épargne.*

Quoi d'étonnant, après ce que nous venons de dire, si les individus n'ont plus qu'une idée, celle d'épargner le plus possible : faire des économies sur leur fortune et sur le nombre de leurs enfants. Sans songer à revenir à l'imprévoyance, plus nuisible que son opposé, même trop accentué, beaucoup d'économistes estiment que l'exagération de l'esprit d'épargne est une cause restrictive de la natalité.

« Des Français les jours sont comptés, si de compter ils sont tentés », disait déjà un astrologue du temps passé. A l'opposé, J. B. Say estimait qu' « il faut augmenter les

épargnes plus que les enfants ». Cependant, la Sous-Commission admit, le 15 décembre 1905, sur la proposition de M. de Foville, d'accord avec M. Weymarek, le principe suivant : « *Quand les pouvoirs publics poussent à l'excès les encouragements donnés à l'esprit de prévoyance individuelle et familiale, ils risquent de contribuer à la restriction de la natalité.* »

Comment justifie-t-on cette opinion ? On utilise, à cet effet, les travaux ingénieux d'un auteur finlandais, M. Tallqvist, démontrant que ce sont les départements français comprenant le plus d'assurés contre l'incendie qui ont la natalité la moins élevée (1) :

| Non assurés sur 100  |                     | Naissances en un an pour<br>1000 femmes mariées de 15<br>à 50 ans (1878-1881) |  |
|----------------------|---------------------|-------------------------------------------------------------------------------|--|
| dans 24 départements | 6 à 30 .....        | 118,3                                                                         |  |
| — 33                 | — 32 à 96 .....     | 173,7                                                                         |  |
| — 18                 | — 112 et plus ..... | 206,1                                                                         |  |

Pour 100 sinistrés assurés, plus le nombre des sinistrés non assurés est grand, et plus la natalité est forte. Prévoyance contre l'incendie et contre les enfants vont donc de pair. Il semble ainsi que l'assurance ait un effet déplorable sur la natalité. Nous estimons cependant qu'il n'y a là qu'une simple coïncidence : les assurés contre l'incendie sont gens prévoyants, comme le sont la plupart de ceux qui restreignent le nombre de leurs enfants. Assurance et restriction sont deux manifestations d'un même

(1) Projet de rapport général.

état d'esprit, la prévoyance; il est donc naturel qu'elles se retrouvent de préférence chez les mêmes individus, mais l'un n'est pas la conséquence forcée de l'autre. Un individu, en faisant une chute, se brise une jambe et se foule une main, ce sont deux effets d'une même cause, la chute, mais ils auraient bien pu se manifester l'un sans l'autre. Or, d'après M. Tallqvist, deux manifestations de l'esprit de prévoyance se présentent en même temps, qu'est-ce que cela prouve? Que l'esprit de prévoyance est la cause de la restriction et de l'assurance, mais non pas que l'assurance est la cause de la restriction.

Bien au contraire, l'institution de l'assurance, la prévoyance sous forme d'assurance, nous apparaît très favorable à la natalité. Qui nous dit, en effet, que, sans elle, les individus prévoyants de caractère, n'auraient pas encore moins d'enfants qu'ils n'en ont. En réalité, grâce à elle, on peut éviter des pertes, qui soit qu'elles se réalisent, soit qu'on redoute de les voir se réaliser éventuellement, obligeraient à restreindre davantage le nombre des descendants. Supposons des individus assurés contre l'incendie, ils sont prévoyants, donc, dit-on, peu prolifiques; mais si nous les imaginons dépourvus de polices d'assurances, quand quelques-uns de leurs immeubles seront brûlés, et qu'ils seront plus ou moins ruinés, ne vont-ils pas retarder leur mariage ou limiter davantage leur fécondité, plus que s'ils touchaient une indemnité de la Société d'assurances. Cette supposition nous semble logique. En outre, diverses formes d'assurances permettent au chef de famille de ne plus redouter une mort prématurée susceptible d'apporter aux siens la gêne ou la misère.

Ainsi, l'assurance sur la vie. De même, l'assurance dotale permet au jeune homme de s'établir, à la jeune fille de trouver un époux, à tous les deux d'avoir des enfants.

Evidemment, pour payer les primes, les cotisations, des économies sont nécessaires, il faut rogner ses revenus et, un enfant coûtant cher viendrait encore augmenter la dure nécessité de restreindre ses dépenses, aussi parfois préférera-t-on s'assurer et avoir un enfant de moins. Mais ceci ne peut s'appliquer à l'assurance-incendie dont les primes sont bon marché, assurance sur laquelle porte la statistique précitée. Nous indiquerons encore par la suite quelles ressources les applications de l'assurance peuvent procurer en matière de fécondité et de nuptialité. En dernier lieu, la France n'a pas le monopole de cette institution; il est même admis que, malgré des progrès certains, elle n'est pas encore entrée dans les mœurs, autant que dans d'autres pays. Donc si la prévoyance est une cause de l'abaissement de notre natalité, ce n'est pas sous la forme de l'assurance.

M. Tallqvist donne, comme autre preuve de l'influence déprimante de la prévoyance, que plus les livrets de caisse d'épargne sont abondants, moins la natalité est élevée. Cette constatation fut faite non seulement pour la France, mais encore en Angleterre, Danemark, Italie, Norvège, Prusse, Suède et Suisse. En France, voici les chiffres (1) :

(1) Revue Politique et Parlementaire 1909, article cité.

| Nombre de départements | Livrets par<br>1000 habitants<br>en 1880 | Naissances par<br>1000 femmes<br>de 15 à 50 ans<br>(1877-1881) |
|------------------------|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
| 22 .....               | 10-44 .....                              | 187,1                                                          |
| 20 .....               | 49-72 .....                              | 180,2                                                          |
| 18 .....               | 75-114 .....                             | 170,0                                                          |
| 10 .....               | 115-144 .....                            | 155,1                                                          |
| 8 .....                | 156-195 .....                            | 148,1                                                          |
| 8 .....                | 203-256 .....                            | 134,8                                                          |
| France entière         | 104 .....                                | 164,3 (1)                                                      |

Le Professeur Mombert (2) a fait le même calcul pour 78 territoires de l'Empire Allemand et est arrivé à la même conclusion. Quant à la Prusse (3) :

|                   | Livrets par 1000 | Naissances par 1000 femmes |
|-------------------|------------------|----------------------------|
| 6 districts ..... | 15-33 .....      | 310,4                      |
| 6 — .....         | 41-84 .....      | 290,3                      |
| 6 — .....         | 94-114 .....     | 284,2                      |
| 12 — .....        | 119-190 .....    | 271,3                      |
| 5 — .....         | 196-250 .....    | 249,9                      |
| Prusse entière    | 113 .....        | 281,8                      |

(1) Autre exemple pour les départements les plus industriels :  
Départements. Livrets p. 1000 hab. en 1880. Naissances en un an,

|         |              |       |
|---------|--------------|-------|
| 2 ..... | 69- 80.....  | 211,6 |
| 9 ..... | 108-118..... | 189,5 |
| 5 ..... | 137-170..... | 166,6 |
| 6 ..... | 178-256..... | 141,9 |

(2) Cité par la coopération des Idées, article cité.

(3) Chiffres de M. Tallqvist.



Une preuve cependant qu'il ne faut pas exagérer cette influence, c'est qu'en comparant les districts prussiens, aux départements français, suivant des proportions de livrets à peu près identiques, d'après les chiffres de M. Tallqvist, nous voyons que la natalité en Prusse dépasse toujours la natalité française de plus de 100 naissances. De même, en comparant la proportion de livrets pour l'ensemble de chacun des deux pays, nous avons :

|                              | Livrets pour 1000 habitants | Naissances annuelles<br>pour 1000 femmes |
|------------------------------|-----------------------------|------------------------------------------|
| France .....                 | 104 .....                   | 164,3                                    |
| Prusse .....                 | 113 .....                   | 281,8                                    |
| En plus pour la Prusse ..... | 9 .....                     | 117,5                                    |

Ainsi, en Prusse, avec une proportion de livrets à peine plus forte qu'en France, on comptait 117.5 naissances en plus; n'est-ce pas que cette forme de la prévoyance peut se concilier avec une natalité élevée?

Au surplus, la France n'est pas le pays où les dépôts à la Caisse d'Epargne sont le plus abondants, ainsi que le prouvent pour 1902 (1) notamment la Statistische Korrespondenz (2), en donnant le tableau suivant (3) :

(1) Il ne s'agit donc pas là de la Statistique Américaine dont M. Neymarck, à la séance du 12 mars 1902, disait qu'elle était fausse, puisqu'elle datait d'avant 1902, tandis que celle-ci est faite pour 1902.

(2) Alliance nationale du 15 janvier 1906, Caisse d'Epargne en Europe à la fin de 1902.

(3) Nous le modifions légèrement : au lieu d'indiquer la somme totale des dépôts pour chaque pays et en marks, nous montrons ce que cela représente par tête d'habitant. Nous ajoutons aussi le taux de la natalité en 1902 d'après la statistique internationale de 1907.

|                   | Livrets par 1000<br>habitants | Francs par<br>habitant | Naissances<br>par 1000 |
|-------------------|-------------------------------|------------------------|------------------------|
| Danemark ... ..   | 50,9                          | 41,71                  | 29,2                   |
| Suède ... ..      | 35,8                          | 14,87                  | 26,5                   |
| Norvège ... ..    | 32,0                          | 20,98                  | 29,0                   |
| Belgique ... ..   | 29,7                          | 10,20                  | 28,4                   |
| France ... ..     | 29,0                          | 11,40                  | 21,7                   |
| Prusse ... ..     | 26,3                          | 22,57                  | 35,5                   |
| Angleterre ... .. | 26,0                          | 11,08                  | 28,5                   |
| Pays-Bas ... ..   | 25,0                          | 7,32                   | 31,8                   |
| Italie ... ..     | 19,4                          | 7,22                   | 33,3                   |
| Autriche ... ..   | 18,7                          | 17,16                  | 37,0                   |
| Hongrie ... ..    | 6,9                           | 8,35                   | 38,8                   |
| Russie ... ..     | 3,1                           | 1,75                   | 48,0                   |

Ainsi, la France n'est pas le pays qui a le plus de livrets ni la plus forte somme moyenne par habitant. Bien entendu, il n'y a là qu'une indication, la période d'observation est limitée à un an et d'autres causes ont pu intervenir. Mais il est d'autres formes de l'épargne, aussi nous reconnaissons qu'en notre pays qui possède une fortune mobilière élevée et disséminée, l'esprit de prévoyance au siècle dernier s'est développé considérablement: c'est l'effet d'abord des grandes émissions (1) et leur publicité qui, en propageant le goût des affaires financières peut inciter à économiser sur les enfants. Un des membres de la Commission déclarait que les valeurs mobilières se sont développées, surtout à partir de 1825, et que la baisse plus forte de notre natalité date de cette époque. Cependant, de

(1) Hennequin, séance 12 mars 1902.

15,7 pour 1.000 en 1821-1830, le taux a passé à 16,0 et 15,9 dans les décades suivantes (1). C'est encore pour quelques-uns le développement de l'assurance, des caisses d'épargne et toutes institutions de prévoyance. Mais ainsi que le faisait remarquer M. Gide à la Sous-Commission (2), il n'est pas prouvé que l'esprit d'épargne ait augmenté en France depuis 20 ou 30 ans et qu'il influe plus sur l'abaissement de la natalité que le besoin de dépenser: « Ceux qui ont besoin de dépenser regardent toujours à avoir des enfants. » Il faudrait donc un juste milieu entre la prodigalité et son opposé.

En définitive, nous dirons que l'épargne exagérée (mais quand l'est-elle, et l'est-elle en France) correspondant à un manque d'esprit d'initiative et à une situation économique offrant peu de garanties pour le lendemain, ne peut être une cause de relèvement de la natalité.

### *VII. Influences du régime industriel*

Ne devons-nous pas trouver dans les transformations si profondes subies par notre organisation industrielle, dans le cours du siècle dernier, une cause de l'abaissement de la natalité en France?

Au premier abord, il peut sembler que la législation industrielle en protégeant la femme et l'enfant, en leur interdisant certains travaux, en limitant la durée de leur journée de travail, nuise à la natalité. C'est du moins l'opinion

(1) Chiffres de la Statistique internationale de 1907.

(2) Séance 12 mars 1902.

de M. le Professeur Debove (1) : « La loi sur le travail des femmes et des enfants, loi humaine et juste sans aucun doute, a enlevé aux parents de la classe ouvrière un des moyens qui leur permettrait de ne pas les avoir complètement à charge. Dans le Nord, où les enfants vont encore assez jeunes à la mine, l'enfant est considéré comme rapportant à la famille. C'est pourquoi, dans cette région, les risques de dépopulation sont moins sensibles ». Nous estimons cependant que cette opinion n'est pas complètement confirmée : d'abord cette protection légale n'existe en France que depuis 1840, et la baisse du taux de la natalité date de plus longtemps. D'ailleurs, les pays étrangers sont, pour la plupart, avancés plus que nous sur la voie de la législation protectrice du travailleur. En outre, les populations agricoles, pour qui cette protection n'existe pas encore, accusent un pareil fléchissement de la natalité. En définitive, la protection de la femme et de l'enfant a pour premier effet d'empêcher parfois de travailler à son gré, mais le résultat le plus essentiel est de diminuer la main-d'œuvre bon marché, partant d'augmenter les salaires. Il est admis, en effet, que là où les femmes travaillent le moins, les hommes gagnent davantage (2). Avec moins de labeur, le bien-être est donc pour une famille ouvrière, égal sinon supérieur à ce qu'il était avec le travail de la femme et des enfants, la famille y gagne une vie d'intérieur possible, et, puisque la population est en voie de diminuer, au moins faut-il avoir la qualité. Or, sans doute, en limitant la journée de travail, par exemple, on empêche un père de

(1) *Le Matin* : 3 décembre 1909, cité.

(2) M. Jay à son cours, 1907-1908.

travailler 12, 13 heures par jour et de gagner davantage, c'est aussi peut-être diminuer la natalité, la quantité, mais en revanche la qualité y gagne et peu importe celle-là, sans celle-ci.

Ne pourrait-on dire, au contraire, que certaines lacunes de notre législation industrielle sont un obstacle à la natalité, le travail de nuit, non interdit à beaucoup, sans nécessité professionnelle, ne rend-il pas toute vie de famille impossible ? De même il y a quelques temps l'absence de protection légale des ouvrières en couches. Toutefois les dispositions protectrices, si elles ne nuisent pas à la natalité, ne la favorisent pas forcément : la protection des femmes en couches, les crèches à l'usine par exemple, diminuent la mortalité infantile, mais ce ne sont pas ces réformes qui changeraient suffisamment l'intérêt général de la plupart à restreindre le nombre de leurs enfants. Le moins que l'on puisse attendre de ces lois, cependant, c'est qu'elles ne fortifient pas cet intérêt.

Pendant un temps encore on reprochait à la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail d'avoir pour conséquence l'emploi des ouvriers célibataires de préférence à ceux chargés de famille. D'après cette loi, en effet, les enfants (1) d'un ouvrier victime d'un accident reçoivent une indemnité. Mais cette opinion est moins en honneur actuellement, car les Sociétés d'Assurances contre les accidents font payer aux patrons une même prime par profession, que les ouvriers soient mariés ou non. C'est ce que déclarait le

(1) De même les ascendants quand il n'y a pas de conjoint survivant.

Président du Syndicat des Compagnies d'Assurances accidents à prime fixe, par une lettre du 28 mars 1899 (1) à la commission d'assurance et de prévoyance, ajoutant qu'il n'en pourrait être autrement « car il serait pratiquement impossible de suivre sans interruption l'état civil de tous les ouvriers attachés à une entreprise, soit à titre permanent, soit à titre temporaire et de contrôler les déclarations qui seraient faites par les intéressés, notamment au point de vue des mariages et des naissances d'enfants que les ouvriers auraient intérêt à dissimuler. » Cependant, le nombre moyen des enfants laissés par les ouvriers tués victimes d'un accident professionnel est peu élevé, n'est-ce pas une preuve que l'on emploie davantage les célibataires ? Peut-être est-ce vrai pour les gros industriels, parce qu'ils sont leurs propres assureurs, mais les autres n'ont pas intérêt à cette préférence. Peut-être encore les pères de familles nombreuses sont-ils moins souvent victimes, étant sans doute plus prudents. Néanmoins, il faut reconnaître que dans le cas, rare il est vrai, où l'employeur n'est pas assuré, il préférera les célibataires.

Il a été soutenu encore que la loi sur le repos hebdomadaire avait eu pour résultat d'augmenter le prix du charbon, le coût de la vie, mais cette augmentation n'a pas eu lieu qu'en France et une réforme particulière à un pays ne peut modifier le prix mondial d'un produit.

Selon M. Yves Guyot (2), « la loi sur les retraites ouvrières est une prime contre la natalité ». En effet, « à

(1) Alliance nationale 15 avril 1899, la loi sur les accidents du travail et les compagnies d'assurances.

(2) *Le Siècle*, un numéro de décembre 1908.



quoi bon, dit-il, avoir des enfants qui vous aideront dans la vieillesse? Est-ce que l'Etat ne va pas pourvoir à tous les services qui étaient rendus autrefois par les membres de la famille? » Nous répondons précisément que ces services n'étaient pas rendus suffisamment par les membres de la famille, parce que les enfants avaient déjà assez de peine à gagner leur propre vie, les parents ne se disaient-ils pas alors: « A quoi bon avoir des enfants qui nous empêcheront d'économiser pour notre vieillesse, et ne nous aideront pas quand nous serons âgés. » Au contraire, avec les retraites cette préoccupation disparaît.

Ne peut-on trouver aussi dans l'emploi de plus en plus accentué des machines une cause de l'abaissement de la natalité? Le nombre des chevaux-vapeur employés dans l'industrie proprement dite s'est augmenté considérablement: (1)

| Années     | Nombre absolu des<br>chevaux-vapeur | Nombre moyen par<br>établissement |
|------------|-------------------------------------|-----------------------------------|
| 1840 ..... | 34.000 .....                        |                                   |
| 1850 ..... | 67.000 .....                        | 11,5                              |
| 1860 ..... | 178.000 .....                       | 13,4                              |
| 1870 ..... | 336.000 .....                       | 14,7                              |
| 1880 ..... | 544.000 .....                       | 16,0                              |
| 1890 ..... | 852.000 .....                       | 18,6                              |
| 1900 ..... | 1.791.000 .....                     | 31,2 (2)                          |

Or, ne peut-on dire que le machinisme, bien que son emploi de plus en plus grand ne soit pas particulier à notre pays, diminuant les besoins de main-d'œuvre, nuit à la na-

(1) Rapport March.

(2) En 1905 la proportion a encore augmenté, car l'ensemble (industrie comprise) est de 2.232.263 chevaux-vapeur.

talité? Dans la plupart des industries certainement, grâce aux puissantes machines, la même besogne demande moins d'ouvriers, qu'autrefois. Si l'on admet qu'un cheval vapeur équivaut à 10 ouvriers, les 1.791.000 de 1900 équivalent à près de 18 millions d'ouvriers. Il semblerait donc que la main d'œuvre dut être moins recherchée de nos jours. Il n'en est rien cependant; d'abord le nombre des industries a augmenté, de nouvelles branches se sont créées, réclamant un nombre important de bras, ainsi l'automobilisme; d'autre part, l'accroissement de l'activité industrielle aboutit au même résultat: le besoin de travailleurs. Nous devons néanmoins reconnaître une influence possible du machinisme, à savoir l'obligation de changer de profession, quand des découvertes apportent des facilités de production de tel ou tel produit. Ainsi la stabilité des professions, la sécurité du lendemain sont moins durables, l'ouvrier est davantage obligé de compter pour les mauvais jours et par suite de ne pas s'embarrasser d'enfants. Mais nous allons indiquer qu'un autre phénomène aboutit au résultat opposé: la sécurité du lendemain.

La caractéristique du siècle dernier est encore une concentration active des entreprises industrielles. Si l'on compare les résultats de l'enquête industrielle de 1840 à ceux des recensements suivants on voit en général que le nombre des petits établissements a diminué et celui des grands à l'inverse, accuse une augmentation.

Ne devons-nous pas trouver aussi dans ce phénomène une explication au fléchissement de notre quotient de natalité? Bien au contraire. Sans chercher à l'étranger des exemples de concentration plus active, ne peut-on ad-

mettre avec Arsène Dumont, qu'il suffit d'élever une usine dans une commune pour voir la natalité augmenter rapidement. Cet auteur donne notamment l'exemple de Lillebonne, dans la Seine-Inférieure, où la natalité au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle fut relativement faible, alors que la population était composée de tisserands à domicile, économes, casaniers et peu féconds. Puis quand furent créées les grandes usines de tissage et filature les naissances, en ce canton, atteignirent 40 pour 1.000. Il est vrai que la population n'y gagnait rien, les excédents de natalité devenant nuls par l'augmentation corrélative des décès. Toujours est-il que la concentration n'abaisse pas le taux de la natalité; d'autres monographies le prouvent. Et si avec M. Marek nous considérons les départements nettement (1) ou plutôt industriels qu'agricoles et que nous cherchions l'abaissement de la natalité d'après le taux de 1831-1840 et de 1891-1900, nous voyons que ce sont les départements où la concentration est la plus forte qui ont la natalité la plus accentuée: plus est élevée la proportion des ouvriers occupés dans les établissements d'au moins 100 ouvriers et moins la natalité a diminué:

| Proportion par 100 ouvriers<br>de ceux employés dans les<br>établissements de plus de<br>100 ouvriers | Nombre de<br>départements | Baisse de la natalité<br>pour 1000 habitants |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|----------------------------------------------|
| 18,3.....                                                                                             | 6 nettement industriels   | plus de 10 naissances                        |
| 20,0.....                                                                                             | 3 plutôt »                | plus de 10 »                                 |
| 23,4.....                                                                                             | 10 nettement »            | 5 à 10 »                                     |
| 24,4.....                                                                                             | 3 plutôt »                | 5 à 10 »                                     |
| 29,5.....                                                                                             | 10 nettement »            | 0 à 5 »                                      |

(1) Plus de 32 o/o des hommes étant employés dans l'industrie.

Il résulte de ces données que la natalité a tendance à être abondante dans les départements de grande industrie, probablement parce que l'ouvrier est alors plus insouciant du lendemain qui lui paraît assuré plus qu'autrefois avec la petite production, car dans les grandes entreprises les frais généraux sont à peu près les mêmes en cas de chômage ou de production. Il ne faudrait donc pas dire que la grande industrie nuit à la fécondité, en éparpillant la vie familiale.

En dernier lieu, la natalité n'est-elle pas influencée diversement suivant les variations de la prospérité industrielle? Nous avons vu ce qu'il fallait penser de l'influence de la prospérité économique en général, influence qui sans être absolue existe néanmoins, faut-il en dire autant ici? M. March a recherché dans son rapport si la prospérité industrielle ou sa décadence influe dans les villes sur la natalité. Ses constatations furent que si l'augmentation rapide de cette prospérité coïncide à un accroissement de natalité, toutefois la baisse arrive aussitôt que l'activité industrielle redevient normale; aussi, toutes les villes accusent-elles un fléchissement de la natalité, soit qu'elles aient subi une décadence, soit qu'elles présentent une activité industrielle normale. Dans le Pas-de-Calais seulement où l'on trouve une activité exceptionnelle, 4 arrondissements (ce sont ceux qui constituent plus spécialement la région houillère) ont de 1884 à 1898 une natalité croissante imputable probablement à l'abondance des emplois offerts depuis la découverte, vers 1853, de nouveaux bassins houillers. La demande perpétuelle de main-d'œuvre aboutit dans ces régions à une plus grande

insouciance de l'avenir pour longtemps encore assuré; de là découle l'élévation de la natalité.

L'affaiblissement exagéré de l'activité industrielle, à l'inverse d'un accroissement exceptionnel, ne développe-t-il pas la diminution du nombre des naissances? Cet affaiblissement peut se manifester de deux façons, ou bien il y aura chômage régulier, ou bien chômage accidentel. Volontairement nous n'employons pas le qualificatif « périodique » car toutes les crises sont des manifestations périodiques.

Quel est donc d'abord l'effet du chômage régulier sur la natalité? On peut croire qu'il est faible, parce qu'il s'agit là d'une éventualité attendue, d'importance secondaire par conséquent. On ne conçoit pas bien, en effet, qu'un agriculteur ne se marie pas, ou restreigne le nombre de ses enfants, sous prétexte qu'il doit chômer pendant l'hiver, comme tous les hivers. Néanmoins, pendant les périodes de repos de la terre, l'agriculteur se livre à d'autres travaux dénommés parfois *industries familiales*. Or, si ces industries, ces petits métiers, périlclitent, comme c'est le cas, nous trouvons bien là une influence néfaste, indirecte, du chômage régulier sur la nuptialité et la natalité.

D'autre part, en ce qui concerne le chômage accidentel, imprévu, il existe bien en France, depuis 1894, une statistique mensuelle des ouvriers syndiqués dépourvus d'emploi, indiquant qu'en 1898 les chômeurs ayant été plus nombreux que pendant les 4 années suivantes, la nuptialité diminua. Mais l'exemple plus ancien de l'Angleterre permet mieux de se faire une opinion en la ma-

tière. Certaines Trades-Unions des plus importantes indiquent, en effet, depuis 1848, la proportion de leurs membres secourus, c'est-à-dire sans emploi. Sur ces données M. March traça une courbe de chômage jusqu'en 1894 et constata qu'elle correspondait exactement à la courbe de nuptialité. Les années où les chômeurs sont nombreux, les mariages diminuent, et inversement. La comparaison serait imparfaite si l'on traçait la courbe de natalité, pour la même année que celle des chômages, car l'influence ici ne se fait pas sentir aussi rapidement. C'est pourquoi M. March compare, à la courbe de chômage d'une année, la courbe de natalité de 2 ou 3 années après; pareillement alors il trouve une correspondance entre les oscillations des deux mouvements, chômage et natalité à deux ou trois ans d'intervalle. Il est ainsi établi que l'affaiblissement de l'activité industrielle influe sur la natalité et la nuptialité.

Mais, dans notre pays les chômages sont-ils plus nombreux qu'à l'étranger, ou ont-ils augmenté? Dans l'affirmative, nous pourrions trouver là une cause d'abaissement de notre natalité. Aucune statistique suffisamment ancienne ne le prouve; il est permis néanmoins, dira-t-on, de croire que si les chômages ne sont pas devenus plus fréquents, leurs effets se font plus cruellement sentir aujourd'hui; l'ouvrier s'est habitué davantage au bien-être et compte plus qu'autrefois sur la sécurité de sa situation, sécurité qui est le résultat de la concentration. M. March estime, en outre, que l'effet des chômages étant atténué actuellement par les œuvres d'assistance, d'assurance, il n'est pas besoin pour combler les vides causés par la mort,



d'augmenter le nombre de ses enfants. A notre avis, si l'effet est atténué, les ouvriers ne l'ignorent pas, par suite, la crainte de manquer de travail n'est plus autant qu'autrefois un obstacle à la natalité; de même la concentration rend les situations plus sûres et écartant la peur du lendemain, favorise la natalité; il est donc permis de croire que si les chômages avaient été plus fréquents ou plus terribles, il se serait produit une compensation entre leur effet: abaissement de la natalité, et l'effet de la concentration: relèvement de la natalité. Au surplus, comme à l'étranger les chômages ont dû se produire pareillement, nous ne voyons pas là une cause de diminution du nombre des naissances: il est bien plus admissible qu'on en doive accuser pour une bonne part le développement trop lent de notre activité industrielle, puisqu'une natalité abaissée correspond à une prospérité normale, intermédiaire entre la prospérité exceptionnelle et le chômage.

## CHAPITRE X

### Résumé des causes

En définitive, si l'individu n'a pas d'enfants c'est qu'il ne veut pas en avoir, parce qu'il ne le peut pas sans aller contre son intérêt. Du moins telle est la mentalité actuelle, que l'esprit individualiste, la civilisation, les idées démocratiques ont développée à tel point que les sentiments moraux ou religieux, conseillers des familles nombreuses, ne sont plus guère respectés par ceux qui les partagent encore. Il semble plus simple avec la licence des mœurs de ne se refuser aucune joie, mais d'écarter les charges à tout prix, soit par des mesures préventives voire même criminelles, soit peut-être en retardant l'époque de contracter mariage.

C'est que les avantages de la stérilité apparaissent trop évidents. L'individu ambitieux pour lui-même et pour les siens ne peut avoir une famille nombreuse : il paierait plus d'impôts directs et indirects ; il ressentirait plus vivement les charges militaires ; il devrait abandonner par-

fois sa profession. C'est qu'il a intérêt souvent à fuir les campagnes pour les villes, par suite il se mariera moins ou plus tard, aura peut-être moins d'enfants, en tous cas donnera moins d'excédents de naissances sur les décès. En outre, s'il a un bien, il lui faudrait le partager pour doter ses enfants, ou le laisser morceler à sa mort. C'est encore que la vie est trop difficile, trop chère, sous l'effet des droits protecteurs notamment. C'est que le revenu a baissé au moment où les besoins se sont accrus. C'est enfin que la prospérité économique, sous toutes ses formes, sans être exceptionnellement défectueuse, n'est pas suffisamment développée, sous l'influence encore du protectionnisme. Aussi l'individu se contente-t-il d'épargner, d'économiser sur ses ressources et sur le nombre de ses enfants. A toutes ces causes, dont la plus importante peut-être est que l'individu se voit forcé de proportionner le nombre de ses enfants à l'importance de ses ressources, il nous reste à examiner s'il est possible d'opposer des remèdes.



## DEUXIÈME PARTIE

---

### LES REMÈDES

*Le mal porte en lui son remède.*

En passant en revue quelques-uns des nombreux moyens de remédier à l'abaissement de la natalité, nous nous attarderons particulièrement à ceux de la Commission de Dépopulation.

Nous n'avons pas la prétention évidemment de trouver une solution absolument neuve, absolument efficace et s'appliquant à tous les cas. Le mal ayant des causes multiples et probables la plupart, sans qu'on en doive pleinement affirmer l'existence réelle, il ne peut logiquement pas être question de trouver une panacée universelle. Nous estimons plutôt que c'est d'un ensemble de mesures que doit provenir le résultat heureux, chacune d'elles considérée isolément et appliquée à l'exclusion de toutes autres.

ne devant incontestablement constituer qu'un palliatif insuffisant. Suivant l'expression d'Auguste Comte, « tout ne se consolide que par l'ensemble ».

Cependant nous n'irons pas jusqu'à dire avec Jules Simon : « On nous propose cent moyens de relever la natalité française; ces moyens il faut les employer tous, afin d'être plus sûr de ne pas négliger le bon ». C'est qu'en effet il peut être des propositions dont l'application aboutirait, sinon au résultat opposé, du moins à de graves inconvénients dans d'autres ordres d'idées. Ainsi, M. le Sénateur Piot (1) estimait que l'on devrait favoriser la natalité chez les détenus en les autorisant à recevoir leur femme et en leur accordant une remise de peine à la naissance d'un enfant. Qu'il y ait là une question d'humanité, d'ailleurs discutable, c'est possible, mais ce serait à notre avis chercher le nombre au détriment de la valeur. D'autres palliatifs encore ne donneraient pas le résultat attendu et recherché au prix de lourds sacrifices. Aussi nous admettons avec M. le Professeur Ambroise Colin (2), « qu'il importe d'examiner avec soin, presque avec défiance, les différents remèdes proposés. » Nous nous souvenons que la cause primordiale de la stérilité volontaire, la cause essentielle dont toutes les autres ne sont qu'une face partielle, c'est la Volonté basée sur l'intérêt personnel de chacun, à n'avoir pas un grand nombre d'enfants. Par suite nous ne pouvons pas reconnaître ici une valeur absolue à la formule décevante de Cicéron, il suffira que les lois ne cherchent pas à contrecarrer les mœurs,

(1) Enquête personnelle citée.

(2) La Grande Revue citée.



mais à en tirer parti. De même, pour nous, l'abaissement de la natalité n'est pas plus une loi fatale que son augmentation démesurée comme on la redoutait avant 1870. Le remède se retrouve dans la cause du mal : la volonté. Déjà le 11 novembre 1833 une circulaire de M. Dunoyer, préfet de la Somme, indiquait aux Sous-Préfets et aux Maires, que les familles pauvres « ne peuvent s'élever qu'à force d'activité, de raison, d'économie, de « prudence surtout dans l'union conjugale » et en évitant avec un soin extrême de rendre leur mariage plus fécond que leur industrie ». (1)

Or, si l'on cherchait ainsi à agir sur la volonté pour restreindre la natalité en montrant le désavantage des nombreuses familles, pourquoi aujourd'hui, refaisant en sens inverse le chemin trop bien parcouru, n'augmenterait-on pas les naissances en agissant sur la volonté par l'intérêt satisfait ? On peut renoncer à ce que l'on a voulu, et vouloir le contraire, si les conditions déterminantes de la volonté viennent à être modifiées en sens inverse. On a parlé de « *suicide national* » mais l'homme sain ne se suicide pas sans motif, si ces derniers disparaissent, l'action qui en dépend disparaîtra aussi. En définitive, s'il devient de l'intérêt de l'individu de fonder une nombreuse famille, pourquoi la volonté ne changerait-elle pas ? Le tout est d'apporter les modifications susceptibles de produire ce revirement de la Volonté par l'Intérêt.

(1) Les prix de tempérance institués en 1852 par la Municipalité de Versailles n'étaient pas destinés, comme on l'a soutenu à tort (M. Goldstein par exemple dans l'*Arrêt de la Population en France*.) à récompenser les familles mettant en pratique la restriction volontaire. Rapport Neymarck.



## CHAPITRE PREMIER

### Remèdes accessoires ou non spéciaux à l'abaissement de la natalité

#### § I. — DIMINUTION DE LA MORTALITÉ

Comme il s'agit par là d'augmenter la population, et non la natalité, nous ne croyons pas devoir envisager longuement ce remède, bien que, pour certains, telle soit la seule mesure possible. Les hygiénistes qui, pour la plupart préconisent la lutte contre la mortalité, principalement infantile, raisonnent ainsi : la non-procréation est une question de volonté contre laquelle ne prévaudront ni les avantages aux familles nombreuses; ni les peines infligées aux célibataires. Dès lors, comme l'augmentation de la population résulte de l'excédent des naissances sur les décès et qu'il est impossible sans réformer les mœurs actuelles de fond en comble, d'augmenter la natalité, diminuons le nombre des décès; le résultat sera équivalent. Telles sont en substance les paroles que prononçait M. le Professeur Charles Bouchard à la séance d'ouverture de l'Institut le 20 décembre 1909.

Pour nous la mortalité ne peut être considérée comme une cause suffisante de l'état quasiment stationnaire de la population, cependant le gain à obtenir par sa diminution, quoique insuffisant, n'est pas à dédaigner, surtout s'il était réellement impossible de trouver des remèdes à l'abaissement de la natalité, ce que nous contrôlerons par la suite. En outre, certains moyens qui ont pour but la diminution des décès infantiles auront aussi pour résultat d'enlever aux parents la crainte d'avoir des enfants destinés à périr faute de soins. Ainsi disparaîtra ou s'atténuera un intérêt possible à la restriction volontaire. C'est sous cet angle spécial que nous pouvons envisager la lutte contre la mortalité infantile.

Tout d'abord il est certain qu'un assez grand nombre d'enfants pourrait être arraché à la mort par des moyens divers. Jusqu'à ces derniers temps la France était un des rares pays dépourvus d'une législation protectrice des femmes en couches. Or, sans vouloir refaire le tableau de l'ouvrière condamnée à travailler pendant la grossesse, il suffit de reconnaître que l'obligation pour la femme d'aller à l'usine pendant la gestation était de l'avis de tous une cause fréquente de débilité pour l'enfant. A plus forte raison en était-il de même pour la mère et l'enfant du labeur aussitôt après les couches. Depuis peu, il est vrai, la jurisprudence tâchait de remédier à cet état de choses : dans un des derniers mois de 1909, par exemple, la septième chambre résolut par la négative la question de savoir si un patron peut congédier sans dommages-intérêts une ouvrière absente pendant quelques semaines par suite d'accouchement, le Tribunal décida que le congédiement constituerait un abus de droit.

En novembre de la même année une loi est enfin venue décider que la rupture du contrat de louage de services par l'employeur, ne pourrait avoir lieu sans une indemnité pour une absence de huit semaines consécutives, avant et après les couches, quand la femme aura averti le patron du motif de son absence. Et la loi ajoute : La femme a de plein droit l'assistance judiciaire devant la juridiction du premier degré (1). Il est encore une lacune c'est que l'ouvrière ne touche pas son salaire pendant son congé. Puisque la maternité est une sorte de patriotisme il serait juste de l'assimiler au principe équitable qui régit les réservistes pendant leurs périodes. D'autres préconisent, à l'exemple de certaines villes des Etats-Unis, « la création d'un service d'assistance à domicile des femmes enceintes de la classe pauvre ».

Quoiqu'il en soit, cette loi qui, non seulement peut diminuer la mortalité, mais aussi supprimer quelques avantages de la stérilité, est déjà un point acquis pour la protection des enfants et des femmes.

La mortalité infantile résulte le plus souvent, de l'ignorance des mères et des nourrices, du défaut de soins et de surveillance, ou suivant l'expression du Docteur Variot de *fautes dans l'élevage*. M. le Professeur Pinard notait aussi que « l'art de la puériculture est encore étranger à bien des mères ». Et M. le Professeur Budin, dans son livre « *Le nourrisson* », est du même avis : « L'incurie des parents est du reste fort extraordinaire. On apporte souvent à la Maternité des enfants à peine vêtus. »

(1) La convention contraire est interdite.

Sans pouvoir noter tous les remèdes susceptibles d'obvier à ce défaut, il est bon de noter d'abord ceux qui ont donné des résultats. Ainsi les Gouttes de lait avec consultations des nourrissons qui fonctionnent dans quelques communes et dont le nom indique le but. De même les mutualités maternelles qui secourent les femmes en couches, par exemple hospitalisent celles qui sont sans ressources, et leur procurent du travail après leur convalescence. Il y a quelques années, M. le député Engerand faisait remarquer que les subventions aux œuvres de protection maternelle étaient de 160.000 fr. par an, tandis que les Sociétés d'élevage recevait 900.000 fr. Cependant le 13 novembre 1908 il fit porter le premier chiffre à 500.000 fr. Il est permis d'espérer que le législateur ne s'en tiendra pas là.

On pourrait encore créer, à l'exemple de l'Italie, des crèches dans les usines, au moins dans celles de 50 employées, qu'une salle soit réservée à cet effet; les abus de l'allaitement artificiel ne se reproduiraient plus — il est admis que l'enfant élevé au sein a plus de chances de vie — et surtout la mère ne sera plus obligée d'abandonner son enfant toute la journée, ce qui peut être une raison actuelle de ne pas en avoir. En outre, d'autres inconvénients seraient ainsi supprimés, notamment ceux qui se produisent quand une femme confie son enfant à une étrangère moyennant salaire, sans précautions, d'où des garderies clandestines, dont l'hygiène la plus élémentaire est bannie et l'alimentation défectueuse pour que le commerce soit plus lucratif.

Au surplus, M. Variot dans son rapport à la Sous-

Commission de la mortalité incriminait principalement l'état défectueux des hôpitaux et de tous les établissements où l'on reçoit des enfants. Les crèches sont mal dotées, dès lors leur personnel restreint et insuffisamment instruit, les locaux en général peu appropriés à leur but. Aussi tant qu'il en sera ainsi, « Les Etablissements, conclut-il, seront des pépinières d'atrophiques et de rachitiques ». Il faudrait donc que l'Assistance Publique soutint les dispensaires d'enfants, ce qui aurait au moins pour résultat de décharger des enfants les hôpitaux encombrés et défectueux où l'isolement des contagieux est trop rudimentaire. Ainsi les parents redouteront moins d'avoir des enfants dans la crainte de ne pouvoir les soigner convenablement.

Quant à la lutte contre la mortalité générale, elle n'est pas un remède direct à l'abaissement de la natalité, nous n'avons donc pas à nous en occuper. Cependant, il est permis de rappeler que la mortalité militaire peut être diminuée par des améliorations possibles du casernement, de l'alimentation, du travail. On pourrait continuer l'œuvre bienfaisante du sous-Secrétariat de la Guerre sans augmenter l'énorme budget militaire, mais uniquement en répartissant mieux les crédits. D'une façon plus générale, la déclaration obligatoire des épidémies édictée par les lois du 15 février 1902 et 29 janvier 1906 doit donner des résultats, il faudrait l'appliquer sévèrement. Nous omettons les diverses ligues contre la tuberculose, la syphilis et autres maladies, la méthode de spécialisation, les cours d'hygiène à l'école et à la caserne. Puisque le mal vient de la faiblesse de la natalité c'est là qu'il faut cher-



cher des remèdes, ici la mesure n'est qu'accessoire et complémentaire.

## § 2. — AUGMENTATION DU NOMBRE DES MARIAGES

Bien que leur nombre soit suffisant en France il est certain que l'accroissement des mariages augmentera le nombre absolu des naissances. Nous verrons à cet effet quelques moyens d'y arriver en cherchant les remèdes à certaines exigences professionnelles. Mais il est d'autres procédés.

Sans parler de la suppression de la dot qui, à part dans la classe ouvrière, empêche beaucoup de jeunes filles de se marier, on pourrait supprimer les frais et autres obstacles apportés au mariage par les lois. Comme le fait justement remarquer M. Lyon-Caen (1) : « Parfois des mariages retardés se transforment en mariages manqués ». Souvent pour éviter des démarches, des pertes de temps, des frais, on renonce à régulariser des unions libres. Or, nous savons que le mariage est plus favorable à la natalité.

Des améliorations ont déjà été apportées à l'œuvre du Code Civil par les lois du 20 juin 1896 et du 21 juin 1907.

Aux termes du Code Civil jusqu'à 21 ans pour les femmes et 25 ans pour les hommes le mariage ne pouvait être conclu sans le consentement des père et mère ou, à leur défaut, des autres ascendants. Au-dessus de cet âge — quelque âge que l'on ait — il fallait requérir ce

(1) *Revue hebdomadaire*, article cité.

consentement au moyen des actes respectueux.

La première distinction avait été faite sans motif valable, aussi la loi de 1896 unifia en fixant à 21 ans pour les 2 sexes la limite de cette obligation.

Quant à la seconde mesure son utilité pratique faisait défaut, puisqu'en définitive on pouvait se marier sans consentement; l'unique résultat de cette formalité était de retarder le mariage de 4 mois: les trois sommations devant être adressées à un mois d'intervalle chacune au minimum et le mariage ne pouvant être célébré qu'un mois après la dernière. C'est pourquoi la loi du 21 juin 1907, appelée parfois loi Lemire, du nom de son promoteur, décida que de 21 à 30 ans le mariage en cas de non consentement pourrait avoir lieu un mois après notification du projet de mariage aux père et mère et à eux seulement, non plus aux ascendants à leur défaut. Au-delà de 30 ans aucune formalité relative au consentement n'est exigée.

Quelques autres réformes intéressantes complètent la matière. Tout d'abord, l'opposition n'est plus admise de la part des ascendants et collatéraux, au jugement ordonnant la main levée d'une opposition. C'est donc un moyen de retarder la conclusion du mariage qui disparaît. En outre, actuellement, quand un ascendant n'est pas présent au mariage, il donne son consentement devant l'officier de l'état-civil de son domicile. Ainsi est abolie une cause de dépenses, puisque sous l'empire du Code cette formalité devait être remplie par devant notaire. De même il n'y a plus qu'une publication avant le mariage au lieu de 2. Enfin pour pouvoir se marier dans une commu-

ne, il suffit désormais d'y résider depuis un mois, tandis qu'auparavant une résidence de 6 mois était obligatoire occasionnant des retards inutiles.

Le résultat de ces lois a été satisfaisant, donnant ainsi un démenti à ceux qui prétendaient que la diminution de l'autorité paternelle était une cause de l'abaissement de la natalité, et auraient voulu voir reculer la majorité légale à 23 ou 25 ans. Effectivement le nombre annuel moyen des mariages (1) de 1887 à 1896 était de 281.896 et passa en 1897-1906 à 297.555, représentant un gain de 15.659. Or, c'est la nuptialité des jeunes de moins de 25 ans qui a augmenté; c'est donc l'effet de la loi.

En outre, sans parler des derniers mois de 1907 où le chiffre des mariages fut élevé, en 1908 on compta 315.928 mariages, soit le chiffre le plus fort depuis le commencement du XIX<sup>e</sup> siècle à part les années 1813 où l'on voulait éviter d'être incorporé et 1872-73 parce qu'il y eut une liquidation des mariages retardés par la guerre. On objecte bien, il est vrai, que les mariages de 1908 provenaient des unions en suspens, mais quoiqu'il en soit la natalité y a gagné 18.000 naissances. D'ailleurs l'exemple de la loi belge du 30 avril 1896 nous fournit le même enseignement: dans les 10 années qui suivirent on célébra 555.735 mariages en moyenne chaque année, alors que pendant les 10 années précédentes on n'en avait compté que 45.008, soit une différence de 10.727 (2). Et là encore c'était la nuptialité des jeunes qui s'était accrue.

On peut donc se demander si d'autres améliorations

(1) D'après Statistique internationale.

(2) D'après Statistique internationale.

sont possibles. Incontestablement il n'y aurait aucun inconvénient à supprimer la notification du projet de mariage institué par la loi de 1907 et dont le seul effet est un mois de retard. Pareillement le consentement des ascendants absents devrait pouvoir être donné dans n'importe quelle mairie. Pourquoi encore les soldats qui veulent se marier ont-ils besoin de l'autorisation du Conseil d'administration et les sous-officiers et officiers, aux termes du décret du 16 juin 1808, de celle du ministre. En outre, la constitution du dossier matrimonial devrait être faite par la mairie où aura lieu le mariage, ce qui existe déjà pour les indigents, et éviterait des dérangements et des retards. Enfin suppression des droits perçus par l'État et les communes que rien ne justifie, c'est ce qui existe déjà pour les individus qui ne paient pas de contributions directes (1). Tout au moins peut-on demander une diminution de ces droits, bien qu'on objecte que quiconque n'a pas de quoi payer quelques francs, ferait mieux de ne pas constituer une famille, car le mariage permet de régulariser des situations par exemple, et non uniquement de procréer.

Certains demandent encore que la résidence d'un mois soit descendue à 15 jours ou même 8 jours, l'objection « mariage de bains de mer ou de station thermale » n'ayant aucune valeur.

D'autres voudraient qu'on puisse s'adresser au tribunal civil, quand un ascendant refuse son consentement. M. Lyon-Caen estime que les magistrats sont mal placés pour apprécier les motifs intimes, peut-être cependant

(1) Loi du 10 décembre 1850, article I

pourrait-on l'admettre, car en matière de divorce il en est bien déjà ainsi.

Quant à la suppression de la publication avant le mariage, on objecte que sans elle des mariages seraient annulés pour inaccomplissement des conditions requises. Cependant il en est ainsi en Espagne, Etats-Unis et Grande-Bretagne.

Enfin on pourrait consacrer la matinée du dimanche aux mariages, car les ouvriers par exemple n'aiment pas se déranger un autre jour, la preuve en est qu'ils se marient généralement le samedi pour ne pas perdre de temps. Or la loi ne le défend pas, donc un simple arrêté du maire suffirait. Une preuve encore c'est qu'après la loi de 1907 à Paris ce sont surtout les quartiers pauvres qui ont augmenté le nombre de leurs mariages. Voici (1) en effet quel était le nombre pendant 36 semaines correspondantes de 1906 et de 1907, c'est-à-dire avant et après la loi :

|                               | 1906         | 1907         | Différence  |
|-------------------------------|--------------|--------------|-------------|
| Arrondissements très riches.. | 678          | 726          | plus 48     |
| » riches.....                 | 2.957        | 3.001        | » 44        |
| » très aisés...               | 639          | 707          | » 68        |
| » aisés.....                  | 5.304        | 5.912        | » 608       |
| » pauvres....                 | 4.752        | 5.415        | » 663       |
| » tr. pauvres.                | 4.896        | 5.641        | » 745       |
|                               | <hr/> 19.226 | <hr/> 21.402 | <hr/> 2.176 |

(1) Bulletin Alliance nationale, avril 1909, Effets bienfaisants de la loi du 21 juin 1907.

Dans sa séance du 17 mars 1905, le Sénat avait pris en considération une proposition tendant à supprimer l'article 386 du Code Civil aux termes duquel la femme veuve ou divorcée qui se remarie perd la jouissance des biens de ses enfants. C'est évidemment éloigner du mariage et donner une prime au concubinat qui n'empêchera pas, au contraire, les abus que l'on veut éviter.

Toutes ces améliorations sont de peu d'importance, mais si minime que soit leur effet, il est en tous cas logique de supprimer autant qu'il se peut les obstacles à l'union régulière des sexes.

### § III. — DIMINUTION DE LA STÉRILITÉ INVOLONTAIRE

En ce qui concerne la diminution de la stérilité involontaire de cause physiologique, MM. Pinard et Richet estimaient que la proportion guérissable n'est pas aussi grande qu'on le pourrait croire, seules les maladies vénériennes peuvent être atténuées, aussi des ligues comme celles de M. le Docteur Fournier ou des œuvres comme les « *Avariés* » de M. Brioux doivent être encouragées ou répandues. Dans le même ordre d'idées certains voudraient une réglementation plus sévère de la prostitution, mais ce serait peut-être seulement risquer de la rendre plus clandestine, par suite moins surveillée. On a parlé encore de l'interdiction légale du mariage aux individus atteints d'une maladie héréditaire. Mais si ce procédé n'était dépourvu de toute efficacité, il serait absolument vexatoire. Nous avons vu aussi que la lutte con-

tre l'alcoolisme excellente en elle-même pour l'avenir de la race, ne peut avoir aucune influence sur la solution immédiate de la question qui nous occupe. D'ailleurs tous les efforts tendant à restreindre les effets de la stérilité physiologique ne sont qu'un appoint insuffisant dans la lutte pour le relèvement de la natalité, puisqu'ils ne s'attaquent pas aux sources mêmes du mal.



## CHAPITRE II

### Remèdes en matière de causes sociales ou politiques

#### § I. — AVANCER L'AGE AU MARIAGE

En admettant que des causes diverses retardent le moment du mariage et diminuent par suite la fécondité, il apparaît logique de chercher des remèdes.

Un moyen qui certainement n'était pas conçu dans ce seul but est employé depuis quelques années. Une circulaire du ministre de la Guerre du 16 juillet 1903 et un arrêté du 13 août de la même année, ayant ordonné l'incorporation des jeunes soldats mariés près de leur domicile, des mariages précoces devaient se réaliser en assez grand nombre — en 1908 sur 231.000 jeunes gens incorporés, 3.817 étaient déjà mariés. — Depuis il a fallu exiger de la femme un certificat de bonne vie et mœurs délivré par la police, parce que, dit-on, des individus, professionnels du vagabondage spécial, se mariaient et étaient affectés aux garnisons des grandes villes. Quoiqu'il en soit

des difficultés pratiques, c'est là une manière de favoriser les mariages précoces. Nous en verrons d'autres semblables aux compensations militaires et en avons déjà indiqué en matière de réforme du mariage.

C'est encore pour faciliter les mariages précoces que l'on demande parfois d'avancer l'âge à partir duquel le mariage est permis, ce qui ne serait d'ailleurs qu'un retour à un état de choses antérieurement admis en France. Sous l'Ancien Régime, en effet, la plupart des coutumes autorisaient le mariage à 14 ans pour l'homme et 12 ans pour la femme. Mais déjà sous la période révolutionnaire cette limite fut élevée d'un an pour chaque sexe: une loi de 1792 la fixa effectivement à 13 et 15 ans. On sait que continuant la même manière de voir le code de 1804 est allé jusqu'à 18 ans pour l'homme et 15 pour la femme. En Angleterre le mariage est permis aux filles à partir de 15 ans comme en France, mais pour les garçons il est autorisé dès l'âge de 16 ans. Chez les Musulmans et les Chinois, on admet que le mariage doit avoir lieu au moment de la puberté, et, dans la pratique, il est contracté tout au moins pendant les premières années qui suivent les manifestations. Cependant d'une façon générale tous les peuples de même civilisation que la nôtre n'ont pas jugé utile d'avancer trop l'âge à partir duquel l'union peut être légalement accomplie, puisque les mariages précoces avec exagération ne sont pas favorables à la fécondité.

D'autre part, les mariages avant l'âge de 20 ans sont peu fréquents en France. En 1901-1905 (1) notamment,

(1) D'après Statistique internationale.

ils étaient en moyenne de 2.823 pour les hommes, soit une proportion de 9,4 mariages avant 20 ans, par 1.000 nouveaux mariés du sexe masculin, et 54,545 pour les femmes, c'est-à-dire 182 mariages par 1.000 nouvelles épouses. Il n'y a donc pas lieu d'abaisser l'âge minimum admis, puisqu'on en use déjà rarement tel qu'il est.

Quelques-uns exagérant dans le sens contraire vont même jusqu'à proposer d'élever l'âge légal du mariage, sous prétexte d'éviter les unions par trop précoces. Pour la même raison que précédemment, nous ne voyons pas davantage la nécessité d'une telle mesure, puisque les femmes et surtout les hommes se marient peu avant 20 ans.

Il ne faut pas non plus réclamer une prohibition du mariage à partir d'un certain âge, prohibition que l'on soutiendrait ainsi, sachant qu'ils ne le pourront après tel âge, les individus se hâteront de se marier alors qu'ils seront encore à même de procréer; ce ne serait qu'une reproduction de ce qui existait à Rome au moment des lois caducaires, ou de ce qui existe encore actuellement en Russie.

Cependant une telle mesure est inadmissible. C'est oublier que le but du mariage n'est pas en France uniquement la procréation, mais aussi parfois la légitimation d'enfants naturels, la régularisation de situations considérées comme irrégulières et surtout le désir de partager peines et joies avec un autre soi-même. Enfin, si un vieillard épouse une femme jeune, en quoi cela nuit-il à la natalité? Nous ne le voyons pas; cet homme ne se serait pas marié plus tôt probablement et dès lors n'aurait

pas eu davantage d'enfants, à la pensée qu'à tel âge la loi lui refuserait le droit de se marier. Cette réforme inutile et injuste serait au surplus inefficace au premier chef : si le mariage était interdit, le concubinage le remplacerait en bien des cas.

En définitive, en cette matière, à part quelques améliorations de détail comme celles dont nous parlions au début de ce paragraphe et celles relatives au mariage que nous avons vues, on ne trouve guère de remède autre qu'une refonte complète de nos mœurs qui sont la vraie cause, si le fait est exact, que les mariages sont encore trop tardifs. Il est vrai que si l'âge au mariage était moins élevé, il ne faudrait pas croire que les naissances dussent augmenter dans une vaste proportion. Nous avons bien cité une statistique d'après laquelle plus on se marie jeune, plus on a d'enfants ; toutefois une augmentation importante ne serait fatalement vraie que si la procréation était automatique, indépendante de la volonté. Or, nous savons, au contraire, que la restriction de la natalité provient presque exclusivement de la volonté arrêtée de limiter le nombre de ses enfants. En conséquence, en supposant qu'un jeune homme se marie à 22 ans au lieu de 27 ans, à moins de tabler sur son inexpérience des difficultés économiques de la vie, inexpérience incompréhensible dans la majorité des classes sociales actuelles, on ne saurait logiquement concevoir qu'il dût toujours, parce qu'il s'est marié jeune, avoir des enfants en plus grand nombre que s'il s'était marié quelques années plus tard. Les rares enfants qu'il aurait eus à 27, 28, 29 ans, il les aura à 22, 23, 24 ; c'est sans doute un

heureux résultat à divers points de vue, en tous cas une fois la limite fixée atteinte, il s'arrêtera de procréer, dans un grand nombre de cas. Mais évidemment, si au lieu de se marier après 30 ans, un individu se marie peu de temps après sa vingtième année, la natalité y gagnera. Seulement jusqu'à présent nous n'avons pas encore indiqué un remède qui modifie l'intérêt probable de l'individu à se marier tard. Peut-être le ferons-nous par la suite.

## § II — PROPAGATION DES SENTIMENTS MORAUX ET RELIGIEUX

Beaucoup proposent comme remède infaillible une restauration religieuse. Mais en supposant qu'elle fût possible, il ne faudrait pas s'en tenir à telle ou telle confession plutôt qu'à toute autre, comme le proposait M. de Mun : « refaire la France chrétienne ou consentir à sa perte ». A ce point de vue, tout au moins, les religions se valent en principe, puisque leurs préceptes en la matière sont à peu près identiques.

Pour quelques-uns même tout dépendrait du gouvernement. Ainsi le fléchissement de la natalité a commencé, dit-on, avec le Gouvernement de Juillet, au contraire, un mouvement inverse a eu lieu sous l'Empire et la République conservatrice, de 1863 à 1882. Pour nous cependant l'exemple de la Belgique, qui a un gouvernement catholique et dont la natalité ne cesse de décroître, nous suffit à démontrer l'inexactitude de cette opinion. En outre, c'est la masse qui devient incrédule, irreligieuse de plus en

plus. Dès lors, en supposant qu'au point de vue de la natalité un développement des sentiments religieux soit bon, il serait irréalisable, car plus la civilisation se répand, plus l'esprit religieux disparaît en tant que conviction sincère et non de pure forme.

C'est pourquoi beaucoup ne se font pas d'illusions à cet égard. Notamment (1). M. Fonsegrive, directeur d'une revue religieuse (2) tout en soutenant que l'infécondité et l'irréligion dépendent d'une même cause, le manque de courage, avoue cependant que la religion ne peut suffire à elle seule, à produire la fécondité, parce qu'elle ne peut lutter contre le manque de confiance dans l'avenir, qui caractérise le Français d'aujourd'hui. Pour nous, l'intérêt de l'individu est de ne pas avoir d'enfants, et la religion qui peut-être, si elle était adoptée d'une façon sincère aurait pu aller à l'encontre de ce fait, ne le peut aujourd'hui, n'existant plus guère qu'à l'état de formalité. Encore même s'il en était autrement, il est douteux qu'elle puisse lutter contre l'impossible. Or, aujourd'hui avoir une nombreuse famille n'est-ce pas presque l'impossible pour beaucoup ?

Au surplus, les paroles de Renan restent toujours vraies : « Les dieux passent, disait-il, comme les hommes, et il ne serait pas bon qu'ils fussent éternels ». Chaque religion correspond, en effet, à un idéal plus ou moins juste, mais l'idéal n'est pas une chose immuable et universelle, il se modifie, dès lors pourquoi songer à recourir aux senti-

(1) **Projet de rapport général et Alliance nationale** du 15 juillet 1901, *Un Péril national*.

(2) *La Quinzaine*.

ments religieux qui disparaissent, et non simplement aux **sentiments moraux** dépourvus de tout caractère confessionnel, préconisant les familles nombreuses. Il est vrai que le résultat là encore nous paraît au moins douteux. Cependant M. Variot (1) estime que le mal venant de ce que le sens moral a été vicié par les littérateurs et les philosophes, pourrait être amoindri par de meilleurs conseils. Néanmoins il est permis d'en douter, car il est plus facile de démolir que de reconstruire. En outre, nous trouvant en présence d'un fait : la volonté de n'avoir pas d'enfant par manque d'intérêt, nous arriverons plus facilement que par des paroles persuasives, à modifier ce fait par des actes pratiques en concordance avec la mentalité de chacun.

### § III — REMÈDES AUX EFFETS DE LA LICENCE DES MŒURS

Nous n'avons pas à reparler des améliorations à apporter à certains effets de la licence des mœurs en ce qui concerne les maladies vénériennes, la stérilité involontaire, le nombre des célibataires et l'âge au mariage, ni, pour l'instant, à considérer le divorce.

Au point de vue de la pornographie sous toutes ses formes nous tenons à signaler, entr'autres remèdes une proposition de M. le Sénateur Béranger, dont l'article 1<sup>er</sup> est ainsi conçu : « Les associations légalement constituées dans un but d'intérêt général ou public et spécialement autorisées à cet effet par la Cour d'Appel du ressort de leur siège social auront le droit de poursuivre devant les tri-

(1) *Traité d'Hygiène infantile*, 1910.



bunaux de répression, soit par voie de citation directe, soit en se portant partie civile, dans les termes des articles 63 et suivants et 182 du Code d'Instruction criminelle, les crimes, délits ou contraventions se rattachant à l'objet de leur institution ».

Ainsi les Sociétés contre l'immoralité et le vice, par exemple, la ligue contre la licence des rues, auraient des droits de poursuite égaux à ceux du Parquet. On sait que le Ministre de la Justice procède actuellement à une consultation des cours d'appel, celle de Paris, notamment, a le 11 janvier 1910 donné à l'unanimité un avis défavorable. Et cependant, toutes autres considérations mises à part, ce serait un moyen de lutter contre la pornographie, sinon plus sévèrement, du moins plus fréquemment, tout en n'augmentant pas la besogne des parquets.

Quant au néo-Malthusisme — nous entendons par là l'exagération ordurière ou criminelle — il n'existe pas de loi expresse permettant de sévir, aussi M. le Sénateur Strauss devait déposer un projet pour combler cette lacune de notre législation; la jurisprudence jusqu'à ces derniers temps se refusant à poursuivre; cependant le 22 mars 1907 la Cour de Paris rendit en ce sens un arrêt sévère.

Il est présumable que les fausses couches, la mortalité, les fraudes sexuelles, la mortalité infantile, les avortements et enfin la baisse de la natalité, diminueraient sensiblement s'il devenait de l'intérêt de l'individu d'avoir des enfants. Mais avant de rechercher des moyens d'arriver à ce résultat et s'harmonisant avec la mentalité actuelle, il nous faut indiquer que cette mentalité pourrait être, pour l'avortement, modifiée par des mesures ré-

pressives à introduire dans la législation présente.

De nombreux vœux ont été émis en faveur d'une retouche de nos lois à cet égard. De l'aveu même du garde des Sceaux actuel, la législation est, en effet, insuffisante (1). Pour ne citer que les plus récents de ces vœux, la Société de Saint-Luc notamment, qui compte un grand nombre de médecins, en son assemblée générale de 1909; de même la Société de prophylaxie morale et sanitaire, en son congrès de la même année, décida la constitution d'un Comité permanent en vue de rechercher les mesures à proposer aux pouvoirs publics à ce sujet.

Malheureusement, il est difficile de sévir par suite de la généralisation du mal et des déféctuosités de nos lois. Ainsi, aux termes de l'article 317 du Code pénal « quiconque par aliments, breuvages, médicaments, violences, ou par tout autre moyen, aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de la réclusion ». L'avortement est donc un crime et la peine sévère. Peut-être est-ce là une des raisons pour lesquelles le jury acquitte fréquemment, ne pouvant à son gré proportionner la peine à la faute. Il vaudrait peut-être mieux dès lors, correctionnaliser l'avortement, le considérer comme un délit, non qu'il soit moins criminel qu'autrefois, mais pour que les acquittements soient plus rares. Les juges étant moins sensibles que les jurés, il y aura là un frein à des procédés répréhensibles. Et si l'on admet en même temps la recherche de la paternité naturelle, nul ne pourra se plaindre que l'on réclame plus de

(1) Chambre des Députés, séance 21 décembre 1909, discours Barthou.

rigueur en ces matières. Or, le 10 février 1910, le garde des sceaux a fait approuver par le Conseil des Ministres, un projet de loi aux termes duquel les faits d'avortements et de complicité seront renvoyés devant la juridiction correctionnelle. Quant à la recherche de la paternité naturelle nous indiquerons plus loin qu'un projet est déposé.

On se plaint, en outre, de la réclame, acceptée par certains journaux pour des officines d'avortements, proclamant l'infailibilité de remèdes secrets et sans danger. Il est cependant possible d'y mettre un terme. D'abord on pourrait appliquer l'article 36 de la loi de germinal an XI, ainsi conçu : « Toute affiche ou annonce qui indiquerait des remèdes secrets, sous quelque dénomination qu'ils soient présentés, est sévèrement prohibée. Les individus qui se rendraient coupables de ce délit seront poursuivis par mesure de police correctionnelle ». Malheureusement, la jurisprudence, à cet égard, est défectueuse : elle estime que cet article ne vise que les remèdes ou l'annonce de remèdes non conformes aux dispositions du Codex. Ainsi une décision de la Cour de Cassation du 16 décembre 1837, citée à la Chambre, le 21 décembre 1909, par le garde des sceaux, M. Barthou. Ou bien encore, en juillet 1906, la neuvième chambre et la Cour de Paris, le 15 mars 1907, déclaraient que ces annonces, sur le caractère desquelles il n'y a cependant pas à se tromper « présentaient le caractère d'une communication relative à l'hygiène et à l'art médical » et « ne constituaient pas un outrage aux bonnes mœurs ». Il est vrai que des arrêts plus récents de la Cour (1) admettent la thèse contraire,

(1) Notamment, 13 juillet 1908 et 28 juin 1909.

ce qui eut l'excellent résultat de diminuer cette publicité spéciale. Si donc cette disposition était sérieusement appliquée, il y aurait matière à gêner certaines industries spéciales.

On pourrait tenir compte, en plus du décret du 18 août 1810 qui décide que les inventeurs de recettes secrètes doivent les communiquer au ministre de l'Intérieur avec l'indication des maladies qu'elles combattent et des résultats obtenus. Enfin, on combinerait encore avec ces deux textes précités, le décret du 3 mai 1850, décidant que les pharmaciens sont les seuls à pouvoir vendre les remèdes nouveaux, reconnus bons par l'Académie de médecine, avant leur inscription au Codex. On a proposé encore d'organiser des « *visites d'inspection* » chez les herboristes, droguistes et pharmaciens, vendeurs de médicaments ou d'appareils spéciaux; ainsi on pourrait leur appliquer les dispositions des décrets de 1810 et 1850.

En outre, les articles 59 et 60 du Code Pénal qui visent la complicité de ceux qui ont provoqué au crime (ou délit) ou donné des instructions pour le commettre — ne s'appliquent pas à ceux qui ont fourni à quelqu'un les moyens de se faire avorter. Ce serait cependant une modification aisée à apporter. Pareillement, la loi du 29 juillet 1881, qui s'occupe de la provocation directe à certains crimes, ne pourrait-elle comprendre la provocation à l'avortement? Enfin, les articles 319 et 320 du Code Pénal qui punissent d'amende et de prison, les homicides, les blessures et coups involontaires devraient comprendre les homicides et blessures, résultat fréquent des manœuvres abortives.

Quelques-uns voudraient que l'on ne reçût les malades dans les hôpitaux qu'après avoir cherché à obtenir quelques renseignements sur les complicités certaines ou possibles. Mais, ce serait s'exposer à empêcher des malheureuses de venir se faire soigner.

On ne peut guère songer non plus à une intervention du Corps médical auprès des parquets: la délation répugne à tous. « Le devoir du médecin, estime le Docteur Lop, de Marseille, est de mettre un terme à de semblables pratiques, c'est un devoir supérieur, parce que le médecin seul connaît ces crimes. Mais il doit le remplir de façon que la révélation au Parquet soit faite en même temps et dans des conditions qui ne puissent pas mettre en cause aucune des femmes qu'il a soignées, dont il a reçu les confidences et dont il a surpris le secret à l'occasion de ses fonctions (1) ». Dans ces conditions, l'accusation n'aura aucune base, sur laquelle reposer; dès lors, le procédé est inutile.

Un meilleur palliatif, proposé d'ailleurs par beaucoup, consiste à surveiller les sages-femmes. Effectivement, au dire du Professeur Brouardel (2) « les sages-femmes sont de toutes les personnes qui pratiquent l'avortement, de beaucoup les plus nombreuses..., l'avortement est une véritable industrie qui leur rapporte plus que les rares accouchements qu'elles peuvent être appelées à pratiquer ».

Cela provient de leur trop grand nombre, 15.000 en-

(1) Presse médicale, 12 août 1905, docteur Lop, citation rapport Drouineau sur avortement.

(2) Brouardel, de l'Avortement, page 49.

viron, alors que chaque année, il n'y a guère depuis 1896, que 870.000 à 890.000 accouchements, dont il faut défalquer ceux pratiqués par les soins de l'Assistance Publique et des médecins spécialistes ou non. Bien qu'elles ne soient pas les seules coupables, que beaucoup d'entr'elles soient au-dessus de tout soupçon, ou mieux justement pour cela, il faut exiger plus de garanties. Aussi, le Syndicat général des sages-femmes de France est d'avis de dégager celles qui accomplissent honnêtement leur métier, de celles qui se livrent à des pratiques criminelles.

A l'exemple de la Belgique, où existe une sorte de contrôle médical des sages-femmes, ne devrait-on pas décider que les maisons d'accouchements seront soumises à une surveillance spéciale? La jurisprudence actuelle ne le permet pas, en conformité d'esprit avec l'article 378 du Code Pénal relatif au secret professionnel. Cependant cette surveillance est aussi nécessaire pour le moins que celle des maisons meublées; il faudrait donc une loi. A cet effet, M. le Sénateur Strauss, dans son projet d'Assistance maternelle, ou encore le Conseil supérieur de l'Assistance publique, dans un projet du même genre, à sa session de juin 1892, avaient fait une place à ce desideratum; peut-être eût-il mieux valu disjoindre cette partie de l'ensemble.

De même, à l'exemple de l'Allemagne et du canton suisse de Genève, la profession de sage-femme doit être réglementée plus sévèrement. La loi sur l'exercice de la médecine du 30 novembre 1892, en ses articles 3 et 4, décide, que les sages-femmes peuvent pratiquer « l'art des accouchements ». Il semble en résulter qu'elles n'ont pas le



droit de soigner ce qu'on appelle « *les maladies de la femme* ». Effectivement, l'article 16 de la même loi décide que « toute sage-femme qui sort des limites fixées pour l'exercice de sa profession par l'article 4 » exerce illégalement la médecine. En outre les mêmes articles 3 et 4 décrètent : « il est interdit aux sages-femmes d'employer des instruments... il leur est également interdit de prescrire des médicaments. » Mais là encore il est besoin de préciser de quels instruments elles doivent s'abstenir.

Pour la diminution des infanticides, en même temps que des avortements, on a proposé de rétablir, sous une forme moderne, les tours qui avaient été instituées en 1811, supprimés en 1862 et réclamés en 1897 par M. Dulaou. Quelques-uns préfèrent les bureaux d'abandon, qui ne gardent pas l'anonymat, mais permettent à la mère de retrouver plus tard son enfant. Quoi qu'il en soit, il y a là une mesure utile, si l'on suppose que le nombre des infanticides doive s'accroître avec la diminution des avortements, si cette diminution est obtenue par des moyens coercitifs et non du fait qu'il sera de l'intérêt de l'individu d'avoir des enfants. En ce qui concerne les infanticides, on a bien fait, sans conteste, d'interdire certaines assurances belges qui, au dire de M. Budin, (1) dans le Nord de la France faisaient contracter des assurances aux femmes, pendant la grossesse et leur donnaient une prime au cas où l'enfant succombait. Nous sommes du même avis en ce qui concerne l'interdiction de l'assurance sur la tête des jeunes enfants, assurance qui pou-

(1) Rapport à la Commission et séance du 3 mars à l'Académie de Médecine.



vait être contractée même par des tiers, la nourrice par exemple. On ne dit plus aujourd'hui que l'assurance sur la vie est une prime à l'assassinat, mais ici il s'agissait véritablement d'une prime à l'infanticide, sinon volontaire, du moins par négligence et manque de soins suffisants pour des petits êtres incapables de se défendre. C'est pourquoi l'Académie de Médecine ayant appelé « la vigilance des pouvoirs publics sur les assurances sur les décès d'enfants pratiquées dans le département du Nord », MM. les députés Bonnevey et Thierry déposèrent, le 10 mars 1903, un projet de loi qui devint la loi du 11 décembre 1904, aux termes de laquelle sont interdites en France les assurances en cas de décès des enfants de moins de douze ans; seule est autorisée la contre-assurance des primes versées pour les assurances dites de capitalisation différée, c'est-à-dire dans lesquelles le capital n'est payable qu'en cas de vie de l'enfant à une époque fixée d'avance. Au dire de M. Bertillon père, en Angleterre, existait la même institution de « *Mutualités d'enterrement* ». Sans exagérer leur influence sur les infanticides et la mortalité infantile, il faut reconnaître que pouvant y contribuer, on devait les interdire.

De même encore pour diminuer les infanticides et les avortements, ne pourrait-on développer l'œuvre des « refuges-ouvriers » qui reçoit les femmes enceintes sans s'inquiéter d'autre chose que de leur état. Une loi, d'ailleurs inéxecutée, du 28 juin 1793 ordonnait, par district, la création obligatoire d'une maison à cet usage. Ce serait, en effet, la meilleure concurrence à faire aux officines d'avortement, en dehors de toutes modifications de l'intérêt à procréer.

A propos de certains des éléments constitutifs de la licence des mœurs, principalement à propos de l'avortement, nous avons vu qu'on incrimine une disposition du Code Civil, l'article 340, aux termes duquel « la recherche de la paternité est interdite » aux enfants naturels. Ce n'est qu'au cas où il y a eu enlèvement se rapportant à la période de conception que le ravisseur peut être déclaré père, mais c'est là une atténuation sans grande portée, puisqu'il n'y eut que trois arrêts en ce sens.

Or, vraisemblablement, le principe de l'interdiction doit influencer sur la natalité. C'est tout d'abord une cause des mesures préventives, et aussi des avortements et infanticides, ainsi que le déclarait l'Académie de Médecine en sa séance (1) du 17 mars 1901. C'est certainement, en plus, une des raisons pour lesquelles l'avortement est si souvent acquitté, car le vrai coupable n'est pas atteint.

La mortalité infantile doit s'en ressentir: la fille-mère dépourvue de ressources ne peut donner à son enfant les soins qu'il demande, aussi la dîme mortuaire est-elle plus élevée pour les enfants naturels que légitimes, comme nous l'avons dit.

Cependant sous l'Ancien Régime, la femme séduite pouvait former une plainte criminelle en « *gravidation* » contre son séducteur, aux termes de l'ordonnance de 1670, ou simplement l'actionner au civil, pour lui demander les frais d'accouchement, de « *gésine* », disait-on, les frais de nourrice et une pension alimentaire pour l'enfant. Même dans le premier état du droit, le séducteur célibataire était contraint à se marier avec sa victime.

(1) Annales de l'Académie de Médecine avril-mai 1901.

Pour démontrer, la paternité naturelle, en dehors de l'aveu par le père, on s'attachait à de simples présomptions, notamment, quand la mère faisait le serment pendant les douleurs de l'accouchement, intervenait la maxime: « *Creditur virgini parturienti* » (1). Mais cette règle donna lieu à des abus: « Combien d'innocents, dit Loiseau (2), ont été sacrifiés à ce système dangereux! Combien d'hommes chastes et vertueux sont devenus pères en vertu de cette maxime! »

Aussi, les décrets du 4 juin et du 2 novembre 1783 atténuèrent la législation à cet égard. La paternité naturelle ne pouvait plus être prouvée qu'au moyen de la « possession d'état », c'est-à-dire par des écrits publics ou privés du père, ou en démontrant que des soins ininterrompus avaient été donnés par le père.

Le Code allant plus loin n'admet donc que la reconnaissance formelle. Il est impossible de prouver la filiation naturelle, même dans les cas les plus évidents, par exemple quand le séducteur se vante d'avoir séduit et abandonné. Et cependant les législations étrangères contiennent pour la plupart cette recherche de la paternité naturelle que nous avons supprimée: Portugal, Espagne, cantons Suisses de Fribourg, Valais et Grisons. Aux Etats-Unis, dans la plupart des états « la jeune fille séduite a une action directe pour faire exécuter la promesse de mariage, ou pour faire réparer par des dommages-intérêts le tort qui lui a été causé et comme l'opinion pu-

(1) Dalloz, répertoire de doctrine et de jurisprudence, année 1855, tome 35, page 292.

(2) Loiseau, Traité des enfants naturels, page 64.

blique condamne sévèrement la séduction, les juges se montrent généralement très rigoureux pour les hommes qui ont porté le déshonneur dans une famille » (1). On sait qu'en Angleterre aussi l'opinion publique et les tribunaux usent de rigueur en cette matière.

L'exemple de l'Allemagne nous paraît plus intéressant, certaines régions de ce pays permettent, en effet, de comparer à ce qui se passait avant que la recherche de la paternité naturelle y ait été adoptée. Avant 1900, cette règle était en vigueur dans quelques états seulement. Le nouveau Code, en son article 1717 l'admit pour tout l'Empire. On tient compte d'une présomption à savoir la cohabitation pendant la période de conception. L'immoralité notoire de la mère n'est pas une excuse suffisante, seule est reçue la preuve d'infidélité ou de non-cohabitation. Mais si la recherche est facile, ses effets sont restreints: l'enfant ne fait pas partie de la famille de son père, il a uniquement droit à une pension alimentaire jusqu'à l'âge de 16 ans, ou toute sa vie en cas d'incapacité mentale ou physique (2).

Eh bien, d'après les résultats obtenus à l'étranger, peut-on prouver l'influence heureuse de la recherche de la paternité naturelle sur la natalité? Nous le croyons. Ainsi d'abord, elle influe sur la mortalité infantile, car en Suisse romane la mortalité des enfants illégitimes, de 0 à 1 an, est de 23,5 pour 100 ou de 27.0 suivant qu'il s'agit de

(1) Claudio Jannet, les Etats-Unis Contemporains, tome I, page 260.

(2) Article 1708.

cantons où la recherche est autorisée ou non (1). De même en est-il en Prusse rhénane et en Alsace-Lorraine, régies par notre Code, donc par l'article 230, jusqu'en 1900, tandis qu'en Hanovre, Hesse-Nassau et Westphalie, la paternité illégitime pouvait être prouvée. Ainsi, en 1891-1900, sur 100 naissances illégitimes de 0 à 1 an, le quotient de mortalité était de 34,9 en Prusse rhénane et 33,8 en Alsace, alors qu'il s'abaissait à 30,1 en Westphalie, 28,2 en Hanovre et 28,1 en Hesse-Nassau (2).

Les avortements et infanticides aussi subissent l'influence de l'interdiction ou non de cette recherche. Ainsi, en Prusse rhénane et Alsace-Lorraine, les condamnations pour infanticides ont diminué depuis 1900; ce n'est là qu'un indice, néanmoins il a sa valeur, parce que la population de ces pays avait augmenté. De 1896 à 1899 on compta, en effet, 41 condamnations de ce chef et seulement 37 de 1900 à 1903. Quant aux condamnations pour avortements, il n'en a pas été de même, de 93 elles sont passées à 137. Mais c'est là une tendance générale à l'Allemagne qui s'est manifestée dans des régions où la recherche de la paternité a existé de tout temps. On ne peut donc en conclure qu'elle n'ait pas un bon effet présumable sur la natalité, et faire retomber sur elle le poids de cette recrudescence des avortements (3).

Un autre effet probable de la suppression de l'article 230 serait la diminution des unions illégitimes, l'égoïsme

(1) Lyon-Caen, *Revue Hebdomadaire*, art. cité.

(2) Lyon-Caen, *Revue Hebdomadaire*, art. cité.

(3) *Réforme sociale*, 16 mars 1909, d'après « *Recherches de la Paternité naturelle* », 1906, Hallwyck.

n'y trouvant plus les mêmes avantages, sans conséquences fâcheuses, que par le passé, ou bien, il est vrai, l'individu usera plus encore des mesures préventives. Quant à ces dernières, aucun contrôle ne permet de savoir si la recherche de la filiation naturelle augmente leur pratique; si cela est, la natalité illégitime diminuera, comme l'exemple de la Prusse rhénane et de l'Alsace permet de le croire; mais faut-il y voir un mal? pas forcément, si ce que la natalité naturelle perd, la natalité légitime le regagne en partie, nous aurions moins de naissances que la mort rend inutiles après quelques mois ou quelques jours.

Aussi, MM. Gustave Rivet et Béranger ont déposé au Sénat un projet d'admission de la recherche de la paternité naturelle. Nous n'avons pas à envisager s'il faudrait l'accorder largement ou simplement ajouter des exceptions au principe de l'article 340 par crainte des scandales, cependant qu'il nous soit permis de citer l'exemple du Code Badois: retouchant le Code civil français il se contenta d'ajouter des exceptions à l'unique prévue, les résultats furent défectueux et l'on dut modifier dans le sens du principe de l'admissibilité de la recherche.

L'essentiel, si la preuve est facilement admise, est que les effets attachés à la reconnaissance forcée ne soient pas exagérés; ainsi on évitera les scandales reprochés à cette institution de notre ancien droit et la natalité pourra, dans une certaine mesure, se ressentir avantageusement de l'application d'une vieille formule: « qui fait l'enfant doit le nourrir. »

Notons déjà qu'autrefois, quand une promesse de mariage non suivie d'effet avait occasionné un dommage, la



jurisprudence y voyait une obligation naturelle, dès lors l'article 1341 du Code Civil interdisait la preuve par témoins, à partir de 150 francs. Actuellement, au contraire, elle admet qu'il y a là un quasi-délit (1) pour qui la preuve testimoniale est possible. Le premier jugement, en ce sens, à notre connaissance, fut rendu en février 1905, par la Cour de Paris. N'est-ce pas déjà un pas sur la voie préconisée?

#### § IV — REMÈDES A L'INFLUENCE DU MILITARISME

Indépendamment d'autres compensations, que nous verrons, il est des compensations militaires possibles pour remédier à l'influence du militarisme.

Tout d'abord, il faut reconnaître que l'impôt du sang est lourd pour toute famille nombreuse. Indépendamment des charges fiscales militaires plus lourdes et sans parler de la peine pour les parents de voir leurs enfants quitter le foyer pour la caserne, autant de fils, autant de fois quand ils seront incorporés il faudra faire des dépenses indispensables, car le soldat au lieu de rapporter à ses parents par son travail ou tout au moins de se suffire à lui-même, leur coûte forcément de quoi augmenter une solde dérisoire. Les faveurs aux familles nombreuses au point de vue des charges militaires se justifient donc.

Certains, naturellement, et par opposition à l'idée précédente de décharger les uns, proposent de surcharger les

(1) Article 1382.



autres: faire revenir au régiment, pour un temps plus ou moins long, les jeunes gens qui ne seraient pas mariés à un âge déterminé, 30 ou 35 ans par exemple. Cette mesure aurait certainement pour effet de déplaire à tous, au point d'inciter un grand nombre à en éluder l'application. Pour d'autres, elle serait évidemment une excitation certaine au mariage. Néanmoins ce serait exagérer d'une façon injuste: si les familles nombreuses font plus que leur devoir, les célibataires ne peuvent être punissables d'une faute le plus souvent hypothétique. A fortiori, ne doit-on pas demander que les fils uniques fassent un temps de service plus long, ce serait punir le père dans son enfant, mais en même temps faire payer à un innocent une faute qui, nous le répétons, peut n'en être pas une.

D'autres moyens ont été préconisés, parmi lesquels des idées justes sont à glaner. Tantôt ces mesures ont pour but de favoriser le père de famille lui-même et tantôt d'avantager les enfants, les fils d'une famille nombreuse.

Dans le premier ordre d'idées, on a suggéré de libérer de tout service actif les conscrits pères d'au moins un enfant légitime. Sans aller aussi loin, MM. Labbé et Berthelot auraient voulu que les pères de famille ne fissent qu'un an de service actif au lieu des trois alors en usage. Ou bien encore d'après le Professeur Richet, on accorderait un congé anticipé à tout soldat qui contracterait mariage et satisfairait à un examen de capacité. Il est évident que même actuellement, avec le service de 2

ans, cette mesure serait efficace, sans nuire aux intérêts de la défense nationale.

A ces propositions, on peut objecter que si l'effet désiré était obtenu, il en résulterait des mariages trop précoces qui sont, d'après l'opinion admise, défavorables à une natalité vigoureuse. C'est possible avec les deux premiers systèmes, mais pas avec le troisième, puisqu'on ne demande pas d'enfants, ni que le mariage ait lieu avant le service. Evidemment, là aussi il faudrait exiger des garanties pour éviter l'abus dont nous avons parlé aux remèdes en matière d'âge au mariage. D'autres objecteront encore que ces divers projets diminuent la dignité du mariage et de la famille: on se mariera, diront-ils, pour obtenir tel avantage, en l'espèce pour éviter de remplir complètement le devoir de concourir à la défense de la patrie, et non dans le but noble de fonder une famille, ainsi le mariage deviendra encore plus une question d'affaires. Cette objection, pour nous, ne porte pas. Il en serait autrement si dans le mariage on ne voyait pas déjà tel ou tel avantage, dès lors peu importe d'en ajouter un autre, ou plutôt il importe d'en ajouter plusieurs autres pour rendre les mariages encore plus nombreux.

Dans le même esprit on recommande encore d'étendre la disposition de l'article 58 de la loi du 15 juillet 1889, aux termes duquel: tout réserviste père de 4 enfants vivants passe de droit dans l'armée territoriale; on a proposé notamment de le faire descendre jusque dans la réserve de l'armée territoriale et de le rayer définitivement des cadres, quand il serait père de 5 enfants vivants. En tous cas, on pourrait sans crainte dispenser le père de fa-

mille de faire ses périodes. C'est ce que préconisait M. Paul Leroy-Beaulieu (1). On ne peut objecter que les réservistes et territoriaux ont besoin d'être instruits, chacun sait que l'importance des périodes n'existe bien réellement que pour les cadres, et d'ailleurs la situation sera encore plus défectueuse au point de vue militaire dans quelques années, si on ne fait rien dès maintenant pour en empêcher. Tout au moins pourrait-on réduire le nombre des périodes des pères de famille (2). En tous cas, pour les individus dépourvus de ressources, leur suppression devrait être admise. On n'aurait plus ainsi le triste spectacle d'un réserviste obligé d'amener avec lui à la caserne sa femme et ses enfants. Et ce serait peut-être moins dispendieux que la proposition déposée en octobre 1909 par M. Pourteyron demandant la création de crèches militaires et de pensionnats où seraient élevés les enfants durant le service du père.

Dans un second ordre d'idées on cherche à favoriser les fils des familles nombreuses et non les pères. M. Bertillon notamment a proposé d'adopter un système progressif de dispenses à accorder aux conscrits en proportion du nombre de leurs frères et sœurs. Si l'on se rappelle la course aux dispenses occasionnée par la loi de 1889, il est présumable que le résultat d'un tel procédé serait satisfaisant. « On sait avec quel aveuglement, disait-il, les fils de la bourgeoisie se précipitent vers des

(1) Journal des Débats, 29 août et 12 septembre 1908.

(2) Nous ne disons pas : réduire la durée, ce serait compliquer les choses.

carrières encombrées pour abréger la durée du service militaire ». Cette proposition ne cadre plus avec les idées du moment, et en tout cas si on y revenait par exception, il serait juste de demander que l'on ne tint compte que des frères, non des sœurs. Si 4 soldats sont donnés par le même père, n'est-il pas équitable qu'ils restent sous les drapeaux moins longtemps, en proportion, que le conscrit envoyé seul par une famille, quel que soit le nombre des filles. C'est pourquoi, M. le Docteur Javal aurait aimé que 2 ou 3 frères ne fissent à eux tous que 2 ou 3 ans de service par exemple.

D'autres auraient voulu modifier le paragraphe 3 de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889, qui dispensait de deux ans de service actif le fils aîné de 7 enfants. M. Plichon se serait contenté de 5 enfants, quelques-uns de quatre seulement. Mais la loi du 21 mars 1905 n'a pas tenu compte de ces désirs.

On objecte, il est vrai, à cette seconde catégorie de mesures, qu'un jeune homme à partir de 18 ans, n'aide plus ses parents, mais se débrouille par lui-même, dès lors, le père n'augmentera pas sa famille d'une unité pour éviter à ses fils les charges militaires, pas plus qu'on ne conçoit d'ailleurs un père s'offrant le luxe coûteux d'un enfant supplémentaire, dans le but d'éviter une période de 23 jours. C'est certain, en effet; seulement le reproche n'aurait de valeur réelle que si ce remède était le seul à employer. Il est non moins certain, en supposant sans inconvénients la pratique de ces divers moyens, qu'il y aurait là parmi beaucoup d'autres, une manière d'avantager les chefs de famille, de changer l'opinion publique

à leur égard et, en fin de compte, réunie à d'autres remèdes, de modifier la natalité.

Ainsi ne croit-on pas qu'il en coûterait peu de libérer par anticipation et après examen de capacité, les soldats pères de famille ou mariés, ou ayant de nombreux frères; d'adopter dans une certaine mesure les modifications demandées de l'article 58 de la loi de 1889 et dispenser des périodes, tous ou quelques-uns, en tout ou en partie. D'autre part aussi, ne pourrait-on augmenter le nombre fixé actuellement à 8 pour cent du contingent, des soutiens de famille bénéficiaires d'une allocation, quand il s'agirait des pères de famille. A toutes ces mesures, on ne peut objecter la diminution des cadres, qui importe peu si l'armée doit y gagner plus tard des milliers de recrues et si les vides momentanés étaient comblés par l'armée noire, de mode actuellement.

Enfin il ne faut pas oublier les paroles de MM. Honorat et Javal: « Il est évident, disaient-ils, que tout nouveau développement des armées ne pouvant qu'accroître les charges qui pèsent sur la population française, ne pourra que concourir à faire baisser le taux de la natalité. » Déjà, le 8 mars 1899, M. de Freycinet, alors Ministre de la Guerre, déclarait à la Chambre des Députés (1), qu'il était « impossible à une population représentée par 2 d'atteindre les effectifs que peut réunir une population représentée par 3 ». Or, actuellement, ce n'est déjà plus trois qu'il faut dire, mais bientôt 3 et demi. L'unique remède en matière d'effectif est donc l'élévement

(1) Alliance nationale, 15 avril 1899, Infériorité de l'effectif de l'armée française.

du taux de la natalité, sinon il faudra nous résigner à voir notre armée aller en perdant son importance numérique. Dès lors nous jugeons indispensables des compensations militaires même si elles devaient restreindre nos effectifs de troupes métropolitaines et nous concluons avec M. de Foville (1) : « Le père de famille souffre encore plus quand la loi militaire lui prend son fils, que quand la loi fiscale lui prend son argent... on toucherait là, souvent, la corde sensible et je crois qu'en la touchant bien on obtiendrait beaucoup. »

(1) Rapport de Foville.

### CHAPITRE III

#### Remèdes en matière fiscale

Nous avons admis qu'il était injuste d'abord, et nuisible à la natalité ensuite, que les pères de famille paient à revenu égal, plus d'impôts que les célibataires ou les personnes sans enfant. Aussi peut-on songer uniquement à réduire la taxe du père au niveau de celle du célibataire jouissant d'un revenu identique. Mais ce serait un remède incomplet : le père de famille doit moins.

Quand on impose il faudrait, comme pour les propriétés bâties, distinguer le revenu brut et le revenu net. Effectivement l'imposition portant sur une maison tient compte des frais d'entretien nécessaires pour que l'édifice ne soit pas détruit, d'où une réduction sur la valeur locative brute de un quart ou de deux cinquièmes s'il s'agit d'usines (1). Eh bien, il devrait en être de même ici : dans la mesure du possible, on devrait déduire du revenu brut les frais d'entretien sans lesquels l'existence de

(1) Loi de finances, 13 juillet 1900, article premier.



la famille serait compromise. Or, on conçoit que ces frais destinés à garantir ce que Montesquieu appelait le « nécessaire physique » ou Stuart Mill, le « minimum d'existence » sont plus importants pour une famille que pour un individu sans enfant. Ainsi l'impôt serait juste et il n'y aurait plus à ce point de vue intérêt à rester sans postérité.

L' *Alliance nationale pour l'accroissement de la population* justifie de la façon suivante les dégrèvements à accorder aux familles nombreuses (1) : « Tout homme a le devoir de contribuer à la perpétuité de sa patrie exactement comme il a le devoir de la défendre... Le fait d'élever un enfant doit être considéré comme une forme de l'impôt. En effet, payer un impôt c'est s'imposer un sacrifice pécuniaire au profit de la nation entière. C'est ce que fait le père qui élève un enfant. » On peut laisser de côté cette assimilation à l'impôt qui ne convient pas à tous, mais ne doit-on pas dire que le père qui donne des citoyens à l'Etat lui rend service, et ce dernier ainsi n'a-t-il pas assumé une dette de reconnaissance, qui doit être payée dans la mesure du possible ? C'est certain. Tant que le fait d'avoir des enfants n'est pas érigé en obligation, comme le voudraient certains publicistes (2), c'est, bénévolement, l'accomplissement d'un devoir, c'est rendre un service le plus important sans doute. Dès lors, non seulement le père de famille a droit à une réduction de sa cote au niveau de celle du célibataire dont le revenu est iden-

(1) Revue politique et parlementaire, juin 1897.

(2) M. Paul Margueritte notamment.

tique, mais encore à un dégrèvement supplémentaire, parce qu'il a rendu service à la nation et qu'il a plus de charges d'entretien, que l'individu sans famille. « Ce que nous devons demander, disait M. de Foville à la séance du 23 mars 1904, c'est que le célibat ou la stérilité conjugale, volontaire ou non, ne reste pas une cause d'immunité relative, une cause de privilège en matière d'impôt ».

Pour les impôts directs, d'abord, propriété bâtie ou non bâtie, patentes, portes et fenêtres et personnelle mobilière, des dégrèvements sont possibles.

De nombreux projets ont été émis en ce sens, notamment le 22 novembre 1900, MM. les Sénateurs Bernard et Piot à l'occasion de la réforme des patentes, proposèrent que cet impôt fût dégressif suivant le nombre d'enfants du chef de famille patenté. Bien que voté à deux reprises par le Sénat, cet amendement n'aboutit pas, ayant été disjoint du projet de loi pour être soumis à la Commission alors toute nouvelle.

Le 7 juillet 1903, M. le député Lacombe reprit cette proposition à son compte, mais sans succès, l'approche des vacances parlementaires l'ayant empêché d'aboutir. C'est en partie encore le manque de temps qui fit obstacle aux propositions de MM. les députés Lacombe, Bompard, et du Halgouët, tendant à un dégrèvement des droits de succession.

Au Conseil municipal de Paris, en 1904, M. Duval-Arnould proposa un dégrèvement de la personne-mobilière pour les loyers de 300 francs à 1.499 francs « quand le nombre des pièces du logement sera inférieur au nombre des enfants plus deux ». Tout en reconnaissant l'utilité

d'une telle réforme, on renvoya la proposition à l'étude, par suite des difficultés d'application.

Enfin, dans les divers projets d'impôt sur le revenu de MM. Burdeau, Ribot, Cochery et Rouvier, il existait aussi de minimes dégrèvements. Dans le dernier projet de M. Caillaux, on ajouta pareil principe, qui, après des chances diverses, est arrivé à être ainsi conçu : « Tout contribuable dont le revenu total ne dépasse pas 12.000 francs a droit à un dégrèvement de 8 francs par personne se trouvant à sa charge. Toutefois le dégrèvement n'est accordé que pour les descendants ou enfants recueillis en sus du premier. Sont considérés comme personne à la charge du contribuable, à condition de n'avoir point de ressources personnelles suffisantes : 1° les ascendants âgés ou infirmes ; 2° les descendants ou enfants abandonnés et par lui recueillis, s'ils sont âgés de moins de 16 ans ou infirmes ». C'est évidemment peu de chose, mais néanmoins c'est admettre le principe du dégrèvement. Reste à savoir quelle sera l'opinion du Sénat.

A côté de cela, l'article 62, il est vrai, constitue une prime au célibat, car il décide que le « chef de famille est imposable tant en raison de ses revenus personnels que de ceux de sa femme et des autres membres de sa famille qui vivent avec lui ». Ainsi le revenu de deux célibataires qui se marient l'un avec l'autre étant plus élevé que l'ensemble de leurs 2 cotes, c'est un impôt complémentaire qui frappe le mariage.

Indépendamment de ces projets il y eut des essais plus ou moins complets en France et surtout à l'étranger. Ainsi, en France, la loi de finances du 17 juillet 1889, en

son article 3, dispensait les parents de 7 enfants vivants de la personnelle-mobilière. Malheureusement, cette disposition a été amoindrie par la loi du 8 août 1890: il faut que les sept enfants soient mineurs et que le contribuable ne soit pas imposé pour plus de 10 francs de contributions personnelle-mobilière.

En outre, grâce à M. Mirman, par la loi de finances du 16 juillet 1904, article 4, les villes de plus de 5.000 habitants sont autorisées dans certains cas — et quelques-unes en ont usé — à dégrèver les familles de plus d'un enfant. Ainsi, à Paris, le dégrèvement pour les familles de plus de 2 enfants, est de 5 francs. Mais les formalités à remplir par les villes pour obtenir cette autorisation sont trop longues et compliquées (1).

A l'étranger, les exemples sont plus nombreux et plus développés. Il faut y voir une idée de justice, non le désir d'influencer la natalité. M. Delamotte, en son rapport sur « les mesures fiscales susceptibles, dans les principaux pays, d'influencer la population » indique que des dégrèvements existent pour les familles nombreuses, en Autriche, en Allemagne et certains cantons suisses. En Autriche, la loi du 1<sup>er</sup> janvier 1898 relative à l'impôt sur le revenu, dispose en son article 173, que les revenus ne dépassant pas 2.000 florins (2) (4.900 francs), doivent être dégrévés, si indépendamment du père et de la mère, la famille comprend plus de 2 personnes; et, en son article

(1) Réforme Sociale, 16 janvier 1909. Bertillon.

(2) Le florin représente 2.45 de notre monnaie.

174, qu'il peut y avoir abaissement d'un degré pour « entretien et éducation des enfants ».

Le Canton suisse de Bâle-Ville dispense de l'impôt sur le revenu, les veuves dont le revenu ne dépasse pas 2.000 francs et les veufs et divorcés dont le revenu ne dépasse pas 1.500 francs, s'ils ont à leur charge des enfants non adultes. A d'autres points de vue encore, les célibataires et les veufs sans enfant paient plus cher. Dans le canton de Fribourg, en calculant le revenu net des contribuables, on réduit notamment les frais d'entretien de la famille. A Berne, la pratique est pareille, sans qu'aucune loi en fasse une obligation. Dans le canton de Vaud on fait aussi des déductions de ce genre et à Zurich on trouve un projet en ce sens.

En Saxe, le fait d'avoir un certain nombre d'enfants fait descendre d'un, deux ou trois degrés les revenus de moins de 5.800 marcks (1) (7.250 francs) et pour ceux de moins de 800 marcks (1.000 francs) entraîne exemption totale de l'impôt sur le revenu. A peu de choses près il en est pareillement en Bavière. Dans le Grand duché de Hesse aussi les charges de famille peuvent entraîner exemption ou atténuation de l'impôt sur le revenu, ainsi qu'en d'autres petits états, dont Brême, Hambourg et Lübeck. On a plus souvent cité la loi prussienne du 24 juin 1891 qui organisant l'*Einkommensteuer* ou impôt sur le revenu global avec taux progressif, pose le principe suivant: les revenus d'après leur montant sont répartis en

(1) Le marck vaut 1 fr. 25.

classes; dans chaque classe, les contribuables payent une taxe identique. Ceci établi, des exceptions interviennent en faveur des familles nombreuses, ce sont les articles 18 et 19 aux termes desquels une déduction de 50 marcks est faite par enfant pour les contribuables jouissant d'un revenu compris entre 900 et 3.000 marcks (1). En outre, le taux de l'impôt est abaissé d'un degré, quand la famille compte au moins 3 enfants. Enfin, les revenus inférieurs à 9.500 marcks peuvent être descendus de 1, 2, ou 3 degrés pour charges exceptionnelles résultant de certaines causes, dont « l'entretien et l'éducation des enfants ».

Si de pareils dégrèvements étaient réalisés en France, il importe de savoir exactement quelles familles en profiteraient, autrement dit ce qu'il faut entendre par famille nombreuse? Voici comment s'exprime M. Bertillon (2) à ce sujet: « Le devoir de contribuer à la pérennité de son pays: est accompli tout juste lorsqu'on a élevé 3 enfants (je ne dis pas: lorsqu'on a eu trois enfants, car ce ne serait pas suffisant). Et, en effet, il faut deux enfants pour remplacer les parents et il en faut en outre un troisième, parce que sur les trois il y en aura un qui ne se reproduira pas, selon le calcul des probabilités... Telle est donc la limite de la famille nombreuse. On commence à avoir fait un peu plus que son devoir quand on a plus que les trois enfants que je viens de dire. Quand on ne les a pas, malheureusement (pour des raisons qui peuvent être tout à fait indépendantes de la volonté et qui peu-

(1) Au-dessous de 900 francs, les revenus ne sont pas taxés.

(2) Réforme Sociale, 16 janvier 1909.



vent être très honorables) on n'a pas accompli absolument son devoir... Par conséquent les faveurs... nous les accorderons aux familles qui ont plus de trois enfants ». Sans faire intervenir l'idée de devoir, car devant l'impossible il n'est plus question de devoir, ne peut-on dire simplement que chaque famille, en France possède 3 enfants, et que l'Etat en ayant besoin davantage, ce besoin serait satisfait abondamment, si les 8 millions environ de familles françaises avaient en moyenne un enfant de plus. En conséquence, parce qu'elles rendent un service énorme à l'Etat, ce dernier doit dégrèver les familles de 4 enfants ou même de trois, qui dépassent la moyenne actuelle. D'ailleurs, il serait encore meilleur d'accorder des dégrèvements, comme toutes autres faveurs, non à partir d'un chiffre d'enfants, mais en proportion du nombre de ces derniers dans tous les cas; ce serait pour l'Etat reconnaître le service rendu en proportion de son importance.

D'autre part, il ne faudrait pas que les dégrèvements ne soient accordés qu'à un petit nombre, aux plus misérables par exemple, car la loi de 1832 dispense déjà les indigents de tout impôt, il faut que toutes les classes en bénéficient, et non pas simplement les miséreux. « La France, dit M. de Foville, (1) n'a pas intérêt à faire pulluler les mendiants. Où la rareté des naissances est surtout visible et où elle est vraiment funeste, ce n'est pas dans les bas-fonds de l'édifice social, c'est plus haut », pour les petits et les moyens comme pour les grands.

Or, quel peut être l'effet des exemptions d'impôts?

(1) Rapport de Foville.



Nous devons reconnaître tout d'abord que le remède n'est pas difficile à tenter, il suffit de modifier des textes de lois, et s'il doit y avoir un effet, il ne pourra être long à se produire, l'application du remède pouvant être rapide. On donne parfois, comme preuve de l'inutilité des exemptions, l'exemple des édits de Louis XIV en la matière. Il y eut deux édits (1) : l'édit de Saint-Germain-en-Laye de novembre 1666 aux termes duquel les individus soumis à la Taille en étaient exonérés jusqu'à 25 ans, s'ils se mariaient avant l'âge de 20 ans, ou pour toute la vie, s'ils avaient 10 enfants; cette exemption portait même sur tous les impôts en faveur du père de 12 enfants. Quant aux privilèges accordés aux nobles par l'édit d'Amiens, nous aurons à en parler plus loin. Eh bien ! dit-on cette législation de 1666 fut abrogée peu de temps après son apparition, en novembre 1683, c'est que l'effet fut insuffisant ? Mais, outre qu'il est difficile de se prononcer, faute de statistiques, il se peut que l'effet d'une cause soit neutralisé par une cause plus agissante. Au surplus cette abrogation fut motivée par des « abus », comme on ne saisit pas en quoi ils pouvaient consister, il faut voir la vraie raison dans la pénurie du Trésor ; par suite l'objection ne tient plus.

Mais dira-t-on encore, les petites gens, les ouvriers pères de nombreux enfants paient peu ou presque pas d'impôts, dès lors la réforme risque d'être inutile pour un grand nombre ? Nous reconnaissons que si quelques-uns

(1) Alliance nationale, juillet 1908, Edits de Louis XIV pour la repopulation.

n'en doivent pas profiter, les autres ne sont pas quantité négligeable. En outre, nous voyons dans cette objection l'oubli d'une idée déjà émise à savoir que les familles nombreuses, même chez les petites gens sont, toutes proportions gardées, contraintes à prendre un loyer plus élevé et par suite parfois à payer des impôts qu'elles n'auraient pas connus sans leurs enfants.

Enfin, beaucoup, tout en mettant à part la question de justice, ne peuvent admettre qu'un individu actuellement sans enfant, ou en ayant un ou deux seulement voudra en avoir davantage, parce qu'il sera dégrévé de quelques francs, voire même de quelques dizaines de francs, de contributions. C'est certain, en effet, mais c'est là une mesure qui se combinera avec toutes autres destinées à diminuer les charges de la vie et aussi à changer la mentalité actuelle. Nous pouvons donc conclure avec M. de Foville : « Si les dégrèvements dus aux pères de famille leur sont alloués avec une générosité suffisante, il y aura là une cause de relèvement pour la natalité française ». Il s'agit dès lors de savoir comment peuvent être compris ces dégrèvements.

MM. les Députés ou Sénateurs, Lacombe le 5 mars 1898, Bompard le 15 novembre 1900, Bernard le 17 janvier 1901 et Maujan le 30 juin 1903, proposèrent de dégrèver des droits de mutation les héritages se répartissant entre plus de 4 enfants. Le 6 novembre 1905 M. Messimy proposa : « Toute succession dans la ligne directe se partagera en 3 parts : s'il n'y a qu'un enfant les 2/3 appartiendront à l'Etat », s'il y a 2 enfants, un tiers reviendra à l'Etat, s'il y a 3 enfants, il ne touchera rien. Mais déjà depuis 1901

on tient compte du nombre des enfants dans les dévolutions successorales, l'Etat touche plus quand il y a plusieurs héritiers qu'un seul. En effet le taux des droits est progressif, il ne se calcule plus suivant l'importance de l'actif social, mais suivant le quantum des parts individuelles. Et, bien que l'impôt sur les successions ait été réservé pour les retraites ouvrières, le 26 février 1910, la Chambre en prit une partie pour boucler le budget en décidant que la part successorale en cas d'héritier unique sera augmentée de 50 0/0 et de 20 0/0 en cas de deux héritiers. Il est vrai que la Commission sénatoriale du budget et le Sénat n'ont pas admis cette façon de voir.

M. Bertillon, dans son rapport à la Commission, estimait que pour dégrèver de tous impôts directs les familles de plus de 3 enfants, il suffisait de surcharger les autres de 20 0/0, c'est-à-dire d'un cinquième et même « plus probablement d'un septième ». Voici comment le rapporteur raisonnait: En 1896 sur 12 millions de familles, 2 millions seulement avaient plus de 3 enfants. Or, en supposant que l'impôt soit proportionné à la fortune des familles, la statistique des successions suivant le nombre d'enfants montre que sur 5.701 millions, 719 seulement concernaient des familles de plus de 3 enfants, c'est-à-dire du 8 pour cent ou même du 7, car il y avait une succession anormale de 40 millions. Dès lors cherchant cette proportion sur 519.443.000 fr. d'impôts directs en 1905, on trouve qu'il faudrait surcharger de 65 millions seulement les 10 millions de familles qui n'ont pas 3 enfants. Evidemment il faut reconnaître que le chiffre des impôts directs est faible par rapport à l'ensemble de nos

impôts et que le dégrèvement sera peu important, mais néanmoins c'est une mesure indispensable.

Quant aux contributions indirectes, si l'exemption est insuffisante en matière d'impôts directs, il faut avouer qu'elle est impossible ici. On comprend aisément que les droits de consommation ne peuvent varier suivant la condition des personnes, suivant que le contribuable est célibataire ou père de famille. La Régie, les Douanes, le Timbre, les Postes, ne peuvent pour les paiements tenir compte de ces considérations. Aussi comme le disait M. Rey en son rapport : « Les dégrèvements ne pouvant s'opérer que sur les contributions directes qui constituent de beaucoup l'impôt le moins lourd, surtout pour les familles pauvres, il est juste que, en compensation des charges bien plus considérables provenant des impôts indirects et de consommation », d'autres avantages soient accordés aux familles nombreuses, avantages dont nous aurons à reparler.

## CHAPITRE IV

### Remèdes en matière de divorce et de succession

#### § I — REMÈDE EN MATIÈRE DE DIVORCE

Nous avons indiqué que si le divorce influe sur la natalité, c'est vraisemblablement en ce sens que les obstacles à son libre accomplissement peuvent empêcher quelques individus de fonder deux nouveaux foyers en remplacement d'une union qui restera volontairement stérile. C'est dans cet esprit, comme à d'autres points de vue, que l'on doit demander, soit le divorce par consentement mutuel qui existe déjà en Danemark, au Japon, en Norvège et en Prusse, soit peut-être même le divorce à la demande d'un seul. Mais dans ce dernier cas nous n'irions pas jusqu'à admettre le divorce de droit après quelques années d'infécondité. C'est en effet que le but du mariage, du moins en France, n'est pas uniquement la procréation. En Russie évidemment il en est autrement, puisqu'à l'exemple des lois caducaires, le mariage à partir d'un certain

âge est interdit. Dans notre pays, au contraire, on se fait une toute autre idée de cette institution pour laquelle la définition de Portalis reste toujours vraie: les époux ont pour objectif « de s'aider par un mutuel secours à supporter le poids de la vie et à accomplir la commune destinée ».

Du reste la réforme en cette matière, aurait peut-être pour résultat, d'augmenter le nombre absolu des naissances, mais non le taux de natalité par famille.

## § II — REMÈDE EN MATIÈRE DE SUCCESSION

Sans songer à abolir l'hérédité (1) dont Roscher disait (2): « Il n'est pas d'institution qui agisse plus énergiquement pour prévenir l'accroissement désordonné de la population », on peut chercher à remédier au résultat probable de notre loi successorale et à enlever au propriétaire rural le souci de voir à sa mort son domaine mis en lambeaux aux enchères de l'adjudication publique. A cet effet divers systèmes ont été proposés que nous classons en deux groupes: les uns transformant complètement le régime successoral actuel, faisant table rase du principe de l'égalité des enfants quant à leur droit

(1) Les Socialistes voient dans la propriété collective le remède à l'abaissement de la natalité. M. Descamps (*Revue Socialiste*, juillet 1897) écrit: « La propriété collective est entièrement favorable à la prolificité. »

(2) Des principes d'économie politique, § 86, de l'Hérédité.

au patrimoine de leurs ascendants; les autres, au contraire, maintiennent cette règle équitable tout en cherchant à améliorer notre législation à ce point de vue.

Dans le premier ordre d'idées, on peut songer à revenir au système de conservation forcée qui, en partie seulement, régissait la matière avant la période révolutionnaire, c'est-à-dire rétablir le droit d'aînesse. Mais sans compter que cette institution était moins générale sous l'Ancien Régime que certains veulent le croire, il faudrait au surplus que cette faveur à l'égard de l'aîné, portât uniquement sur la propriété foncière rurale, peut-être aussi sur les usines et établissements commerciaux, quand ils ne sont pas en société. Hors de là il serait inutile au point de vue qui nous occupe d'adopter un état de choses ancien et condamné. Pourquoi au bourgeois, au citadin donnerait-on le droit d'avantager son fils aîné en titres ou en immeubles urbains? D'ailleurs même ainsi comprise cette mesure, outre la difficulté d'application, serait encore inadmissible.

Les dispositions du Code Civil, de même que celles de la Convention Nationale, instituant le partage égal, furent établies dans le but même de supprimer le droit d'aînesse, conception aristocratique. La Convention, rapporte Cambacérès, voulut (1) « frapper les grandes fortunes toujours dangereuses dans une République ». Une lettre de Napoléon à son frère Joseph (2) montre que

(1) Séance rapportée par le « Moniteur » du 23 décembre 1793.

(2) Mémoires du roi Joseph, tome II, page 275, Lettre de Napoléon, du 5 juin 1806.



le même esprit fit adopter ces dispositions par le Code. Au surplus le plus clair résultat de cette conception archaïque serait de faire au moins pendant un temps des cadets des déclassés (1).

Il faut pareillement opposer une fin de non recevoir à toute idée de suppression de l'égalité qui, suivant l'expression de Phélippeaux à la Convention « est un principe sacré ». Aussi, bien qu'il soit appliqué aux Etats-Unis, Canada et Angleterre et qu'il paraisse résulter du droit de propriété (2), peu oseraient demander le système de liberté testamentaire complète, pas même Le Play et ses disciples, car s'ils en parlent ils entendent généralement par là une liberté mitigée. C'est qu'en effet cette institution s'acclimaterait mal en notre pays à esprit égalitaire. Comme le déclarent MM. Lyon-Caen, et Atthalin « Le Régime d'égalité, la Révolution nous l'a mis dans le sang ». La preuve en est que déjà bien rarement le père use de son droit de disposer de la quotité disponible. Souvent d'ailleurs cette liberté aboutirait à des injustices flagrantes. C'est une « arme à deux tranchants » disait M. Glasson (3). Par exemple, si le père se remarie ou se livre à l'inconduite, ses enfants risquent d'être frustrés, tel n'est pas le cas général, mais il faut en tenir compte. Enfin l'expérience des Etats-Unis et de l'Angleterre n'est pas concluante. La natalité baisse même plus

(1) Rapport Lyon-Caen.

(2) Tout au moins pour la fortune que le père a amassée par son travail, mais non pour celle qu'il a reçue par testament ou donation entre vifs.

(3) Réforme Sociale, juillet 1889.

vite dans ce dernier pays qu'en France; à quelque cause que ce phénomène soit dû la comparaison n'est donc pas définitive, au contraire elle serait plutôt contre la liberté testamentaire. Cependant au Canada, dans la province de Québec, le père de famille, qui ne laisse rien à ses filles et à ses fils pourvus d'une situation, choisit le plus apte à lui succéder et la natalité est de 48 pour 1.000 habitants (1).

Le plus qu'on pourrait admettre dans cet ordre d'idées serait d'imiter les législations du Mexique, Guatémala et Costa-Rica où le père jouit de la liberté testamentaire à charge pour le fils avantagé de prendre à son compte les dettes alimentaires qui incombent à son auteur. Encore le goût de notre race pour l'indépendance pourrait faire douter du résultat d'une telle mesure en France.

D'autres propositions tendent à conserver la législation qui nous régit mais en l'amendant.

Ainsi, M. le Général Toutée le 27 décembre 1902 présenta à l'Académie des Sciences morales et politiques un projet d'après lequel, en premier lieu, « à chaque héritier serait attaché, en outre de sa part, autant de parts égales à la sienne qu'il a d'enfants vivants ou représentés », et deuxièmement s'il n'y a qu'un enfant unique, il ne recueillera que la moitié de l'héritage, le reste allant à « ceux auxquels la succession, reviendrait à son défaut ». Cette dernière proposition passe actuellement pour inadmissible. C'était d'ailleurs ce que M. Bertillon avait

(1) Revue Politique et Parlementaire, Juillet 1909.

déjà proposé (1), à peu de choses près, en demandant de « placer au point de vue de l'héritage les enfants uniques dans la situation où ils seraient s'ils avaient des frères ». La seule différence c'est qu'ici l'Etat aurait touché une partie de la fortune, tandis qu'avec le projet Toutée ce seraient les collatéraux.

Quoi qu'il en soit, M. Ambroise Collin (2) fait remarquer que le système est illogique: le collatéral avantagé peut être célibataire. Tyrannique: chacun a le droit de disposer de ses biens dans la limite des restrictions apportées par les législateurs pour le bien de la famille, non de l'Etat. Inefficace enfin: l'exode des capitaux à l'étranger s'ensuivrait.

Quant à la première partie de la disposition Toutée, voici en quoi elle consiste: supposons qu'un grand-père décède laissant deux fils dont l'un à deux enfants et l'autre aucun, sa succession se diviserait alors en quatre parts dont 3 seraient attribuées à celui des fils père des deux enfants. Mais déjà antérieurement M. Robert Doucet (3) avait fait une proposition équivalente. On partirait de cette base que dans les successions *ab intestat* où l'on interprète la volonté présumée du défunt il faudrait tenir compte des besoins de chacun des héritiers, c'est-à-dire diminuer la part héréditaire des célibataires (4),

(1) Revue Politique et Parlementaire, juin 1897.

(2) La Grande Revue, extrait, 1903.

(3) Revue Politique et Parlementaire, 10 janvier 1901.

(4) Hommes de plus de 30 ans et femmes de plus de 25 ans.

des veufs et divorcés et sans enfants, pour augmenter la capacité des pères de famille héritiers ayant au minimum 4 enfants. A part cela, le droit commun continuerait à être appliqué.

On ne peut objecter qu'il y a là une pénalité contre les célibataires ou les personnes mariées sans enfant, car l'esprit de ces projets repose sur une conception ingénieuse de l'égalité: la véritable égalité serait l'égalité des charges. Toutefois la proposition Toutée ne tient pas compte de ce que les filles se marient plus tôt que les garçons, les aînés que les cadets, et que, d'autre part, l'enfant infirme ou trop jeune sera lésé si le testateur ne le dédommage pas sur la quotité disponible. En outre, le but de cette réforme était de pousser à avoir des enfants pour recueillir davantage à la succession de l'ascendant, mais encore faudrait-il que la part à obtenir de la sorte compensât les charges occasionnées par un nouvel enfant. Il eût été meilleur de proposer avec M. Ambroise Colin (1) que le père pût sans y être obligé « attribuer à ses enfants outre leur part autant de parts qu'ils auront eux-mêmes de descendants ».

Or, en réalité, on peut arriver à cela en augmentant la quotité disponible.

Effectivement à quoi veut-on aboutir? A empêcher que le Code nuise à la natalité en poussant le père à n'avoir qu'un enfant pour en faire un aîné. Pour cela il suffit de lui permettre d'avantager un de ses enfants sans toutefois nuire aux autres, afin de constituer

(1) Grande Revue, article cité.

en quelque sorte un bien de famille et un successeur chargé de dédommager ses frères et sœurs en leur payant une soulte équivalente à leur part.

Or, il est deux façons de concevoir cette mesure: ou bien elle sera imposée par la loi, ou laissée à la libre appréciation du testateur.

L'expérience a montré que le premier procédé est défectueux.

On l'a essayé en Alsace sans succès, une crise foncière en résulta, parce que le fils choisi comme chef de famille était le plus souvent grévé de charges trop lourdes, et les emprunts impayés conduisaient à la vente forcée de la propriété (1). A l'encontre, il est vrai, on peut donner (2) l'exemple de quelques départements français, la Corrèze par exemple, où le deuxième système fonctionne malgré la loi, grâce à des coutumes anciennes que personne ne conteste: on donne par préciput et du consentement des héritiers le domaine à l'un des enfants, à charge par lui de dédommager en argent ses frères et sœurs au moment de l'ouverture de la succession. Ainsi, étant donnée l'ignorance où l'on est du résultat possible, vaut-il mieux que le père soit laissé libre d'user ou non de la faculté de se choisir un successeur sans nuire à ses autres enfants.

A notre avis, il est inutile pour cela, d'adopter une imitation du *Homestead américain*. Certains auraient voulu que le père de famille eut la possibilité de rendre,

(1) Réforme sociale, juillet 1889, communication Charles Grad au Congrès de 1889.

(2) Famille et Dépopulation, page 119, Jules Jung.

après certaines formalités, une partie de son bien inces-  
sible et inaliénable en principe; une partie seulement  
pour éviter de reconstituer des majorats et une aristo-  
cratie terrienne. M. Lévillé dans sa proposition de loi  
du 16 juin 1894 (1) demandait que la valeur ainsi immo-  
bilisée ne dépassât pas 10.000 fr. d'immeubles et 2.000 fr.  
de meubles. Ainsi eut-été constitué un domicile de la fa-  
mille, où les cadets auraient trouvé un abri dans tous  
les cas. De nombreuses propositions ayant directement  
ou indirectement pour but le même principe furent dans  
la suite présentées (2), et dernièrement en conformité avec  
le projet gouvernemental du 31 janvier 1905, la loi du  
12 juillet 1909 admit la faculté de rendre l'habitation  
familiale insaisissable jusqu'à 8.000 fr. Le bien ne peut  
être ni saisi, ni hypothéqué, ni vendu à réméré, ni aliéné  
sauf certaines autorisations. Et cette constitution peut  
avoir lieu par testament (3).

Mais une objection sérieuse peut être opposée: le bien  
étant immobilisé, le chef de famille dépourvu d'autres  
ressources ne jouira pas suffisamment de crédit, or, quels  
que soient les inconvénients de l'hypothèque pour la pro-  
priété rurale, en bien des cas, elle n'en est pas moins l'uni-  
que ressource.

Dès lors il nous paraît plus avantageux, pour éviter

(1) Journal Officiel, 1894, Annexe numéro 717.

(2) Par MM. Lemire, Hubbard, de Mun, Siegfried, Bourgeois,  
Vacher, Morillot, Martin, Dujardin-Baumetz, Paul Lebaudy et  
Violette.

(3) Réforme Sociale, août 1909, page 255.



le morcellement du domaine, d'améliorer simplement les dispositions du Code jugées défectueuses, ne serait-ce d'ailleurs que pour nous débarrasser des formalités compliquées de la loi du 12 juillet 1909 (1).

Nous avons vu que l'on incriminait les dispositions relatives à la quotité disponible, au partage, aux pactes sur successions futures et aux règles de l'indivision.

On pourrait donc décider que la quotité disponible n'ira plus en diminuant avec le nombre des enfants. Si à l'exemple de l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, la Suède et quelques cantons suisses, elle était fixée uniformément à la moitié du patrimoine, le père ne serait plus arrêté par la crainte de ne pouvoir disposer à son gré d'une partie suffisante de sa fortune, parce que le nombre de ses enfants aura dépassé deux. D'autre part cela lui suffirait peut-être pour qu'il se choisisse un successeur, sans nuire à ses autres descendants. M. Glasson (2) estimait que tout régime des successions doit tenir compte des trois principes suivants : droit des enfants à la plus grande partie du patrimoine de leur auteur, droit de celui-ci d'avantager un de ses descendants, enfin droit de tout propriétaire de disposer de son bien à son gré, même après son décès. Aussi M. Glasson pensait que le système successoral espa-

(1) Acte notarié, affichage à la Justice de Paix et à la Mairie du lieu des biens, insertion dans un journal d'annonces légales, homologation par le Juge de Paix précédée souvent d'une expertise, enfin transcription de l'acte.

(2) Réforme Sociale, juillet 1889, communication au Congrès.



gnol constituait le meilleur système (1). Voici en quoi il consiste : la fortune de l'ascendant se divise en trois parts ; l'une doit être partagée légalement entre tous ses enfants ; la seconde peut être donnée à quiconque, même à un étranger ; la dernière ne doit pas être attribuée à un étranger, mais à ses enfants comme il l'entend.

Au Chili fonctionne un procédé très semblable ; la réserve est de moitié et « l'autre moitié se partage en deux parties disponibles, l'une au profit de quiconque, l'autre au seul profit des descendants » (2).

Peut-être un de ces deux systèmes vaudrait-il mieux que de fixer la quotité disponible à la moitié, parce qu'ainsi le père ne peut enlever à ses enfants qu'un tiers ou un quart et non la moitié (3). En tous cas l'un quelconque de ces procédés remédierait à l'article 913 actuel. Mais n'est-il pas à craindre que le père n'use pas de cette faculté, afin d'éviter la discorde ? Dans certaines régions c'est possible, mais en d'autres départements cette éventualité n'est pas à redouter, puisque déjà malgré la loi la pratique est en ce sens ; la consécration légale sera une facilité appréciable.

En ce qui concerne les règles du partage on pourrait essayer des partages par voie d'attribution et supprimer la nécessité des lotissements de même nature de biens,

(1) Dans ses *Eléments de droit français*, 2<sup>e</sup> édition 1884, tome II, page 462, telle n'était pas encore son opinion.

(2) Rapport Lyon-Caen.

(3) Il n'y a là aucune complication, puisque le code admet déjà deux sortes de quotité disponible : celle au profit de toute personne (art. 913 à 915) et celle au profit du conjoint survivant.

même quand des héritiers mineurs seraient appelés à succéder, et même en matière de partage d'ascendants.

Pourquoi le père ne pourrait-il, s'il le voulait, attribuer un bien en nature, quitte à « rétablir les chiffres en valeur au moyen de soultes ». Dans le paragraphe 2.303 du Code Civil allemand il est bien admis que « la réserve consiste dans la moitié de la valeur de la part légale » (1).

Sans restreindre les cadets et sans qu'il y ait là une obligation, ne serait-ce pas une manière d'éviter le morcellement du bien. D'ailleurs, comme le faisait remarquer M. Thaller (2), l'assurance sur la vie permet de trouver de quoi payer les soultes et avantager un fils sans nuire aux autres. En effet, la jurisprudence admet que le capital assuré ne figure pas dans la succession, et par exemple n'est pas soumis au rapport, parce que l'assuré en payant des primes n'a fait que prélever sur ses revenus des sommes qu'il eut autrement dépensées. Eh bien, le père qui voudrait avantager un de ses descendants n'aurait qu'à faire une assurance vie-entière, c'est-à-dire payable seulement et aussitôt son décès, et ce au profit de son fils avantagé pour payer des soultes à ses frères et sœurs. Malheureusement le procédé n'est pas assez connu.

Quoi qu'il en soit, les pays étrangers nous donnent divers exemples en cette matière. En Allemagne existe l'*Anerbenrecht* ou le *Höfrecht* dont l'Autriche par la loi du 1<sup>er</sup> avril 1889 a fait le régime général des successions de biens ruraux et que l'Italie est en voie de copier pour

(1) Rapport Lyon-Caen.

(2) Réforme Sociale, article cité.

les biens de 200 à 600 fr. de revenu. Voici en quoi consiste ce système en Allemagne: pour la ferme et ses dépendances (Hof) existe une législation successorale particulière quand le propriétaire l'exploite lui-même; le père ou ses successeurs ou le conseil de famille peuvent transmettre les biens à un seul des enfants (Anerbe), à charge pour ce dernier de donner aux autres une soulte en argent, et, en attendant, pour prix de leur travail, les nourrir, habiller et loger. Mais, suivant les tempéraments, des discordes doivent en résulter, l'un voulant toucher la soulte, l'autre ne pouvant la payer.

En outre, dans les provinces rhénanes « les paysans n'ont montré aucun empressement à l'adopter et les inscriptions sur le Höferolle sont restées en nombre infime ». (1)

Aussi le système espagnol nous paraît meilleur: les articles 1056 et 1057 du Code Civil permettent au père de famille de conserver intacte son exploitation agricole, industrielle ou commerciale en l'attribuant à un de ses enfants chargé d'indemniser en argent ses frères et sœurs. Si l'on admet que la soulte sera équivalente à la part dûe actuellement aux cadets, et si on arrive à payer rapidement les soultes, par exemple au moyen de l'assurance vie entière, c'est un principe qui peut convenir au moins en certaines régions de la France.

Un progrès a déjà été réalisé par nos lois du 30 novembre 1894, 12 avril 1906 et 10 avril 1908 destinées, les deux premières à faciliter l'acquisition d'habitations à bon

(1) Ambroise Colin, article cité.

marché et la dernière l'acquisition de champs et jardins n'excédant pas un hectare.

Aux termes de l'article 8 de la loi de 1906 « lorsqu'une maison dont la valeur locative n'excède pas certaines limites préfixées figure dans une succession et que cette maison est occupée au moment du décès de l'acquéreur ou du constructeur, par le défunt, son conjoint ou l'un de ses enfants, il est dérogé aux articles 826 et suivants du Code Civil », c'est-à-dire plus de demandes par chaque héritier de sa part en nature, plus de lots de même nature et valeurs tirés au sort, plus de vente par licitation, car « chacun des héritiers ou le conjoint survivant s'il a un droit de co-propriété a le droit de reprendre la maison sur estimation. » Or, le défunt peut désigner celui qui usera de cette faculté de préférence aux autres qui reçoivent alors leur part en argent. « Lorsque plusieurs intéressés veulent user de cette faculté la préférence est accordé d'abord à celui que le défunt a désigné, puis à l'époux s'il est co-propriétaire pour la moitié au moins. Toutes choses égales la majorité décide; à défaut de majorité il est procédé par voie de tirage au sort. » (1). Mais ce n'est qu'une faculté, si aucun des intéressés ne veut en user le partage se fait selon les règles ordinaires du Code. Peut-être pourrait-on sans danger généraliser ces dispositions.

En outre, un père devrait avoir le droit, ayant doté un de ses enfants, de décider qu'il ne pourra concourir à sa succession. Autrefois en Normandie on pratiquait la

(1) Lois usuelles, 1908.

renonciation des filles à la succession (1). Cela ne présente aucun inconvénient si on laisse à l'enfant doté le droit de faire prononcer la nullité au cas où il n'aurait pas reçu sa part.

Enfin, en ce qui concerne l'indivision la majorité devrait suffire et non l'unanimité, comme l'admet pour les navires indivis l'article 220 du Code de Commerce. D'après la loi précitée de 1906 un seul peut maintenir l'indivision malgré l'opposition des autres: « L'indivision peut être maintenue à la demande du conjoint ou de l'un de ses descendants pendant 5 années à partir du décès ». Mais il ne serait pas bon de généraliser cette pratique sous cette forme, il vaudrait mieux permettre au père d'interdire le partage pendant un certain temps après l'ouverture de la succession. En Allemagne l'article 2.044 du Code Civil permet au testateur d'imposer l'indivision pendant une période de 30 années et l'article 2.043 autorise à interdire le partage dans certains cas (2). Enfin on devrait pouvoir rester dans l'indivision pendant plus de 5 années sans avoir à renouveler. Mais il est probable que cette pratique de l'indivision entre frères ne se généraliserait pas trop avec l'esprit d'indépendance en usage chez la plupart (3).

En résumé: fixation de la quotité disponible à un taux plus élevé et uniforme; faculté pour le père d'attribuer

(1) Thaller Réforme Sociale, 16 Décembre 1908, page 715.

(2) Réforme Sociale, 16 Mars 1909, page 376.

(3) La loi du 12 juillet 1909, contient des dispositions analogues.

ses biens en nature à un de ses enfants, avec soulte compensatrice de la réserve pour les autres, par exemple faculté de se rendre acquéreur du domaine après simple estimation; pratique de la renonciation à la succession pour les enfants dotés, et élargissement de l'indivision. Telles sont les améliorations possibles sans bouleversement.

Si la formule précitée de Roscher est exacte, tout au moins faut-il que les lois qui régissent l'hérédité n'exagèrent pas son effet naturel de principe restrictif de la natalité.

## CHAPITRE V

### Remèdes aux causes d'ordre économique

#### § I — REMÈDES EN MATIÈRE DE DÉSERTION DES CAMPAGNES

Il existe à Paris des groupements destinés à relier entr'eux les originaires d'une même région, ce sont les associations provinciales. Au premier abord on pourrait croire qu'elles constituent un remède à l'exagération de la désertion des campagnes, parce qu'elles rapatrient parfois quelques-uns de leurs membres. Il n'en est rien en réalité. Les individus rapatriés sont rares d'abord, ainsi l'Association corrézienne, une des plus anciennes et des plus riches, ne rapatrie guère que 50 femmes par an et surtout ce ne sont que les déchets, les malades que l'on évacue de la sorte. D'ailleurs, en cette matière, comme en la plupart, prévenir le mal vaut encore mieux que le guérir. Ce qu'il faut, c'est donc, non ramener à la terre ceux qui l'ont abandonnée, car comment persuader ceux que la misère notamment en a chassés, mais plutôt empêcher



dans une certaine mesure qu'on la quitte sans espoir de retour.

A cet effet, on peut essayer, en premier lieu, de rendre la vie au village plus gaie, puisqu'en grande partie l'attrait des distractions de la ville est le mobile de l'exode rural. Evidemment on ne peut songer à faire bénéficier les cultivateurs de tous les plaisirs urbains, plaisirs souvent dangereux au point de vue qui nous occupe; mais qui empêcherait de créer dans chaque village, à la place des cabarets actuels, un lieu de réunion confortable et attrayant, dans les mairies ou les syndicats agricoles par exemple, où l'on donnerait des fêtes, des distractions.

D'autre part, à la caserne, on devrait détourner les paysans de rester à la ville, leur en montrer les inconvénients; car si la parole ne peut tout, elle peut beaucoup, si elle montre l'intérêt de chacun à tel acte. En Allemagne (1), dans certaines casernes, on affiche les emplois vacants à la campagne d'après les indications des syndicats agricoles (2).

Certainement on ne peut espérer détourner de la vie urbaine ceux qui viennent y chercher des plaisirs immoraux inconnus au village. Mais nous avons dit qu'une raison essentielle, sinon la plus importante, de l'exode rural était le désir d'acquérir une situation meilleure, par suite, tous les moyens d'amélioration de la condition des

(1) Réforme Sociale, juillet 1908, page 48.

(2) La loi du 27 juin 1904, sur le service des Enfants assistés, en son article 27, décide que les pupilles de l'Assistance Publique dont la pension vient à ne plus être payée, sont mis en apprentissage, de préférence dans les professions agricoles.

travailleurs agricoles seront un puissant obstacle à la désertion des professions rurales. On peut le préjuger, sans aller toutefois jusqu'à dire avec M. Méline dans le « *Retour à la Terre* » : « Le jour où il y aura au fond de nos campagnes une organisation assurant aux malades et aux pauvres, aux infirmes et aux vieillards, les mêmes avantages qu'à la ville, le procès de la terre sera gagné et c'est la campagne qui reprendra le pas sur son orgueilleuse rivale ».

Les malades et infirmes à la campagne sont, en effet, moins facilement secourus que dans les hôpitaux et hospices urbains. Il y a bien déjà une loi du 15 juillet 1893 organisant l'assistance médicale gratuite; à côté d'abus, combien encore ne sont pas suffisamment secourus, le corps médical des campagnes étant généralement moins bien outillé ou même moins instruit, parce que moins spécialisé. De même la loi du 14 juillet 1905 prescrivant des secours aux vieillards septuagénaires et aux infirmes, c'est-à-dire soit des allocations mensuelles, soit l'hospitalisation, est encore insuffisante, tandis qu'à la ville l'initiative privée et publique protègent mieux contre l'âge et la maladie. Aussi, on propose parfois de multiplier les hospices communaux, pour secourir les vieillards et les infirmes des campagnes, ce qui serait facilité par l'article 32 de la loi de 1905 aux termes duquel l'Etat doit contribuer aux dépenses de construction d'hospices. Même si cette proposition se heurte à des objections d'ordre pratique, il est certain que si on réalisait quelque chose en ce sens, ce serait un remède à l'abandon des campagnes.

En ce qui concerne les ouvriers agricoles, ne pourrait-

on, bien qu'ils aient la faculté de se syndiquer, leur étendre un certain nombre des dispositions de la législation protectrice des travailleurs? Ainsi la loi du 9 avril 1898 « concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail » devrait s'appliquer aux travaux agricoles. La loi du 30 juin 1899 l'admet déjà pour les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés. Et la loi du 18 juillet 1907 donne la faculté aux employeurs qui n'y sont pas assujettis, d'adhérer à la législation des accidents du travail.

C'est encore beaucoup en combattant le manque de solidarité trop fréquent à la campagne, en développant l'idée d'association, qu'il sera possible d'obtenir le résultat cherché en faveur de la terre. Par association, nous voulons dire le syndicat agricole dans son acception la plus large; syndicats proprement dits, coopératives et sociétés de secours mutuels agricoles. Incontestablement, un travail en ce sens a déjà été effectué depuis une trentaine d'années; les syndicats agricoles sont au nombre de 4.500, les coopératives de consommation et de vente 2.500, les caisses de crédit agricole 3.000 et les assurances mutuelles agricoles 9.000; soit un total de 19.000 associations. Mais ce chiffre est moins élevé que celui de l'Allemagne où l'on compte de 23.000 à 25.000 associations de ce genre, et d'ailleurs en France on ne comprend là que 1.200.000 de nos agriculteurs sur une population rurale de plus de 23 millions d'individus (1). Des progrès sont donc désirables et possibles.

(1) Réforme Sociale du 1<sup>er</sup> et 16 juillet 1909.

Ainsi les sociétés de crédit agricole sont beaucoup plus nombreuses en Allemagne où l'on en compte plus de 14.000; cependant leur propagation est vraisemblablement favorable à la natalité: l'agriculteur n'aura plus à quitter la campagne, faute de pouvoir acheter un lopin de terre et le cultiver à son compte, ou faute d'avoir de quoi le cultiver. La caisse de crédit lui permet notamment d'acheter, comme en Belgique, du bétail, ou encore des instruments, des engrais, sans passer par les prêteurs usuriers des campagnes. Il faut reconnaître les bienfaits déjà réalisés à cet égard par la loi du 5 novembre 1893 qui créa ces sociétés; en ces 10 dernières années, elles ont prêté sur simple signature, et moyennant un intérêt minime, 415 millions environ aux cultivateurs. C'est encore insuffisant, puisque pour compléter cette institution, en février 1910, le Ministre de l'Agriculture, M. Ruau déposa à la Chambre un projet de loi instituant le crédit individuel à très long terme, jusqu'à concurrence de 8.000 francs pour faciliter l'acquisition, l'aménagement et la reconstitution des petites exploitations rurales.

Quant aux syndicats agricoles, fruit inattendu de la loi du 21 mars 1884, de leur généralisation on peut attendre une amélioration sensible des conditions de la vie et de la profession d'agriculteur. Grâce à eux, les ruraux peuvent acheter et vendre à meilleur compte les marchandises agricoles, semences, machines, etc. Ainsi compris, le syndicat supprime l'emploi des coopératives de vente et de consommation. La pratique s'était établie de la sorte au moins jusqu'à ces derniers temps. Effectivement, cer-

tains syndicats ayant acheté des marchandises qui n'avaient aucun caractère professionnel, agricole, tels que des vêtements, la Cour de Cassation, le 29 mai 1908, confirma une décision de la Cour d'Appel de Nancy, suivant laquelle les syndicats agricoles doivent rester strictement dans les termes de la loi de 1884, c'est-à-dire se borner à l'étude et la défense des intérêts agricoles et non plus acheter et vendre en commun des marchandises. Les réclamations justifiées en ce qui concernait les marchandises purement agricoles ou professionnelles furent telles qu'au mois de juin de la même année, le Ministre de l'Agriculture, M. Ruau, déposa un projet de loi distinguant deux sortes de syndicats : les uns dits syndicats proprement dits, strictement soumis à la loi de 1884, les autres dénommés syndicats économiques, servant à leurs membres d'intermédiaires gratuits pour leurs achats et ventes. Mais deux contre-projets ont été déposés qui simplifient la question : ils laissent subsister la loi de 1884 et, en plus, autorisent les syndicats agricoles à acheter et vendre comme la pratique s'en était établie.

Les Sociétés de secours mutuels enfin, dont la loi du 1<sup>er</sup> avril 1898 a facilité la constitution, sont cependant relativement rares. Au dire de M. Mabillean, 26.000 de nos communes en sont encore dépourvues. En outre, les Sociétés existantes ne prévoient pas l'ensemble des risques inhérents à tout agriculteur et à tout homme. Beaucoup ne garantissent que le cas de maladie et paient soit les frais de médecin et pharmacien, soit une allocation journalière, soit plus rarement les deux choses à la fois. Bien peu comprennent le cas de retraites pour la vieillesse, ce-

pendant l'Union du Sud-Est des Syndicats agricoles donne une pension à ses membres à partir de l'âge de 60 ans. Des progrès sont réalisables en ce qui concerne le cas de décès, de funérailles, de dotation, d'accidents du travail et même encore de mortalité du bétail, grêle et incendie.

On dit encore que donner à l'ouvrier des campagnes un coin de terre viager est le meilleur moyen de le faire s'attacher à ce sol, qu'il est trop enclin à délaisser. A l'appui, on cite l'exemple de Fort-Mardyck, où chaque nouveau ménage dont l'un des époux est né dans la commune et dont le mari est inscrit maritime est assuré d'avoir en usufruit un lopin de terre de 22 ares et sur la plage un emplacement pour la pêche au filet. De même à Bray-Dunes, près de la frontière belge où la dune improductive fut partagée entre quelques familles qui la fertilisèrent et où la natalité actuelle est encore de 44 pour 1.000. Pareillement à Loon près de Dunkerque, où des terrains appartenant autrefois à l'Eglise furent sous la Révolution transformés en biens communaux et distribués entre quelques familles qui reçurent chacune une dizaine d'ares et dont la population est aujourd'hui de plus de 700 habitants. A l'exemple encore de certaines communes lorraines possédant des pâturages communaux, qui sont divisés en autant de lots qu'il y a de chefs de famille, on a proposé de rétablir les portions ménagères viagères, les parts de marais viagères, les lots viagers de bois, prairies, etc., en un mot la dot agraire. Les jeunes gens seraient retenus au village si on leur donnait une part viagère de biens communaux, dont la commune res-



terait propriétaire, ne concédant que l'usufruit, de telle sorte que la maison, disait le Docteur Lancry, serait en fait insaisissable. L'Assistance publique pourrait consacrer une partie de ses capitaux à cet usage, au lieu d'attendre, pour secourir les individus, qu'ils soient dans la misère. Tout au moins, pourrait-on généraliser le système des baux emphytéotiques usités dans la Flandre maritime: les grands propriétaires louent des terrains à de jeunes ménages en bail emphytéotique, à condition de construire une maisonnette, par suite à l'opposé des baux à courte durée l'ouvrier a toujours le strict nécessaire et n'a pas à limiter autant le nombre de ses enfants (1). Dans le même ordre d'idées, ne peut-on citer le système suisse des allemende d'après lequel certaines familles anciennes ont la jouissance de biens communaux. Mais sans compter que le partage de ces biens n'a pas arrêté l'exode, là où il avait lieu (2). Peut-être peut-on arriver au même résultat avec moins de complications, en développant simplement l'institution des caisses de crédit agricole qui donneraient plus souvent au cultivateur de quoi s'établir sur un terrain à lui. Il ne faut pas objecter qu'en devenant propriétaire, il deviendra moins prolifique. Ce serait vrai actuellement, mais plus autant, si l'on adoptait les modifications voulues en matière de législation successorale. Le domaine étant acquis et cultivé aisément et ne passant plus forcément aux mains d'étrangers, les enfants ne se disperseront

(1) René Gonnard, ouvrage cité.

(2) Réforme sociale, 1<sup>er</sup> février 1910, page 198.



plus dans les villes et le résultat cherché avec la dot agraire serait acquis tout autant de la sorte.

A l'exemple de l'Allemagne où fonctionnent des cours de perfectionnement pour les jeunes agriculteurs, l'enseignement agricole à la fois théorique et pratique apparaît à beaucoup comme un remède excellent en la matière. Il est certain que mettre les découvertes de la science agricole à la portée de tous, c'est tendre à augmenter la production, les ressources de chacun et par suite le bien-être général. Notamment, les Ecoles ménagères apprennent aux jeunes filles de la campagne à mieux utiliser les sous-produits de la ferme; les écoles professionnelles agricoles divulguent les procédés nouveaux de culture.

D'autres, partant de cette idée que le culte de la terre disparaît, désirent que les instituteurs ruraux cherchent par les lectures, les causeries, les exemples à le faire renaître. Nous sommes aussi de cet avis, mais il faut qu'à divers points de vue les jeunes gens n'aient plus intérêt à quitter les champs pour la ville, sinon la parole sera presque vaine.

Encore on préconise de faire revivre les petites *industries familiales*, au moyen notamment du transport de la force motrice à distance, comme le fait s'est produit en Silésie où l'on a organisé des ateliers textiles à la campagne. Mais d'abord cette combinaison du travail agricole et industriel n'est possible que pour certains métiers, en outre on peut douter que ce travail exécuté d'une façon intermittente par les cultivateurs, soit à même de lutter avantageusement avec celui produit par les fabriques mieux outillées.

Enfin (1) bien que nous ayons dit qu'il faut chercher la non désertion des campagnes plutôt que le retour à la terre, cependant on pourrait, pour attirer à la campagne, diminuer les frais de locomotion dans un certain rayon autour des grands centres urbains, ainsi comme l'indique le recensement de 1906, pour Paris et sa banlieue, beaucoup viendront travailler en ville et habiteront la campagne. Ce n'est évidemment pas un remède à l'abandon des campagnes par les cultivateurs, mais c'est faire profiter des individus des avantages de la vie hors les villes, et la population y gagnera sur les décès. Or, en Angleterre et en Belgique, les ouvriers jouissent d'abonnements de faveur sur les tramways et chemins de fer. En France les compagnies délivrent des cartes hebdomadaires aux ouvriers et employés dont le traitement est inférieur à 2.000 francs, mais l'on sait qu'en 1902, M. Pierre Baudin, alors Ministre des Travaux publics, se vit refuser par les Compagnies de porter cette limite à 2.500 francs, au moins pour les employés mariés et pères de famille. C'est sans doute regrettable.

En définitive, c'est actuellement l'intérêt apparent ou réel de beaucoup d'agriculteurs de se précipiter dans les villes. Or, on aimerait la terre si elle offrait des distractions moins ternes et si la vie rurale était plus assurée, c'est-à-dire si l'on avait intérêt à rester à la campagne. Mais vouloir aller complètement à l'encontre de ce phé-

(1) M. G. Michel dans l'Economiste français du 30 mai 1896 (La dépopulation de campagnes) propose de renvoyer à la campagne ceux qui l'auraient quittée et n'auraient pas réussi à la ville, à fin de servir d'exemple.

nomène migratoire serait inefficace, suivant l'expression de M. Levasseur, il faut essayer « de diriger plutôt que de détourner le courant », c'est-à-dire maintenir dans de sages limites ce fait, nécessité de notre époque d'industrie et de centralisation, et pour cela le mieux n'est-il pas de satisfaire le mobile le plus fréquent des actions de l'homme, qui est l'intérêt individuel, en améliorant les conditions de la vie rurale. Ainsi la désertion des campagnes sera ralentie, mais comme il est à craindre qu'en devenant plus heureux l'agriculteur devienne en même temps plus exigeant, peut-être la natalité n'y gagnerait-elle pas grand chose, à moins que, par un moyen quelconque, l'enfant ne soit plus autant une charge pour ses parents.

## § II — REMÈDES EN MATIÈRE DE CAUSES PROFESSIONNELLES

Nous avons déjà dit ce qu'il fallait penser du célibat religieux. On objecte, il est vrai, que si les 130.000 religieux se mariaient, le gain pour la natalité serait faible, mais ce sont les ruisseaux qui font les fleuves. On dira encore que ces dernières années, beaucoup ont été laïcisés et ne se sont pas mariés, mais cela est naturel étant donné leur tournure d'esprit, tandis qu'il n'en serait pas ainsi, si dès leur jeunesse ils avaient eu la faculté de se marier.

On ne voit pas d'inconvénient au système du roulement nécessaire pour éviter aux répétiteurs de lycées d'être exclus de toute vie de famille, sans qu'il soit besoin d'aug-

menter leur nombre et tout en tenant compte des exigences scolaires auxquelles ils répondent.

Dans un ordre d'idées à peu près identique, si l'on ne peut empêcher les patrons de forcer leurs employés au célibat, toutefois l'opinion publique pourrait réagir contre cet abus et les associations professionnelles continueraient l'œuvre commencée.

Quant aux malheureuses domestiques filles-mères, vierges folles ou victimes du mâle, suivant l'expression de M. Descaves, il y aurait à souhaiter pour elles une modification des conventions sociales. D'où que viennent les enfants, le pays en a besoin; la Convention Nationale l'avait déjà compris. Il faut donc protéger celles qui en donnent. Cela ne constituera pas une prime au dévergondage, et vaudra mieux, en tous cas, que de laisser une exigence professionnelle aboutir à l'avortement et autres résultats funestes précédemment indiqués. Aussi peut-on désirer que les patrons les reprennent après leurs couches. Ce n'est pas un moyen de relever quelqu'un qui a faibli que de le mettre à la rue. Il est vrai que demander à l'égoïsme humain de se limiter est peut-être trop exiger, aussi verrons-nous en cette matière, comme en tant d'autres, l'excellence d'un autre système.

La faiblesse des traitements, des salaires, par rapport au coût de la vie ou aux exigences sociales d'une profession pourrait être atténuée au moins en ce qui concerne les petits fonctionnaires.

Dans la prochaine réforme administrative, il serait désirable que l'on tînt compte des charges de famille pour l'établissement des traitements. Demander pareille ré-

forme pour tous les salariés serait dangereux, car en dernière analyse on favoriserait ainsi les célibataires; les patrons ne prenant plus alors comme employés que des individus dépourvus de famille, de préférence aux employés et ouvriers mariés. Pour les fonctionnaires, au contraire, cete réforme est facile, soit pour le traitement, soit pour la retraite qu'ils laisseront à leur veuve ou à leurs enfants.

Au surplus, la mesure est logique. Comme le dit M. Paul Leroy-Beaulieu (1): « L'employeur privé n'a aucun intérêt spécial à ce que l'employé ait un nombre d'enfants plus ou moins grand. Il n'en est pas de même de l'Etat: l'Etat Français a le plus grand intérêt à ce que tous les Français, par conséquent ceux qu'il emploie, aient une certaine prolificité; il doit donc faire entrer dans la fixation du traitement la considération du nombre d'enfants de ses employés. » Pareillement, les indemnités de résidence devraient comporter une augmentation à raison des charges de famille. Peut-être ainsi arriverait-on à relever la natalité si basse parmi les petits fonctionnaires.

De même encore il serait bon de développer le système des allocations déjà employé en partie par l'industrie privée où, quand ils ont des enfants, les employés et ouvriers touchent une petite somme. Toutes nos Compagnies de chemins de fer ont adopté cette mesure de façons diverses. Dans quelques administrations publiques, il en est de même: Enregistrement, douane, postes, administrations

(1) Journal des Débats, 4 novembre 1909.

centrales des Ministères de la Marine et des Finances, Mont-de-Piété de Paris, etc. Comme le demandait un vœu de la Commission il faudrait étendre ce principe : *« l'Etat, les Départements et les Communes devraient accorder des allocations à leurs agents et employés ayant au moins 4 enfants à leur charge. »* Il importe de remarquer que le 20 octobre 1908, sur la proposition de M. le député Lemire, la Chambre vota une résolution *« invitant le Gouvernement à faire une étude d'ensemble et à lui soumettre un projet pour assurer aux agents de l'Etat les moins rétribués, une allocation de famille en rapport avec le nombre de leurs enfants »*.

Il y a même à cela un intérêt budgétaire, comme l'indique M. Bertillon (1) : *« Les fonctionnaires ont deux fois moins d'enfants que les autres Français. Il en résulte qu'une retenue insuffisante sur la masse des traitements... suffirait pour accorder aux fonctionnaires chargés d'enfants une allocation raisonnable qui préviendrait les augmentations générales, lesquelles seraient plus onéreuses. »*

Dans les programmes d'études universitaires, les stages nécessaires devraient être de durée restreinte; il faut, en effet, que les individus puissent gagner leur vie le plus rapidement possible; le mariage et la fécondité n'en pourront être que favorablement influencés.

Quant au travail féminin, il y aurait intérêt à le limiter pour rendre possible à chaque femme la vie de famille, la constitution et l'entretien d'un foyer et augmen-

(1) Réforme Sociale du 16 janvier 1909.

ter les salaires de famine de celles que le besoin de vivre contraint au travail mal payé. Au point de vue natalité cette limitation ne pourrait être qu'efficace, comme le seront toutes les améliorations apportées à la vie économique. A cet effet, M. March recommande dans son rapport de développer pour les femmes ceux des travaux à domicile qui ne font pas concurrence à ceux de l'atelier, par exemple multiplier les cours d'art professionnel, de comptabilité et de calcul, de langues étrangères, de dactylographie. Il est certain qu'ainsi la concurrence serait diminuée, mais en même temps augmenterait le nombre des jeunes filles qui, ne voulant pas travailler à l'usine ou à l'atelier, se placeraient comme comptables, dactylographes, et, augmentant le travail féminin administratif, mettront des hommes dans l'impossibilité de se placer.

M. Jay, dans son cours de 1907-1908 nous disait qu'en Allemagne là où le salaire des hommes est suffisant la femme ne travaille pas; on pourrait donc songer, pour diminuer le travail féminin, à payer davantage le travail des hommes. Il est douteux qu'en France une telle réforme, en la supposant possible, ait un résultat appréciable sur le travail des femmes. Dans notre pays, la femme travaille le plus souvent, non pour vivre, mais pour accroître ses ressources et acquérir le superflu. Or, le superflu n'a pas de limite, il varie suivant les caractères et le milieu. Ainsi, à Paris, le nombre des femmes employées est de beaucoup plus élevé que dans le reste de la France (1) :

(1) Rapport March, recensement de 1896.



|                                                                       |      |
|-----------------------------------------------------------------------|------|
| Sur 100 personnes actives à Paris, nombre de femmes...                | 55   |
| Sur 100 personnes actives dans les départements, nombre de femmes ... | 33   |
| Sur 100 femmes et filles à Paris, femmes actives                      | 26   |
| Sur 100 femmes et filles dans les départements, femmes actives...     | 12,7 |

Ne peut-on très certainement trouver l'explication de cette différence dans ce fait qu'à Paris, sans parler d'une plus grande misère chez certains, d'une façon générale les besoins superflus sont plus considérables que dans le reste de la population.

Un meilleur procédé est celui qui, tenant compte de l'impossibilité où l'on est d'enrayer le mal abondamment, consiste à remplacer la mère occupée à son travail, c'est-à-dire à soigner ses enfants pour elle en multipliant les crèches, dispensaires et toutes œuvres qui permettent à l'employée de travailler sans que ses enfants manquent des soins les plus élémentaires. C'est de la sorte qu'on peut remédier en partie aux conséquences anti-sociales du travail féminin. Mais il n'empêche qu'il restera de l'intérêt de chacune de gagner le plus possible pour acquérir plus de bien-être et par suite restreindre le nombre de ses enfants, à moins qu'il existe un moyen plus efficace de satisfaire ces désirs légitimes et les concilier avec la nécessité pour le pays d'avoir un nombre important de citoyens.

§ III — REMÈDES AUX CAUSES ÉCONOMIQUES  
PROPREMENT DITES ET INDUSTRIELLES

Pour remédier aux causes économiques de l'abaissement de la natalité, certains pensent que la socialisation des enfants serait tout à fait efficace. Déjà Platon (1) voulait que les enfants soient emportés « au bercail commun..., confiés aux gouvernantes dans un quartier séparé du reste de la ville. » Ainsi l'Etat se chargerait de les élever, et les parents n'auraient plus à redouter les charges pécuniaires qu'ils entraînent. Mais il est douteux qu'une telle réforme, d'ailleurs probablement fort coûteuse, aboutisse à de bons résultats, car si on a peu d'enfants actuellement, en tout cas le peu qu'on a, on ne voudrait pas le donner à d'autres, même à l'Etat. Comme le dit M. de Foville: « Le remède serait pire que le mal », et ne peut-on ajouter qu'il constitue une utopie?

D'autre part, on peut émettre un vœu: c'est que l'esprit d'épargne ne devienne pas exagéré, car ainsi seraient immobilisés des capitaux qui, étant employés dans l'industrie nationale, serviraient au développement de la prospérité économique, augmenteraient l'offre d'emplois et par suite la natalité. Mais il en est des vœux comme des sillons dans l'eau. Aussi, pour revenir à des mesures pratiques, il nous apparaît nécessaire, avant d'engager les individus à avoir des enfants, de pourvoir à leur subsistance facilement. Que la vie soit rendue meilleur marché et plus facile, que la nourriture et l'habille-

(1) Platon, République, Livre V, page 254, Traduction E. Chamerot et A. Saïssset.

ment coûtent moins cher, que des facilités soient accordées, aux familles nombreuses surtout, pour le logement, et très vraisemblablement la natalité augmentera. Evidemment « il est clair, comme le dit M. Yves Guyot, que ce n'est pas une raison, parce que les gens sont aisés et gagnent de gros salaires, pour qu'ils fassent des enfants; mais, d'autre part, il est évident que des gens prévoyants qui peuvent s'alimenter à bon marché, qui peuvent avoir de plus forts salaires, font plus facilement des enfants que d'autres. » Or, n'est-il pas juste d'enlever d'abord les obstacles qui nuisent à la natalité; ce travail une fois accompli, si par hasard les individus n'avaient pas davantage d'enfants, c'est qu'il faudrait trouver un procédé pour exciter leur intérêt à en avoir.

Un moyen certain de rendre moins coûteuses les choses nécessaires à la vie consisterait à modifier le système de monopole et de protectionnisme qui nous régit. Nulle part, par exemple, les allumettes ne coûtent plus cher qu'en France, le tabac pareillement. En même temps, ne pourrait-on arriver graduellement tout au moins, à la suppression des impôts sur le sucre, le sel, le café, et d'une façon plus complète, modérer, sinon supprimer à peu près les droits protecteurs qui frappent la plupart des objets d'alimentation indispensables: pain, viande, légumes, œufs, etc.

On objecte que ce serait ruiner l'agriculture. Mais, comme le fait remarquer M. Yves Guyot, l'argument, vieux de près de 100 ans ne porte pas. Prenons par exemple le droit sur le blé: en 1882, « dernière année de

la liberté économique au point de vue du blé », la récolte s'éleva à 122 millions d'hectolitres, et depuis, malgré les progrès de la science agricole, ce chiffre n'a pas été dépassé comme il aurait dû l'être. Ne faut-il pas en conclure que la protection ne favorise pas l'agriculture? Et même en admettant le contraire, à qui en définitive profite ce droit? A huit pour cent seulement des agriculteurs, dit le même économiste, c'est-à-dire à ceux qui occupent plus de 4 ouvriers, car les autres étant de petits producteurs, sont de petits vendeurs de blé. Ces 8 pour cent ne représentent guère que 3 pour cent de la population totale active.

En matière industrielle pareillement, qui a intérêt à la protection? A peine 3 pour cent de la population industrielle (1), car tous ceux qui façonnent la matière première ont intérêt à obtenir celle-ci à bon marché. En résumé, il n'y a pas 5 personnes sur 100 qui aient besoin de la protection. Le plus grand nombre aurait donc la vie à meilleur compte sans les droits protecteurs. Et même dans les familles nombreuses où le père a un surcroît de gain, comme producteur protégé, il s'agirait de savoir s'il y a compensation avec l'augmentation des charges résultant de la cherté de la vie pour tous autres produits. Mais pouvons-nous penser, ainsi que le demandait M. Gide à la séance du 13 décembre 1905, « qu'en augmentant le revenu d'une famille de façon à compenser le renchérissement de la vie causé par les droits protecteurs on augmentera le nombre de ses enfants. » Cer-

(1) D'après le même auteur.

tainement, si cette mesure était la seule employée, il faudrait répondre par la négative, mais si d'autres obstacles à la procréation sont enlevés avec celui-ci, les individus auront au moins la facilité d'avoir des enfants, reste à savoir si ces moyens seront suffisants pour qu'ils en usent.

Indépendamment d'ailleurs de la diminution du coût de la vie, l'adoucissement des droits aurait pour résultat de donner un nouvel essor aux « *industries opprimées* » par les droits protecteurs sur la matière première, par suite d'augmenter la prospérité économique, condition d'une forte natalité. Ainsi encore les salaires pourraient être augmentés sans charges nouvelles pour les producteurs. A quoi on objectera que plus on est pauvre, plus on procréé, par conséquent qu'il est dangereux d'augmenter la part du travail. Mais nous savons que « *l'économie des hauts salaires* » est démontrée par l'exemple des Etats-Unis et de l'Angleterre, que, par suite, l'effet sur la prospérité économique et la natalité ne peut être que favorable, indépendamment de la suppression pour l'ouvrier de la crainte de ne pouvoir nourrir ses enfants.

Il faut arriver aussi à diminuer la cherté des logements pour les petites bourses et surtout tenir compte de ce fait que les propriétaires n'acceptent pas volontiers les familles nombreuses ou même avec un ou deux enfants. Nous ne pensons pas qu'une note d'infamie, comme il a été proposé, ait un effet bien grand. De même, il serait vexatoire de faire payer un impôt spécial à tout propriétaire n'ayant pas d'enfants dans sa maison. Il est à notre avis un procédé meilleur, c'est celui des habitations à bon marché.

Pour rendre moins cher pour tous, surtout aux employés et ouvriers qui vivent uniquement de leur travail ou de leur salaire, la location et l'acquisition de maisons, il existe deux systèmes d'habitations à bon marché ou bien les habitations collectives, ou bien les habitations individuelles avec un petit jardin que l'on dénomme plus spécialement aujourd'hui « *jardins ouvriers* », à l'exemple de la pratique anglaise.

Sous cette dernière forme, c'est en Angleterre que les habitations à bon marché se sont le plus développées, mais c'est à Mulhouse, en 1835 et 1851, qu'elles commencèrent, avec l'aide de Sociétés généralement mi-financières, et mi-philanthropiques (1).

Quant à la première forme, c'est l'Angleterre qui la créa, imitée en cela par la plupart des pays. Ainsi, en France dès avant les lois sur la matière, il existait quelques habitations ouvrières collectives, soit œuvre de pure philanthropie comme la fondation Heiné à Paris, soit entreprises financières et charitables à la fois, comme à Rouen, soit enfin entreprises subventionnées par les fonds d'un Etablissement public comme à Marseille avec l'aide de la Caisse d'Epargne.

Les lois du 30 novembre 1894, 31 mars 1896, et 12 avril 1906 sont venues donner des facilités pour la création, la location et l'acquisition de maisons à bon marché collectives ou individuelles. Dans chaque département peuvent être créés des Comités de patronage des habitations à bon marché, capables de recevoir des subventions de

(1) Jung, ouvrage cité.

l'Etat, Départements et Communes, des dons et legs ou être aidés pécuniairement par les bureaux de bienfaisance, hospices et hôpitaux. En outre, les maisons ainsi construites sont pendant 12 ans exonérées de la contribution foncière et des portes et fenêtres.

La plupart de ces maisons, utiles à la classe modeste, ne sont cependant pas spécialement un abri pour les familles nombreuses. Celles qui ont cette destination exclusive sont encore rares. Ainsi, en est-il des 4 immeubles possédés à Paris par la Société Anonyme des logements pour familles nombreuses où, à part quelques exceptions (1), on ne reçoit que les familles comptant au minimum trois enfants.

Même ainsi comprise, la législation de 1906, quels qu'aient été ses résultats bienfaisants, est encore insuffisante. Elle ne s'adresse pas, en effet, aux familles nombreuses à faible salaire. Telle est la constatation que fit à Liège, en 1905, le Congrès International des Habitations à bon marché. C'est qu'à Paris, par exemple, il faut demander par pièce au moins 88 francs, sinon la rétribution des actionnaires serait trop minime. M. Cheysson estimait que les familles nombreuses dont le salaire est inférieur à 5 francs par jour ne peuvent bénéficier des avantages de cette loi.

Il faudrait en conséquence, soit que l'Etat aidât davantage encore les Sociétés d'habitation, soit que les communes construisissent elles-mêmes des maisons ad hoc, à l'imitation de l'Irlande, où depuis 1881, quand trois fa-

(1) Veuves avec deux enfants.



milles d'ouvriers agricoles n'ont pas d'habitation salubre, la commune peut être contrainte à en construire. On ne peut objecter que cette intervention officielle nuirait aux sociétés privées; pour qu'il n'en soit pas ainsi, il suffit de limiter l'accès de ces maisons communales à ceux que la faiblesse de leurs salaires empêche de profiter des efforts des sociétés privées.

M. March recommandait, en son rapport, de réserver les avantages de la loi de 1906 aux seules entreprises qui ne logeraient que des familles nombreuses. Mais peut-être serait-ce amoindrir la portée d'une loi généreuse pour tous, sans être certain du résultat. Le même rapporteur demandait que la surface accordée à chaque famille fût en proportion du nombre de ses membres sans augmentation du prix du loyer. Il est certain que de la sorte l'individu n'aurait plus intérêt, au point de vue du logement, à limiter sa descendance, mais encore faudrait-il que l'Etat intervînt d'une façon très large, sinon il serait impossible de trouver des actionnaires. Enfin il faudrait que l'immeuble comprît des aménagements pour le séchage, le lavage du linge, la garde et les jeux des enfants.

Notons, à ce sujet, que la Société anonyme dont nous parlions possède dans chaque immeuble une vaste cour pour les jeux des enfants, mais qu'ayant fait installer une buanderie, elle dut la fermer faute d'utilité.

En résumé, en cette matière, quelques améliorations de détail et l'application développée de la loi donneront à des prix abordables la faculté de se loger dans des maisons salubres à toutes les personnes peu fortunées que la crainte du taüdis contraint à la stérilité artificielle.

Il est présumable, en effet, que des mesures comme la loi du 14 mars 1904 doivent avoir sur la natalité un effet heureux, relatif, mais presque certain. Ses principales dispositions décident la fermeture possible des bureaux de placements payants, la création obligatoire pour les communes de plus de 10.000 habitants d'un bureau municipal de placement gratuit et la nécessité pour chaque mairie d'ouvrir et de tenir à la disposition du public gratuitement « un registre constatant les offres et demandes de travail et d'emplois ». Cependant, l'expérience démontre chaque jour que la publicité dans les grands quotidiens fournit plus facilement des places à ceux qui en ont besoin, que les affiches à la porte des mairies. Peut-être les communes pourraient-elles, pour procurer du travail aux individus dénués de ressources et d'emploi, utiliser une place restreinte de la réclame des journaux; ainsi limitée cette obligation ne doit pas entraîner la crainte que tous passent par la mairie sans bourse délier.

Pour fortifier encore la prospérité économique, M. March proposait de « laisser se développer librement les associations et syndicats susceptibles de régulariser la production et d'amoindrir l'intensité des chômages imprévus », et, d'autre part, de « ne point entraver l'essor des grandes entreprises sous réserve de leur soumission aux lois protectrices du travail ». C'est que, comme nous l'avons dit, la concentration des entreprises est favorable à la natalité, parce que favorable à la prospérité, comme le prouvent les trusts américains. Mais nous ajoutons qu'il faudrait en ce cas multiplier les mesures d'hygiène pour diminuer le déchet que la mort occasionne parmi les

populations ouvrières très concentrées et prolifiques. Autrement, les naissances, suivies de mort rapide ne seraient qu'un effort inutile et coûteux.

Il serait bon, en outre, de « subventionner les caisses de chômage ». Actuellement, 3 sortes d'institutions garantissent le risque de chômage : les sociétés d'assurances, les sociétés de secours mutuels et les syndicats professionnels patronaux ou ouvriers.

Il existe des sociétés d'assurances qui garantissent le chômage résultant d'une maladie; d'autres le chômage des capitaux, loyers ou bénéfices industriels provenant de l'incendie. Quelques-unes protègent les patrons contre le risque de grève justifiée ou non. Une autre couvre la perte involontaire de l'emploi; de même une série de sociétés filiales les unes des autres garantit contre les conséquences du chômage forcé; mais toutes sont de création récente. L'exemple malheureux du « Globe » en France, qui assurait les salaires de l'ouvrier en cas d'incendie de l'usine, celui de diverses Sociétés allemandes, et les résultats insuffisants de cette assurance obligatoire en Suisse, font que beaucoup considèrent cette branche comme très délicate à exploiter; car, par exemple, pour éviter les fraudes plus faciles en cette matière qu'en toutes autres, il faut, à côté de la Société d'assurances, un bureau très sérieux de placement.

Quant aux Sociétés de secours mutuels la loi du 1<sup>er</sup> avril 1898 contredisant une loi de 1850, les a autorisées à garantir ce risque; mais bien peu s'en sont occupées laissant ce soin aux syndicats.

Les caisses patronales et surtout les syndicats ouvriers

par leurs caisses de secours aux chômeurs rendent de réels services en cette matière. Certains estiment ces institutions mieux placées que les Sociétés d'assurances pour garantir ce risque. Mais là encore les cotisations des membres ont besoin d'être additionnées avec des subventions officielles. C'est pourquoi, on peut désirer que l'Etat intervienne activement en ce sens, en s'entourant des garanties nécessaires.

Pour obvier encore aux crises économiques individuelles, c'est-à-dire à la gêne par suite de maladie ou toute autre cause, ne pourrait-on imiter la législation américaine qui décide que: « Tout citoyen marié et père de famille aura droit suivant la zone de l'Etat, de 1.000 à 1.500 fr. de meubles, bijoux et autres valeurs mobilières, c'est-à-dire qu'ils seront insaisissables. » Pourquoi ne combinerait-on pas une disposition similaire avec notre article 592 du Code de procédure civile. De même en Amérique: « Tout citoyen marié père de famille est indemne des saisies-arrêts lesquelles ne seront exécutoires que pour les célibataires. »

(1) Sans aller jusque là, il serait bon de favoriser davantage les pères de famille à ce point de vue et suivant le nombre de leurs enfants proportionner l'importance de l'immunité.

En matière de législation protectrice des travailleurs nous estimons, à l'encontre d'une opinion, qu'il serait utile de la développer en certaines parties susceptibles d'influencer heureusement la natalité. Ainsi, la suppression du travail de nuit dans beaucoup d'industries où aucune

(1) Edme Piot, enquête personnelle.

nécessité n'en impose le maintien. Pareillement, le repos du samedi après midi, la limitation de la journée de travail, en rendant la vie de famille possible, donneront intérêt à créer un foyer peuplé, inutile s'il n'existe que pour se reposer dans le sommeil.

Il serait désirable encore que les patrons ne pussent employer des ouvriers étrangers, qu'à défaut de Français, ou tout au moins en nombre limité.

En dernier lieu, quelques-uns, nous l'avons indiqué, estiment que la loi sur les retraites ouvrières sera contraire à la natalité enlevant aux parents la nécessité d'avoir des enfants pour en être secourus dans leurs vieux jours. Mais d'autres prétendent que si la natalité n'est pas plus forte, cela tient en partie à ce qu'on économise pour sa vieillesse; dès lors, les naissances seraient peut-être plus nombreuses si la fin de la vie était à l'abri. Il faut donc espérer que la loi toute nouvelle aura cet effet si d'autres mesures la complètent; toutefois elle diminue la part revenant au travail.

Cette loi cependant aurait dû tenir compte du nombre des enfants. Elle le fait déjà quelque peu: la veuve et les orphelins de l'assuré « reçoivent à raison de 50 fr. par mois une allocation temporaire qui varie entre 150 et 300 francs suivant le nombre des enfants ». (1) M. de la Grasserie, alors juge au Tribunal de Rennes, proposait il y a quelques années, qu'une retraite ne fût donnée qu'aux parents ayant trois enfants ou plus par exemple. Mais d'après ce système c'eût été sur les enfants que l'Etat

(1) Le Matin, 25 mars 1910. Une grande loi sociale. L. Puech.

eût recouvré les sommes ainsi versées, ou encore par un impôt sur les célibataires.

Il est permis de considérer le premier procédé comme illusoire bien souvent et en tout cas dangereux. C'est la même idée que soutenaient avec des variantes de détails M. le docteur Maurel de Toulouse (1) et M. Albert Lafargue (2).

En résumé, diminuer le coût de la vie et augmenter la stabilité des situations et la sécurité du lendemain, tels sont les moyens d'enlever quelques-uns des obstacles qui arrêtent la natalité.

(1) Causes de notre dépopulation; relèvement de notre natalité; secours à la vieillesse.

(2) Revue Politique et Parlementaire, 16 février 1902. La natalité de la France; les moyens de la relever.

## CHAPITRE VI

### Remèdes s'appliquant à la plupart des causes

Pouvons-nous affirmer, si l'on considère les quelques remèdes jusqu'ici proposés, que chacun aura intérêt à avoir des enfants en nombre satisfaisant? Nous ne le croyons pas.

Si les réformes indiquées étaient admises, ce serait quelques obstacles à la procréation abondante que l'on écarterait ainsi; mais il est loin d'être prouvé que l'individu doive, par le fait même, avoir une famille de beaucoup plus nombreuse qu'aujourd'hui. Effectivement, que l'on diminue les impôts du père de famille, la durée de ses périodes militaires, que le régime des successions et des mariages soit amélioré, que la prospérité économique devienne plus grande et la vie moins chère, il n'en reste pas moins encore que les enfants coûtent à élever et que la situation du célibataire ou des époux dépourvus de descendance est supérieure à celle des parents chargés d'enfants. Il faut, en conséquence, donner à l'individu un intérêt plus direct, plus complet, à fournir des



citoyens à l'Etat, et pour cela il faut qu'à la procréation soient attachés des avantages importants, en compensation des charges assumées.

#### § 1 COMPENSATIONS DIVERSES

Il est toute une catégorie de mesures, de compensations, dont le but le plus évident sera non pas de faire faire beaucoup d'enfants, mais de répandre cette idée que toute famille normale doit avoir trois enfants pour pouvoir jouir des faveurs que l'Etat est à même d'accorder.

Ainsi l'« Alliance Nationale pour l'accroissement de la population » demande que les bourses soient réservées en principe aux familles de plus de trois enfants. Mais il vaudrait peut-être mieux décider simplement que l'on supprimera le système actuel d'après lequel on ne peut donner qu'une bourse par famille. A partir de trois ou quatre enfants, cette mesure pourrait être modifiée. Ainsi on ne nuirait pas aux familles ayant un nombre insuffisant d'enfants; on ne les favoriserait pas non plus, mais on ne les frapperait pas d'une pénalité. Il faut noter que pour l'obtention des bourses les familles de plus de six enfants sont déjà favorisées. M. Bertillon explique le fait par cela que leur dossier étant recouvert d'une chemise verte attire l'attention et voudrait que tous les dossiers de demandes de bourses par des familles nombreuses fussent recouverts de chemises de couleur. Il est probable que le résultat serait tout l'opposé de celui recherché.

A un point de vue similaire, on tient aussi déjà compte

du nombre des enfants par famille: depuis la circulaire du 18 mars 1896, en effet, l'Etat, dans les lycées, accorde une remise aux parents qui lui confient plusieurs enfants, remise qu'une circulaire du 20 juin 1905 fixa à 12 fr. 50 pour cent, dans tous les cas, alors qu'auparavant, ce qui valait sans doute mieux à notre point de vue, le dégrèvement était proportionnel au nombre d'enfants.

M. le sénateur Piot aurait voulu que pour la distribution des bureaux de tabac, il fût tenu compte du nombre d'enfants du postulant. Il ne faut évidemment pas demander que ce soit là une règle exclusive; mais à mérite égal il est souhaitable que les familles nombreuses soient favorisées.

Dans une lettre du 18 mai 1903, le même parlementaire demandait au président du Conseil, M. Emiles Combes, de créer pour les mères de famille nombreuse une décoration spéciale. En admettant que ce moyen soit bon, encore vaudrait-il peut-être mieux que cette décoration ne fût pas spéciale, autrement l'esprit public en ferait rapidement un objet de dérision plutôt qu'une distinction honorifique.

On a proposé encore d'augmenter le pouvoir électoral des pères de famille en proportion du nombre de leurs enfants. « Nos lois électorales, dit M. de Foville dans son rapport, pourraient et devraient faire une différence entre le citoyen qui représente tout un groupe, toute une famille, tout un avenir, et celui qui, vivant seul, ne représente que lui-même. »

C'est aussi l'opinion de M. Alfred Fouillée (1): « Ce-

(1) Documents du Progrès, mars 1910.

lui qui ne se marie pas n'est point un « ancêtre » ; il ne contribue pas à créer et à perpétuer la société dont il fait partie... ; est-il juste de lui donner à lui qui n'est qu'un passant au milieu de nous, la même voie délibérante qu'au chef de famille qui est un cellule sociale grosse de l'avenir ? »

On a même été jusqu'à dire que tel était le premier remède à adopter, en ce sens que la majorité électorale étant composée de pères de famille, ceux-ci s'attribueraient une part moins lourde des charges du pays, et que les élus devraient davantage compter avec eux. D'autres voudraient que les mères d'au moins trois enfants se voient accorder le droit de vote. Si tant est que les revendications féministes renferment une part de vérité, nous reconnaissons que telle serait la plus équitable des concessions à leur faire.

Enfin, quelques-uns voudraient voir instituer officiellement des Fêtes des enfants, comme autrefois la Révolution avait cherché à instituer des Fêtes de la Bienfaisance. On cite à l'appui l'exemple des Pays-Bas où l'initiative privée et plus souvent les Municipalités organisent à l'occasion de l'Anniversaire de la Reine des Fêtes de l'Enfance consistant en excursions, distributions de jouets, etc. On cite encore Madagascar, où M. le général Galliéni implanta ce système pour favoriser la repopulation indigène. De même font en France certaines Sociétés privées, telles que la famille Montpelliéraine, société de Secours Mutuels et de Prévoyance des pères de famille de plus de quatre enfants, dont la forme commence à être imitée de divers côtés.

Toutes ces mesures, — et d'autres sont possibles — ne constituent séparément que des détails, mais il n'est pas de petites choses en cette matière où l'ensemble seul peut aboutir à un résultat satisfaisant. A Rome, dit M. Edme Piot (1), « la foule devait s'ouvrir et faire la haie au passage d'une femme enceinte ». Eh bien ! tous ces palliatifs mesquins auront tout au moins par leur ensemble comme effet probable de lutter contre la mode de ne pas avoir d'enfants, et, suivant l'expression de M. Leroy-Beaulieu, de « relever dans la conscience du pays l'estime de la proligité ». Il ne faut songer à leur demander davantage.

## § II. — RÉSERVER LES PLACES AUX FAMILLES NOMBREUSES

Chaque fois que pour une fonction publique une place est vacante, on sait qu'il se trouve un nombre considérable de solliciteurs; le Français incontestablement a le goût de l'autorité, quand il la détient, et surtout son caractère prudent le pousse à convoiter ces places médiocres, mais sûres qui ne demandent pas l'initiative source des fortunes et aussi des ruines. C'est pourquoi le nombre des fonctionnaires ne cesse d'augmenter. Aussi peut-on penser et a-t-on pensé à tirer partie de cette disposition innée en faveur du fonctionnarisme. Pourquoi de préférence ne donnerait-on pas les places aux candidats pourvus d'une famille importante d'au moins trois enfants? C'est ce qu'avait admis un vœu de la Sous-Commission: « *L'Etat, les Départements et les Communes devraient...*

(1) Enquête personnelle.

*favoriser, à mérite égal, les familles nombreuses dans l'attribution des emplois publics. »*

Malheureusement le projet se heurte à des objections qui en réduisent l'importance. Tout d'abord, on fait valoir le nombre élevé des fonctionnaires. Mais là personne ne s'entend : les uns ne comprennent sous cette dénomination que les employés ayant droit à une retraite ; les autres, tous ceux qui émargent au budget de l'Etat, des départements et des communes. Or, même en prenant cette dénomination dans ce dernier sens, le plus large, ce qui représenterait 750.000 individus d'après M. de Foville et 800 à 900.000 d'après M. Leroy-Beaulieu, cette mesure ne serait possible que pour quelques-uns d'entre eux. Pour celles seulement des fonctions qui, suivant les termes de M. Bertillon (1), « n'exigent pas une capacité personnelle bien remarquable, qui n'exigent que des qualités usuelles qu'on rencontre chez la plupart des hommes ». En reconnaissant qu'ainsi le nombre des bénéficiaires se trouvera restreint, il faut ne pas oublier que ces places de concierges, gardiens, garçons de bureau et autres similaires, sont déjà réservées par préférence aux anciens sous-officiers rengagés, et l'on sait que même pour eux seuls leur nombre n'est pas suffisant pour les pourvoir tous. En outre, dans certaines autres situations les places sont obtenues au concours ; ailleurs il faut commencer de bonne heure pour pouvoir arriver à sortir de la médiocrité. Dans les Postes notamment, on peut commencer dès l'âge de 18 ans et même avant comme télégraphiste. On conçoit

(1) Réforme Sociale, 16 janvier 1909.

sans peine qu'un jeune homme ou une jeune fille de 18, 19 ou 20 ans ne puisse être déjà chargé d'une famille nombreuse.

Pour démontrer que cette mesure aurait un résultat important on prétend qu'il faut considérer son effet non pour ceux seulement qui seront pourvus d'une fonction, mais aussi pour tous les aspirants fonctionnaires qui, pour avoir la place convoitée, auront le nombre d'enfants voulus. Cependant la plupart ne se diront-ils pas : nous serons certains d'avoir des enfants, non la place ?

On peut concevoir ce remède d'une autre façon : on favoriserait les enfants des familles nombreuses, et non plus les pères, pour l'attribution des places. Ce système paraît logique. On dira que ce n'est pas la faute d'un individu si ses parents l'ont laissé fils unique. C'est certain ; seulement par là même ses parents n'ont pas rendu service à l'Etat comme ceux qui ont eu une nombreuse famille ; or, n'est-il pas juste que les pères de nombreux enfants soient assurés que leurs fils auront plus facilement que d'autres une de ces situations tant recherchées en France.

M. Yves Guyot avait voté contre le vœu de la Commission sous prétexte qu'il était en contradiction avec la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » proclamant « l'admissibilité de tous les citoyens à toutes les dignités, places et emplois publics selon leur capacité ». Mais d'abord l'application de ce vœu n'est possible que pour les petites fonctions demandant peu de capacités ; ensuite, à part pour les sous-officiers rengagés, donner une de ces places c'est forcément accorder une faveur, puisque l'on choisit dans la foule des quémandeurs.



En définitive, ce remède, s'il était appliqué, le serait dans un nombre de cas restreints et sa portée serait moins grande qu'on ne le pense parfois; il n'en faut cependant pas conclure qu'il est inadmissible. Dans la mesure du possible il doit être adopté comme il l'a été à Paris du temps que M. Poubelle était préfet de la Seine. Ainsi pour les sous-officiers rengagés, rien n'empêcherait, en leur accordant leur place, de favoriser ceux qui auraient une famille nombreuse. Ce procédé serait sans doute préférable à celui que préconisaient en 1903 MM. Bernard et Piot: « Ne donner des places qu'aux sous-officiers mariés et pourvus d'enfants », système qui aurait eu pour résultat de compromettre la formation des cadres. Dans les administrations privées, dans les industries et le commerce, il serait désirable que le recrutement fût pareillement en faveur des individus chargés de famille. En tous cas, si l'application est difficile pour l'attribution d'une fonction, il n'en va pas de même pour l'avancement à mérite égal, pour le traitement et pour la retraite.

### § III. — ALLOCATIONS AUX FAMILLES NOMBREUSES NÉCESSITEUSES ET PRIMES AUX NAISSANCES

La plus importante compensation possible à accorder consiste en des allocations aux familles nombreuses nécessiteuses et des primes aux naissances, données par l'Etat. La justification de ces dernières est aisée: le système des primes existe déjà en diverses matières, notamment dans le budget de 1909, il était prévu 9.500.000 fr. pour



l'amélioration de la race chevaline, alors que pour les sociétés de protection de l'enfance la somme était minime. L'Etat paye donc déjà pour des choses bien moins importantes, pour avoir des chevaux par exemple; pourquoi ne paierait-il pas de même pour avoir les citoyens que l'égoïsme ou la prudence de chacun lui refuse ou lui donne si parcimonieusement?

Il est donc deux façons de concevoir ces faveurs. Les uns les demandent exclusivement pour les familles nombreuses nécessiteuses. Les autres les demandent pour tous.

Dans le premier ordre d'idées, déjà la loi du 28 juin 1793 décidait que les pères et mères indigents ont droit au secours de l'Etat à partir du troisième enfant, pendant 12 années, pour chaque nouveau descendant. Un projet en ce sens voté à l'unanimité en 1900 par le Comité supérieur de l'Assistance Publique a été préconisé dans un vœu de la Commission. Diverses résolutions conçues dans le même esprit ont été adoptées; la dernière en date est celle de M. Argeliès admise le 28 novembre 1908: « La Chambre résolue à organiser dans le plus bref délai possible, l'assistance aux familles nombreuses et nécessiteuses par la contribution des communes, des départements et de l'Etat prend acte de la promesse faite par le Gouvernement de déposer en même temps que le budget de 1910 un projet de loi organisant l'assistance aux familles nombreuses et nécessiteuses. » Mais il n'y a rien eu dans le budget de 1910; aussi quelques députés, dont M. Steeg, ont récemment proposé (1) que « tout Français qui

(1) Aide Sociale, article cité.

a la charge d'une famille d'au moins quatre enfants et qui possède des ressources inférieures à celles reconnues indispensables à la subsistance de la dite famille dans le lieu de sa résidence reçoit l'assistance. » Cependant trois enfants suffisent quand le père ou la mère n'existe plus. « Sont considérés comme enfants: 1. les enfants âgés de moins de 16 ans; 2. les enfants de 13 à 16 ans qui sont à la charge exclusive de leur famille et pour lesquels il est justifié d'un apprentissage sérieux; 3. les mineurs de 16 ans, infirmes et incurables non assistés auparavant de ce chef. »

Il y a d'ailleurs déjà des exemples de ce procédé dans un certain nombre de départements: Charente-Inférieure, Vaucluse, Doubs, Gard, et dans les Bouches-du-Rhône depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1904 le département et la commune donnent aux familles nécessiteuses 60 fr. par an et par enfant au-dessus du sixième. Il en est ainsi encore dans quelques villes: Nîmes, Nancy et Meaux par exemple; ailleurs, il existe tout au moins des projets, notamment à Paris. En définitive, l'effort en cette matière est encore minime, et, d'autre part, là où il a été donné le nombre des enfants exigé pour avoir droit au secours est trop élevé.

En second lieu, d'autres estiment, non sans raison, qu'il faudrait généraliser la mesure. Ce n'est pas tant chez les pauvres, — dignes d'être aidés évidemment — qu'il faut développer la natalité que dans la classe moyenne. Aussi les primes aux naissances sont préférables aux allocations. M. Leroy-Beaulieu (1) déclare qu'il ne faudrait pas qu'on

(1) « Journal des Débats », 4 novembre 1909.

tînt compte de l'état de fortune du père, pour ne pas enlever aux primes « le caractère d'absolue certitude » d'être payées sans discussion possible. Seulement ainsi comprises, elles coûteront trop cher. Il est vrai que, suivant le même auteur, on conseillerait aux parents riches de faire don de ces primes à des associations destinées à aider les familles moins favorisées.

D'autre part, les parents recevraient-ils une prime dès le premier enfant, ou seulement à partir d'un certain nombre? Pour justifier la seconde manière de voir, on dit que le premier et le deuxième enfant sont aussi fréquents en France que partout ailleurs et que l'abstention n'apparaît qu'à partir du troisième; ce serait donc à ce moment seulement qu'il faudrait intervenir, sinon les individus n'auraient pas davantage d'enfants; mais au premier, au second, ils toucheraient la prime au détriment du Trésor, et ce, sans profit pour la natalité. Tel est le système proposé par M. Leroy-Beaulieu. Au contraire, M. le professeur Charles Richet est partisan d'une somme de 500 francs au deuxième enfant et de 1.000 fr. à partir du suivant. Incontestablement, il serait excellent que la prime allât en augmentant progressivement avec chaque nouvelle naissance, ce qui pourrait fort bien se combiner à un système de primes dès le premier enfant. Effectivement il se peut que sur les 2 millions environ de familles complètement stériles, quelques-unes n'aient aucun enfant dans la crainte des charges qui en résultent.

Abstraction faite, par hypothèse, des possibilités budgétaires, il serait donc bon que le premier enfant lui-même apportât avec lui quelques ressources. Pareillement,

sur la quantité des célibataires mariables, qui nous prouve qu'un nombre important ne se marieraient pas et ne procréeraient pas s'ils étaient assurés de toucher un petit capital dès la naissance de leur premier descendant. Enfin, si la prime est suffisamment élevée, il n'y aura pas lieu de craindre que les individus s'arrêtent après le premier ou le second enfant.

Mais on fait au principe des primes des objections nombreuses. Tout d'abord, dit-on, elles ont existé sous l'Ancien Régime et n'ont pas donné les résultats attendus. D'après l'édit de St-Germain-en-Laye, de novembre 1666, les nobles recevaient une pension de 1.000 livres, quand ils avaient 10 enfants et de 2.000 livres s'ils en avaient 12. Puis l'édit d'Amiens, de juillet 1667, étendit cette mesure aux roturiers. Or, un édit de Versailles, 17 ans plus tard, revint sur ces dispositions. Nous avons déjà indiqué, cependant, qu'on ne pouvait conclure de là à un résultat insuffisant du système.

En outre, l'espoir de toucher quelques centaines de francs fera-t-il avoir un enfant de plus? Il est certain que pour les classes riches ce n'est pas supposable, mais pour les artisans, cultivateurs, ouvriers et bien des bourgeois, une somme de 1.000 fr. par exemple sera la bienvenue, car à la campagne et dans les petites villes les enfants ne coûtent pas grand'chose; mais ce pas grand'chose encore faut-il l'avoir ou pouvoir le dépenser. Même le bourgeois pour qui l'éducation et l'entretien de l'enfant coûtent cher, ne dédaignera pas non plus la prime, parce qu'insuffisante. Un individu qui a besoin de 2.000 fr. n'en refusera pas 1.000 sous le prétexte que la somme offerte est trop faible. Evidemment si la prime est minime

il ne voudra pas un enfant de plus; mais si le hasard lui en donne un, il sera moins tenté de recourir à l'avortement; et, si la prime est forte, elle agira sur lui comme sur les classes moins fortunées.

Au dire de M. Frédéric Passy (1) « des enfants engendrés sur commande pour toucher quelques centaines de francs, très probablement bientôt dissipés, seraient de mauvaise graine de laquelle il n'y aurait pas grand chose de bon à espérer ». Evidemment ici comme en tout, il y aura abus, mais pourquoi admettre sans preuve qu'il n'y aura que des abus? C'est supposer que la prime ne tentera que les gens tarés, ce qui est inadmissible. Un auteur (2) a même été jusqu'à dire: « L'enfant d'ouvrier ou de paysan honnête revient à plus de 1.000 frs. On fait donc appel aux plus basses parties de la nation, aux plus tarés moralement et physiquement, aux non-valeurs sociales... et on leur donne mission de reproduire la race française. » C'est prétendre qu'un ménage honnête a moins qu'un autre besoin de 1.000 francs et que l'honnêteté est une cause de la cherté de la vie, comme si un ouvrier sérieux ne vivait pas plus facilement que l'alcoolique dont le salaire se perd au cabaret.

Nous estimons, au contraire, que ce remède ne peut qu'influencer heureusement la natalité parmi les populations économes et prudentes, que la peur des charges pécuniaires apportées par l'enfant contraint à la stérilité au moins relative. Dans une usine d'Elbeuf (3) aucune mère

(1) Action nationale, juin 1909.

(2) Coopération des idées, 16 janvier 1910.

(3) Alliance nationale, 15 avril 1907, Primes à l'accouchement.

n'élevait au sein son enfant, le chef d'établissement décida que toute mère qui allaiterait elle-même son nourrisson recevrait une prime de 100 francs; or, deux ans et demi après cette décision, sur 110 enfants, 46 étaient élevés au sein. N'est-ce pas une preuve qu'une prime importante à la naissance aurait vraisemblablement occasionné une natalité plus forte sans qu'elle doive uniquement et forcément venir des parties tarées de la population?

D'ailleurs, toutes les mesures pécuniaires doivent avoir de bons résultats, même si l'on reconnaît aux causes morales une vaste influence sur l'abaissement de la natalité, car l'argent remédie sinon à tous les maux du moins à la plupart d'entr'eux.

Quant aux causes économiques, l'argent étant une raison du mal doit être un remède excellent, c'est la méthode du traitement du mal par le mal.

A notre avis, le système des primes, s'il était employé seul serait déjà susceptible d'effets heureux sur le nombre des naissances, mais ne doit-il pas en être ainsi à un plus haut degré si en même temps sont apportées les modifications que nous avons indiquées. En réalité, les primes aux naissances sont le complément indispensable de tous autres remèdes qui, sans elles, seraient incomplets. Seules, les primes, s'il est possible de les appliquer sur une vaste échelle, sont capables de faire évoluer pleinement l'intérêt personnel de l'individu, de la stérilité vouée à la procréation consciente. Au lieu d'être une source de dépenses, le nouveau-né apportera avec lui aux uns une petite fortune, aux autres des ressources que personne ne dédaigne. Effectivement, si nous passons en revue



toutes les causes probables du fléchissement de la natalité, nous sommes obligé d'admettre que les primes, si elles sont importantes, limitent les effets de chacune d'elles. Sans oublier qu'elles permettront aux parents de mieux soigner leurs enfants et diminueront ainsi la mortalité infantile, ne faut-il pas penser que par elles le nombre des mariages ne peut que s'accroître: bien des jeunes gens redouteront moins la création d'un foyer s'ils sont assurés de recevoir une somme relativement élevée à la naissance de leurs enfants et par là même l'âge au mariage ne doit-il pas s'abaisser, les individus n'étant plus obligés d'attendre avant de créer un foyer d'avoir une situation complètement faite. Or, les jeunes gens se mariant plus jeunes, n'est-ce pas un grand nombre des effets de la licence des mœurs qui disparaît: moins de maladies vénériennes, sources de la stérilité physiologique par exemple. Le nombre des avortements aussi ne diminuera-t-il pas plus facilement qu'à l'aide de moyens coercitifs ? C'est probable, puisqu'il sera de l'intérêt de l'individu de procréer. Le travail féminin encore aura moins d'inconvénients pour la natalité. Assurée d'avoir une prime, la femme ne craindra plus d'abandonner son travail pour faire ses couches; ainsi serait heureusement complétée la loi qui lui accorde un congé. Que dire enfin de tous ceux auxquels les patrons interdisent le droit de donner la vie: les domestiques mariées craindront moins de perdre leur place en ayant un enfant, celles qui sont célibataires ne seront plus acculées à l'avortement, à l'infanticide, elles pourront mettre leur nourrisson à la campagne et se placer à nouveau au lieu de tomber dans la prostitution.



Enfin, si l'on arrive à faire que le rural n'abandonne plus les champs, pour qu'il ait intérêt à une famille nombreuse, il faut encore songer aux primes aux naissances. Et si, par suite de diverses modifications, la vie devenait moins chère et ne présentait plus autant d'obstacles à la procréation abondante, l'individu ayant par les primes un intérêt direct à augmenter ou fonder une famille, ne faut-il pas reconnaître logiquement que la natalité se relèverait sous la poussée de l'intérêt de chacun?

Or, tous ces effets des primes ne sont possibles que si leur application n'est pas dérisoire. La somme de 1.000 francs pour les uns sera une fortune, pour d'autres un grain de poussière. Il faudrait, bien que la chose paraisse paradoxale au premier abord, il faudrait, en réalité, que la prime augmentât suivant le degré d'aisance de celui à qui elle serait payée. Mais déjà avec la conception de M. Leroy-Beaulieu, la dépense serait de 150 à 175.000.000 par an et M. Richet parle d'un emprunt d'un milliard. Mais les budgets et notre dette étant déjà énormes, où trouver l'argent nécessaire?

Il est un moyen fort simple, d'après certains. Sans parler de l'idée d'une loterie avec laquelle l'enfant donnera droit à un billet et non la garantie de recevoir un lot, on dit que si les pères de famille font leur devoir et même plus que leur devoir, en revanche ceux qui n'ont pas d'enfants ne remplissent pas cette obligation. Il semble dès lors tout naturel que ce soient ces derniers qui payent pour les autres. Tel est le principe de l'impôt sur les célibataires. C'est la mise en application des mots de Voltaire: « L'art de gouverner consiste à prendre le plus

d'argent qu'on peut à une grande partie des citoyens pour le donner à une autre partie ».

Dans cet ordre d'idées, M. le Sénateur Piot, le 6 novembre 1900, demandait que: « les célibataires des deux sexes, âgés de 30 ans, soient soumis à une taxe égale au quinzième du principal des 4 contributions et au vingtième les personnes mariées depuis au moins 5 ans et sans enfants ». Lors de la discussion du rapport de M. de Foville, à la sous-Commission de la Natalité, MM. les Sénateurs Piot et Laterrade proposèrent, comme complément des déchargements fiscaux, de donner une compensation aux familles nombreuses par un impôt sur les familles sans enfant.

Mais le principe de l'impôt sur les individus dépourvus de postérité est critiquable. Tout d'abord, le mariage n'est pas à la portée de ceux qui le désirent. Combien de jeunes filles auraient voulu se marier qui ne l'ont pu, et par conséquent auxquelles il ne peut être fait grief de leur célibat. D'autres ne se sont pas mariés pour un motif très honorable: ce sont des malades, des soutiens véritables de famille ou des gens prudents qui, faute d'avoir de quoi entretenir toute une maisonnée, préfèrent ne pas la constituer. Comment établir et qui établira le départ entre ceux qui ont eu tort et ceux qui ont eu raison?

De même, dans une certaine mesure, l'absence d'enfants dans un foyer peut être indépendante de la volonté, ou bien les époux ont pu en restreindre le nombre pour ne pas accroître leur gêne. Nous savons certes qu'à tout cela on répond: « J'ai planté, je ne suis pas cause de la gelée qui survient et cependant je dois acheter à d'autres

ce que j'avais semé en pure perte. » Il n'en reste pas moins vrai qu'un tel impôt serait injuste : si l'on doit récompenser le père qui a contribué à donner des habitants à son pays et rendu service à l'Etat, il n'est pas de raison pour punir celui qui pour des motifs souvent estimables n'a pas rendu ce service. M. le Sénateur Piot (1) lui-même reconnaissait que « cet impôt doit être gradué et nullement vexatoire. Il ne peut ressembler à une punition et ne donne pas le droit de peser sur les volontés. » Mais on peut se demander s'il est possible qu'il en soit ainsi. Cependant il y aurait déjà un exemple dans une législation étrangère (2) : on dit qu'en Argentine les célibataires paient 25 francs par mois de 20 à 25 ans, 50 francs de 25 à 30 ans, 100 francs de 30 à 50 ans, 150 francs de 50 à 75 ans, 50 francs de 75 à 80 ans et plus rien à partir de cet âge. Il paraîtrait, il est vrai, que trois demandes en mariages repoussées la même année valent exemption, ce qui permet de douter du résultat ; en tous cas, si résultat il y a, ce sont les moins riches qui en pâtissent le plus, puisque l'impôt n'est aucunement proportionné au revenu.

En réalité, l'impôt sur les célibataires est vexatoire, qu'on le conçoive comme devant simplement fournir de l'argent pour les familles nombreuses et encore plus si par là on espère contraindre les individus à se marier, dans lequel cas d'ailleurs il faudrait qu'il soit énorme, en

(1) Enquête personne citée.

(2) Alliance nationale, 15 octobre 1905, Impôt sur les célibataires.

proportion ou même au-dessus des charges découlant de la paternité et du mariage. C'est pourquoi cet impôt n'est pas admis par la plupart.

D'autres préfèrent une modification de l'impôt sur les successions : les droits de succession seraient augmentés pour ceux qui n'ont que deux enfants, davantage pour ceux qui n'en n'ont qu'un, à fortiori pour ceux qui n'en ont aucun et aussi en proportion du degré d'éloignement de la parenté. On pourrait même refuser le droit d'hériter après un certain nombre de degrés de parenté, limiter par exemple l'héritage aux enfants et neveux du défunt. L'avantage de ce système c'est qu'on attend que les individus soient morts pour leur prendre leur argent, en compensation d'un devoir inaccompli ou d'un service non rendu pour quelque raison que ce soit. Mais l'inconvénient de préconiser cette réforme, comme de préconiser une augmentation quelconque d'impôt fait qu'ainsi on habitue les esprits à l'augmentation qui un jour arrive dans un tout autre but que celui désiré. Ainsi en sera-t-il peut-être de l'impôt sur les successions.

Un autre système consisterait dans une application de l'assurance. Voici comment. La naissance d'un enfant, celle du premier acceptée en général avec plaisir, comme celle des autres reçues le plus souvent à contre-cœur, constitue pour les budgets familiaux une charge, occasionnant forcément des dépenses plus ou moins nombreuses, lourdes pour les uns, gênantes pour la plupart. C'est que l'enfant coûte non seulement, parce qu'il faudra l'élever, mais parce qu'aussi en venant à la vie il nécessite des frais divers et entraîne des complications de l'existence. Il est donc permis d'assimiler raisonnablement la venue

d'un nouveau-né à la réalisation d'un danger, d'un « *risque* » comme on dit en termes d'assurances. M. d'Eichthal (1) déclare que : « les habitudes restrictives sont l'indice d'une peur du risque et de l'aléa. »

Or, que peuvent faire, s'ils sont prudents, tous ceux que menace la réalisation d'un risque? Que font les agriculteurs qui craignent de voir la grêle dévaster leurs récoltes, les épidémies décimer leur troupeau? Que font ceux qui craignent de laisser leur famille sans ressources après leur mort prématurée? Que font ceux qui redoutent la maladie, les accidents, l'incendie, le chômage, l'invalidité, la vieillesse, et tous autres dangers? Ils recourent à l'assurance, à l'Association, à la Mutualité, si fécondes de nos jours. Ils mettent en commun les charges éventuelles occasionnées par le risque se réalisant, et, ainsi ils en répartissent sur tous les effets désastreux, pour décharger chacun. Suivant l'expression de M. Frédéric Passy : « L'assurance pulvérise le risque », dès lors la peur de l'aléa est moins forte, ses conséquences moins fréquentes et moins dures.

Eh bien! pourquoi, puisque la naissance est en quelque sorte un danger, un risque, pour les parents, pourquoi ceux-ci n'agiraient-ils pas de même en cette occurrence? pourquoi tous les jeunes gens dont la fonction sociale sera de se marier, de fonder un foyer, pourquoi les personnes déjà mariées susceptibles encore davantage de donner le jour à de petits êtres, ne s'associeraient-ils pas pour répartir entr'eux tous les frais et dépenses ainsi occasion-

(1) La formation des richesses, page 172.

nés à chacun et bien plus pour tirer un profit pécuniaire de toute nouvelle naissance dans leur famille?

Déjà d'ailleurs les femmes s'assurent pour recevoir une indemnité de maladie et d'invalidité quand elles seront en couches. Déjà encore les Etats-Unis nous ont donné l'exemple. Voici, en effet, ce qu'on lit dans le *New-York Herald* du 18 avril 1903 (1): « l'un des résultats les plus heureux des débats sur le « suicide de la race » a été l'organisation de « Mother's Birthday Club of America » dont le but est de récompenser par une somme d'argent appréciable toute mère à la naissance d'un enfant. Les promotrices se proposent de donner à la naissance de chaque bébé une somme variant de 200 à 600 dollars. Les membres du Club devront payer une cotisation semestrielle d'un dollar et un droit d'entrée de cinq dollars. En plus, les membres du club devront payer une cotisation chaque fois qu'un enfant naîtra à une femme affiliée au club... C'est en somme la conception rationnelle de l'assurance sur la vie, les combinaisons financières qui portent ce nom n'étant réellement qu'une assurance sur la mort. » En France, depuis peu de temps, l'initiative privée a admis un système analogue comme principe. Effectivement une société d'Assurances Mutuelles a été constituée dans le but de donner à ses adhérents un capital proportionnel à leurs cotisations (2) chaque fois qu'ils auront un enfant, et à ses adhérents célibataires un ca-

(1) Alliance nationale, 15 avril 1903, Le Club de la Maternité.

(2) Il vaut mieux que ces cotisations soient ne varietur, à l'opposé du système américain précité.



pital, le jour de leur mariage. Ainsi l'objection que les riches n'auront pas un enfant de plus pour recevoir une prime n'est plus de mise ici, puisque chacun peut proportionner à son degré d'aisance le capital à toucher en payant une cotisation plus ou moins forte.

Sans vouloir nous étendre davantage sur ce procédé, qu'il nous soit permis de déclarer qu'en cette application de l'assurance (1), de la Mutualité, nous voyons un moyen de donner à l'individu un intérêt direct à procréer. L'individu ne craindra plus de se marier tôt s'il reçoit un capital plus ou moins important le jour de son mariage, et plus tard dans le foyer, avec l'enfant arriveront des ressources pour payer les frais d'éducation ou tout au moins les premiers mois. Ainsi l'Etat n'aurait qu'à secourir les familles nombreuses nécessiteuses. Il est vrai qu'en cette matière, c'est à l'Etat qu'il importe d'intervenir, parce que c'est son intérêt à lui d'abord qui le lui commande. Il est incontestable que ce que l'initiative privée essaie en des limites forcément restreintes, l'Etat pourrait l'adopter sur une plus vaste échelle pour l'améliorer. Notamment sans parler de réduction des cotisations il serait infiniment meilleur que les primes fussent d'autant plus fortes que l'enfant serait plus éloigné de l'aîné; mais c'est là une règle inadmissible pour une société privée: elle ne trouverait pas d'adhérent. Quoi qu'il en soit, nous pensons avoir indiqué un système bien moins coûteux pour

(1) Nous entendons par là le principe, non sa forme actuelle que nous n'avons pas le droit d'envisager ici.



les finances du pays et qui tient compte de l'égoïsme humain, non en cherchant à l'étouffer, mais en lui accordant les satisfactions auxquelles il a droit.

## CONCLUSION

Si les remèdes indiqués à l'abaissement de la natalité sont inappliqués ou insuffisants, il reste encore un pis-aller possible pour éviter la diminution de la population par la diminution des naissances: c'est de donner aux étrangers des facilités plus grandes pour se faire naturaliser français.

Le nombre des étrangers que contient notre pays est considérable et va généralement en augmentant. Voici, en effet, quels étaient les chiffres absolus (1) et les proportions pour 1.000 habitants aux divers recensements:

|      |         |           |      |       |      |               |
|------|---------|-----------|------|-------|------|---------------|
| 1851 | .....   | 392.814   | soit | ..... | 11,0 | par 1000 hab. |
| 1861 | .....   | 521.640   | »    | ..... | 13,9 | »             |
| 1866 | .....   | 677.322   | »    | ..... | 17,8 | »             |
| 1872 | .....   | 755.971   | »    | ..... | 20,9 | »             |
| 1876 | .....   | 836.264   | »    | ..... | 22,7 | »             |
| 1881 | .....   | 1.078.136 | »    | ..... | 28,5 | »             |
| 1886 | .....   | 1.230.417 | »    | ..... | 32,2 | »             |
| 1891 | .....   | 1.300.915 | »    | ..... | 33,9 | »             |
| 1896 | .....   | 1.051.907 | »    | ..... | 27,1 | »             |
| 1901 | .....   | 1.021.438 | »    | ..... | 26,2 | »             |
| 1906 | (2).... | 1.900.415 | »    | ..... | 25,7 | »             |

(1) Alliance Nationale, juillet 1907, du mouvement de la population dans ses rapports avec le commerce extérieur.

(2) Alliance Nationale, janvier 1907, documents statistiques.

Ainsi, bien que depuis 1896 il y ait diminution du chiffre absolu et relatif, le nombre des étrangers en France est élevé, puisqu'en Allemagne, au dire de M. Bertillon, il n'y a que 8 ou 9 étrangers par 1.000 habitants, en Autriche-Hongrie 6, en Grande-Bretagne et Italie moins de 6. Dès lors, il est juste de dire que notre pays compte presque plus d'étrangers que ces quatre états réunis.

Cet envahissement, pour employer l'expression de certains, s'effectue de trois côtés: le Nord, l'Est et le Midi, c'est-à-dire que les étrangers viennent surtout d'Allemagne, Belgique, Italie, Suisse, par la Méditerranée et les extrémités des Pyrénées. Effectivement les quinze départements qui contiennent le plus d'étrangers sont le Nord, La Seine, les Bouches-du-Rhône, Var, Meurthe-et-Moselle, Ardennes, Alpes-Maritimes, Belfort, Pyrénées-Orientales, Doubs, Aude, les deux Savoies, Basses-Pyrénées et Hérault.

Etant donnée l'importance de leur nombre, on peut désirer que beaucoup d'étrangers résidant en France se fassent naturaliser. Or, bien peu le font, quoique cependant le progrès ici soit certain. Voici, en effet, les chiffres des naturalisés aux divers recensements (1):

|            |              |            |         |
|------------|--------------|------------|---------|
| 1851 ..... | 13.525 ..... | 1881 ..... | 77.046  |
| 1861 ..... | 15.259 ..... | 1886 ..... | 103.886 |
| 1866 ..... | 16.286 ..... | 1891 ..... | 170.704 |
| 1872 ..... | 15.303 ..... | 1896 ..... | 202.715 |
| 1876 ..... | 34.510 ..... | 1901 ..... | 212.387 |

(1) Alliance Nationale, juillet 1907, même article.

Ne serait-il donc pas possible de faciliter encore aux étrangers les moyens d'acquérir la qualité de Français?

On sait qu'actuellement il faut pouvoir justifier d'une résidence ininterrompue de 10 ans, ou être domicilié en France depuis 3 ans si l'on a obtenu au préalable l'autorisation d'y fixer son domicile. Peut-être pourrait-on restreindre ces stages? Cette réforme nous paraît d'autant plus admissible, que l'on se contente déjà d'un délai d'un an dans le cas précité d'admission à domicile. En outre, il faut, quand la qualité de Français est accordée, payer un droit de chancellerie de 175 francs environ. Ne devrait-on pas généraliser la pratique bienveillante de la remise totale ou partielle de cette somme?

Il ne convient pas d'objecter le danger de naturalisations trop hâtives dont les bénéficiaires restent étrangers de cœur, car c'est à l'enquête qui précède le décret présidentiel de naturalisation d'indiquer si l'étranger est susceptible de faire un bon Français.

M. Rochard (1) objecte d'autre part qu'« un peuple qui se recrute à l'étranger perd vite dans ce commerce son caractère, ses mœurs, ses forces propres. Il perd avec le temps ce qu'il a de plus précieux sa nationalité ». C'est en somme la paraphrase des mots d'Auguste Comte : « Nous sommes de plus en plus gouvernés par nos morts ».

Cependant la théorie opposée a fait en ces dernières

(1) Bulletin de l'Académie de Médecine, 2 février 1883.

années des progrès incontestables. On donne à l'appui divers exemples. Après la guerre de 30 ans en Allemagne on attira par des avantages les étrangers qui vinrent nombreux, surtout dès 1685, date de la Révocation de l'Edit de Nantes, après laquelle un grand nombre de Français protestants émigrèrent. Mais c'est l'exemple des Etats-Unis qui est le plus probant. Ne se sont-ils pas constitués grâce à l'émigration européenne qui d'ailleurs n'a pas cessé, puisqu'en 1903 par exemple sur 1.000.000 et demi d'européens émigrants, près d'un million étaient à destination de l'Amérique (1). Au dire de M. Gonnard (2), de 1821 à 1890, 15 millions et demi d'émigrants s'étaient déversés sur les Etats-Unis et M. Cauwès (3) évaluait ce chiffre à plus de 20 millions, de 1800 à ces dernières années, soit un émigré sur 4 habitants. Et cependant on ne saurait nier que ce pays a un caractère qui lui est propre et que, jusqu'à ces derniers temps, il n'a pas eu à se plaindre de l'apport des éléments du dehors. Au contraire, puisque les émigrants arrivent à l'âge adulte, c'est diminuer sur l'ensemble de la population la proportion des enfants et de vieillards; peut-être peut-on voir là une cause de l'intensité de la vie et de l'activité économique américaines.

Il est vrai qu'on objecte : « En quelques mois on peut faire un défricheur, un trappeur, un pionnier; en deux

(1) Documents du Progrès, septembre 1909, article cité.

(2) Ouvrage cité.

(3) A son cours 1907-1908.

générations on peut faire un citoyen de Chicago : un vrai Français a mis des siècles à se former. » (1) Mais, si les Français ont une telle valeur, il est inadmissible qu'elle soit insuffisante au point que l'élément étranger impose son influence plutôt qu'il ne subisse la nôtre. Il est, au contraire, très probable que les étrangers, s'ils arrivent peu à peu, s'assimileront vite nos mœurs, notre tournure d'esprit. On a dit avec raison qu'« il y a moins de dissemblance morale entre un Belge et un habitant de Lille qu'entre ce dernier et un Marseillais » (2). C'est que le caractère d'un peuple est un produit du milieu et plus le milieu est vivace plus l'assimilation est rapide. Ainsi à Paris l'exemple quotidien montre des étrangers parisiannisés après quelques années seulement. Au surplus, même en admettant que notre caractère doive subir quelque peu l'influence de l'esprit étranger, il n'est pas prouvé que nous ayons à le regretter ; Montaigne ne disait-il pas déjà : « Pour faire un bon tempérament il faut mesler le vif argent de France au plomb d'Allemagne ». Le caractère des peuples doit comme toute chose tendre vers un idéal et par suite évoluer s'il le faut. Il n'est pas un élément immuable, mais se forme peu à peu et se transforme naturellement. Le Français d'aujourd'hui ne ressemble-t-il pas plus à l'Allemand actuel qu'au Français du moyen-âge ?

Nous n'avons donc pas à redouter de voir modifier

(1) G. Deherme, *Coopération des Idées*, 1<sup>er</sup> décembre 1909.

(2) Paul Guériot, *Coopération des Idées*, 1<sup>er</sup> mars 1910.

la mentalité de notre race. D'ailleurs cette dernière n'est-elle pas formée de races diverses, « d'Aquitains de race ibérique comme beaucoup d'Espagnols, de Ligures de même race que la plupart des Suisses, de Belges, de Germains, de Burgondes, de Francs, de Normands de même race que les Allemands et les Scandinaves » (1).

Evidemment ce que nous admettons c'est l'infiltration étrangère lente et canalisée au gré du pays récepteur. Il est incontestable que l'envahissement trop brusque par un trop grand nombre serait dangereux, ne permettant pas aux nouveaux venus de s'acclimater aux mœurs et coutumes de leur pays d'adoption, mais faisant, au contraire, que par le nombre ils imposeraient les leurs. Il est donc paradoxal de croire que « l'invasion ne ferait peut-être pas tant de mal que cela à la France. Ce n'est qu'un moment à passer » (2).

En définitive, nous reconnaissons que faciliter la naturalisation, n'est pas un remède suffisant, mais un pis-aller, une « résignation », comme il a été dit, et que cependant nous ne pouvons nous montrer trop difficiles. Arsène Dumont admettait que si en principe il vaut mieux pour un peuple qu'il ne soit pas formé des « alluvions accumulés de l'immigration étrangère... il est évident qu'il ne peut repousser les apports du dehors que si lui-même est assez prolifique... »

(1) Félix Regnault, Documents du Progrès, article cité.

(2) Rémy de Gourmont, dans le « Mercure de France ».



Donc, si tous autres remèdes sont impossibles, notre seule ressource est de prendre celui-ci avant qu'il ne nous soit appliqué brutalement. Ainsi nous choisirons pendant qu'il en est temps nos enfants adoptifs, sinon, malgré nous, l'élément étranger prendra les places vides au soleil de France.



# TABLE DES MATIÈRES

---

## INTRODUCTION

**Cours historique de la question de la dépopulation:** Grèce:

Platon, Aristote, Polybe, Plutarque. — Rome: Lois caducaires. — Botero, Malthus et Mercantilistes. — Les deux théories aux prises actuellement. — Le mouvement présent, notamment la Commission de la Dépopulation.

**Il n'y a pas en France Dépopulation au sens exact:** Le nombre absolu de la population croît, en général à chaque recensement. — Le nombre absolu des naissances annuelles est le plus souvent supérieur à celui des décès. — La dépopulation existe dans quelques régions prises isolément.

**D'où vient donc le mal:** De ce qu'il y a abaissement du taux de natalité, abaissement qui date de loin, mais plus spécial depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. — De ce que le nombre absolu des naissances ne cesse de décroître, diminuant les excédents sur les décès.

**En théorie, une forte natalité a-t-elle des avantages:** Les deux théories. — N'exagérer en aucun sens; en réalité, il existe pour tout pays une « *densité optima* ». — Elle n'est pas atteinte en France.

**Quoiqu'il en soit, par comparaison notre situation est défec-  
tueuse:** Objection: la natalité baisse partout. — Réponse:  
Le nombre absolu de la population augmente partout,  
même en France, quoique moins rapidement. — Il en est  
de même du chiffre des naissances, sauf en France où il  
diminue. — Le taux de la natalité baisse partout, mais en  
France il est plus bas qu'ailleurs et insuffisant pour don-  
ner des excédents sur la mortalité.

**Conséquences:** Au point de vue de notre rang dans le monde. —  
Au point de vue militaire. — Colonial. — Economique.

**Ce qu'il faudrait pour ne pas décroître.**

## PREMIÈRE PARTIE

### LES CAUSES DE L'ABAISSEMENT DE LA NATALITE

**Chapitre I.** — *La population serait-elle suffisante si les décès  
étaient moins nombreux?*

Pourquoi nous envisageons cette question. — Mortalité in-  
fantile: Quotient par 1000 habitants et par 1000 naissances en  
France et à l'étranger, aujourd'hui et autrefois. Rang excel-  
lent de notre pays. — Mortalité générale; ce qui signifie l'âge  
moyen au décès. Quotient par 1000 habitants en France et à  
l'étranger, hier et actuellement. Rang satisfaisant de notre  
pays considéré dans son ensemble. Exceptions relatives. — L'a-  
baissement de la mortalité est-il désirable? Théorie du paral-  
lélisme. — Remède incomplet, c'est la natalité qu'il faut at-  
teindre.

**Chapitre II.** — *Le nombre des mariages est-il suffisant?*

Importance du nombre des mariages pour la natalité. — Quotient de nuptialité sur la population totale et sur la population mariable, en France et à l'étranger, hier et aujourd'hui. — Rang satisfaisant de notre pays.

**Chapitre III.** — *L'abaissement de la natalité est-il dû à des causes physiques?*

La stérilité physiologique n'est pas plus fréquente actuellement que naguère et en France qu'à l'étranger. — Ce qu'il faut penser des causes indiquées de la dégénérescence de la race: guerres, abus du tabac, tuberculose, hérédo-arthritisme, ovariectomie, alcoolisme et maladies vénériennes.

**Chapitre IV.** — *Causes psychologiques.*

§ I. — Influence de la volonté, l'intérêt personnel et l'individualisme:

La volonté est la cause primordiale de la stérilité, sous l'influence de l'intérêt de chacun à n'avoir pas d'enfants. — C'est l'intérêt qui explique qu'autrefois les peuples avaient une forte natalité; tandis qu'aujourd'hui s'il n'en est plus ainsi, c'est que l'intérêt a changé. — Exagération de cette manière de voir sous l'influence de l'individualisme. — L'individu le plus souvent n'a pas tort. — Ce qu'il faut en conclure.

§ II. — Influence de la civilisation et des idées démocratiques:

Les diverses phases par lesquelles a dû passer l'instinct de reproduction. — La « *capillarité sociale* » et la démocratie. — Preuves de leur influence sur la natalité. — Développement de l'instruction. — Faut-il conclure que l'abaissement de la natalité est une loi inéluctable?

§ III. — Intérêt de l'individu envisagé en soi à n'avoir pas d'enfants ou peu :

Crainte de compromettre la santé de la femme par la grossesse. — Crainte des servitudes de la maternité. — Préoccupations esthétiques de la femme. — Influence de la mode et de l'opinion publique. — Pour « arriver » il ne faut pas se charger d'enfants. — Avantages généraux du célibat.

§ IV. — Par amour pour ses enfants l'individu n'a pas intérêt à une famille nombreuse :

Probabilité du fait. — L'enfant coûte cher; s'il est seul, il sera mieux élevé, mieux doté et recevra un héritage plus important. — Ambition des parents pour leurs enfants.

## Chapitre V. — *Causes Sociales.*

§ I. — Licence des mœurs qui fait trouver un intérêt à chercher le plaisir sans en accepter les conséquences :

Conciliation de cette idée avec l'influence de la civilisation. — Quels seraient les effets a priori? — Sont-ils plus exagérés en France qu'autrefois et à l'étranger. — Mortalité infantile. — Age au mariage. — Divorces. — Maladies vénériennes. — Ménages stériles. — Célibat. — Natalité naturelle et union libre. — Pornographie. — Néomalthusiannisme. — Fausses couches. — Mortinatalité. — Infanticides. — Avortements.

§ II. — Influence des religions et des sentiments moraux :

Influence logique des religions : toutes préconisent la famille nombreuse. — Existe-t-il des preuves de cette influence? — Influence des sentiments moraux non confessionnels.

§ III. — Influence de l'âge au mariage. Est-il trop tardif? Comment cette influence se conçoit. — Se marie-t-on plus tard aujourd'hui qu'autrefois et à l'étranger. — Causes probables

qui retardent l'époque du mariage. — Ne pas exagérer la relation entre la natalité et les mariages précoces.

**Chapitre VI. — Cause politique : Influence du militarisme.**

Ne pas croire que la diminution de la natalité et la réduction de la durée du service soient en rapport l'une de l'autre. — Comment se conçoit cette influence. — Charges militaires. fiscales.

**Chapitre VII. — Causes juridiques.**

§ I. — Influence du Divorce et de la Séparation de corps : Les deux opinions. — Ce qu'il faut penser de la séparation de corps.

§ II. — Influence de la condition des enfants illégitimes : Pourquoi elle ne se conçoit pas.

§ III. — Influence du régime des successions :

Comment et pour qui se conçoit cette influence. — Morcellement incontestable de la propriété. — Influence de ce fait sur la natalité. — Comment il a été favorisé par le Code. — Quotité disponible, règles du partage et de l'indivision. — Ne pas exagérer.

**Chapitre VIII. — Causes fiscales.**

Comment la famille nombreuse paie plus d'impôts directs et indirects. — Pourquoi cette influence est probablement plus agissante qu'autrefois et qu'à l'étranger. — Objection contre le rapport entre la natalité et l'impôt.

**Chapitre IX. — Causes d'ordre économique.**

§ I. — Influence des mouvements migratoires :



I. Migrations extérieures: Influence restreinte de l'immigration étrangère et de la colonisation.

II. Migrations intérieures: Individus résidant dans un département dont ils ne sont pas originaires. — Preuves de la diminution de la population agricole. — Le phénomène ne date pas d'aujourd'hui et existe à l'étranger. — Les ruraux transplantés dans les villes vont-ils, de ce fait, diminuer leur fécondité? Moins de mariages, âge au mariage plus tardif, naissances nombreuses, mais excédents minimes. — La fécondité des départements d'où l'on émigre diminue-t-elle par le fait même? — Indices que les ruraux immigrés ne seront pas parmi les éléments féconds des villes; causes de l'exode rural.

## § II. — Influence des professions:

I. Influence des professions en général: Influence sur l'âge au mariage, statistiques étrangères. — Influence sur la nuptialité, statistique autrichienne, nombre des célibataires par professions en France. — Influence sur la durée des mariages, statistique danoise. — Résumé: effet indémontré, mais probable en France.

II. — Influence du travail des femmes: La proportion des femmes employées n'a probablement pas augmenté pour l'ensemble des professions. — Elle est plus forte en France qu'en quelques pays. — Résultat défectueux probable pour la natalité.

III. Influence de quelques exigences professionnelles: Les professions qui diminuent la nuptialité masculine sont plus défavorables. — Célibat religieux. — Professions employant de préférence des célibataires ou interdisant le mariage. — Domestiques. — Professions dans lesquelles le salaire est trop faible, petits fonctionnaires notamment.

§ III. — Influence d'ordre économique proprement dit :

I. Influence de la richesse : quelle est la richesse qui importe pour un pays. — Régions pauvres et régions riches. — Classes pauvres, riches, moyennes, différences de fécondité.

II. Influence de la prospérité économique : Influence logique des périodes de crise ou de prospérité. — Ne pas exagérer.

III. Influence de la baisse du revenu des capitaux : La richesse de la France. — Preuves de la baisse du revenu : taux des emprunts, de l'escompte, du revenu de la rente, des valeurs françaises et étrangères. — Pourquoi la hausse des actions se fait moins sentir en France. — Proportion du budget par tête d'habitant.

IV. Influence de la cherté et difficultés de la vie et de l'accroissement des besoins : Si le coût de la vie n'a pas augmenté, il n'en a pas été de même des besoins : nourriture, logement, habillement, etc. — Pouvoir de l'argent.

V. Influence du Protectionnisme et du régime économique : augmentation du pain, viande, etc. — Objection tirée de l'exemple de l'Angleterre et de l'Allemagne. — Les « *industries opprimées* » par le renchérissement de la matière première. — Primes et monopoles.

VI. Influence de l'exagération de l'esprit d'épargne : Statistiques Tallqvist. — Comment l'assurance est favorable à la natalité.

VII. Influence du régime industriel : Législation protectrice des travailleurs : lois sur le travail des femmes et enfants, sur accidents du travail, retraites ouvrières. — Emploi du machi-

nisme. — Concentration des entreprises industrielles. — Variations de l'activité industrielle: chômage et prospérité.

**Chapitre X. — *Résumé des Causes.***

DEUXIEME PARTIE

**LES REMÈDES A L'ABAISSMENT DE LA NATALITÉ**

**Chapitre I. — *Remèdes accessoires ou non spéciaux à l'abaissement de la natalité.***

§ I. — Diminution de la mortalité:

Comment diminuer la mortalité infantile peut favoriser la natalité. — Quelques exemples de procédés. — Mortalité générale.

§ II. — Augmentation du nombre des mariages:

Suppression de la dot. — Modifications aux formalités du mariage. — Les efforts réalisés, leurs résultats. — Ce qui reste à accomplir.

§ III. — Diminution de la stérilité involontaire:

Maladies vénériennes. — Prostitution.

**Chapitre II. — *Remèdes en matière de causes sociales ou politiques.***

§ I. — Avancer l'âge au mariage:

Moyen employé en matière d'incorporation militaire. — Age

légal du mariage. — Prohibition du mariage à un certain âge.

§ II. — Propagation des sentiments moraux et religieux :

Les religions se valent. — Les sentiments moraux sont suffisants. — Remède irréalisable, si admissible.

§ III. — Remèdes aux effets de la licence des mœurs :

Proposition Béranger. — Néo-malthusisme. — Avortement : correctionnalisation, utilisation de textes existants, etc. — Rétablissement des tours. — Assurance au décès des enfants. — Suppression de l'art. 340 du Code civil.

§ IV. — Remèdes à l'influence du militarisme :

Accorder des compensations militaires aux familles nombreuses. — Deux façons de les concevoir. — Ce qui a été proposé. — Ce qui est admissible. — Ne pas accroître les charges militaires.

**Chapitre III. — Remèdes en matière fiscale.**

Justification des dégrèvements. — Impôts directs : projets, exemples en France et à l'étranger. — A qui accorder ces dégrèvements. — Effet probable des exemptions. — Droits de mutation. — Impôts indirects : nécessité des compensations.

**Chapitre IV. — Remèdes en matière de Divorce et de Successions :**

§ I. — Remèdes en matière de divorce :

Divorce par consentement mutuel. — Ce qu'il faut penser du divorce pour cause d'infécondité.

§ II. — Remèdes en matière de successions :

Deux systèmes : 1° Suppression de l'égalité : Droit d'aînesse. Systèmes du Mexique, Guatémala et Costa-Rica. 2° Systèmes Toutée, Bertillon, Doucet. — Il suffit de permettre d'avantager un enfant sans nuire aux autres. — Obligation légale ou faculté. — Homestead américain et loi du 12 juillet 1909. — Réformes possibles : Augmentation de la quotité disponible.

Divers systèmes. — Modifier les règles du partage. Exemples à l'étranger. Lois sur les habitations à bon marché. — Droit de renonciation à la succession. — Modifications des règles de l'indivision.

**Chapitre V. — Remèdes aux causes d'ordre économique.**

**§ I. — Remèdes en matière de désertion des campagnes :**

Associations provinciales. — Rendre la vie rurale plus gaie. — L'œuvre à la caserne. — Améliorer la condition des travailleurs agricoles : Loi du 15 juillet 1893. Législation protectrice des travailleurs. Association : sociétés de crédit agricole, syndicats agricoles, sociétés de secours mutuels. — Dot agraire viagère. — Cours d'enseignement agricole. — L'œuvre des instituteurs ruraux. — Réduction des frais de locomotion autour des villes.

**§ II. — Remèdes en matière de causes professionnelles :** Célibat religieux. — Système du roulement. — Modification des conventions sociales pour les domestiques. — Relèvement des traitements des petits fonctionnaires. Son utilité budgétaire. — Diminution des stages dans les études. — Travail féminin : les moyens de M. March. Remplacer la mère, plutôt qu'empêcher de travailler.

**§ III. — Remèdes aux causes d'ordre économique proprement dit et industrielles :**

Socialisation des enfants. — Limitation de l'esprit d'épargne. — Rendre la vie plus facile et meilleur marché : modification du régime des monopoles, primes et droits protecteurs. Les objections. Les résultats probables. Diminution de la cherté des logements. Les efforts réalisés. Les améliorations possibles. — Développer la prospérité économique : les recommandations de M. March. Ce qui est possible : chômage, saisie. — Législation protectrice des travailleurs. — Loi sur les retraites ouvrières.

**Chapitre VI. — Remèdes s'appliquant à la plupart des Causes.**

Leur nécessité pour donner un intérêt direct à procréer.

**§ I. — Compensations diverses :**

Mesures destinées à modifier la mentalité actuelle : Bourses. Bureaux de tabac. Décoration. Droit de vote. Fête des enfants.

**§ II. — Réserver les places aux familles nombreuses :**

Deux façons de concevoir cette mesure. — Ses effets probables. — Les objections qui en réduisent la portée.

**§ III. — Allocations aux familles nombreuses nécessiteuses et Primes aux naissances.**

Allocations : Précédents. Projets. Exemples. — Primes : Comment on les conçoit. Comment il les faudrait. — Objections. — Pourquoi leur effet sera probablement heureux. — Comment elles complètent tous autres remèdes, et, si elles sont importantes, remédient à la plupart des causes. — Le moyen de les payer : Loterie. Impôt sur les célibataires. Critique. Modification de l'impôt sur les successions. — Un système nouveau, application de l'Assurance.

CONCLUSION

Au cas où tous autres remèdes seraient impossibles ou insuffisants, pis-aller possible : faciliter les naturalisations. — Nombre des étrangers en France. — Nombre des naturalisés. — Comment on pourrait faciliter la naturalisation. — Les deux théories opposées. — Comme quoi le danger de ce moyen ne doit pas être exagéré. — Tel sera l'unique remède, si l'on ne tente rien autre.

---

Vu : *Le Doyen*,  
CAUWES

Vu : *Le Président*,  
Fernand FAURE

Vu et permis d'imprimer :  
*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris*,  
LIARD.





## ERRATA

Page — Ligne Lire : ..... au lieu de .....

|     |     |                                                     |   |                                     |
|-----|-----|-----------------------------------------------------|---|-------------------------------------|
| VI  | 2   | natalité                                            | — | natalités                           |
| 1   | 22  | XXIII                                               | — | XXLLL                               |
| 3   | 25  | XXIII                                               | — | XXLLL                               |
| 6   | 3   | chacun. » (1) Bien                                  | — | chacun. » Bien                      |
|     | 15  | (2)                                                 | — | (1)                                 |
| 43  | 21- | a                                                   | — | à                                   |
| 47  | 4   | célibataires                                        | — | mariés                              |
|     | 4   | hommes 100                                          | — | hommes 68, fem. 100                 |
| 50  | 4   | nuptialité 1.000 ma-                                | — | natalité 1.000 habi-                |
|     |     | riables                                             | — | tants                               |
|     | 22  | 150 habitants                                       | — | 150                                 |
| 57  | 12  | d'enfants                                           | — | d'enfant                            |
| 65  | 21  | que                                                 | — | que                                 |
| 66  | 5   | Danemark                                            | — | Danemarck (id., p.<br>48, ligne 16) |
| 74  | 3   | se concrète                                         | — | se concret                          |
| 82  | 12  | Gumplowicz                                          | — | Gumphowicz                          |
| 113 | 10  | précité                                             | — | précisé                             |
| 114 | 17  | pas                                                 | — | plus                                |
| 119 | 11  | les individus animés                                | — | les animés                          |
| 130 | 32  | »                                                   | — | : «                                 |
| 139 | 25  | défavorables                                        | — | favorables                          |
| 158 | 4   | population                                          | — | populaiton                          |
| 159 | 8   | combinée                                            | — | combiné                             |
| 161 | 15  | ont                                                 | — | on                                  |
| 162 | 15  | que la                                              | — | que de la                           |
| 167 | 17  | subies                                              | — | subi                                |
| 175 | 16  | L'instruction                                       | — | L'instrctcion                       |
| 223 | 3   | Neymarck                                            | — | Weymarck                            |
| 228 | 28  | En effet                                            | — | Cependant                           |
| 229 | 1   | 31,0                                                | — | 15,7                                |
|     |     | 29,0                                                | — | 16,0                                |
|     |     | 27,4                                                | — | 15,9                                |
|     | 2   | les 2 décades                                       | — | les décades                         |
| 253 | 8   | 3                                                   | — | 4                                   |
| 255 | 3   | instituée                                           | — | institué                            |
| 293 | 6   | 3 enfants en moyen-                                 | — | 3 enfants                           |
|     |     | ne                                                  | — |                                     |
| 309 | 9   | serait                                              | — | sarait                              |
| 337 | 1   | Pour accroître la prospérité économique par l'abon- | — |                                     |
|     |     | dance des emplois offerts, M. March recommande      | — |                                     |
|     |     | de favoriser les œuvres qui tendent à développer    | — |                                     |
|     |     | les débouchés et les occasions de travail, institu- | — |                                     |
|     |     | tions pour le développement du commerce exté-       | — |                                     |
|     |     | rieur, en faveur de la colonisation, institution de | — |                                     |
|     |     | placement gratuit, etc. Par ces moyens l'individu   | — |                                     |
|     |     | plus assuré d'avoir du travail suivant ses besoins  | — |                                     |
|     |     | pourra sans crainte augmenter sa famille de nou-    | — |                                     |
|     |     | velles unités.                                      | — |                                     |
|     |     | Il est présumable, etc.                             | — |                                     |
| 368 | 22  | des vieillards                                      | — | de vieillards                       |
| 373 | 3   | court                                               | — | cours.                              |











